104e ANNÉE
VOL. 104

N° 23
4575

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 10 juin 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, June 10, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC
REÇU LE
19 JUIN 1972

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

Lettres patentes

A.D.L. Metal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Denis Ménard, manufacturier, Lucienne Telmosse, ménagère, épouse dudit Denis Ménard, tous deux de 103, Principale, Saint-Dominique, et Armand Telmosse, arpenteur, Sainte-Hélène, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de coffres-forts, portes de voûte, boîtes fortes et coffrets de sûreté, sous le nom de « A.D.L. Metal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 103, rue Principale, Saint-Dominique, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720260

L'Académie Équestre de Sherbrooke inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Savard, 915, des Cormiers, Laval, Gary Longchamps, 1835, Anjou, Sherbrooke, tous deux administrateurs, et Denis Boisvert, avocat, 7555, Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et développer les pratiques de toutes les disciplines touchant l'équitation et autres activités connexes de même nature, sous le nom de « L'Académie Équestre de Sherbrooke inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 1276, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720583

Activités-Jeunesse de Ste-Sophie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Thérèse Beauchamp, ménagère, fille majeure, Donald McKenna, cultivateur, et Gaston Laroche, aide-fermier, tous trois de Sainte-Sophie, pour les objets suivants:

JURIDICAL NOTICES

Letters Patent

A.D.L. Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Ménard, manufacturer, Lucienne Telmosse, housewife, wife of the said Denis Ménard, both of 103 Principale, St. Dominique, and Armand Telmosse, land-surveyor, Ste. Hélène, for the following purposes:

To manufacture and deal in safes, vault doors, strong-boxes and safety-boxes, under the name of "A.D.L. Metal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 103 Principale Street, St. Dominique, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720260

L'Académie Équestre de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Savard, 915 des Cormiers, Laval, Gary Longchamps, 1835 Anjou, Sherbrooke, both administrators, and Denis Boisvert, lawyer, 7555 Viau, Montreal, for the following purposes:

To promote, encourage and develop the practice of all disciplines related to horsemanship and other related activities, under the name of "L'Académie Équestre de Sherbrooke inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $1,000,000.

The head office of the corporation is at 1276 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720583

Activités-Jeunesse de Ste-Sophie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Thérèse Beauchamp, housewife, spinster, Donald McKenna, farmer, and Gaston Laroche, farm-helper, all three of Ste. Sophie, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Activités-Jeunesse de Ste-Sophie inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Sophie, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720256

Les appartements Igloo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Michel St-Hilaire, avocat, 3625, Espéranto, Sainte-Foy, Colette Samson, 73, St-Louis, et Ginette Marquis, 8, de la Fabrique, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les appartements Igloo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Schefferville, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720963

Aquaramic inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Michael H. Molesworth, homme d'affaires, 1850, des Chenaux, Jean Lamontagne, expéditeur, et Claudette Fafard, ménagère, épouse dudit Jean Lamontagne, ces deux derniers de 3077, boulevard St-Louis, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'aquarium, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Aquaramic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 865, rue Ste-Marguerite, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720718

Armand Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Ermando Cantelmi, entrepreneur, Pocina D'Amico, ménagère, épouse dudit Ermando

The organization of recreational activities, under the name of "Activités-Jeunesse de Ste-Sophie inc.".

The amount of annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Ste. Sophie, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720256

Les appartements Igloo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel St-Hilaire, lawyer, 3625 Espéranto, Ste. Foy, Colette Samson, 73 St. Louis, and Ginette Marquis, 8 de la Fabrique, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les appartements Igloo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Schefferville, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720963

Aquaramic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael H. Molesworth, businessman, 1850 des Chenaux, Jean Lamontagne, shipper, and Claudette Fafard, housewife, wife of the said Jean Lamontagne, the latter two of 3077 St. Louis Boulevard, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in aquariums, their parts and accessories and other instruments and appliances, under the name of "Aquaramic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 865 Ste. Marguerite Street, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720718

Armand Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ermando Cantelmi, contractor, Pocina D'Amico, housewife, wife of the said Ermando Cantelmi, both

Cantelmi, tous deux de 262, 80e avenue, et Joleph Cantelmi, enseignant, 465, 80e avenue, tous trois de Lasalle, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, d'immeubles et de placements, sous le nom de « Armand Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,0000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720895

Assamy inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Vincent, opérateur, 3247, Bolduc, Jean-Marc Poulin, comptable, 2154, Bossuet, Réal Mathieu, camionneur, 2194, Sherbrooke est, app. 25, Julien Vincent, 3247, Bolduc, Gérard Roy, 3044, Lebrun, Paul-Émile Poirier, 7977, Ontario est, tous six de Montréal, Germain Veilleux, 161, Blanche-Herbe, Léopold Lussier, 80, de Lavaltrie, tous deux de Boucherville, Norman Lareau, 135, St-Pierre, Chambly, tous six chauffeurs, Ghislain Charlebois, 6939, 1re avenue, Montréal, Henri Chicoine, 3055, Louis Paré, Lachine, et Jean Morissette, 7161, boulevard Roi René, Anjou, ces trois derniers expéditeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Assamy inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $2 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7161, Roi René, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721219

Association des parents du Centre St-Jean Baptiste inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Laplante, contrôleur, 3425, Prince Charles, Saint-Hubert, Pierrette Chantigny, secrétaire, épouse de Léo Bourdeau, 67, Ste-Catherine, et André Bourgeois, prêtre, 55, de l'Église, ces deux derniers de Longueuil, pour les objets suivants:

Venir en aide financièrement, matériellement, intellectuellement et moralement aux familles et aux étudiants (es) fréquentant et ayant fréquentés le Centre St-Jean Baptiste, sous le nom de « Association des parents du Centre St-Jean Baptiste inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou posséder est de $1,000,000.

of 262, 80th Avenue, and Joseph Cantelmi, school teacher, 465, 80th Avenue, all three of Lasalle, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, real estate and investment company, under the name of "Armand Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720895

Assamy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Vincent, operator, 3247 Bolduc, Jean-Marc Poulin, accountant, 2154 Bossuet, Réal Mathieu, trucker, 2194 Sherbrooke East, Apt. 25, Julien Vincent, 3247 Bolduc, Gérard Roy, 3044 Lebrun, Paul-Émile Poirier, 7977 Ontario East, all six of Montreal, Germain Veilleux, 161 Blanche-Herbe, Léopold Lussier, 80 de Lavaltrie, both of Boucherville, Norman Lareau, 135 St. Pierre, Chambly, all six chauffeurs, Ghislain Charlebois, 6939, 1st Avenue, Montreal, Henri Chicoine, 3055 Louis Paré, Lachine, and Jean Morissette, 7161 Roi René Boulevard, Anjou, the latter three forwarding agents, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Assamy inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 60,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $2 each.

The head office of the company is at 7161 Roi René, Anjou, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721219

Association des parents du Centre St-Jean Baptiste inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand Laplante, comptroller, 3425 Prince Charles, St. Hubert, Pierrette Chantigny, secretary, wife of Léo Bourdeau, 67 Ste. Catherine, and André Bourgeois, priest, 55 de l'Église, the latter two of Longueuil, for the following purposes:

To provide financial, material, intellectual and moral assistance for families and students attending and having attended the Centre St-Jean Baptiste, under the name of "Association des parents du Centre St-Jean Baptiste inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 700, rue Duvernay, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720151

Association sportive La Salle Nord inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Lorenzo Lévesque, mécanicien-dentiste, 1744, Marie-Claire, Gilbert Michaud, chauffeur, 126, Hayward, et Gérard Gagnon, opérateur, 26, Bélanger, tous trois de Lasalle, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts économiques, sociaux et professionnels des personnes qui s'occupent de sport, sous le nom de « Association sportive La Salle Nord inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720502

Les assurances Lamarche inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Yves Lamarche, courtier en assurance, Cécile Meilleur, maîtresse de maison, épouse dudit Yves Lamarche, et Bertrand Lamarche, étudiant, tous trois de 120, 12e rue, Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Les assurances Lamarche inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,800 actions ordinaires de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720842

Atomic Distributions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Rolland Blais, Jean-Claude Roger et René Domingue, tous trois avocats, de 1255, Carré Phillips, suite 405, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at 700 Duvernay Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720151

Association sportive La Salle Nord inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lorenzo Lévesque, dental technician, 1744 Marie-Claire, Gilbert Michaud, chauffeur, 126 Hayward, and Gérard Gagnon, operator, 26 Bélanger, all three of Lasalle, for the following purposes:

To study, promote, defend and develop, in every way, the economic, social and professional interests of people engaged in sports, under the name of "Association sportive La Salle Nord inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720502

Les assurances Lamarche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Lamarche, insurance broker, Cécile Meilleur, housewife, wife of the said Yves Lamarche, and Bertrand Lamarche, student, all three of 120, 12th Street, Fermê-Neuve, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Les assurances Lamarche inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,800 common shares of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720842

Atomic Distributions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Blais, Jean-Claude Roger and René Domingue, all three lawyers, of 1255 Phillips Square, Suite 405, Montreal, for the following purposes:

Imprimer, publier, éditer et faire le commerce de revues, journaux, livres, magazines, articles de variétés, nouveautés, catalogues, circulaires, papiers et toutes autres matières imprimées, sous le nom de « Atomic Distributions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720171

Autobus Ménard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1972, constituant en corporation: Désiré Ménard, homme d'affaires, Rita Lavoie, maîtresse de maison, épouse dudit Désiré Ménard, et Gaétane Lavoie, secrétaire, fille majeure, tous trois de Baie-Saint-Paul, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Autobus Ménard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place de l'Église, Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721451

Autodrome du Saguenay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Roger Lapointe, étudiant, Claude Lapointe, mécanicien, et Bernard Lapointe, avocat, tous trois de Saint-Ambroise, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de course automobile dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Autodrome du Saguenay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est casier postal 111, Lac Vert, Saint-Ambroise, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721265

B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul Bourque, commerçant, Albertine Cyr, ménagère, épouse dudit Paul Bourque, tous deux de Cap-aux-Meules, et Marc-André Patoine, avocat, 144, Jeanne-Mance, Beloeil, pour les objets suivants:

To print, publish, edit and deal in reviews, newspapers, books, magazines, variety articles, new publications, catalogues, circulars, papers and all other kinds of printed matter, under the name of "Atomic Distributions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720171

Autobus Ménard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Désiré Ménard, businessman, Rita Lavoie, housewife, wife of the said Désiré Ménard, and Gaétane Lavoie, secretary, spinster, all three of Baie-Saint-Paul, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Autobus Ménard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Place de l'Église, Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721451

Autodrome du Saguenay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Lapointe, student, Claude Lapointe, mechanic, and Bernard Lapointe, lawyer, all three of St. Ambroise, for the following purposes:

To operate a racing car business and carry on all operations related thereto, under the name of "Autodrome du Saguenay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Post Office Box 111, Lac Vert, St. Ambroise, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721265

B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Bourque, merchant, Albertine Cyr, housewife, wife of the said Paul Bourque, both of Cap-aux-Meules, and Marc-André Patoine, lawyer, 144 Jeanne-Mance, Beloeil, for the following purposes:

Exploiter un salon-bar, un motel et une salle à manger et tous commerces semblables, sous le nom de « B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-aux-Meules, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721074

To operate a cocktail lounge, a motel, a dining room and all like businesses, under the name of "B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Cap-aux-Meules, judicial district of Gaspé.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721074

Bégin, Bizier, Chabot & Lecours inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Roland Bégin, Adrien Bizier, tous deux camionneurs, Edgar Chabot, entrepreneur, et Hervé Lecours, opérateur, tous quatre de Sainte-Justine, pour les objets suivants:

Faire du pavage et faire affaires comme marchands de pierre, sous le nom de « Bégin, Bizier, Chabot & Lecours inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Justine, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 716425

Bégin, Bizier, Chabot & Lecours inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Bégin, Adrien Bizier, both truckers Edgar Chabot, contractor, and Hervé Lecours, operator, all four of Ste. Justine, for the following purposes:

To do paving work and carry on business as stone merchants, under the name of "Bégin, Bizier, Chabot & Lecours inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Ste. Justine, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 716425

Bernard, Vadnais, Chantal et associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Irenée Bernard, 580, boulevard Hébert, Jean-Luc Vadnais, 1115, Crevier, tous deux agents d'assurances, de La Providence, et Nicole Lemay, secrétaire, épouse de André Gaillardetz, 4775, Garnier, Douville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Bernard, Vadnais, Chantal et associés inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Providence, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720922

Bernard, Vadnais, Chantal et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irenée Bernard, 580 Hébert Boulevard, Jean-Luc Vadnais, 1115 Crevier, both insurance agents, of La Providence, and Nicole Lemay, secretary, wife of André Gaillardetz, 4775 Garnier, Douville, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Bernard, Vadnais, Chantal et associés inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Providence, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720922

Béton Terrebonne inc.
Terrebonne Concrete Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Lionel Poupart, homme d'affaires, Thérèse Favreau, ménagère, épouse dudit Lionel

Béton Terrebonne inc.
Terrebonne Concrete Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Poupart, businessman, Thérèse Favreau, housewife, wife of the said Lionel Poupart,

Poupart, tous deux de 2251, Hochelaga, Montréal, J.-André Poupart, homme d'affaires, et Lise Touchette, ménagère, épouse dudit J.-André Poupart, ces deux derniers de 5746, Mennereuil, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du ciment et du béton, sous le nom de « Béton Terrebonne inc.— Terrebonne Concrete Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 210, rue St-Jacques ouest, suite 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720754

Black Rose Books Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Frances J. Bonacorsa, rédacteur, épouse d'Arthur Lew, 3644, Durocher, Bryan M. Knight, administrateur, 3703, Jeanne Mance, tous deux de Montréal, et Susan Rosenbaum, ménagère, épouse de Cass Saros, 396, avenue Sloane, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Favoriser, instituer et entreprendre des recherches dans les sciences sociales, les humanités et les domaines connexes, sous le nom de « Black Rose Books Ltd. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la compagnie est au 3934, rue Saint-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 717293

Pierre Bourgault inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre Bourgault, journaliste, 4144, Mentana, Jacques Migneault, vendeur, 5305, Berri, app. 204, tous deux de Montréal, et Gilles Maillé, commerçant, 165, Jean-Baptiste Jobin, Boucherville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements et sous-vêtements et de disques, sous le nom de « Pierre Bourgault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 190 actions ordinaires de $100 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $2 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720086

both of 2251 Hochelaga, Montreal, J.-André Poupart, businessman, and Lise Touchette, housewife, wife of the said J.-André Poupart, the latter two of 5746 Mennereuil, St. Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and concrete, under the name of "Béton Terrebonne inc.— Terrebonne Concrete Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 210 St. James Street West, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720754

Black Rose Books Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Frances J. Bonacorsa, editor, wife of Arthur Lew, 3644 Durocher, Bryan M. Knight, administrator, 3703 Jeanne Mance, both of Montreal, and Susan Rosenbaum, housewife, wife of Cass Saros, 396 Sloane Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To encourage, initiate and undertake research in the social sciences, the humanities and related fields, under the name of "Black Rose Books Ltd.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 3934 St-Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 717293

Pierre Bourgault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Bourgault, journalist, 4144 Mentana, Jacques Migneault, salesman, 5305 Berri, Apt. 204, both of Montreal, and Gilles Maillé, merchant, 165 Jean-Baptiste Jobin, Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, undergarments and records, under the name of "Pierre Bourgault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 190 common shares of $100 each, 200 class "A" preferred shares of $100 each and 500 class "B" preferred shares of $2 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARINDS,
Director of the Companies Service.

46215 720086

Brasserie Bavaroise de Bromont inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gaétan Ménard, comptable, 442, Radisson, Hubert Grétry, garagiste, 37, Campbell, tous deux de Mont-Saint-Hilaire, Laurent Fréchette, dentiste, 1430, Richelieu, Nicole Dionne, épouse de Jocelyn Rocheleau, 180, Hubert, et Monique Blain, épouse de Jean-Paul Hébert, 549, de Rouville, ces deux dernières secrétaires, ces trois derniers de Beloeil, pour les objets suivants:

Exploiter une brasserie et restaurant, sous le nom de « Brasserie Bavaroise de Bromont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721355

Brasserie La Table du Roi

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Michel Bernier, clerc, 580, Grande-Allée est, Québec, Suzanne Hamel, épouse de Gaston Giroux, 1637, Champigny est, Sainte-Foy, et Céline Hamel, fille majeure, 639, Père-Lelièvre, Vanier, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tabaconistes-restaurateurs, sous le nom de « Brasserie La Table du Roi », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur des service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721226

Busque et associés ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Anicet Busque, gérant, avenue Lambert, Gérard-Raymond Drouin, comptable, et Philippe Breton, voyageur de commerce, 203, Bolduc, tous trois de Beauceville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Busque et associés ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721079

Brasserie Bavaroise de Bromont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Ménard, accountant, 442 Radisson, Hubert Grétry, garage operator, 37 Campbell, both of Mont-Saint-Hilaire, Laurent Fréchette, dentist, 1430 Richelieu, Nicole Dionne, wife of Jocelyn Rocheleau, 180 Hubert, and Monique Blain, wife of Jean-Paul Hébert, 549 de Rouville, the latter two secretaries, the latter three of Beloeil, for the following purposes:

To operate a tavern and restaurant, under the name of "Brasserie Bavaroise de Bromont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Mont-Saint-Hilaire, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721355

Brasserie La Table du Roi

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bernier, law clerk, 580 Grande-Allée East, Québec, Suzanne Hamel, wife of Gaston Giroux, 1637 Champigny East, Ste. Foy, and Céline Hamel, spinster, 639 Père-Lelièvre, Vanier, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as tobacconists and restaurateurs, under the name of "Brasserie La Table du Roi", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721226

Busque et associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Anicet Busque, manager, Lambert Avenue, Gérard-Raymond Drouin, accountant, and Philippe Breton, travelling salesman, 203 Bolduc, all three of Beauceville, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Busque et associés ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 4,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Beauceville, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721079

Le Carrefour des Groupes Populaires

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marthe d'Amour, chômeuse, épouse de Jean-Guy Laguë, 1568, Plessis, Louis Auger, animateur, 5623, 18e avenue, Gilles St-Laurent, coordonnateur, 8270, Christophe-Colomb, app. 36, et Jacques Nolet, directeur d'école, 2461,St-Jacques ouest, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager le regroupement des mouvements s'occupant d'éducation populaire et favoriser la promotion et la recherche en éducation populaire, sous le nom de « Le Carrefour des Groupes Populaires ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720303

P. Émile Carrier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Carrier, 5, Seigneurie, Lauzon, Gérald Carrier, tous deux ingénieurs, et Jeanne D'Arc Laterreur, femme d'affaires, veuve de Paul-Émile Carrier, ces deux derniers de 38, St-Antoine, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « P. Émile Carrier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 38, rue St-Antoine, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721213

Centrart

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Lavoie, courtier en assurance, 121, du Parc, Bagotville, Georgianna Villeneuve, éducatrice, fille majeure, 1331, 2e avenue, René Gagné, policier, 431, 5e rue, et Louis-Arthur Lehouillier, professeur, 1533, Adélard-Grenon, ces trois derniers de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Le Carrefour des Groupes Populaires

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marthe d'Amour, unemployed, wife of Jean-Guy Laguë, 1568 Plessis, Louis Auger, group leader, 5623-18th Avenue, Gilles St-Laurent, coordinator, 8270 Christophe-Colomb, Apt. 36, and Jacques Nolet, school principal, 2461 St. James West, all four of Montreal, for the following purposes:

To promote the grouping together of associations attending to popular education and to encourage promotion and research in popular education, under the name of "Le Carrefour des Groupes Populaires".

The value of the immovable property which the corporaton may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720303

P. Émile Carrier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Carrier, 5 Seigneurie, Lauzon, Gérald Carrier, both engineers, and Jeanne D'Arc Laterreur, businesswoman, widow of Paul-Émile Carrier, the latter two of 38 St. Antoine, Lévis, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "P. Émile Carrier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of $100 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 38 St. Antoine Street, Lévis, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721213

Centrart

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alfred Lavoie, insurance broker, 121 du Parc, Bagotville, Georgianna Villeneuve, educator, spinster, 1331, 2nd Avenue, René Gagné, policeman, 431, 5th Street, and Louis-Arthur Lehouillier, teacher, 1533 Adélard-Grenon, the latter three of Port Alfred, for the following purposes:

Établir, posséder et exploiter des centres d'éducation, d'entraînement, de loisirs et de réadaptation, appelé atelier pour venir en aide aux jeunes filles et jeunes hommes défavorisés ou déficiants, sous le nom de « Centrart ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1331, 2e avenue, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 716394

Centre Communautaire de Guérin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Donat Martineau, historien, Urbain Bourassa, contremaître, et Claire Bois, ménagère, épouse d'Alphonse Bois, tous trois de Guérin, pour les objets suivants:

Veiller aux intérêts des citoyens du territoire et promouvoir les services de loisirs, sous le nom de « Centre Communautaire de Guérin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Guérin, district judiciaire de Témiscamingue.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720440

Centre d'accueil de Rouville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Roch Michel, agent d'assurances, 1451, Notre-Dame, Gérald Dupont, 1230, Notre-Dame, tous deux de Saint-Césaire, Gilles Desmarchais, rue Huot, tous deux médecins, Ernest Berger, comptable, 921, Chambly, et Marthe Muruve, ménagère, épouse de Georges Abourousse, 2089, Ostiguy, ces trois derniers de Marieville, pour les objets suivants:

Administrer un centre d'accueil pour fins de fournir à des couples âgés et à des personnes âgées, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Centre d'accueil de Rouville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,500,000.

Le siège social de la corporation est à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720864

To establish, own and operate educational, training, recreational and rehabilitation centers known as workshops, to help underprivileged or retarded young men and women, under the name of "Centrart".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 1331-2nd Avenue, Port Alfred, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 716394

Centre Communautaire de Guérin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Donat Martineau, historian, Urbain Bourassa, foreman, and Claire Bois, housewife, wife of Alphonse Bois, all three of Guérin, for the following purposes:

To attend to the interests of the citizens of the territory and to promote recreational services, under the name of "Centre Communautaire de Guérin inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Guérin, judicial district of Témiscamingue.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720440

Centre d'accueil de Rouville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Roch Michel, insurance agent, 1451 Notre-Dame, Gérald Dupont, 1230 Notre-Dame, both of St. Césaire, Gilles Desmarchais, Huot Street, both physicians, Ernest Berger, accountant, 921 Chambly, and Marthe Muruve, housewife, wife of Georges Abourousse, 2089 Ostiguy, the latter three of Marieville, for the following purposes:

To manage a rest-centre with a view to providing elderly couples or persons with a home enabling them to live safely and in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Centre d'accueil de Rouville inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $2,500,000.

The head office of the corporation is at Marieville, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720864

Le centre de voyages Iberotour inc.
Iberotour Travel Centre Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: José C. Da Silva, 3525, Swail, app. 3, Valdemiro Ferreira, 6915, de l'Acadie, app. 4, tous deux de Montréal, et Gaston de Moura Florencio, 1365, Carson, Dorval, tous trois agents de voyage, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de voyage et de transport dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Le centre de voyages Iberotour inc. — Iberotour Travel Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720484

Churchill's Marketing Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29 février 1972, constituant en corporation: André Bachand, Lise Mayrand, tous deux avocats, du 146, rue Principale, et Odette Bisaillon, secrétaire, 335, rue Principale, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire le lancement, l'annonce publicitaire et la vente des franchises de la compagnie « Churchill's Fish N' Chips Franchising Ltd. », sous le nom de « Churchill's Marketing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 594, Victoria, suite 2, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721145

Club de l'Amitié de l'Âge d'Or de Beloeil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Côté, rentier, 289, Bourgeois, Marie-Claire Messier, ménagère, épouse de Adrien Rodier, 580, Calixa Lavallée, tous deux de Beloeil, et René Pion, fonctionnaire, 300, Richelieu, Mont-Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Grouper des personnes âgées en un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et leurs invités, sous le nom de « Club de l'Amitié de l'Âge d'Or de Beloeil inc. ».

Le centre de voyages Iberotour inc.
Iberotour Travel Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: José C. Da Silva, 3525 Swail, Apt. 3, Valdemiro Ferreira, 6915 de l'Acadie, Apt. 4, both of Montreal, and Gaston de Moura Florencio, 1365 Carson, Dorval, all three travel agents, for the following purposes:

To carry on all the activities of a travel and transport agency, under the name of "Le centre de voyages Iberotour inc. — Iberotour Travel Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720484

Churchill's Marketing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bachand, Lise Mayrand, both advocates, of 146 Main Street, and Odette Bisaillon, secretary, 335 Main Street, the latter two spinsters, all three of Cowansville, for the following purposes:

To promote, advertise and sell franchises for Churchill's Fish N' Chips Franchising, under the name of "Churchill's Marketing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 594 Victoria, Suite 2, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721145

Club de l'Amitié de l'Âge d'Or de Beloeil inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Charles Côté, annuitant, 289 Bourgeois, Marie-Claire Messier, housewife, wife of Adrien Rodier, 580 Calixa Lavallée, both of Beloeil, and René Pion, civil servant, 300 Richelieu, Mont St. Hilaire, for the following purposes:

To group together elderly people and form a social club providing for its members and their guests opportunities for mental and physical recreation and relaxation, under the name of "Club de l'Amitié de l'Âge d'Or de Beloeil inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720564

Club de motos-neige Étoile d'Or inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Laurier Lord, machiniste, Camille Pelletier, marchand, et Gaston Garon, courtier d'assurances, tous trois de Sainte-Perpétue, comté de l'Islet, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Club de motos-neige Étoile d'Or inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Perpétue, comté de l'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720638

Club d'équitation Grande Vallée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Martin Rodrigue, contrôleur, 710, 12e rue, Henri-Louis Leclerc, épicier, 665, 24e rue, tous deux de Saint-Georges-Ouest, et Gaston Morissette, courtier d'assurances, 614, boulevard Lacroix, Saint-Georges, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'équitation, sous le nom de « Club d'équitation Grande Vallée inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720846

Club des consommateurs de St-Jean-Baptiste

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Rita Bédard, ménagère, épouse de Rodolphe Perron, 4155, Laval,

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720564

Club de motos-neige Étoile d'Or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurier Lord, machinist, Camille Pelletier, merchant, and Gaston Garon, insurance broker, all three of Ste. Perpétue, county of l'Islet, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Club de motos-neige Étoile d'Or inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $20,000.

The head office of the corporation is at Ste. Perpétue, county of l'Islet, judicial district of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720638

Club d'équitation Grande Vallée inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Martin Rodrigue, comptroller, 710-12th Street, Henri-Louis Leclerc, grocer, 665-24th Street, both of St. Georges West, and Gaston Morissette, insurance broker, 614 Lacroix Boulevard, St. Georges, for the following purposes:

To promote horsemanship, under the name of "Club d'équitation Grande Vallée inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at St. Georges, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720846

Club des consommateurs de St-Jean-Baptiste

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rita Bédard, housewife, wife of Rodolphe Perron, 4155

Phidyme Tremblay, poseur d'acier, 4447, Laval, et Guy Duchesne, prêtre, 4327, Henri-Julien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'entraide et la prise de responsabilité de chaque membre de la corporation dans le domaine de la consommation, sous le nom de « Club des consommateurs de St-Jean-Baptiste ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720458

Le Club des Faucons de St-Isidore Dorchester inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Léandre Parent, comptable, René Fecteau, maître de poste, Yvan Roy, programmeur, Paul Brochu, monteur d'acier, Guy Lagueux, Laurent Beaudoin, tous deux entrepreneurs, Roland Royer, commis, Jean-Guy Parent, étudiant en droit, Claude Gagné, mécanicien, Lionel Morin, livreur, et Anne Parent, secrétaire, fille majeure, tous de Saint-Isidore, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la récréation et la détente de l'esprit et du corps et promouvoir le sport du hockey et de la moto-neige, sous le nom de « Le Club des Faucons de St-Isidore Dorchester inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Isidore, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720620

Le Club Populaire de Matane

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Samson, professeur, 57, des Épinettes, Germaine Lepage, épouse de Guy Chrétien, 152, Lebel, Thérèse Martineau, épouse de Fernand Bourgoin, 389, de Gaspé, Françoise Dionne, épouse de Laurent Gagné, 249, de la Fabrique, toutes trois ménagères, Ginette Bélisle, comptable, épouse de Guy Fournier, 418, Cité Jardins, Robert Philibert, menuisier, 143, Thibault, et Clément Joncas, épicier, 483, St-Jérôme, tous de Matane, pour les objets suivants:

Favoriser la récréation et la détente spirituelles et physiques des membres et de leurs invités, sous le nom de « Le Club Populaire de Matane ».

Laval, Phidyme Tremblay, steel layer, 4447 Laval, and Guy Duchesne, priest, 4327 Henri-Julien, all three of Montreal, for the following purposes:

To encourage individual members of the corporation to help each other and to accept responsibilities in matters concerning the consumer, under the name of "Club des consommateurs de St-Jean-Baptiste".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720458

Le Club des Faucons de St-Isidore Dorchester inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léandre Parent, accountant, René Fecteau, postmaster, Yvan Roy, programmer, Paul Brochu, steel erector, Guy Lagueux, Laurent Beaudoin, both contractors, Roland Royer, clerk, Jean-Guy Parent, law student, Claude Gagné, mechanic, Lionel Morin, deliveryman, and Anne Parent, secretary, spinster, all of St. Isidore, for the following purposes:

To group those interested in the recreation and relaxation of the mind and body and promote hockey and snowmobiling, under the name of "Le Club des Faucons de St-Isidore Dorchester inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Isidore, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720620

Le Club Populaire de Matane

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Samson, teacher, 57 des Épinettes, Germaine Lepage, wife of Guy Chrétien, 152 Lebel, Thérèse Martineau, wife of Fernand Bourgoin, 389 de Gaspé, Françoise Dionne, wife of Laurent Gagné, 249 de la Fabrique, all three housewives, Ginette Bélisle, accountant, wife of Guy Fournier, 418 Cité Jardins, Robert Philibert, carpenter, 143 Thibault, and Clément Joncas, grocer, 483 St. Jérôme, all of Matane, for the following purposes:

To provide opportunities for mental and physical recreation and relaxation for the members and their guests, under the name of "Le Club Populaire de Matane".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720785

Comité du Centenaire de Baie-des-Sables inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Marc Bernier, papetier, 14, du Couvent, Philippe Fournier, hôtelier, 24, de la Mer, Henri Lévesque, entrepreneur, rue de la Mer, et Madeleine Massé, maîtresse de maison, épouse de Zéphir Chamberland, 36, de la Mer, tous de Baie-des-Sables, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité du Centenaire de Baie-des-Sables inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-des-Sables, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720892

La Compagnie d'exploration de l'Arctique et de la Toundra, ltée
The Arctic and Tundra Exploration Co., Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Bernard-W. Poirier, homme d'affaires, Spring Lake Glendale, Rhode Island, Pierre Bédard, comptable, 2900, boulevard Graham, Mont-Royal, et Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, pour les objets suivants:

Effectuer toutes sortes de recherches scientifiques et plus spécialement des recherches concernant l'environnement au Canada ou ailleurs, sous le nom de « La Compagnie d'exploration de l'Arctique et de la Toundra, ltée — The Artic and Tundra Exploration Co., Ltd. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720499

Confiserie Suprême Jacques inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720785

Comité du Centenaire de Baie-des-Sables inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Marc Bernier, stationer, 14 du Couvent, Philippe Fournier, hotel-keeper, 24 de la Mer, Henri Lévesque, contractor, de la Mer Street, and Madeleine Massé, housewife, wife of Zéphir Chamberland, 36 de la Mer, all of Baie-des-Sables, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Comité du Centenaire de Baie-des-Sables inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Baie-des-Sables, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720892

La Compagnie d'exploration de l'Arctique et de la Toundra, ltée
The Arctic and Tundra Exploration Co., Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard-W. Poirier, businessman, Spring Lake, Glendale, Rhode Island, Pierre Bédard, accountant, 2900 Graham Boulevard, Mount Royal, and Luc Geoffroy, lawyer, 821 Briand Boulevard, Chambly, for the following purposes:

To carry out all kinds of scientific research, particularly research on the environment in Canada or elsewhere, under the name of "La Compagnie d'exploration de l'Arctique et de la Toundra, ltée — The Artic and Tundra Exploration Co., Ltd.", with a capital stock divided into 400 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720499

Confiserie Suprême Jacques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854, chemin Côte-des-Neiges, et Christine Truesdell, fille majeure, 6747, 10e avenue, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter toutes sortes et tous genres d'aliments et produits alimentaires, en faire le commerce, sous le nom de « Confiserie Suprême Jacques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 716436

Le Conseil de l'Âge d'Or, région de l'Outaouais
The Outaouais Regional Council of Senior Citizens

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jeanne Lajambe, ménagère, épouse de Raoul Déziel, 49, Nutchmare, app. 317, Jean-Paul Labelle, rentier, 35, Prévost, tous deux de Hull, et Joseph Saumure, journalier, 14, Cousineau, Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Permettre des échanges, des services, entre les clubs ou autres organismes de l'âge d'or dans la région, sous le nom de « Le Conseil de l'Âge d'Or, région de l'Outaouais — The Outaouais Regional Council of Senior Citizens ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720308

Les constructions Claude Daoust inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Claude Daoust, constructeur, Madeleine Ranger, ménagère, épouse dudit Claude Daoust, et Jean-Marie Daoust, menuisier, tous trois de Les Cèdres, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les constructions Claude Daoust inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854 Côte des Neiges Road, and Christine Truesdell, spinster, 6747-10th Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To import, export and deal in all kinds and types of food stuffs and food products, under the name of "Confiserie Suprême Jacques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 716436

Le Conseil de l'Âge d'Or, région de l'Outaouais
The Outaouais Regional Council of Senior Citizens

Notice is given that underPart III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions,Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jeanne Lajambe, housewife, wife of Raoul Déziel, 49 Nutchmare, Apt. 317, Jean-Paul Labelle, annuitant, 35 Prévost, both of Hull, and Joseph Saumure, laborer, 14 Cousineau, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To encourage exchanges and services among clubs or other organisations of senior citizens in the region, under the name of "Le Conseil de l'Âge d'Or, région de l'Outaouais — The Outaouais Regional Council of Senior Citizens".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $500,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720308

Les constructions Claude Daoust inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives: incorporating: Claude Daoust, builder, Madeleine Ranger, housewife, wife of the said Claude Daoust, and Jean-Marie Daoust, carpenter, all three of Les Cèdres, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les constructions Claude Daoust inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Les Cèdres, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721246

Roger DeBlois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, autorisant la fusion de « Roger DeBlois inc. », constituée par lettres patentes en date du 6 septembre 1968, et « Salon de Gala Roger DeBlois inc. », constituée par lettres patentes en date du 6 septembre 1968, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour hommes, sous le nom de « Roger DeBlois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au numéro 936, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721125

De-Lott inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e Rue, Liliane Marcoux, 17, Ste-Ursule, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machineries, moteurs, autres instruments et appareils, leurs parties et accessoires, sous le nom de « De-Lott inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 919, de la Colline, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721306

René Déry inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: René Déry, gantier, Jeanne d'Arc Roy, décoratrice, épouse dudit René Déry, tous deux de 540, Grenier, et Germaine Roy, secrétaire, épouse de René Francoeur, 242, St-Gabriel, tous trois de Saint-Tite, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de

The head office of the company is at Les Cèdres, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721246

Roger DeBlois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Roger DeBlois inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of September, 1968, and "Salon de Gala Roger DeBlois inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of September 1968, all aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's wear, under the name of "Roger DeBlois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 936 St. Jean Street, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721125

De-Lott inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Liliane Marcoux, 17 Ste. Ursule, both of Québec, and Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, motors, other instruments and appliances, their parts and accessories, under the name of "De-Lott inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 919 de la Colline, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721306

René Déry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Déry, glover, Jeanne d'Arc Roy, decorator, wife of the said René Déry, both of 540 Grenier, and Germaine Roy, secretary, wife of René Francoeur, 242 St. Gabriel, all three of St. Tite, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of

matériaux, sous le nom de « René Déry inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 540, rue Grenier, Saint-Tite, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721342

Paul E. Deslauriers inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Paul-Émile Deslauriers, conseiller, 4250, St-Joseph, Lachine, Jean-Paul Ste-Marie, avocat, 2, Carré Westmount, Westmount, et Jocelyne Genest, secrétaire, fille majeure, 1839, Lincoln, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers industriels ainsi que consultants et conseillers dans l'administration de toutes sortes d'affaires, d'opérations et d'entreprises, sous le nom de « Paul E. Deslauriers inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 620, Cathcart, suite 508, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 716824

Les distributrices Maskoutaines inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Bélanger, 1780, St-Louis, Gaston Cadorette, 242, St-Louis, tous deux de Saint-Joseph, et Romuald Bastien, Sainte-Rosalie, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les distributrices Maskoutaines inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721294

André Durivage Lamarre Productions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Lamarre, cinéaste, 1220, St-Germain, Saint-Laurent, Denyse Durivage, comptable, 2146, Jacques Hertel, et Suzanne Lamarre, commis, 2070, boulevard de Maisonneuve, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

"René Déry inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 540 Grenier Street, St. Tite, judicial district of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721342

Paul E. Deslauriers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Émile Deslauriers, consultant, 4250 St. Joseph, Lachine, Jean-Paul Ste-Marie, lawyer, 2 Carré Westmount, Westmount, and Jocelyne Genest, secretary, spinster, 1839 Lincoln, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as industrial consultants and consultants and advisors in the management of all kinds of businesses, operations and enterprises, under the name of "Paul E. Deslauriers inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 620 Cathcart, Suite 508, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 716824

Les distributrices Maskoutaines inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Bélanger, 1780 St. Louis, Gaston Cadorette, 242 St. Louis, both of St. Joseph, and Romuald Bastien, Ste. Rosalie, all three merchants, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing entertainment for the public, under the name of "Les distributrices Maskoutaines inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721294

André Durivage Lamarre Productions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lamarre, motion picture producer, 1220 St. Germain, St. Laurent, Denyse Durivage, accountant, 2146 Jacques Hertel, and Suzanne Lamarre, clerk, 2070 de Maisonneuve Boulevard, the latter two spinsters, of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de projections animées, sous le nom de « André Durivage Lamarre Productions Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721289

Dwayne Fashions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Wayne Prange, administrateur, 175, Deguire, suite 1404, Saint-Laurent, Samuel Stein, 196, chemin Harland, Hampstead, et Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, Côte-Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires de toutes descriptions, des pantalons pour dames, des manteaux, habits, pantalons et vêtements de sport, en faire le commerce, sous le nom de « Dwayne Fashions Inc. », avec un capitsl total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721261

Dynatron Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Art Hovdestad, ingénirur, Route Rurale 1, Metcalfe, Andrew John Wallace, 200, boulevard Clairvue, Saint-Bruno-de-Montarville, et Denis Dubé, 116, montée Masson, Laval, ces deux derniers ingénieur commerciaux, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes pièces d'appareils électriques et industriels, en faire le commerce, sous le nom de « Dynatron Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 200, boulevard Clairvue, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721115

East and Welding and Maintenance Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre Paquin, 12131, de Poutrincourt, Montréal, Alain Côté, tous deux avocats, et Suzanne

To carry on business as motion picture producers and editors, under the name of "André Durivage Lamarre Productions Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721289

Dwayne Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wayne Prange, executive, 175 Deguire, Suite 1404, Saint-Laurent, Samuel Stein, 196 Harland Road, Hampstead, and Irwin Rudick, 6637 Baily Road, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of every description, slacks, coats, suits, trousers and sportswear, under the name of "Dwayne Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721261

Dynatron Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Art Hovdestad, engineer, Rural Route 1, Metcalfe, Andrew John Wallace, 200 Clairvue Boulevard, Saint-Bruno-de-Montarville, and Denis Dubé, 116 Montrée Masson, Laval, the latter two sales engineers, for the following purposes:

To manufacture and deal in all pieces of electrical and industrial equipment, under the name of "Dynatron Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 200 Clairvue Boulevard, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721115

East and Welding and Maintenance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Paquin, 12131 de Poutrincourt Montreal, Alain Côté, both lawyers, and Suzanne Beau-

Beauchamp, institutrice, épouse dudit Alain Côté, ces deux derniers de 177, Carignan, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de soudure, sous le nom de « East and Welding and Maintenance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisée en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 57, rue Broadway, Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720488

champ, teacher, wife of the said Alain Côté, the latter two of 177 Carignan, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of welding appliances or systems, under the name of "East and Welding and Maintenance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 57 Broadway Street, Montreal East, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720488

Les entreprises F.Y.G.M. Simard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Yvon Simard, chirurgien-dentiste, 741, St-Alexandre, Louiseville, Guy Simard, menuisier, 740, 8e Rang, Fernand Simard, cultivateur, 720, 8e Rang, tous deux de Saint-Ambroise-de-Kildare, et Mario Simard, optométriste, 7869, Centrale, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises F.Y.G.M. Simard inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ambroise-de-Kildare, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720287

Les entreprises F.Y.G.M. Simard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Simard, dental surgeon, 741 St. Alexandre, Louiseville, Guy Simard, carpenter, 740, 8th Range, Fernand Simard, farmer, 720, 8th Range, both of St. Ambroise-de-Kildare, and Mario Simard, optometrist, 7869 Centrale, Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises F.Y.G.M. Simard inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Ambroise-de-Kildare, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720287

Les équipements B.L.O.C. inc.
B.L.O.C. Equipments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Gertrude Richard, 1385, boulevard Jules Poitras, Saint-Laurent, Marcelle Coupal, 10577, St-Denis, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Roméo Beaupré, administrateur, 11842, boulevard l'Acadie, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de broyeurs, moteurs, articles de métal et appareils électriques, sous le nom de « Les équipements B.L.O.C. inc. — B.L.O.C. Equipments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11842, boulevard l'Acadie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720712

Les équipements B.L.O.C. inc.
B.L.O.C. Equipments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gertrude Richard, 1385 Jules Poitras Boulevard, St. Laurent, Marcelle Coupal, 10577 St. Denis, both secretaries, spinsters, and Roméo Beaupré, administrator, 11842 l'Acadie Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in grinders, motors, metal articles and electrical appliances, under the name of "Les équipements B.L.O.C. inc. — B.L.O.C. Equipments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 11842 l'Acadie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720712

Excavation L.B.L. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: André Lapointe, 876, 11e Rue, Jean-Marc Lavoie, 937, 19e Avenue, tous deux de Saint-Antoine, et André Bernier, 511, Matawan, Matawa, tous trois opérateurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'excavation, terrassement, transport, camionnage et toute activité connexe, sous le nom de « Excavation L.B.L. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Antoine, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720763

Excavation Transco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacques Beaudoin, Saint-Joseph-de-Beauce, Pierre Pouliot, Lac Etchemin, tous deux avocats, et Hugues Labbé, Saint-Odilon-de-Cranbourne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en excavation, sous le nom de « Excavation Transco inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721365

Fabulous Foods Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michael Marion Zebeski, 19, Vanguard Drive, Islington, Herbert West, 1309 East, Queen, Toronto, tous deux administrateurs, et Irving Murray Noble, comptable, 749 ouest, avenue Steeles, Willowdale, pour les objets suivants:

Manufacturer des victuailles, articles d'alimentation et des produits alimentaires de toutes natures et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Fabulous Foods Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $0.25 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 500, place d'Armes, suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46215 716065

Excavation L.B.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lapointe, 876, 11th Street, Jean-Marc Lavoie, 937-19th Avenue, both of St. Antoine, and André Bernier, 511 Matawan, Matawa, all three operators, for the following purposes:

To operate an excavating, earthworks, transport and trucking business and carry on all related activities, under the name of "Excavation L.B.L. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Antoine, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720763

Excavation Transco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Beaudoin, St. Joseph-de-Beauce, Pierre Pouliot, Lac Etchemin, both lawyers, and Hugues Labbé, St. Odilon-de-Cranbourne, for the following purposes:

To carry on business as excavating contractors, under the name of "Excavation Transco inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Georges-de-Beauce, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721365

Fabulous Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Marion Zebeski, 19 Vanguard Drive, Islington, Herbert West, 1309 Queen East, Toronto, both executives, and Irving Murray Noble, accountant, 749 Steeles Avenue West, Willowdale, for the following purposes:

To manufacture and deal in foods, foodstuffs, and food products of every nature and kind, under the name of "Fabulous Foods Inc.", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without par value and 500,000 preferred shares of a par value of $0.25 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46215-o 716065

Fédération des Clubs de La Barrière des Caps

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Dupont, industriel, 201, Prévost, Odilon Côté, marchand, 11307, Royale, tous deux de Beaupré, Alphonse Gauthier, inspecteur, 159, Royale, Saint-Joachim, Lewis Gagnon, cultivateur, Gérard Bouchard, garagiste, tous deux de route rurale numéro 3, Saint-François - Xavier - de - la - Petite - Rivière, Roger Verreault, comptable, 2039, Bourbonnière, Sillery, et Arthur Jobidon, procureur des forêts, 1, Côte de la Fabrique, Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir la protection des propriétés des membres des clubs exerçant sur les terres du Séminaire, secteur des clubs de La Barrière des Caps à Saint-Cassien, comté Charlevoix, sous le nom de « Fédération des Clubs de La Barrière des Caps ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est 2039, Bourbonnière, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720500

La Fédération Québécoise du Plein Air

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Biard, administrateur, 3432, Masson, Claire Chapdelaine, secrétaire, fille majeure, 1025, Sherbrooke est, app. 402, et Jean Aubert, fonctionnaire, 3579, Ste-Catherine est, app. 3, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et l'éducation physique et en particulier les sports de plein air et toutes activités connexes, sous le nom de « La Fédération Québécoise du Plein Air ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720856

Fournier, Gariépy & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: René Fournier, 764, Place Philippe, Sainte-Foy, Jacques Gariépy, 1034, Gauthier,

Fédération des Clubs de La Barrière des Caps

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Eugène Dupont, industrialist, 201 Prévost, Odilon Côté, merchant, 11307 Royale, both of Beaupré, Alphonse Gauthier, inspector, 159 Royale, St. Joachim, Lewis Gagnon, farmer, Gérard Bouchard, garage operator, both of Rural Route number 3, St. François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, Roger Verreault, accountant, 2039 Bourbonnière, Sillery, and Arthur Jobidon, forest officer, 1 Côte de la Fabrique, Québec, for the following purposes:

To promote the protection of the property of the members of clubs operating on the lands of the Séminaire, area of the clubs of La Barrière des Caps in Saint-Cassien, County of Charlevoix, under the name of "Fédération des Clubs de La Barrière des Caps".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation is at 2039 Bourbonnière, Sillery, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720500

La Fédération Québécoise du Plein Air

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Biard, administrator, 3432 Masson, Claire Chapdelaine, secretary, spinster, 1025 Sherbrooke East, Apt. 402, and Jean Aubert, civil servant, 3579 Ste. Catherine East, Apt. 3, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote sports, physical training and particularly outdoor sports and all like activities, under the name of "La Fédération Québécoise du Plein Air".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720856

Fournier, Gariépy & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Fournier, 764 Place Philippe, Ste. Foy, Jacques Gariépy, 1034 Gauthier, Sillery, both

Sillery, tous deux comptables, et Lucien Fournier, secrétaire, 1249, de Callières, Québec, pour les objets suivants:

Faire la tenue de livres et agir comme conseiller en gestion d'entreprises, sous le nom de « Fournier, Gariépy & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec,district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 717405

Friends of Windsor Station
Les Amis de la Gare Windsor

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Peter Buitenhuis, 8, avenue Winchester, Reesa Greenberg, 3777, chemin Côte-des-Neiges, app. 424, Jean-Claude Marsan, 6259, 8e Avenue, tous trois professeurs, Jean Alper, marchande d'oeuvres d'art, épouse de Percy Newman, 4855, chemin Côte-Saint-Luc, app. 310, Michael White, écrivain, 2118, avenue Claremont, Michael Fish, 39, chemin Côte-Saint-Antoine, tous les six de Montréal, Martin Weil, 400, rue Stewart, app. 2211, Ottawa, tous deux architectes et Ellen Sulkis, ménagère, épouse de Geoffrey James, 253, avenue Metcalfe, Westmount, pour les objets suivants:

Fournir et rendre des services, sans but lucratif, sous le nom de « Friends of Windsor Station — Les Amis de la Gare Windsor ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et détenir est de $200,000.

Le siège social de la compagnie est au 4920 ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721193

Futurec Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Bolduc, entrepreneur, Marguerite Lacroix, épouse dudit André Bolduc, tous deux de 1881, Dubreuil, et Carmen Lehoux, épouse de Jean-Guy Bolduc, 1460, Bienville, ces deux dernières ménagères, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Futurec Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

accountants, and Lucien Fournier, secretary, 1249 de Callières, Québec, for the following purposes:

To carry on bookkeeping operations and act as consultants in business management, under the name of "Fournier, Gariépy & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 717405

Friends of Windsor Station
Les Amis de la Gare Windsor

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Peter Buitenhuis, 8 Winchester Avenue, Reesa Greenberg, 3777 Côte des Neiges Road, Apt. 424, Jean-Claude Marsan, 6259-8th Avenue, all three professors, Jean Alper, art dealer, wife of Percy Newman, 4855 Côte St. Luc Road, Apt. 310, Michael White, writer, 2118 Claremont Avenue, Michael Fish, 39 Côte St. Antoine Road, all six of Montreal, Martin Weil, 400 Stewart Street, Apt. 2211, Ottawa, both architects, and Ellen Sulkis, housewife, wife of Geoffrey James, 253 Metcalfe Avenue, Westmount, for the following purposes:

To provide and render services of a charitable nature, under the name of "Friends of Windsor Station — Les Amis de la Gare Windsor".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at 4920 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721193

Futurec Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bolduc, contractor, Marguerite Lacroix, wife of the said André Bolduc, both of 1881 Dubreuil, and Carmen Lehoux, wife of Jean-Guy Bolduc, 1460 Bienville, the latter two housewives, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Futurec Construction Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and 3,600 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721360

G.L.D. Excavation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Réal Lebeuf, entrepreneur, 95, Racine, Marc Gravel, comptable, 13, Piemont, tous deux de Kénogami, et Jean-Yves Desbiens, chauffeur, 780, boulevard du Centenaire, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « G.L.D. Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions classe A de $100 chacune et en 100 actions classe B de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721307

G.M.C. Sports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Gérard Gravel, percepteur, 1323, Hélène-Boulé, Louis-Joseph Carrier, 179, St-Ambroise, tous deux de Chicoutimi, et Raymond Morin, 163, Jean-Langevin, Rivière-du-Moulin, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de marchandises et biens de consommation, sous le nom de « G.M.C. Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 245, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720755

Régent Gagnon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Régent Gagnon, entrepreneur, Ghislaine Guérette, ménagère, épouse dudit Régent Gagnon, tous deux de 190, Lacroix, Laval, et Victorin Lalancette, menuisier, 618, boulevard Labelle, Blainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Régent Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721360

G.L.D. Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Lebeuf, contractor, 95 Racine, Marc Gravel, accountant, 13 Piemont, both of Kénogami, and Jean-Yves Desbiens, chauffeur, 780 Centenaire Boulevard, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "G.L.D. Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 class "A" shares of $100 each and 100 class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721307

G.M.C. Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Gravel, tax-collector, 1323 Hélène-Boulé, Louis-Joseph Carrier, 179 St. Ambroise, both of Chicoutimi, and Raymond Morin, 163 Jean-Langevin, Rivière-du-Moulin, the latter two salesmen, for the following purposes:

To import, export and deal in all kinds of merchandise and consumer goods, under the name of "G.M.C. Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 245 Racine Street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720755

Régent Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Régent Gagnon, contractor, Ghislaine Guérette, housewife, wife of the said Régent Gagnon, both of 190 Lacroix, Laval, and Victorin Lalancette, carpenter, 618 Labelle Boulevard, Blainville, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Régent Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 717307

Gasbec Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, autorisant la fusion de « Delco Petroleum Inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de juin 1968, « Golfe Oxygène ltée — (Gulf Oxygene Ltd.) », constituée par lettres patentes en date du 29e jour d'avril 1959, et de « Gasbec Inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1965, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits pétroliers, du propane, de l'huile, de l'essence et autres huiles, toutes sortes de combustibles et de lubrifiants, en faire le commerce, sous le nom de « Gasbec Inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle lesdites actions sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas dépasser la somme de $25,000 en montant ou en valeur.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 8368, rue Bougainville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720001

Gif-Bec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre Simard, constructeur, 2100, 25e Rue, app. 1, René Simard, industriel, 2275, Champfleury, et Robert Michaud, négociant, 1273, 22e Rue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Gif-Bec ltée », avec un capital divisé en 60,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 140,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1775, de Niverville, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720974

Giroux, Côté & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Maurice Giroux, ingénieur, 443,

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 717307

Gasbec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Delco Petroleum Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of June, 1968, "Golfe Oxygène ltée — (Gulf Oxygene Ltd.)", incorporated by letters patent dated the 29th day of April, 1959, and "Gasbec Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1965, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in petroleum products, propane, oil, gasoline and other oils, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Gasbec Inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said share without par value shall not exceed in amount or value the sum of $25,000.

The head office of the new company is at 8368 Bougainville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720001

Gif-Bec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Simard, constructor, 2100-25th Street, Apt. 1, René Simard, industrialist, 2275 Champfleury, and Robert Michaud, merchant, 1273-22nd Street, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Gif-Bec ltée", with a capital stock divided into 60,000 class "A" shares without nominal value and 140,000 class "B" shares without nominal value.

The head office of the company is at 1775 de Niverville, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720974

Giroux, Côté & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Giroux, engineer, 443 Ellerton,

Ellerton, Mont-Royal, Aquila Côté, technicien en construction, 231, Maureen, Mont-Saint-Hilaire, et Monique Robert, secrétaire, épouse de Gérard Carrière, 1717, Bourget, Laval, pour les objets suivants:

Agir comme évaluateurs agréés et agents de réclamations, sous le nom de « Giroux, Côté & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 465, rue St-Jean, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 717319

J. Godet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Godet, restaurateur, 4230, Fullum, Joël Godet, cuisinier, 3600, Fullum, app. 16, tous deux de Montréal, et Guy Éthier, comptable, 2994, de Versailles, Longueuil, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « J. Godet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720714

Le groupement forestier du Sud de Dorchester inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1972, constituant en corporation: Antoine Poulin, cultivateur, Gérard Parent, garagiste, et Claude Poulin, secrétaire-trésorier, tous trois de Saint-Prosper, pour les objets suivants:

S'occuper de la constitution de massifs forestiers, voir à leur gestion, leur aménagement, leur équipement, leur amélioration et leur conservation, sous le nom de « Le groupement forestier du Sud de Dorchester inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 90,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Prosper, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720904

H & H Air Conditioning Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant

Mount Royal, Aquila Côté, building technician, 231 Maureen, Mont-Saint-Hilaire, and Monique Robert, secretary, wife of Gérard Carrière, 1717 Bourget, Laval, for the following purposes:

To act as chartered appraisers and claims agents, under the name of "Giroux, Côté & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 465 St. Jean Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 717319

J. Godet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Godet, restaurateur, 4230 Fullum, Joël Godet, cook, 3600 Fullum, Apt. 16, both of Montreal, and Guy Éthier, accountant, 2994 de Versailles, Longueuil, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "J. Godet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720714

Le groupement forestier du Sud de Dorchester inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antoine Poulin, farmer, Gérard Parent, garage operator, and Claude Poulin, secretary-treasurer, all three of St. Prosper, for the following purposes:

To engage in research on the composition of woodlands and see to their management, planning, equipment, improvement and conservation, under the name of "Le groupement forestier du Sud de Dorchester inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 90,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Prosper, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720904

H & H Air Conditioning Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Harvey Akman, 1186, Emerson Crescent, Harry Zweig, 755, Connaught Circle, tous deux administrateurs, de Laval, et Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et refrigération, sous le nom de « H & H Air Conditioning Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1186, Emerson Crescent, Laval, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721285

Hôtel-Motel Lisefrance inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Raymond Drouin, notaire, 385, Mans, Françoise Leclair, épouse de Hugues Champagne, 2190, Portland, tous deux de Sherbrooke, et Lisette Nadeau, épouse de Robert Drouin, East-Angus, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de tourisme et stations estivales, sous le nom de « Hôtel-Motel Lisefrance inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westbury, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720905

Les huiles Montcalm inc.
Montcalm Oil Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Nicol Henry 1321, Nelles, Michel Boulianne, 2276, chemin Ste-Foy, tous deux de Sainte-Foy, et René Lapointe, 1319, Preston, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Les huiles Montcalm inc. — Montcalm Oil Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1170, route de l'Église, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46215-o 721168

rating: Harvey Akman, 1186 Emerson Crescent, Harry Zweig, 755 Connaught Circle, both executives, of Laval, and Barry Biberman, lawyer, 2296 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "H & H Air Conditioning Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1186 Emerson Crescent, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721285

Hôtel-Motel Lisefrance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Drouin, notary, 385 Mans, Françoise Leclair, wife of Hugues Champagne, 2190 Portland, both of Sherbrooke, and Lisette Nadeau, wife of Robert Drouin, East-Angus, the latter two housewives, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, inns, bakeries, taverns, tourist camps and homes and summer resorts, under the name of "Hôtel-Motel Lisefrance inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Westbury, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720905

Les huiles Montcalm inc.
Montcalm Oil Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicol Henry, 1321 Nelles, Michel Boulianne, 2276 Ste. Foy Road, both of Ste. Foy, and René Lapointe, 1319 Preston, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in oil, grease, petroleum, all their products and natural gas, under the name of "Les huiles Montcalm inc. — Montcalm Oil Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1170 Route de l'Église, Ste. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

46215 721168

Identospec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Sylvie Roy, secrétaire, épouse de Paul Archambault, 6254, Louis-Hémon, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, tous deux de Montréal, et François Perreault, 7131, Pontoise, Saint-Léonard, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Identospec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10335A, rue Merrit, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721388

Les immeubles Pierre Fortin ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre Fortin, administrateur, Madeleine Blouin, ménagère, épouse dudit Pierre Fortin, tous deux de 9, de Bretagne, Neufchatel, et Jules Bernatchez, avocat, 8170, de Vienne, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Les immeubles Pierre Fortin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721112

Les immeubles Trianex inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul Boivin, commis de bureau, 82, de la Fabrique, Judith Boucher, ménagère, épouse de Jean-Claude Villeneuve, 191, Régent, et France Tremblay, employé de bureau, 329, Giffard, tous trois de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Trianex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720241

Identospec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sylvie Roy, secretary, wife of Paul Archambault, 6254 Louis-Hémon, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, both of Montreal, and François Perreault, 7131 Pontoise, St. Léonard, the latter two lawyers, for the following purposes:

To operate a hardware store, under the name of "Identospec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 10335A Merrit Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721388

Les immeubles Pierre Fortin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Fortin, administrator, Madeleine Blouin, housewife, wife of the said Pierre Fortin, both of 9 de Bretagne, Neufchatel, and Jules Bernatchez, lawyer, 8170 de Vienne, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Les immeubles Pierre Fortin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721112

Les immeubles Trianex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Boivin, office clerk, 82 de la Fabrique, Judith Boucher, housewife, wife of Jean-Claude Villeneuve, 191 Régent, and France Tremblay, office employee, 329 Giffard, all three of Chicoutimi North, for the following purposes:

To carry on business as a resl estate and construction company, under the name of "Les immeubles Trianex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi North, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720241

Les importations Segamo ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Anne Loheac, épouse de George Galt, 3555, Côte des Neiges, Danielle Lesage, épouse de Joël Morali, 5501, Adelbert, toutes deux importatrices, de Montréal, Raymond Setlakwe, 633, Notre-Dame nord, et Richard Setlakwe, 509, Notre-Dame nord, ces deux derniers administrateurs, de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et des magasins de robes, sous le nom de « Les importations Segamo ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720679

Imprimerie Dégelis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Émilien Nadeau, principal adjoint, Gérard Savard, négociant en gros, tous deux de Dégelis, et Gédéon Michaud, gérant, Saint-Louis-du-Ha! Ha!, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes, publicistes et autres commerces connexes, sous le nom de « Imprimerie Dégelis inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dégelis, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

46215-o 720888

Information Touristique Saguenay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Girard, vendeur, 2011, Roussel, Chicoutimi, Jean Simard, professeur, 4351, boulevard de la Baie, Port-Alfred, et Louis Duchesne, technicien, 254, Albanel, Arvida, pour les objets suivants:

Organiser, développer et susciter la promotion et l'information touristique et industrielle au Saguenay, sous le nom de « Information Touristique Saguenay inc. ».

Les importations Segamo ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Anne Loheac, wife of George Galt, 3555 Côte des Neiges, Danielle Lesage, wife of Joël Morali, 5501 Adelbert, both importers, of Montreal, Raymond Setlakwe, 633 Notre-Dame North, and Richard Setlakwe, 509 Notre-Dame North, the latter two administrators, of Thetford Mines, for the following purposes:

To operate dress shops and stores, under the name of "Les importations Segamo ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720679

Imprimerie Dégelis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émilien Nadeau, assistant principal, Gérard Savard, wholesaler, both of Dégelis, and Gédéon Michaud, manager, St. Louis-du-Ha! Ha!, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders publicists and other related trades, under the name of "Imprimerie Dégelis inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dégelis, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720888

Information Touristique Saguenay inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperaitves to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Girard, salesman, 2011 Roussel, Chicoutimi, Jean Simard, teacher, 4351 de la Baie Boulevard, Port Alfred, and Louis Duchesne, technician, 254 Albanel, Arvida, for the following purposes:

To organize, develop and encourage touristic and industrial information and promotion in the Saguenay, under the name of "Information Touristique Saguenay inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721135

Les Intrépides des Deux-Montagnes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Lavallée, commerçant, 292, 10e avenue, Raymond Aubé, barbier, 1re avenue, tous deux de Saint-Eustache, et Rejean Guindon, plombier, 40, 5e avenue, Saïnte-Marthe-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la chasse et à la pêche, sous le nom de « Les Intrépides des Deux-Montagnes inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 943-1970

Les investigations Geymor inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une agence d'investigation et de sécurité, sous le nom de « Les investigations Geymor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7232, rue de la Devinière, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720575

Les Jardins Carmel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Leo Kravitz, 2305, Paton, Bennie Kravitz, 1775, Hartenstein, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Jean Sabata, secrétaire, fille majeure, 5980, Hadley, Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721135

Les Intrépides des Deux-Montagnes inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Lavallée, merchant, 292-10th Avenue, Raymond Aubé, barber, 157,-1st Avenue, both of St. Eustache, and Rejean Guindon, plumber, 40-5th Avenue, Ste. Marthe-sur-le-Lac, for the following purposes:

To group together those interested in hunting and fishing, under the name of "Les Intrépides des Deux-Montagnes inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 943-1970

Les investigations Geymor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mount Royal, and Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To operate an investigation and security agency, under the name of "Les investigations Geymor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 7232 Devinière Street, Anjou, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720575

Les Jardins Carmel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leo Kravitz, 2305 Paton, Bennie Kravitz, 1775 Hartenstein, both advocates, of Saint-Laurent, and Jean Sabata, secretary, spinster, 5980 Hadley, Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Jardins Carmel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6317, avenue Westbury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721578

Jeanvil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: René Gélinas, marchand, 126, de la Place, Saint-Paul-l'Ermite, Paul Fournel, vendeur, 1402, Bernie, Lasalle, et Charles Morin, administrateur, 4510, Ste-Catherine est, Montreal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Jeanvil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721380

Joliette Pallets Ltd.
Les palettes Joliette ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: John H. Gomery, 18, de Provence, Saint-Lambert, Richard J. F. Bowie, 181, avenue Morrison, Montréal, tous deux avocats, et James G. Jutras, commis en Loi, 216, Lawrence, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de palettes en bois dur, en faire le commerce, sous le nom de « Joliette Pallets Ltd. — Les palettes Joliette ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Thomas, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies.
PIERRE DESJARDINS.

46215 721453

R. H. Jouberg ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Bergeron, entrepreneur, Huguette Pothier, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Bergeron, tous deux de Cadillac, et Paul Boily, comptable, 36, Richelieu, Noranda, pour les objets suivants:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Jardins Carmel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6317 Westbury Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721578

Jeanvil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Gélinas, merchant, 126 de la Place, St. Paul-l'Ermite, Paul Fournel, salesman, 1402 Bernie, Lasalle, and Charles Morin, administrator, 4510 Ste. Catherine East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Jeanvil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Laurent, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721380

Joliette Pallets Ltd.
Les palettes Joliette ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John H. Gomery, 18 de Provence, Saint-Lambert, Richard J. F. Bowie, 181 Morrison Avenue, Montreal, both advocates, and James G. Jutras, law clerk, 216 Lawrence, Greenfield Park, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardwood pallets of every kind, under the name of "Joliette Pallets Ltd. — Les palettes Joliette ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Thomas, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721453

R. H. Jouberg ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Bergeron, contractor, Huguette Pothier, housewife, wife of the said Jean-Guy Bergeron, both of Cadillac, and Paul Boily, accountant, 36 Richelieu, Noranda, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « R. H. Jouberg ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cadillac, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721352

Le journal de l'Ouest du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: André Couture, publicitaire, 81, Doucet, Pierre Desmarais, avocat, et Suzanne Ipperciel, ménagère, épouse dudit Pierre Desmarais, ces deux derniers de 96, boulevard St-Joseph, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « Le journal de l'Ouest du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 715390

Lacon ltée
Lacon Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: John Wall, commerçant, 194, Léon Bloy, Châteauguay, Jacques Levesque, comptable, et Janine Desjardins, ménagère, épouse dudit Jacques Levesque, ces deux derniers de 52, Croissant Notre-Dame, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Lacon ltée — Lacon Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacun

Le siège social de la compagnie est 52, Croissant Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720926

Gilles Laflamme & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, d'Anjou, et Jacques Larivière, 352, boulevard Quinn, app. 6, tous trois avocats, de Longueuil pour les objets suivants:

To manufacture and deal in all kinds of heating systems or appliances, under the name of "R. H. Jouberg ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Cadillac, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721352

Le journal de l'Ouest du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Couture, advertiser, 81 Doucet, Pierre Desmarais, lawyer, and Suzanne Ipperciel, housewife, wife of the said Pierre Desmarais, the latter two of 96 St. Joseph Boulevard, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders, publicists and other like trades, under the name of "Le journal de l'Ouest du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 715390

Lacon ltée
Lacon Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Wall, merchant, 194 Léon Bloy, Châteauguay, Jacques Levesque, accountant, and Janine Desjardins, housewife, wife of the said Jacques Levesque, the latter two of 52 Croissant Notre-Dame, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and wares made entirely or partly of metal or wood, under the name of "Lacon ltée — Lacon Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 52 Croissant Notre-Dame, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720926

Gilles Laflamme & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 d'Anjou, and Jacques Larivière, 252 Quinn Boulevard, Apt. 6, all three lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Gilles Laflamme & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, rue Provost, Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721310

Larin et Larin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Richard Barbeau, 275, Amédée-Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 1160, Lesage, Laval, et Jean Geoffrion, 1120, Bernard ouest, app. 34, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des entrepôts, magasins et autres bâtisses, sous le nom de "Larin et Larin inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8670, rue Le Creusot, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720316

Michel L'Écuyer & associés (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Michel L'Écuyer, publicitaire-conseil, Madeleine Milot, ménagère, épouse de Gilles Prudhomme, tous deux de 7333, Champ Chevrier, Anjou, et Claude Cournoyer, publicitaire, 276, Édouard, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Michel L'Écuyer & associés (Québec) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721217

Lederic Investment Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: James G. Jutras, commis en Loi, 216, Lawrence, Greenfield Park, Michel Lassonde, 612,

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Gilles Laflamme & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4 Provost Street, Verchères, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721310

Larin et Larin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Barbeau, 275 Amédée-Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 1160 Lesage, Laval, and Jean Geoffrion, 1120 Bernard West, Apt. 34, Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

To operate warehouses, stores and other buildings, under the name of "Larin et Larin inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8670 Le Creusot Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720316

Michel L'Écuyer & associés (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel L'Écuyer, advertising consultant, Madeleine Milot, housewife, wife of Gilles Prudhomme, both of 7333 Champ Chevrier, Anjou, and Claude Cournoyer, publicity man, 276 Édouard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Michel L'Écuyer & associés (Québec) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721217

Lederic Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James G. Jutras, law clerk, 216 Lawrence, Greenfield Park, Michel Lassonde, 612 Vauque-

Vauquelin, Beloeil, Jean-Maurice Saulnier, 1469, Jacques Lemaistre, David W. Salomon, 7925, chemin Kingsley, tous deux de Montréal, et André-T. Mécs, 390, côte Vertu, Saint-Laurent, ces quatre derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Lederic Investment Corporation », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720953

Hormisdas Lehoux inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Denise Paquin, épouse de Paul Moreau, 7462, Vitel, tous deux de Saint-Léonard, et Louise Beaudry, fille majeure, 184, Tailhandier. Boucherville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents manufacturiers, sous le nom de « Hormisdas Lehoux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 32,200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 4,200 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4880, rue Valéry, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720645

La ligue de hockey Inter-Cités de la région de Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles-H. Bisaillon, administrateur, 758, Sabrevois, Bob Chevalier, gérant, 3051, Raudot, tous deux de Sainte-Foy, et Gaston Bidégaré, professeur, 308, Lafayette, Québec, pour les objets suivants:

Former et exploiter une ligue ou ligues sportives et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « La ligue de hockey Inter-Cités de la région de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100.

Le siège social de la corporation est 1000, route de l'Église, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

46215-o 720623

lin, Beloeil, Jean-Maurice Saulnier, 1469 Jacques Lemaistre, David W. Salomon, 7925 Kingsley Road, both of Montreal, and André-T. Mécs, 390 Côte Vertu, Saint-Laurent, the latter four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lederic Investment Corporation", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720953

Hormisdas Lehoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Denise Paquin, wife of Paul Moreau, 7462 Vitel, both of St. Léonard, and Louise Beaudry, spinster, 184 Tailhandier, Boucherville, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as manufacturing agents, under the name of "Hormisdas Lehoux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,600 common shares of a nominal value of $1 each, 32,200 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 4,200 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 4880 Valéry Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720645

La ligue de hockey Inter-Cités de la région de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles-H. Bisaillon, administrator, 758 Sabrevois, Bob Chevalier, manager, 3051 Raudot, both of Ste. Foy, and Gaston Bidégaré, teacher, 308 Lafayette, Québec, for the following purposes:

To form and operate one or several sports leagues and promote hockey in particular, under the name of "La ligue de hockey Inter-Cités de la région de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100.

The head office of the corporation is at 1000 Route de l'Église, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720623

Loto-Net inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Yvon Rivest, maître-électricien, 8201, Lajeunesse, Montréal, Gilles Le Blanc, avocat, et Mathilda Gauthier, ménagère, fille majeure, ces deux derniers de 637, Dunlop, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Loto-Net inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 717136

Lucy's Art Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Joseph Fellner, marchand, Lucy Steiner, épouse dudit Joseph Fellner, tous deux de 3145, 7e rue Laval, et Clara Fellner, épouse d'Ernest Grunfeld, 11889, Philippe Hébert, Montréal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire des peintures, oeuvres d'art, gravures, dessins, chromos, lithographies, statues, portraits, photographies, reproductions, étalages et ornements, en faire le commerce, sous le nom de « Lucy's Art Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721138

M.B.R. Resorts Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Arlene Clements, 6117, Macdonald, Liette Ouimet, 3230, Van Horne, app. 18, et Carol Kert, 4858, côte des Neiges, app. 806, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un service de voyage, sous le nom de « M.B.R. Resorts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4141 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district judiciaire de Montréal. *Le directeur du service des compagnies,*
PIERRE DESJARDINS.

46215 720985

Loto-Net inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Rivest, master electrician, 8201 Lajeunesse, Montreal, Gilles Le Blanc, lawyer, and Mathilda Gauthier, housewife, spinster, the latter two of 637 Dunlop, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Loto-Net inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 717136

Lucy's Art Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Fellner, merchant, Lucy Steiner, wife of the said Joseph Fellner, both of 3145, 7th Street, Laval, and Clara Fellner, wife of Ernest Grunfeld, 11889 Philippe Hébert, Montreal, the latter two housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in paintings, art work, engravings, drawings, chromos, lithographs, statues, portraits, photographs, reproductions, displays and ornaments, under the name of "Lucy's Art Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721138

M.B.R. Resorts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arlene Clements, 6117 Macdonald, Liette Ouimet, 3230 Van Horne, Apt. 18, and Carol Kert, 4858 Côte des Neiges, Apt. 806, all three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a travel bureau, under the name of "M.B.R. Resorts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4141 Sherbrooke Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720985

Maison Du Steak Expo inc.
Expo Steak House Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Konrad Scharf, gérant-général, 432, 62e avenue, Laval, Mario Girard, attaché d'administration, 296, Louis-Hébert, Granby, et René Chapleau, homme d'affaires, 50, Place Crémazie, chambre 901, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, brasseries, pubs, auberges et restaurants, sous le nom de « Maison Du Steak Expo inc.— Expo Steak House Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721210

Maison mobiles St-Félicien inc.
St-Félicien Mobile Homes Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Louis-Georges Boivin, vendeur, Emma-Marie Tremblay, ménagère, épouse dudit Louis-Georges Boivin, et Sylvie Boivin, secrétaire, fille majeure, tous trois de 753, Sacré-Coeur, Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de maisons mobiles, roulottes, tentes-roulottes, unités d'habitation automobiles ou non, permanentes ou temporaires de toutes sortes, et maisons préfabriquées, sous le nom de « Maisons mobiles St-Félicien inc. — St-Félicien Mobile Homes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 753, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du services des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721319

Les manufacturiers Gikivac ltée
Gikivac Manufacturing Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Florent Quirion, 566, 1re Avenue, Réal Thibodeau, 594, 2e Avenue, tous deux de Beauceville-Est, Gérard Giguère, 221, St-Charles, André Giguère, 233, St-Charles, tous quatre commerçants, et Louise Gagnon, ménagère, épouse de Alfred Potvin, 214, St-Louis, ces trois derniers de Beauceville, pour les objets suivants:

Maison Du Steak Expo inc.
Expo Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Konrad Scharf, general manager, 432, 62nd Avenue, Laval, Mario Girard, administration attaché, 296 Louis-Hébert, Granby, and René Chapleau, businessman, 50 Place Crémazie, Room 901, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, beer-houses, pubs, inns and restaurants, under the name of "Maison Du Steak Expo inc.— Expo Steak House Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721210

Maison mobiles St-Félicien inc.
St-Félicien Mobile Homes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Georges Boivin, salesman, Emma-Marie Tremblay, housewife, wife of the said Louis-Georges Boivin, and Sylvie Boivin, secretary, spinster, all three of 753 Sacré-Coeur, St. Félicien, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kind of mobile homes, trailers, trailer tents, motorized or non-motorized living units of all kinds, permanent or temporary, and prefabricated houses, under the name of "Maisons mobiles St-Félicien inc. — St-Félicien Mobile Homes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 753 Sacré-Coeur Boulevard, St. Félicien, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721319

Les manufacturiers Gikivac ltée
Gikivac Manufacturing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Florent Quirion, 566-1st Avenue, Réal Thibodeau, 594-2nd Avenue, both of Beauceville East, Gérard Giguère, 221 St. Charles, André Giguère, 233 St. Charles, all four merchants, and Louise Gagnon, housewife, wife of Alfred Potvin, 214 St. Louis, the latter three of Beauceville, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de tous appareils électriques, sous le nom de « Les manufacturiers Gikivac ltée — Gikivac Manufacturing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720997

Marché Alqui inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Alain Tremblay, technicien, 944, Simard, Jean-René Pilote, menuisier, rue Gaudreault, et Deny Tremblay, professeur, 26, Bergeron, tous trois de Saint-Ambroise, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Alqui inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ambroise, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721472

Mercerie l'Hommerie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Charles Dion, 2265, Marc, Laval, Jean Laporte, 10644, d'Auteuil, tous deux vendeurs, et Monique Clément, secrétaire, épouse dudit Jean Laporte, 2035, Jean-Talon est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de robes, manteaux, chapeaux, habits, chemises, vêtements et sous-vêtements de toutes descriptions, sous le nom de « Mercerie l'Hommerie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2035, Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720495

Laurent Méthot inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean Bellemare, professeur, 1601, Rouville, Sainte-Foy, Laurent Méthot, mécanicien, et Bertha Lacroix, ménagère, épouse dudit Laurent Méthot, ces deux derniers de 1200, Chamonix, Charlesbourg, pour les objets suivants:

To manufacture and deal in all kinds of electrical appliances, under the name of "Les manufacturiers Gikivac ltée — Gikivac Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Beauceville East, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720997

Marché Alqui inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Tremblay, technician, 944 Simard, Jean-René Pilote, carpenter, Gaudreault Street, and Deny Tremblay, teacher, 26 Bergeron, all three of St. Ambroise, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of « Marché Alqui inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Ambroise, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721472

Mercerie l'Hommerie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Dion, 2265 Marc, Laval, Jean Laporte, 10644 d'Auteuil, both salesmen, and Monique Clément, secretary, wife of the said Jean Laporte, 2035 Jean-Talon East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, coats, hats, suits, shirts, clothing and underwear of all kinds, under the name of "Mercerie l'Hommerie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2035 Jean-Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720495

Laurent Méthot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Bellemare, teacher, 1601 Rouville, Ste. Foy, Laurent Méthot, mechanic, and Bertha Lacroix, housewife, wife of the said Laurent Méthot, the latter two of 1200 Chamonix, Charlesbourg, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Laurent Méthot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 399 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1000, 47e rue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721423

Microwave Diode Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Micheline Bégin, fille majeure, 31, rue Wood, Sherbrooke, et Ginette Talbot, épouse de Denis Lambert, route rurale No 1, Saint-Denis-de-Brompton, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une compagnie d'électricité et d'électronique, sous le nom de « Microwave Diode Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 60, rue Principale, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721131

Miniatures L. Thibeault inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: Lionel Thibeault, commerçant, Huguette LeSage, ménagère, épouse dudit Lionel Thibeault, tous deux de Bécancour, et Marcel Chartier, avocat, 4587, Notre-Dame, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fabriquer, installer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Miniatures L. Thibeault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721133

Molson Gaspésie ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Robert M. de Fougerolles, 500, avenue

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Laurent Méthot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $1 each and 399 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1000-47th Street East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721423

Microwave Diode Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route 1, Lennoxville, Micheline Bégin, spinster, 31 Wood Street, Sherbrooke, and Ginette Talbot, wife of Denis Lambert, Rural Route 1, Saint-Denis-de-Brompton, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electronic company, under the name of "Microwave Diode Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 60 Main Street, Coaticook, judicial district of Saint-François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721131

Miniatures L. Thibeault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Thibeault, merchant, Huguette LeSage, housewife, wife of the said Lionel Thibeault, both of Bécancour, and Marcel Chartier, lawyer, 4587 Notre-Dame, Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture, install and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Miniatures L. Thibeault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721133

Molson Gaspésie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert M. de Fougerolles, 500 Wood Avenue,

Wood, Zotique Lespérance, 12270, boulevard Toupin, tous deux de Montréal, et Paul Falardeau, 5765 Béliveau, Brossard, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bières anglaises, bières, porters, cidres, et les sous-produits d'iceux, sous le nom de « Molson Gaspésie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune

Le siège social de la compagnie est Route No 6, Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721481

Norman H. Moore inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Norman H. Moore, agent manufacturier, Muriel Laura, ménagère, épouse dudit Norman H. Moore, tous deux de 356, Seignory Crescent, Mont-Saint-Hilaire, et Denis Gosselin, conseiller en administration, 2581, Place Lepailleur, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Norman H. Moore inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30 actions ordinaires de $1 chacune, 3,980 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 170 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 356, rue Seignory Crescent, Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720947

Motel Electro inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Léo Fortier, employé municipal, Jean Verville, secrétaire-trésorier, et Gabriel Fontaine, administrateur, tous trois de Matagami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Motel Electro inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,300 actions ordinaires de $10 chacune et en 270 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721276

Multi-Litho inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Zotique Lespérance, 12270 Toupin Boulevard, both of Montreal, and Paul Falardeau, 5765 Béliveau, Brossard, all three executives, for the following purposes:

To deal in ales, beers, porters, ciders, and the by-products thereof, under the name of "Molson Gapésie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company is at Route No. 6, Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721481

Norman H. Moore inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norman H. Moore, manufacturing agent, Muriel Laura, housewife, wife of the said Norman H. Moore, both of 356 Seignory Crescent, Mont-Saint-Hilaire, and Denis Gosselin, management consultant, 2581 Place Lepailleur, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, commodities and merchandise, under the name of "Norman H. Moore inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30 common shares of $1 each, 3,980 class "A" preferred shares of $10 each and 170 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 356 Seignory Crescent Street, Mont-Saint-Hilaire, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720947

Motel Electro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Fortier, municipal employee, Jean Verville, secretary-treasurer, and Gabriel Fontaine, administrator, all three of Matagami, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Motel Electro inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,300 common shares of $10 each and 270 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Matagami, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721276

Multi-Litho inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: André Gareau, publicitaire, 1515, Val Jalbert, Jean Leclair, 1540, Portneuf, tous deux de Laval, et Jacques Leclair, 5987, Marceau, Pierrfonds, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Multi-Litho inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et en 1,800 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 339, Fleury ouest, suite 105, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720786

Muplex Distribution Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert Belisle, administrateur, 8729, Beyreis, Lasalle, Melvin S. Schiff, avocat, 957, Châtelaine, Laval, Hazel Dewhirst, épouse de Edward J. C. Hossie, 2325 ouest boulevard de Maisonneuve, Montréal, et Meryl Brasgold, épouse de Stephen Schoel, 2305 Ward, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres et de toutes sortes d'articles et de matériel utilisés dans ou connexes à la science ou l'art de la photographie et de la cinématographie et la science ou l'art optique, en faire le commerce, sous le nom de « Muplex Distribution Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721147

N.R.G. Investment Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Gérald Allaire, avocat, 138, Wellington, Roger Fortier, gérant, 826, Belvédère sud, et Nil Allaire, comptable, 21, Wood, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « N.R.G. Investment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721140

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gareau, publicity officer, 1515 Val Jalbert, Jean Leclair, 1540 Portneuf, both of Laval, and Jacques Leclair, 5987 Marceau, Pierrefonds, the latter two accountants, for the following purposes:

To carry on business printers, under the name of "Multi-Litho inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 1,800 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 339 Fleury West, Suite 105, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720786

Muplex Distribution Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Belisle, executive, 8729 Beyreis, Lasalle, Melvin S. Schiff, advocate, 957 Châtelaine, Laval, Hazel Dewhirst, wife of Edward J. C. Hossie, 2325 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, and Meryl Brasgold, wife of Stephen Schoel, 2305 Ward, Saint-Laurent, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in articles and materials of every kind and nature used in or connected with the science or art of photography and cinemaphotography and the science or art of optics, under the name of "Muplex Distribution Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721147

N.R.G. Investment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Allaire, lawyer, 138 Wellington, Roger Fortier, manager, 826 Belvédère South, and Nil Allaire, accountant, 21 Wood, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "N.R.G. Investment Ltd. », with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721140

New-Clan Fashions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Mauro Marchettini, Agostino Pastorino, tous deux de 4290, boulevard Métropolitain, Saint-Léonard, et Felice Zampini, 6507, 44e avenue, Montréal, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « New-Clan Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4290, boulevard Métropolitain, suite 15, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720101

North Eastern Packaging Company Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: David H. Sohmer, avocat, 5501, Adalbert, Côte-Saint-Luc, Francine Végiard, fille majeure, 135 est, rue Sherbrooke, Montréal, et Brenda Farnsworth, épouse de Lawrence Mulvihill, 336 Andras Drive, Dollard-des-Ormeaux, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Envelopper ou emballer des marchandises dans des substances variées pour en faire des colis, sous le nom de « North Eastern Packaging Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1115 ouest, boulevard Dorchester, suite 3406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721165

Nottingham Shirt Works Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Georgette Lavoie, 2860 avenue Granby, Maria Ott, 6410 ouest, Sherbrooke, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et John Wiseman, étudiant, 651, Westluke, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements pour hommes et femmes et fabriquer des textiles et toutes sortes de produits et sous-produits d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « Nottingham Shirt Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions catégorie « A » de $10 chacune, 250 actions catégorie « B » de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

New-Clan Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mauro Marchettini, Agostino Pastorino, both of 4290 Métropolitain Boulevard, St. Léonard, and Felice Zampini, 6507, 44th Avenue, Montreal, all three salesmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "New-Clan Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4290 Métropolitain Boulevard, Suite 15, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720101

North Eastern Packaging Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Sohmer, advocate, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, Francine Végiard, spinster, 135 Sherbrooke East, Montreal, and Brenda Farnsworth, wife of Lawrence Mulvihill, 336 Andras Drive, Dollard-des-Ormeaux, the latter two secretaries, for the following purposes:

To envelop or wrap goods in various substances as packages, under the name of "North Eastern Packaging Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3406, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721165

Nottingham Shirt Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary, Hampstead, Georgette Lavoie, 2860 Granby Avenue, Maria Ott, 6410 Sherbrooke West, both secretaries, filles majeures, of Montreal, and John Wiseman, student, 651 Westluke, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and women's garments, and textiles and textile products and by-products of all kinds, under the name of "Nottingham Shirt Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 class "A" shares of $10 each, 250 class "B" shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720471

Organismes familiaux associés du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Mercure, actuaire, 2540, Lalonde, Sainte-Foy, Claude Ménard, entrepreneur-électricien, 125, des Ormes, Repentigny, Gérard Payette, directeur, 152, Cameron Crescent, Pointe Claire, Marielle St-Hilaire, ménagère, épouse de Claude St-Hilaire, 77, boulevard St-Germain ouest, Rimouski, et Paul Bazinet, prêtre, 293, boulevard Ste-croix, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire la promotion de la famille, sous le nom de « Organismes familiaux associés du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 65, rue Sherbrooke est, suite 110, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 717342

Oriental Trading (Mtl) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Montréal-Ouest, et Gordon Echenberg, 1545, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles se rapportant au commerce des appareils de radio, télévision, haute fidélité, appareils électroniques et accessoires de toutes descriptions, sous le nom de « Oriental Trading (Mtl) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4295, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720807

P.N.P. Farms Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720471

Organismes familiaux associés du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Mercure, actuary, 2540 Lalonde, Ste. Foy, Claude Ménard, electrical contractor, 125 des Ormes, Repentigny, Gérard Payette, director, 152 Cameron Crescent, Pointe Claire, Marielle St-Hilaire, housewife, wife of Claude St-Hilaire, 77 St. Germain Boulevard West, Rimouski, and Paul Bazinet, priest, 293 Ste. Croix Boulevard, St. Laurent, for the following purposes:

To promote family living, under the name of "Organismes familiaux associés du Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 65 Sherbrooke Street East, Suite 110, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 717342

Oriental Trading (Mtl) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nathaniel Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Montreal West, and Gordon Echenberg, 1545 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in any article belonging to the businesses of radios, televisions, highfidelity equipment, electronic appliances and accessories of every description, under the name of "Oriental Trading (Mtl) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 4295 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720807

P.N.P. Farms Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Nicholas Nicholson, Paul B. Huylebroeck et Peter Meilen, tous trois fermiers, de Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « P.N.P. Farms Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ayer's Cliff, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720371

Papier Laurentide ltée
Laurentide Paper Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Rolland Therrien, 3830, Laurier, La Plaine, Noël Tourangeau, tous deux voyageurs de commerce, et Gisèle Therrien, ménagère, épouse dudit Noël Tourangeau, ces deux derniers de 169, rang St-Charles, Saint-Roch-de-l'Achigan, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du papier, des produits du papier de toutes sortes, des produits du bois et de la pulpe, carton, carton-pâte et papier de toutes sortes, sous le nom de « Papier Laurentide ltée — Laurentide Paper Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3830, boulevard Laurier, La Plaine, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721029

Participué inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Alexandre Dufort, directeur de relations publiques, 3686, St-Hubert, Montréal, Yvette Lamarre, 609, Joffre, et Louise Bégin, 1142, des Érables, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Informer la population des grands problèmes de l'heure et assurer à l'autorité une plus grande coopération de la part de la population, sous le nom de « Participué inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721397

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicholas Nicholson, Paul B. Huylebroeck and Peter Meilen, all three farmers, of Ayer's Cliff, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "P.N.P. Farms Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Ayer's Cliff, judicial district of Saint-François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720371

Papier Laurentide ltée
Laurentide Paper Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Therrien, 3830 Laurier, La Plaine, Noël Tourangeau, both travelling salesmen, and Gisèle Therrien, housewife, wife of the said Noël Tourangeau, the latter two of 169 St. Charles Range, St. Roch-de-l'Achigan, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, paper products of all kinds, wood and pulp products, cardboard, pasteboard and paper of all kinds, under the name of "Papier Laurentide ltée — Laurentide Paper Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 300 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3830 Laurier Boulevard, La Plaine, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721029

Participué inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alexandre Dufort, public relations manager, 3686 St. Hubert, Montreal, Yvette Lamarre, 609 Joffre, and Louise Bégin, 1142 des Érables, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To provide the public with information on the major problems of the hour and ensure for the authorities a greater cooperation on the part of the population, under the name of "Participué inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721397

Pâtisserie Beau Séjour inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Noël Gaudreau, 100, St-Michel, La Providence, Jacques Gaudreau, tous deux pâtissiers, et Diane Hamel, infirmière, épouse dudit Jacques Gaudreau, ces deux derniers de 1110, Delorme, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du pain, de gâteaux, pâtisseries, biscuits et autres aliments connexes, sous le nom de « Pâtisserie Beau Séjour inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 867, Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720764

Peegee Truck Rentals (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre de locateurs d'omnibus, voitures, fardiers, taxis, autobus, haquets, camions, ou autres véhicules de transport privé ou public, sous le nom de « Peegee Truck Rentals (Québec) Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720960

Peintothèque inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: André Charest, agent d'assurances, 5001, boulevard Dagenais, Adrien Charest, commis, 900, 36e Rue, tous deux de Laval, et Jean-Pierre Laviolette, acheteur, 184, Houle, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques et matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, sous le nom de « Peintothèque inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Pâtisserie Beau Séjour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Noël Gaudreau, 100 St. Michel, La Providence, Jacques Gaudreau, both pastry cooks, and Diane Hamel, nurse, wife of the said Jacques Gaudreau, the latter two of 1110 Delorme, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in bread, cakes, pastries, biscuits and other related foods, under the name of "Pâtisserie Beau Séjour inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 867 Rachel East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720764

Peegee Truck Rentals (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, Saint-Léonard, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor truck or other private or public conveyances, under the name of "Peegee Truck Rentals (Québec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720960

Peintothèque inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Charest, insurance agent, 5001 Dagenais Boulevard, Adrien Charest, clerk, 900-36th Street, both of Laval, and Jean-Pierre Laviolette, buyer, 184 Houle, St. Eustache, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes and coatings, coloring coats, colors, varnishes, lacquers, chemicals and materials designed to clean or ensure watertightness, under the name of "Peintothèque inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 5003, boulevard Dagenais, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720572

Petbar Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Brahm Gelfand, avocat, 5140, Mayfair, Penny Coley, 10250, Bois de Boulogne, app. 104, et Margaret Tucker, 10250, Bois de Boulogne, app. 101A, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Petbar Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 800, carré Victoria, suite 2204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720859

Petro Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Marc Valois, 4390, Old Orchard, Jean-Charles Latour, 3630, Soissons, tous deux de Montréal, et Jacques Gilbert, 200, du Dauphiné, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de l'huile brute, de l'essence et du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Petro Service Inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721192

Pierrefonds Gardens Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Harvey Frumkin, 5618, Randall, Côte-Saint-Luc, Allen Feldman, 6405, Lennox, tous deux avocats, et Ann Palmer, secrétaire, fille majeure, 6321, Mazarin, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Pierrefonds Gardens

The head office of the company is at 5003 Dagenais Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720572

Petbar Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm Gelfand, advocate, 5140 Mayfair, Penny Coley, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 104, and Margaret Tucker, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 101A, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Petbar Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares having a par value of $1 each and 39,000 preferred shares having a par value of $1 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 2204, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720859

Petro Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Valois, 4390 Old Orchard, Jean-Charles Latour, 3630 Soissons, both of Montreal, and Jacques Gilbert, 200 du Dauphiné, St. Lambert, all three lawyers, for the following purposes:

To process and deal in crude oil, gasoline, natural gas and their by-products, under the name of "Petro Service Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721192

Pierrefonds Gardens Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Frumkin, 5618 Randall, Côte Saint-Luc, Allen Feldman, 6405 Lennox, both advocates, and Ann Palmer, secretary, spinster, 6321 Mazarin, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Pierrefonds Gardens

Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720972

Place de la Monnerie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gérard Légaré, 1165, Bégin, Sillery, Robert St-Laurent, tous deux industriels, Yvonne Rusnell, ménagère, épouse dudit Robert St-Laurent, tous deux de 3418, des Bois, et Maurice Lessard, comptable, 3183, de l'Étang, ces trois derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Place de la Monnerie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 938, rue Bourgogne, suite 3A, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721323

Les placements K.L.P. inc.
K.L.P. Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Guy Lesage, notaire, 600, boulevard Taché, Claude Hachey, comptable, 25, Courchesne, et Liette Raymond, secrétaire, fille majeure, 111, Laval, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements K.L.P. inc.— K.L.P. Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721322

Les placements Pierre ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Arthur Marcovitch, 5887, Centennial, Côte-Saint-Luc, Abraham Shuster, 5710 nord, Wolseley, tous deux avocats, et Jean M. Machin, secrétaire, fille majeure, 4525, Harvard, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720972

Place de la Monnerie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Légaré, 1165 Bégin, Sillery, Robert St-Lau-Laurent, both industrialists, Yvonne Rusnell, housewife, wife of the said Robert St-Laurent, both of 3418 des Bois, and Maurice Lessard, accountant, 3183 de l'Étang, the latter three of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Place de la Monnerie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 938 Bourgogne Street, Suite 3A, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721323

Les placements K.L.P. inc.
K.L.P. Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Lesage, notary, 600 Taché Boulevard, Claude Hachey, accountant, 25 Courchesne, and Liette Raymond, secretary, spinster, 111 Laval, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements K.L.P. inc.— K.L.P. Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721322

Les placements Pierre ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Marcovitch, 5887 Centennial, Côte Saint-Luc, Abraham Shuster, 5710 Wolseley North, both advocates, and Jean M. Machin, secretary, spinster, 4525 Harvard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les placements Pierre ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 385, Dobie, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

46215 720215

Placements Roger Raymond ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Roger Raymond, marchand, Fernande Raymond, secrétaire, épouse dudit Roger Raymond, tous deux de 2301, des Cascades, et Ludovic Raymond, rentier, 2385, Maisonneuve, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Roger Raymond ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 8 actions ordinaires de $50 chacune, 298,800 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 800 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720050

Les placements Valiquette inc.
Valiquette Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Valiquette, commissaire de bord, Marc Valiquette, étudiant, tous deux de 370, Outremont, Outremont, Louise Valiquette, évaluateur, épouse de Richard Brown, 366, Valois, Laval, et Claire Valiquette, programmateur, épouse de Pierre Courtois, 3250, Forest Hill, app. 801, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'investissement et de portefeuille, sous le nom de « Les placements Valiquette inc.— Valiquette Investments Inc. », avec un capital total de $371,250, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 3,700 actions privilégiées de premier rang d'une valeur nominale de $100 chacune et en 115 actions privilégiées de deuxième rang d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 370, avenue Outremont, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721418

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les placements Pierre ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 385 Dobie, Mount Royal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46215-o 720215

Placements Roger Raymond ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Raymond, merchant, Fernande Raymond, secretary, wife of the said Roger Raymond, both of 2301 des Cascades, and Ludovic Raymond, annuitant, 2385 Maisonneuve, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Roger Raymond ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 8 common shares of $50 each, 298,800 class "A" preferred shares of $1 each and 800 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720050

Les placements Valiquette inc.
Valiquette Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Valiquette, purser, Marc Valiquette, student, both of 370 Outremont, Outremont, Louise Valiquette, appraiser, wife of Richard Brown, 366 Valois, Laval, and Claire Valiquette, programmer, wife of Pierre Courtois, 3250 Forest Hill, Apt. 801, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Les placements Valiquette inc.— Valiquette Investments Inc.", with a total capital stock of $371,250, divided into 100 common shares of a nominal value of $1 each, 3,700 1st class preferred shares of a nominal value of $100 each and 115, 2nd class preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 370 Outremont Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721418

Plant National (Canada) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, autorisant la fusion de « Plant National Industries (Canada) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes de fusion en date du 29e jour de décembre 1970, et de « Rosemount Barrel & Drum Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de septembre 1955, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Fabriquer des contenants commerciaux et industriels de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Plant National (Canada) Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 150,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 23, rue du Moulin, Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 7210-48

Plant National (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Plant National Industries (Canada) Ltd.", incorporated by letters patent of amalgamation dated the 20th day of December, 1970, and "Rosemount Barrel & Drum Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of September, 1955, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in commercial and industrial containers of every kind, under the name of "Plant National (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $150,000 divided into 150,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the new company is at 23 du Moulin Street, St-Pierre, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 7210-48

Plomberie et chauffage Marcel Meunier ltée
Marcel Meunier Plumbing and Heating Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Samuel H. Shriar 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, Wavell, Côte-Saint-Luc, et Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux en plomberie et chauffage, sous le nom de « Plomberie et chauffage Marcel Meunier ltée — Marcel Meunier Plumbing and Heating Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721164

Plomberie et chauffage Marcel Meunier ltée
Marcel Meunier Plumbing and Heating Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell, Côte Saint-Luc, and Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general plumbing and heating contractors, under the name of "Plomberie et chauffage Marcel Meunier ltée — Marcel Meunier Plumbing and Heating Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Roxboro, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721164

Poly-Promotion, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Dupuis, directeur, Claire Chalifoux, femme d'affaires, épouse dudit Guy Dupuis, tous deux de 370, Louis Quevillon, Boucherville, Gaston Mérineau, imprimeur, et Monique Jalbert, femme d'affaires, épouse dudit Gaston Mérineau, ces deux derniers de 6786, Louis-Hémon, Montréal, pour les objets suivants:

Poly-Promotion, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dupuis, director, Claire Chalifoux, businesswoman, wife of the said Guy Dupuis, both of 370 Louis Quevillon, Boucherville, Gaston Mérineau, printer, and Monique Jalbert, businesswoman, wife of the said Gaston Mérineau, the latter two of 6786 Louis-Hémon, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Poly-Promotion, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions classe « A » de $10 chacune, 1,900 actions classe « B » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720578

Les productions Maxi-Vedettes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul Haince, Jean-Louis Lafrance, tous deux de 4369, Laval, Montréal, et Jacques Letendre, 2175, boulevard de Maisonneuve ouest, Westmount, tous trois journalistes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes, publicistes et autres commerces, sous le nom de « Les productions Maxi-Vedettes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4369, Laval, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721511

R.R. Aluminium ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Réjean Boutin, 45, de Niverville, Jean-Claude Dupuis, 888, Fort St-Louis, tous deux menuisiers, et René Morin, gérant de bureau, 83, De Muy, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la distribution et l'installation de revêtements en aluminium, sous le nom de « R.R. Aluminium ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 83, rue De Muy, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720224

Reliure Bouthillier-Beaudoin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Michel Bouthillier, relieur, Louise Caron, aide-bibliothécaire, épouse dudit Michel Bou-

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Poly-Promotion, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" shares of $10 each, 1,900 lass "B" shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720578

Les productions Maxi-Vedettes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Haince, Jean-Louis Lafrance, both of 4369 Laval, Montréal, and Jacques Letendre, 2175 de Maisonneuve Boulevard West, Westmount, all three journalists, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders, publicists and in other like trades, under the name of "Les productions Maxi-Vedettes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 4369 Laval, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721511

R.R. Aluminium ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Boutin, 45 de Niverville, Jean-Claude Dupuis, 888 Fort St. Louis, both carpenters, and René Morin, office manager, 83 De Muy, all three of Boucherville, for the following purposes:

To deal in, distribute and install aluminium coverings, under the name of "R.R. Aluminium ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 83 De Muy Street, Boucherville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720224

Reliure Bouthillier-Beaudoin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bouthillier, bookbinder, Louise Caron, assistant librarian, wife of the said Michel

thillier, tous deux de 1221, Berthier, Longueuil, et Marcel Beaudoin, professeur, 3010, Hays, Montréal, pour les objets suivants:

Relier, fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, tanner, corroyer, transformer, imprimer, graver toutes sortes de peaux, de cuir et leurs contrefaçons, sous le nom de « Reliure Bouthillier-Beaudoin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1221, rue Berthier, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 3399-1971

Rentway Québec Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Benoit Groleau, avocat, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, Gaetan Champagne, commis, 7600, Lajeunesse, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de locateurs d'omnibus, voitures, fardiers, taxis, autobus, haquets, camions, ou autres véhicules de transport privé ou public, sous le nom de « Rentway Québec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721085

Restaurant La Chine inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Stanley Hum, 5649, Coolbrook, Montréal, Paul Barry, 142, William, Châteauguay, et George Mark, 11846, Guertin, Saint-Laurent, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants et salles à manger, sous le nom de « Restaurant La Chine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720515

Restaurant la Porte de Laval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Bouthillier, both of 1221 Berthier, Longueuil, and Marcel Beaudoin, teacher, 3010 Hays, Montreal, for the following purposes:

To bind, manufacture, purchase, sell, import, export, tan, curry, transform, print and engrave all kinds of hides, leather and their imitations, under the name of "Reliure Bouthillier-Beaudoin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1221 Berthier Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 3399-1971

Rentway Québec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Groleau, lawyer, 7130 Lacordaire, Saint-Léonard, Gaetan Champagne, clerk, 7600 Lajeunesse, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor busses, auto drays, motor truck or other private or public conveyances, under the name of "Rentway Québec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721085

Restaurant La Chine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Hum, 5649 Coolbrook, Montreal, Paul Barry, 142 William, Châteauguay, and George Mark, 11846 Guertin, St. Laurent, all three businessmen, for the following purposes:

To operate restaurants and dining rooms, under the name of "Restaurant La Chine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Lachine.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720515

Restaurant la Porte de Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, barbecue, maison du bifteck, salle à dîner, café-restaurant, casse-croûte, comptoir de repas légers, salons-bar, sous le nom de « Restaurant la Porte de Laval inc. », avec un capital total de $40,000, diisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721018

Restaurant Le Caveau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Albin McLaughlin, France Côté, épouse dudit Albin McLaughlin, tous deux restaurateurs, de 12430, Beauséjour, et Bernard Laberge, notaire, 3250, Jean-Talon est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Caveau inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720323

Restaurant Le Village Mexicain inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte-Saint-Luc, Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, et Arthur A. Garvis, 795, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Restaurant Le Village Mexicain inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est aux Galeries Drummond, boulevard Saint-Joseph, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721081

Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To operate a restaurant, barbecue, steak house, dining-room, café, lunch room, snack bar, lounge and bar, under the name of "Restaurant la Porte de Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721018

Restaurant Le Caveau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albin McLauhlin, France Côté, wife of the said Albin McLaughlin, both restaurateurs, of 12430 Beauséjour, and Bernard Laberge, notary, 3250 Jean-Talon East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Caveau inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720323

Restaurant Le Village Mexicain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte Saint-Luc, Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, and Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Restaurant Le Village Mexicain inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Les Galeries Drummond, St-Joseph Boulevard, Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721081

Restaurant Normandin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Côté, 3204, chemin Royal, Giffard, Louis Huot, 895, Lévis, tous deux avocats, et Pauline Lefebvre, comptable, fille majeure, 834, Holland, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Normandin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720614

Restaurant Normandin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Côté, 3204 Royal Road, Giffard, Louis Huot, 895 Lévis, both lawyers, and Pauline Lefebvre, accountant, spinster, 834 Holland, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Normandin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720614

Les restaurants P.D.L. (Longueuil) ltée
P.D.L. Restaurants (Longueuil) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Dufort, avocat, 363, 12e avenue, Lasalle, Nancy Smith, 3484, Durocher, Montréal, et Diane McLaughlin, 482, Dollard, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et traiteurs, sous le nom de « Les restaurants P.D.L. (Longueuil) ltée — P.D.L. Restaurants (Longueuil) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1271, boulevard Desaulniers, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720729

Les restaurants P.D.L. (Longueuil) ltée
P.D.L. Restaurants (Longueuil) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dufort, lawyer, 363-12th Avenue, Lasalle, Nancy Smith, 3484 Durocher, Montreal, and Diane McLaughlin, 482 Dollard, Longueuil, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs and caterers, under the name of "Les restaurants P.D.L. (Longueuil) ltée — P.D.L. Restaurants (Longueuil) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1271 Desaulniers Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720729

Revue Theatre Foundation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Cecil Labow, chimiste, 5718, Wildwood, Lily Shane, travailleuse sociale, épouse de Raymond Shane, 4649, Melrose, Louis Levitt, administrateur, 4420, Saint-Dominique et Ruth Thomas, thérapeute en cosmétologie, épouse de Maurice Thomas, 4990, Hampton, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et administrer des ateliers d'audition pour le théâtre de variétés aux fins de cultiver des talents canadiens, sous le nom de « Revue Theatre Foundation Inc. ».

Revue Theatre Foundation Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Cecil Labow, chemist, 5718 Wildwood, Lily Shane, social worker, wife of Raymond Shane, 4649 Melrose, Louis Levitt, executive, 4420 St-Dominique, and Ruth Thomas, cosmetic therapist, wife of Maurice Thomas, 4990 Hampton, all four of Montreal, for the following purposes:

To create and to pperate the theatre workshops at revue theatre for the development of canadian talent, under the name of "Revue Theatre Foundation Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46215 716247

Rhodes Holding Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Richard McConomy, 4790, côte des Neiges, tous trois avocats, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières filles majeures, ces quatre dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Rhodes Holding Corporation », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 800 ouest, boulevard Dorchester, suite 2610, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721234

Rivetta Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Mariano Alzetta, administrateur, 3379, Appleton, Peppino Perri, chef, 171 est, Saint-Zotique, tous deux de Montréal, et William Morris, avocat, 115, avenue Westcliffe, Pointe Claire, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Rivetta Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720783

Rockman of Montreal Inc.
Rockman de Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Tibor Lebovics, avocat, Bluma Perlin, ménagère, épouse dudit Tibor Lebovics, tous deux de 5791, Trinity, Côte-Saint-Luc, et Ruth Day, secrétaire, épouse de Edward Quigg, 531, Church, Beaurepaire, pour les objets suivants:

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46215-o 716247

Rhodes Holding Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Richard McConomy, 4790 Côte des Neiges, all three attorneys, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, the latter two spinsters, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Rhodes holding Corporation", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 800 Dorchester Boulevard West, Suite 2610, Montreal, judicial district of Montreal.

Director of the Companies Service.
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721234

Rivetta Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mariano Alzetta, executive, 3379 Appleton, Peppino Perri, chef, 171 St. Zotique East, both of Montreal, and William Morris, advocate, 115 Westcliffe Avenue, Pointe Claire, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Rivetta Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Director of the Companies Service.
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720783

Rockman of Montreal Inc.
Rockman de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tibor Lebovics, advocate, Bluma Perlin, housewife, wife of the said Tibor Lebovics, both of 5791 Trinity, Côte Saint-Luc, and Ruth Day, secretary, wife of Edward Quigg, 531 Church, Beaurepaire, for the following purposes:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Rockman of Montreal Inc. — Rockman de Montréal inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721052

Roclerc Aluminium Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Willie Leclerc, magasinier, Andrée Cardinal, ménagère, épouse dudit Willie Leclerc, tous deux de 1014, 42e Avenue, Ulysse Roy, soudeur, et Gilberte Gaudreau, ménagère, épouse dudit Ulysse Roy, ces deux derniers de 1021, 41e Avenue, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, et plus spécialement de l'aluminium, sous le nom de « Roclerc Aluminium Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721157

Roma Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Roma Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chaune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue Quinn, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720959

La roseraie d'Anjou (1972) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To deal in clothing of every kind and description, under the name of "Rockman of Montreal Inc. — Rockman de Montréal inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 400 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721052

Roclerc Aluminium Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Willie Leclerc, stock-keeper, Andrée Cardinal, housewife, wife of the said Willie Leclerc, both of 1014-42nd Avenue, Ulysse Roy, welder, and Gilberte Gaudreau, housewife, wife of the said Ulysse Roy, the latter two of 1021-41st Avenue, all four of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and by-products, particularly aluminium, under the name of "Roclerc Aluminium Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721157

Roma Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, St. Léonard, both lawyers, and Denise Paquette, secretary spinster, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Roma Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 135 Quinn Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720959

La roseraie d'Anjou (1972) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Robert Cipelletti, 6140, Goncourt, Anjou, Jean Beaudoin, tous deux commerçants, et Aline Levasseur, ménagère, épouse dudit Jean Beaudoin, ces deux derniers de 5558, Jean-Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « La roseraie d'Anjou (1972) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720053

Satellite Soccer Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1972, constituant en corporation: Norman Souaid, 321, avenue Hall, Saint-Lambert, Henry Findlay, 611, avenue Lansdowne, Westmount, tous deux avocats, et Maurice Trager, gérant de bureau, 253 nord, avenue Westminster, Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce qui consiste à procurer des distractions au public, sous le nom de « Satellite Soccer Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2165, avenue Lincoln, suite 8, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721731

Savoie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: Gilles Bergeron, 3275, Provencher, Jean Ménard, 2380, Desjardins, tous deux avocats, et Denys-P. Godin, stagiaire, 669, des Ursulines, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Savoie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Manseau, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721064

The Seaway Hotels (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971,

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Cipelletti, 6140 Goncourt, Anjou, Jean Beaudoin, both merchants, and Aline Levasseur, housewife, wife of the said Jean Beaudoin, the latter two of 5558 Jean-Talon East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nursery gardeners and seed growers, under the name of "La roseraie d'Anjou (1972) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720053

Satellite Soccer Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norman Souaid, 321 Hall Avenue, Saint-Lambert, Henry Findlay, 611 Lansdowne Avenue, Westmount, both advocates, and Maurice Trager, office manager, 253 Westminster Avenue North, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Satellite Soccer Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2165 Lincoln Avenue, Suite 8, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721731

Savoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Bergeron, 3275 Provencher, Jean Ménard, 2380 Desjardins, both lawyers, and Denys-P. Godin, trainee, 669 des Ursulines, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Savoie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Manseau, judicial district of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721064

The Seaway Hotels (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing

autorisant la fusion de « Capri Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24e jour d'octobre 1958, de « Seaway Hotels (Québec), Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de novembre 1959, et de « Seaway City Motor Hotel (Québec) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de novembre 1962, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, auberges, restaurants et cafés, sous le nom de « The Seaway Hotels (Québec) Limited », avec un capital total de $100,000 divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 1155, rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 716978

Senneterre Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jehan Perdriau, 2113, Jean Talon est, Montréal, Henri Courtemanche, tous deux avocats, et Micheline Brosseau, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Senneterre Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721254

Sercobec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Rose B. Duguay, maîtresse de maison, épouse de Jean-Roch Brassard, 96, Courcelles, Jonquière, Gérald Poirier, contremaître, 387, Villeneuve, Arvida, et André Fortin, industriel, 12, Piedmont, Kénogami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Sercobec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 96, Courcelles, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 716308

the amalgamation of "Capri Holdings Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of October, 1958, "Seaway Hotels (Québec), Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of November, 1959, and "Seaway City Motor Hotel (Québec) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of November, 1962, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposse:

To operate motor courts, hotels, inns, restaurants and cafés, under the name of "The Seaway Hotels (Québec) Limited", with a total capital stock of $10,000 divided into 30,000 common shares of the par value of $1 each and 7,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the new company is at 1155 Guy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 716978

Senneterre Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jehan Perdriau, 2113 Jean Talon East, Montreal, Henri Courtemanche, both lawyers, and Micheline Brosseau, secretary, spinster, the latter two of Mont Laurier, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Senneterre Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721254

Sercobec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rose B. Duguay, housewife, wife of Jean-Roch Brassard, 96 Courcelles, Jonquière, Gérald Poirier, foreman, 387 Villeneuve, Arvida, and André Fortin, industrialist, 12 Piedmont, Kénogami, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Sercobec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 96 Courcelles, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 716308

Service d'extincteurs de l'Estrie inc.
Estrie Extinguisher Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Léonard Côté, 476, Dolbeau, Bernard Leclerc, 1127, Woodward, tous deux commerçants, et Gaston Côté, directeur, 484, Dolbeau, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'extincteurs automatiques ou autres, gicleurs de toutes sortes contre le feu et le vol et autres produits semblables, sous le nom de « Service d'extincteurs de l'Estrie inc. — Estrie Extinguisher Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1127, rue Woodward, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720153

Sherbrooke Sporting Goods Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des articles de sport, en faire le commerce, sous le nom de « Sherbrooke Sporting Goods Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 985 est, Galt, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721150

Shopping Cart Maintenance Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Côte-Saint-Luc, Lilian Rabinovitch, épouse de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, et Arnold Ilovitch, 390, Côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'engager par contrat à accomplir des travaux d'entretien et autres services, sous le nom de « Shopping Cart Maintenance Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Service d'extincteurs de l'Estrie inc.
Estrie Extinguisher Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Côté, 476 Dolbeau, Bernard Leclerc, 1127 Woodward, both merchants, and Gaston Côté, director, 484 Dolbeau, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in automatic extinguishers or the like, spray guns of all kinds against fire and robbery, and other related products, under the name of "Service d'extincteurs de l'Estrie inc. — Estrie Extinguisher Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1127 Woodward Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720153

Sherbrooke Sporting Goods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, under the name of "Sherbrooke Sporting Goods Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 985 Galt East, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721150

Shopping Cart Maintenance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Rabinovitch, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, and Arnold Ilovitch, 390 Côte Vertu, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To contract for the performance of janitorial and other services, under the name of "Shopping Cart Maintenance Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 8035, place Spaulding, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721205

Société culturelle Québec-Normandie

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Aubrée, directeur, 47, Aberdeen, Candiac, Pierre Hardy, technicien, Paule Brousseau, sténo-dactylo, épouse dudit Pierre Hardy, tous deux de 1502, Riverin, Québec, et Jean-Pierre Thérien, courtier en alimentation, 980, Grenoble, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Établir des liens d'amitié entre les Français, les Normands de France en particulier et les Québécois de la province de Québec, sous le nom de « Société culturelle Québec-Normandie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000.

Le siège social de la corporation est 1502, Riverin, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720059

Société des développement industriel des Bois-Francs inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Nicolas Larochelle, notaire, 41, avenue Laurier, Claude Bergeron, directeur, 12, Bellevue, Théobald Binette, entrepreneur, 8, Belvédère, Maurice Carignan, industriel, 7, Méthot, tous quatre d'Arthabaska, Gérard Amiot, 7, Lambert, Paul-André Lavigne, 13, Pigeon, tous deux comptables, et Georges Mailhot, boucher, 68, Landry, ces trois derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Société de développement industriel des Bois-Francs inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 140,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 41, avenue Laurier, Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721006

La Société Dodco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 8035 Spaulding Place, Anjou, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721205

Société culturelle Québec-Normandie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Aubrée, director, 47 Aberdeen, Candiac, Pierre Hardy, technician, Paule Brousseau, steno-typist, wife of the said Pierre Hardy, both of 1502 Riverin, Québec, and Jean-Pierre Thérien, food broker, 980 Grenoble, Charlesbourg, for the following purposes:

To establish bonds of friendship among the French, particularly the Normans in France, and Québekers of the Province of Québec, under the name of "Société culturelle Québec-Normandie".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000.

The head office of the corporation is at 1502 Riverin, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720059

Société des développement industriel des Bois-Francs inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicolas Larochelle, notary, 41 Laurier Avenue, Claude Bergeron, director, 12 Bellevue, Théobald Binette, contractor, 8 Belvédère, Maurice Carignan, industrialist, 7 Méthot, all four of Arthabaska, Gérard Amiot, 7 Lambert, Paul-André Lavigne, 13 Pigeon, both accountants, and Georges Mailhot, butcher, 68 Landry, the latter three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on all operations common to money-lending, under the name of "Société de développement industriel des Bois-Francs inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 140,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 41 Laurier Avenue, Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721006

La Société Dodco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Yves Alain, avocat-stagiaire, 221, Christophe-Colomb ouest, Sylvie Hethrington, secrétaire, fille majeure, 714, St-Cyrille ouest, tous deux de Québec, et Germain Dumas, avocat, 1395, Place Duchesnay, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, comptoirs-lunch, salles de repos, salles à manger, salles de danse, salles de spectacles, discothèques et salons-bars, sous le nom de « La Société Dodco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 691, Place de Gironde, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720838

Sonall Enterprises Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Pompeyo Torres, 2925, avenue Louis Paré, app. 206, Wilfrido Torres, 3475, Ivan Franko, tous deux marchands, et Jacques Noël, administrateur, 2980, Provost, app. 404, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, marchandises, articles et effets de toutes sortes, offrir les services s'y rapportant, sous le nom de « Sonall Enterprises Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2925, avenue Louis Paré, appartement 206, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721017

Spi-Lo Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Gilles-G. Tessier, 445, Grenfell, Mont-Royal, Jean-E. Lamontagne, 61, Maplewood, Outremont, tous deux avocats, et Jeannette Fournier, secrétaire, fille majeure, 3465, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins et des boutiques du cadeau, sous le nom de « Spi-Lo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720816

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Alain, articled lawyer, 221 Christophe-Colomb West, Sylvie Hethrington, secretary, spinster, 714 St. Cyrille West, both of Québec, and Germain Dumas, lawyer, 1395 Place Duchesnay, St. Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To operate restaurants, lunch counters, rest rooms, dining rooms, dance halls, theatres, discotheques and cocktail lounges, under the name of "La Société Dodco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 691 Place de Gironde, Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720838

Sonall Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pompeyo Torres, 2925 Louis Paré Avenue, Apt. 206, Wilfrido Torres, 3475 Ivan Franko, both merchants, and Jacques Noël, executive, 2980 Provost, Apt. 404, all three of Lachine, for the following purposes:

To deal in products, goods, wares, services and merchandise of all kinds, under the name of "Sonall Enterprises Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2925 Louis Paré Avenue, Apartment 206, Lachine, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721017

Spi-Lo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-G. Tessier, 445 Grenfell, Mount Royal, Jean-E. Lamontagne, 61 Maplewood, Outremont, both barristers, and Jeannette Fournier, secretary, spinster, 3465 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To operate stores and gift shops, under the name of "Spi-Lo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720816

Stefanos Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Stavros Stefanopoulos, restaurateur, 8623, Wiseman, app. 8, Vasileos, (Bill) Stefanopoulos, cuisinier, 8617, Wiseman, app. 6, et Dionysia Zerbisias, avocate, fille majeure, 5525, avenue Westbourne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, barbecue, maison du bifteck, casse-croûte, salle à manger et salon-bar, sous le nom de « Stefanos Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721188

Sunco Development Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 3465, Redpath, et Jacques Lemaître-Auger, 8464, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter des marchandises de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Sunco Development Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1117 ouest, rue Sainte-Catherine, suite 923, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 721109

Irenée Tardif & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Irenée Tardif, vendeur, Gabrielle Vaillancourt, ménagère, épouse dudit Irenée Tardif, tous deux de 860, Bord de l'Eau, Saint-Sulpice, et Berthier Tardif, assistant-gérant, 3927, St-Zotique, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Irenée Tardif & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Stefanos Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stavros Stefanopoulos, restaurateur, 8623 Wiseman, Apt. 8, Vasileos (Bill) Stefanopoulos, cook, 8617 Wiseman, Apt. 6, and Dionysia Zerbisias, advocate, fille majeure, 5525 Westbourne Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, barbecue, steak house, snack-bar, dining-room, lounge and bar, under the name of "Stefanos Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721188

Sunco Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 3465 Redpath, and Jacques Lemaître-Auger, 8464 Drolet, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To import, export and deal in merchandise of all kinds, under the name of "Sunco Developement Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Suite 923, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 721109

Irenée Tardif & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irenée Tardif, salesman, Gabrielle Vaillancourt, housewife, wife of the said Irenée Tartif, both of 860 Bord de l'Eau, St. Sulpice, and Berthier Tardif, assistant manager, 3927 St. Zotique, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Irenée Tartif & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 860, Bord de l'Eau, Saint-Sulpice, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 716437

Tramli inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Sébastien-F. Trampush, ingénieur civil, 421, Arnaud, Roger Lepage, commis, et Lise Morissette, ménagère, épouse dudit Roger Lepage, ces deux derniers de 251, Papineau, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de robes et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Tramli inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720041

Trois-Rivières Ready Mix Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Claude Pinard, avocat, 95, Campagna, Ginette Rousseau, secrétaire, épouse de Yvon Labelle, 104B, St-Jean-Baptiste, tous deux de Victoriaville, et Jacques Houle, licencié en droit, Saint-Albert, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, de béton préparé, de blocs de ciment, tuyaux de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, grès, plâtres cuits et autres, simili-pierres et autres produits semblables, sous le nom de « Trois-Rivières Ready Mix Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721333

Trousseau exclusif Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: George F. Lengvari fils, avocat, 100, de Gaspé, Île-aux-Soeurs, Rachel Paquet, épouse de Jean Lépine, 359, Bruneau, et Louise Forget, épouse de Denis Dufort, 6580, 33e avenue, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 860 Bord de l'Eau, St. Sulpice, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 716437

Tramli inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sébastien-F. Trampush, civil engineer, 421 Arnaud, Roger Lepage, clerk, and Lise Morissette, housewife, wife of the said Roger Lepage, the latter two of 251 Papineau, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses and other women's clothing, under the name of "Tramli inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720041

Trois-Rivières Ready Mix Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Pinard, lawyer, 95 Campagna, Ginette Rousseau, secretary, wife of Yvon Labelle, 104B St. Jean-Baptiste, both of Victoriaville, and Jacques Houle, bachelor of laws, St. Albert, for the following purposes:

To process and deal in cement and its by-products, prepared concrete, cement blocks, cement pipes, tiles, lime, limestone, sandstone, baked plaster and the like, artificial stones and other like products, under the name of "Trois-Rivières Ready Mix Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721333

Trousseau exclusif Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George F. Lengvari Jr., lawyer, 100 de Gaspé, Île-aux-Soeurs, Rachel Paquet, wife of Jean Lépine, 359 Bruneau, and Louise Forget, wife of Denis Dufort, 6580-33rd Avenue, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Trousseau exclusif Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720384

Gilles Trudeau (1971) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, autorisant la fusion de « Alcide Trudeau & Fils ltée », constituée par letrres patentes en date du 5 mai 1964, et « Gilles Trudeau inc. », constituée par lettres patentes en date du 27 décembre 1966, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Importer, exporter, produire, et faire le commerce de tous genres de produits combustibles, huile, charbon, gaz propane ou autres, sous le nom de « Gilles Trudeau (1971) inc. », avec un capital total de $100,000 divisé en 2,000 actions ordinaires à $1 chacune et en 98,000 actions privilégiées à $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 402, rue Alexandre, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46215-o 716665

Veillette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: André Gaudreault, industriel, 334, des Champs-Élysées, François Morrier, 184, Bourassa, Claude Girard, 106, St-Charles, tous deux comptables, et Mona Giguère, secrétaire, fille majeure, 368, Chabanel, tous quatre de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'installation de tout revêtement, aluminium, acier, vinyle, amiante ou autre, sous le nom de « Veillette inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721060

Velo Sport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Trousseau exclusif Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720384

Gilles Trudeau (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Alcide Trudeau & Fils ltée", incorporated by letters patent dated the 5th day of May, 1964, and "Gilles Trudeau inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of December, 1966, all aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To import, export, manufacture and deal in all kinds of fuel, oil, coal, propane gas or the like, under the name of "Gilles Trudeau (1971) inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 98,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 402 Alexandre Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

46215 716665

Veillette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gaudreault, industrialist, 343 des Champs-Élysées, François Morrier, 184 Bourassa, Claude Girard, 106 St. Charles, both accountants, and Mona Giguère, secretary, spinster, 368 Chabanel, all four of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in and install all kinds of coatings, aluminium, steel, vinyl, asbestos or the like, under the name of "Veillette inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721060

Velo Sport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Micheline Saurette, ménagère, épouse d'André Gibson, 422, Bégin, Monique Saurette, notaire, épouse de Jacques-E. Robert, 135, Principale, et Anne-Marie Saurette, étudiante, fille majeure, 84, Dufferin, toutes trois de Granby, pour les objets suivants:

Importer et faire le commerce d'équipements de sports et d'accessoires, sous le nom de « Velo Sport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1028, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 720878

Wendybrook Farms Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Martin-Claude Lepage, avocat, 121, de Normandie, Saint-Lambert, Marie Nassa, 6653, Louis-Hémon, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités un commerce de culture d'exploitation agricole, sous le nom de « Wendybrook Farms Ltd. », avec un capital total de $300,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 715, carré Victoria, suite 611, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 720831

West Island Plumbing & Heating Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Dozois, avocat, 4840, boulevard Édouard-Montpetit, app. 2, Pierre Dagenais, 4335, Jarry est, tous deux de Montréal, et Yves Champagne, 4850, Nanterre, Pierrefonds, ces deux derniers mécaniciens, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « West Island Plumbing & Heating Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4850, rue Nanterre, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 721189

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Saurette, housewife, wife of André Gibson, 422 Bégin, Monique Saurette, notary, wife of Jacques-E. Robert, 135 Principale, and Anne-Marie Saurette, student, spinster, 84 Dufferin, all three of Granby, for the following purposes:

To import and deal in sports equipment and accessories, under the name of "Velo Sport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1028 Principale Street, Granby, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 720878

Wendybrook Farms Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin-Claude Lepage, advocate, 121 de Normandie, Saint-Lambert, Marie Nassa, 6653 Louis Hémon, and Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the name of "Wendybrook Farms Ltd.", with a total capital stock of $300,100, divided into 100 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 715 Victoria Square, Suite 611, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 720831

West Island Plumbing & Heating Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Dozois, lawyer, 4840 Édouard-Montpetit Boulevard, Apt. 2, Pierre Dagenais, 4335 Jarry East, both of Montreal, and Yves Champagne, 4850 Nanterre, Pierrefonds, the latter two mechanics, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "West Island Plumbing & Heating Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4850 Nanterre Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 721189

Zakopane Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation: Leonard I. Sabloff, 2101, Veniard, Stephen J. Roth, 172, Ashton, tous deux de Saint-Laurent, Ben Schecter, 5891, Centennial, tous trois avocats, Raymonde Lutterman, veuve de Joseph Lutterman, 4960, Bourret, Geri Reznick, fille majeure, 10, Rosemont, tous trois de Montréal, Meta Hope, épouse de Keith Hope, 1090, Pasteur, Brossard, et Frances Sacks, épouse de Jerome Sacks, 4612, Notre-Dame, Laval, ces quatre dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Zakopane Inc. », avec un capital total de $1,000,000 divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $20 chacune et 49,000 actions catégorie « B » de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6260, avenue Victoria, suite 107, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 714542

Zakopane Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leonard I. Sabloff, 2101 Veniard, Stephen J. Roth, 172 Ashton, both of Saint-Laurent, Ben Schecter, 5891 Centennial, all three advocates, Raymonde Lutterman, widow of Joseph Lutterman, 4960 Bourret, Geri Reznick, spinster, 10 Rosemount, all three of Montreal, Meta Hope, wife of Keith Hope, 1090 Pasteur, Brossard, and Frances Sacks, wife of Jerome Sacks, 4612 Notre-Dame, Laval, the latter four secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Zakopane Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000 class "A" shares of $20 each and 49,000 class "B" shares of $20 each.

The head office of the company is at 6260 Victoria Avenue, Suite 107, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 714542

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Continental Discount Corporation
Corporation d'Escompte Continental

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mars 1972, à la compagnie « Continental Discount Corporation — Corporation d'Escompte Continental », 1° diminuant son capital par l'annulation de 2,000 actions privilégiées première catégorie, d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 5,000 actions privilégiées première catégorie, d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 13017-54

Continental Discount Corporation
Corporation d'Escompte Continental

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Continental Discount Corporation — Corporation d'Escompte Continental", 1. reducing its capital by the cancellation of 2,000 prior preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital by the creation of 5,000 prior preferred shares of the par value of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 13017-54

Gleason inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de novembre 1971, à la compagnie « Le Centre de Ski du Mont Gleason inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'août 1968, 1° changeant son nom en celui de « Gleason inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3° changeant son siège social du numéro 100 est, rue Notre-Dame, Victoriaville, au numéro 68, rue Pinard, Drummondville; 4° subdivisant 200 actions ordinaires de $500 chacune en 10,000 actions

Gleason inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Centre de Ski du Mont Gleason inc.", incorporated by letters patent dated August 7, 1968, 1. changing its name to that of "Gleason inc."; 2. amending the provisions of its letters patent; 3. changing its head office from 100 Notre-Dame Street East, Victoriaville, to 68 Pinard Street, Drummondville; 4. subdividing 200 common shares of $500 each into 10,000 common shares of $10 each; 5. converting

ordinaires de $10 chacune; 5° convertissant 10,000 actions ordinaires de $10 chacune en 10,000 actions classe « A » de $10 chacune; 6° augmentant son capital de $200,000 à $400,000 par la création de 20,000 actions classe « B » de $10 chacune.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46215-o 3557-68

10,000 common shares of $10 each into 10,000 class "A" shares of $10 each; 6. increasing its capital from $200,000 to $400,000 by the creation of 20,000 class "B" shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46215 3557-68

The Hyman & Estelle Barkun Foundation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mars 1972, à la corporation « The Hyman & Estelle Barkun Foundation », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 4736-70

The Hyman & Estelle Barkun Foundation

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Hyman & Estelle Barkun Foundation", modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 4736-70

Les Immeubles de la Colline inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de mars 1972, à la compagnie « Les Immeubles de la Colline inc. », augmentant son capital de $50,000 à $200,000 par la création de 15,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 5617-68

Les Immeubles de la Colline inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Immeubles de la Colline inc.", increasing its capital from $50,000 to $200,000 by the creation of 15,000 common shares of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 5617-68

Kinsboro Couriers (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de mars 1972, à la compagnie « M & M Express Service Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de juillet 1966, changeant son nom en celui de « Kinsboro Couriers (Québec) Limited ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 2831-66

Kinsboro Couriers (Québec) Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "M & M Express Service Ltd.", incorporated by letters patent dated 11th day of July, 1966, changing its name to that of "Kinsboro Couriers (Québec) Limited".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 2831-66

Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de janvier 1972, à la compagnie « Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc. », 1° changeant 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $60,000 à $150,000 par la création de 600

Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc.", 1. changing 2,000 common shares without par value into 2,000 common shares of a par value of $10 each; 2. increasing its capital from $60,000 to $150,000 by the creation of 600 class "A" preferred

actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 3° redésignant 400 actions privilégiées de $100 chacune en 400 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 66-68

Metrocan Leasing Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de mars 1972, à la compagnie « Metrocan Leasing Limited », augmentant son capital de $500,000 à $5,500,000 par la création de 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 14460-60

Mylbec Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1972, à la compagnie « Mylbec Corporation », augmentant son capital de $150,000 à $225,000 par la création de 7,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 972-70

Oceanic Tankers Agency Ltd.
Agence de Pétroliers Océaniques ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1972, à la compagnie « L.F. Petroleum — Products Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de novembre 1958, 1° changeant son nom en celui de « Oceanic Tankers Agency Ltd.— Agence de Pétroliers Océaniques ltée »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215 13915-58

Placements Demers inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mars 1972, à la compagnie « Placements Demers inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 11939-61

shares of a par value of $100 each and 3,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each; 3. changing 400 preferred shares of $100 each into 400 class "A" preferred shares of a par value of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 66-68

Metrocan Leasing Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Metrocan Leasing Limited", increasing its capital from $500,000 to $5,500,000 by the creation of 50,000 preferred shares of the par value of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 14460-60

Mylbec Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mylbec Corporation", increasing its capital from $150,000 to $225,000 by the creation of 7,500 common shares of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 972-70

Oceanic Tankers Agency Ltd.
Agence de Pétroliers Océaniques ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L.F. Petroleum — Products Ltd.", incorporated by letters patent dated 5th day of November, 1958, 1. changing its name to that of "Oceanic Tankers Agency Ltd.— Agence de Pétroliers Océaniques ltée"; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215-o 13915-58

Placements Demers inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Placements Demers inc.", amending the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 11939-61

Les Produits Laureat du Canada (1971) inc.
Laureat Products of Canada (1971) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mars 1972, à la compagnie « Paul Gratton inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Les Produits Lauréat du Canada (1971) inc.— Laureate Products of Canada (1971) Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 5101-64

Société de Placements Renault ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1972, à la « Société de Placements Renault ltée », réduisant son capital de $85,000 à $10,000 par l'annulation de 100 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 7,400 actions classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 13865-56

Les Produits Laureat du Canada (1971) inc.
Laureat Products of Canada (1971) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Paul Gratton inc.", incorporated by letters patent dated November 16, 1964, changing its name to that of "Les Produits Lauréat du Canada (1971) inc.— Laureate Products of Canada (1971) Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 5101-64

Société de Placements Renault ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société de Placements Renault ltée", decreasing its capital from $85,000 to $10,000 by the cancellation of 100 class "A" shares of a par value of $10 each and 7,400 class "B" shares of a par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 13865-56

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton d'Eudes, comprenant le bloc R, située dans la division d'enregistrement de Saguenay, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil,

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Eudes, comprising block R, located in the Saguenay Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Saguenay Registration Division Office, in Baie-Comeau, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by

par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Saguenay, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton d'Eudes;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1093-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton d'Eudes, comprenant le bloc R, situé dans la division d'enregistrement de Saguenay;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton d'Eudes;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 199

46217-o

proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Saguenay Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Eudes;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1093-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176*c* inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Saguenay Registration Division Office, in Baie-Comeau, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Eudes, comprising bloc R, located in the Saguenay Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Eudes;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 199

46217

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Natashquan, comprenant les lots 112 à 115 inclusivement, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Sept-Îles, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Natashquan;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1096-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Natashquan, comprenant les lots 112 à 115 inclusivement, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Natashquan;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Natashquan, comprising lots 112 to 115 inclusive, located in the Sept-Îles Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Sept-Îles Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Natashquan.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1096-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176*c* inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Natashquan, comprising lots 112 to 115 inclusive, located in the Sept-Îles Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Natashquan;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration,

avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 200
46217-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie de la Ville de Noranda, comprenant le lot 2280 du bloc 1, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le

by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 200
46217

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the City of Noranda, comprising lot 2280 of block 1, located in the Rouyn-Noranda Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Rouyn-Noranda, Registration Division Office, in Rouyn, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council,

dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie de la Ville de Noranda.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1091-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie de la Ville de Noranda, comprenant le lot 2280 du bloc 1, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie de la Ville de Noranda;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 201

46217-o

the deposit of the original plan and book of reference in the Rouyn-Noranda, Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the City of Noranda.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1091-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Rouyn-Noranda, Registration Division Office, in Rouyn, of the original plan and book of reference of a part of the City of Noranda, comprising lot 2280 of block 1, located in the Rouyn-Noranda, Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the part of the City of Noranda;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 201

46217

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton d'Obalski, comprenant les blocs V, X et Y, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton d'Obalski.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1085-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt. par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton d'Obalski, comprenant les blocs V, X et Y, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton d'Obalski;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Obalski, comprising Blocks V, X and Y, located in the Lac St. Jean West Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Lac St. Jean West Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Obalski.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1085-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Obalski, comprising Blocks V, X and Y, located in the Lac St. Jean West Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Obalski;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration,

avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 202

46217-o

by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 202

46217

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Rémigny, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil,

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Rémigny, comprising Block A, located in the Rouyn-Noranda, Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Rouyn-Noranda, Registration Division Office, in Rouyn, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council,

le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Rémigny.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1092-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Rémigny, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Rémigny;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 203

46217-o

the deposit of the original plan and book of reference in the Rouyn-Noranda, Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Rémigny.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1092-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Rouyn-Noranda, Registration Division Office, in Rouyn, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Rémigny, comprising Block A, located in the Rouyn-Noranda, Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Rémigny;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 203

46217

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Scott, comprenant les lots 1 à 28 inclusivement, du rang A, et les lots 1 à 11 inclusivement, du rang B, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Scott;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1086-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Scott, comprenant les lots 1 à 28 inclusivement, du rang A, et les lots 1 à 11 inclusivement, du rang B, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Scott;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Scott, comprising lots 1 to 28 inclusive, of Range A, and lots 1 to 11 inclusive, of Range B, located in the Lac St. Jean West Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Lac St. Jean West Registration Division and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Scott;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1086-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176*c* inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Scott, comprising lots 1 to 28 inclusive, of Range A, and lots 1 to 11 inclusive, of Range B, located in the Lac St. Jean West Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Scott;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right

de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 204

46217-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Vauquelin, comprenant les blocs E, F, G, H, I, J et K, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil,

upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 204

46217

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Vauquelin, comprising Blocks E, F, G, H, I, J et K, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by

par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Vauquelin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1084-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Vauquelin, comprenant les blocs E, F, G, H, I, J et K, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Vauquelin;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 206

46217-o

proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Vauquelin.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1084-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Vauquelin, comprising Blocks E, F, G, H, I, J and K, located in the Abitibi Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Vauquelin;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 206

46217

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Scott, comprenant les lots 1 à 25 inclusivement, du rang C, située dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Scott;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1087-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Scott, comprenant les lots 1 à 25 inclusivement, du rang C, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Scott;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot

Canada,
Province of Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Scott, comprising lots 1 to 25 inclusive, of Range C, located in the Lac St. Jean West Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Lac St. Jean West, Registration Division, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Lac St. Jean West, Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Scott;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1087-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the depotit in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Scott, comprising lots 1 to 25 inclusive, of Range C, located in the Lac St. Jean West Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Scott;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right

de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 205

46217-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Romieu, comprenant le bloc 1, située dans la division d'enregistrement de Matane, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Matane, à Matane;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil,

upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 205

46217

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendance, a correct plan of a part of the Township of Romieu, comprising block 1, located in the Matane Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Matane Registration Division Office, in Matane, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by

par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Matane, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Romieu;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1089-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Matane, à Matane, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Romieu, comprenant le bloc 1, située dans la division d'enregistrement de Matane;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Romieu;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 207

46217-o

proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Matane Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Romieu;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1089-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176*c* inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Matane Registration Division Office, in Matane, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Romieu, comprising block 1, located in the Matane Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Romieu;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 207

46217

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Landanet, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Landanet.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1090-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Landanet, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Landanet;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Landanet, comprising bloc A, located in the Rouyn-Noranda Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Rouyn-Noranda Registration Division Office, in Rouyn, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Rouyn-Noranda Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Landanet.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1090-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176*c* inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Rouyn-Noranda Registration Division Office, in Rouyn, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Landanet, comprising block A, located in the Rouyn-Noranda Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the township of Landanet;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration,

avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 208

46217-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Dessane, comprenant les blocs E et F, située dans la division d'enregistrement de La Tuque, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil,

by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 208

46217

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Dessane, comprising Blocks E and F, located in the La Tuque Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the La Tuque Registration Division Office, in La Tuque, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council,

le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de La Tuque, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Dessane.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1088-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Dessane, comprenant les blocs E et F, située dans la division d'enregistrement de La Tuque;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Dessane;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 209

46217-o

the deposit of the original plan and book of reference in the La Tuque Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Dessane.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1088-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the La Tuque Registration Division Office, in La Tuque, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Dessane, comprising Blocks E and F, located in the La Tuque Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this registration division, in relation to the said part of the Township of Dessane;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 209

46217

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant le lot 1237, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1082-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrements d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaire d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant le lot 1237, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lot 1237, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, has been deposited in the Abitibi Registration Division, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Bourlamaque.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1082-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lot 1237, located in the Abitibi Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Bourlamaque;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and bock of reference must be renewed by means of the registration,

avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres fo-r malités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 210

46217-o

Canada,
Province de Québec.
]L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du village de Ville-Marie, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit village, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil,

by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 210

46217

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared under his superintendence, a correct plan of a part of the Village of Ville-Marie, comprising Block A, located in the Témiscamingue Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Village, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Témiscamingue Registration Division Office, in Ville-Marie, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council,

le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du village de Ville-Marie.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1099-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du village de Ville-Marie, comprenant le bloc A, située dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du village de Ville-Marie;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 211

46217-o

the deposit of the original plan and book of reference in the Témiscamingue Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Village of Ville-Marie.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1099-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and to articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Témiscamingue Registration Division Office, in Ville-Marie, of the original plan and book of reference of a part of the Village of Ville-Marie, comprising Block A, located in the Témiscamingue Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of the present proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Village of Ville-Marie;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 211

46217

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Hébécourt, comprenant les blocs C et D, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Hébécourt.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1197-72, en date du 3 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Hébécourt, comprenant les blocs C et D, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Hébécourt;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Hébécourt, comprising blocs C and D, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Hébécourt.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1197-72, dated May 3, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Hébécourt, comprising blocks C and D, located in the Abitibi Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions or article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Hébécourt;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration,

avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 212

46217-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en 1972, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, célébrée le 24 juin, tombe un samedi qui devient, en vertu de la loi, un jour férié et non juridique;

ATTENDU QUE le samedi est maintenant observé par la plus grande partie de la population comme un jour de congé;

ATTENDU QU'il convient, pour célébrer dignement la fête nationale des Canadiens français, de proclamer un jour spécial de fête publique;

ATTENDU QUE cette fête publique ne peut être reportée immédiatement au lendemain, qui est un dimanche et qui est un jour également férié et non juridique.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1534-72, en date du 31 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons sous l'autorité du sous-paragraphe

by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this third day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By ommand

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 212

46217

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS in 1972, St. John the Baptist's Day, celebrated on June 24th, falls on a Saturday which becomes, under this Act, a statutory holiday;

WHEREAS Saturday is now considered by the vast majority of the population as being a holiday;

WHEREAS it is advisable, to celebrate the National Holiday of French Canadians in dignity, the proclaim a special public holiday;

WHEREAS this public holiday cannot be deferred to the next day, which is a Sunday and which is also a statutory holiday;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1534-72, dated May 31, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, under subparagraph *j* of paragraph 24 of section 61 of the Inter-

j du paragraphe 24° de l'article 61 de la Loi d'interprétation (S.R.Q. 1964, chapitre 1), du sous-paragraphe *j* du paragraphe 14 de l'article 17 du Code civil, et du paragraphe *j* de l'article 6 du Code de procédure civile, que lundi, le 26 juin 1972 soit fixé comme jour de fête publique.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre.

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro 500
Folio 217.
46217-o

pretation Act (R.S.Q. 1964, chapter 1), sub-paragraph *j* of paragraph 14 of article 17 of the Civil Code and paragraph *j* of article 6 of the Code of Civil Procedure, that Monday, June 26, 1972, be fixed as a public holiday.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirty-first day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 217.
46217

Assemblée nationale

Projets de loi sanctionnés

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, le 30 mai 1972

Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

9 Loi remplaçant l'article 1979*a* du Code civil.

21 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973, et pour d'autres fins du service public.

64 Loi des producteurs agricoles.

La sanction royale est prononcée sur ces projets de loi par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces projets de loi. »
46319-o

National Assembly

Sanctioned Bills

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 30th May 1972

This day, at four o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

9 An Act to replace article 1979*a* of the Civil Code.

21 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, and for other purposes connected with the public service.

64 Farm Producers Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
46319-o

Projet de loi sanctionné

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 2 juin 1972

Aujourd'hui, à onze heures trente de l'avant-midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

22 Loi modifiant la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires.

La sanction royale est prononcée sur ce projet de loi par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ce projet de loi. »
46319-o

Sanctioned Bill

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 2nd June 1972

This day, at eleven-thirty o'clock in the morning, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bill:

22 An Act to amend the Act respecting the regrouping and management of school boards.

To this bill the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to this bill."
46319-o

Associations coopératives

Coop-funéraire de St-Fidèle

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop-funéraire de St-Fidèle ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Québec, Québec, dans le district électoral de Québec-Est.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
46273-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative d'Alimentation Naturelle du Collège Vanier Vanier College Natural Food Co-op

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative d'Alimentation Naturelle du Collège Vanier — Vanier College Natural Food Co-op ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Laurent, Québec, dans le district électoral de St-Laurent.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
46274-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Coop-funéraire de St-Fidèle

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop-funéraire de St-Fidèle".

The head office of this cooperative association is located in Québec, Québec, electoral district of Québec East.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
46273

Coopérative d'Alimentation Naturelle du Collège Vanier Vanier College Natural Food Co-op

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coopérative d'Alimentation Naturelle du Collège Vanier — Vanier College Natural Food Co-op".

The head office of this cooperative association is located at St. Laurent, Québec, electoral district of St. Laurent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
46274

Coop-funéraire St-Méthode

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop-funéraire St-Méthode ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Méthode-de-Frontenac, Québec, dans le district électoral de Frontenac.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46275-o

Coop-funéraire St-Méthode

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop-funéraire St-Méthode".

The head office of this cooperative association is located at St. Méthode-de-Frontenac, Québec, electoral district of Frontenac.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46275

Avis divers

Ville de Laval

Avis public est par la présente donné que la Ville de Laval entend se prévaloir des dispositions de l'article 430 de la Loi des cités et villes, tel que ci-après reproduit, pour les lots ci-après mentionnés:

A. 58-62 Paroisse de St-Vincent-de-Paul
Plan et description technique No 7-9688-1, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

B. 58-72 Paroisse de St-Vincent-de-Paul
Plan et description technique No 7-9688-2, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

C. 58-167 Paroisse de St-Vincent-de-Paul
Plan et description technique No 7-9688-5, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

D. 60-46 Paroisse de St-Vincent-de-Paul
Plan et description technique No 7-9688-3, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

E. 60-134 Paroisse de St-Vincent-de-Paul
Plan et description technique No 7-9688-4, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

F. 232-59 Paroisse de Ste-Dorothée
Plan et description technique No 7-9639-1, préparés par M. Gilles Poulin, arpenteur-géomètre.

Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le Conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre (chap. 320);

3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registrateur de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

Miscellaneous Notices

City of Laval

Public notice is hereby given that the City of Laval will avail itself of the provisions of article 430 of the Cities and Towns Act, which reads as follows, for the lots hereinafter mentioned:

A. 58-62 Parish of St-Vincent-de-Paul
Plan and technical description No. 7-9688-1, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

B. 58-72 Parish of St-Vincent-de-Paul
Plan and technical description No. 7-9688-2, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

C. 58-167 Parish of St-Vincent-de-Paul
Plan and technical description No. 7-9688-5, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

D. 60-46 Parish of St-Vincent-de-Paul
Plan and technical description No. 7-9688-3, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

E. 60-134 Parish of St-Vincent-de-Paul
Plan and technical description No. 7-9688-4, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

F. 232-59 Parish of Ste-Dorothée
Plan and technical description No. 7-9639-1, prepared by Mr. Gilles Poulin, surveyor.

The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act (Chap. 320);

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. S.R. 1964, c. 193, a. 430.

Les plans et descriptions techniques des rues ou ruelles pour lesquelles la Ville de Laval se prévaut du présent article, sont déposés au bureau du greffier de la Ville de Laval ainsi qu'au bureau d'enregistrement de Laval.

Un certificat est également donné à l'effet que la Ville de Laval a accompli les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 dudit article.

Donné à Laval, ce 25 janvier 1972.

Le greffier,
44612-8-2-o JEAN GALARNEAU.

(*a*) the full text of this section;

(*b*) a summary description of the streets or lanes concerned;

(*c*) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership to the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years. R.S. 1964, c. 193, s. 430.

The plans and technical descriptions of streets and lanes for which the City of Laval avail itself of the present article are deposited at the office of the clerk of the City of Laval and also at the registration office of Laval.

It is also certified that the City of Laval has fulfilled all requirements provided in paragraphs 1 and 2 of the said article.

Given at Laval, this January 25, 1972.

JEAN GALARNEAU,
44612-8-2-o *City Clerk.*

La Fabrique de la paroisse Saint Pierre Chanel de Hull, P.Q.

Je soussigné, Paul-Émile Charbonneau, évêque catholique romain de Hull, P.Q., déclare qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article deux de la Loi des fabriques, je constitue en corporation pour la paroisse de Saint Pierre Chanel de Hull, P.Q., « La Fabrique de la paroisse Saint Pierre Chanel de Hull, P.Q. ».

Signé à Hull, P.Q., le 3e jour de mai 1972.

L'Évêque catholique romain de Hull,
46276-o (*signé*) PAUL-ÉMILE CHARBONNEAU.

La Fabrique de la paroisse Saint Pierre Chanel de Hull, P.Q.

I, the undersigned, Paul-Émile Charbonneau, Roman Catholic Bishop of Hull, P.Q., declare that under the powers granted me by section two of the Fabrique Act, I am incorporating for the Parish of Saint Pierre Chanel de Hull, P.Q., "La Fabrique de la paroisse Saint Pierre Chanel de Hull, P.Q.".

Signed in Hull, P.Q., this 3rd day of May, 1972.

(*Signed*) PAUL-ÉMILE CHARBONNEAU,
46276 *Roman Catholic Bishop of Hull.*

Cie 1501 Jarry

Avis est par les présentes donné que la société faisant affaire sous le nom « Cie 1501 Jarry », formée le 19 novembre 1970 a été dissoute en date du 1er mars 1972 et que Monsieur Marcel Bisson, C.A., 60 rue St-Jacques, Suite 601, Montréal, est liquidateur et ce, en vertu de l'article 1896a, du Code civil.

Montréal, le 6 mars 1972.

46279-o MARCEL BISSON, C.A.

Cie 1501 Jarry

Notice is given that the company carrying on business under the name of "Cie 1501 Jarry", incorporated on November 19, 1970, was dissolved on March 1, 1972 and that Mr. Marcel Bisson, C.A., 60 St. James Street, Suite 601, Montreal, is liquidator, pursuant to article 1896a of the Civil Code.

Montreal, March 6, 1972.

46279 MARCEL BISSON, C.A.

Paroisse Sainte-Irène-de-Laferté

Avis est donné, en vertu de la Loi des fabriques, statuts refondus du Québec, 1965, ch. 76, que Mgr Gaston Hains, évêque d'Amos, a, par décret en date du 7 août 1970, ordonné la suppression de la paroisse Sainte-Irène-de-Laferté dont le territoire a été annexé à la paroisse Saint-Pierre de Taschereau dans le même diocèse d'Amos.

L'Évêque Catholique Romain d'Amos
Par: CONSTAN BOUILLON, *ptre,*
46321-o *Chancelier.*

Parish of Ste. Irène-de-Laferté

Notice is given, under the Fabriques Act, Revised Statutes of Québec, 1965, Chapter 76, that Mgr. Gaston Hains, Bishop of Amos, has, by decree dated August 7, 1970, ordered the abolishment of the Parish of Ste. Irène-de-Laferté, whose territory has been annexed to the Parish of St. Pierre-de-Taschereau in the same Diocese of Amos.

The Roman Catholic Bishop of Amos
Per: CONSTANT BOUILLON, *priest,*
46321 *Chancellor.*

Cie 500 — 33e Avenue

Avis est par les présentes donné que la Société faisant affaire sous le nom « Cie 500 — 33e Avenue », formée le 23 décembre 1970 a été dissoute en date du 1er mars 1972 et que Monsieur Marcel Bisson, c.a., 60 rue St-Jacques, suite 601, Montréal, est liquidateur, et ce, en vertu de l'article 1896*a* du Code civil.

Montréal, le 6 mars 1972.

46280-o MARCEL BISSON, c.a.

Cie 500 — 33e Avenue

Notice is given that the company carrying on business under the name of "Cie 500 — 33e Avenue", incorporated on December 23, 1970, was dissolved on March 1, 1972 and that Mr. Marcel Bisson, c.a., 60 St. James Street, Suite 601, Montréal, is liquidator, pursuant to article 1896*a* of the Civil Code.

Montreal, March 6, 1972.

46280 MARCEL BISSON, c.a.

La Fabrique de la desserte de Notre-Dame-de-Grâce

Je soussigné, André Ouellette, évêque catholique romain de Mont-Laurier, déclare qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 11 de la Loi des Fabriques, je constitue en corporation pour la desserte de Notre-Dame-de-Grâce (Lac Castor) « La Fabrique de la desserte de Notre-Dame-de-Grâce ».

Signé à Mont-Laurier, ce 5e jour d'avril 1972.

L'Évêque catholique romain de Mont-Laurier,

46270-o † ANDRÉ OUELLETTE.

The Fabrique of the chapelry of Notre-Dame-de-Grâce

I the undersigned André Ouellette, Roman Catholic Bishop of Mont-Laurier, declare that by virtue of the powers vested in me by section 11 of the Fabrique Act, I constitute as a corporation for chapelry of Notre-Dame-de-Grâce (Lac Castor) "The Fabrique of the chapelry of Notre-Dame-de-Grâce".

Signed at Mont-Laurier, this 5th day of April 1972.

† ANDRÉ OUELLETTE,
Roman Catholic Bishop of Mont-Laurier.

46270-o

Succession Rosaire Blouin

Avis est donné que Madame Sea Constant Blouin a accepté sous bénéfice, d'inventaire la succession de son époux, feu Rosaire Blouin, gérant, domicilié à 842, rue Moreau, Ste-Foy, suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 2 mai 1972 et enregistré à Québec, le 24 mai 1972 sous le numéro 719193.

Québec, le 31 mai 1972.

Le notaire,

46309-o LOUISE BARBEAU.

Estate of Rosaire Blouin

Notice is hereby given that Mrs Sea Constant Blouin have accepted under benefit of inventory the estate of her husband, Rosaire Blouin, manager, in his life-time domiciled at 842, Moreau, Ste-Roy, by a declaration signed before the undersigned notary on May 2nd 1972 and registrated in Québec City on May 24th under No. 719193.

Québec, May 31, 1972.

LOUISE BARBEAU,
Notary.

46309-o

Chartes — demandes d'abandon de

Charters — Applications for Surrender of

Les Industries Guy David inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Industries Guy David inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

46235-o ME JEAN-PAUL COSSETTE, avocat.

Les Industries Guy David inc.

Notice is given that "Les Industries Guy David inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME JEAN-PAUL COSSETTE, lawyer,
Attorney for the company.

46235

Produce Investment Club Inc.

La compagnie « Produce Investment Club Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 16 juillet 1962, donne avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 18 mai 1972.

Le secrétaire,

46238 RICHARD RYAN.

Produce Investment Club Inc.

Notice is hereby given that "Produce Investment Club Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Québec dated July 16, 1962 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 18, 1972.

RICHARD RYAN,
Secretary.

46238-o

Alkay Real Estate Ltd.

La compagnie « Alkay Real Estate Ltd. », donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le 24 mai 1972.

L'avocat,
E.S. BERGER.

46225-o

Alpha Fur (Québec) Ltd.

Avis est donné que « Alpha Fur (Québec) Ltd. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des companies, et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9e jour de mai 1972.

Les procureurs de la Compagnie,
ADESSKY, KINGSTONE,
ZERBISIAS & POULIN.

1255 Université,
Chambre 400, Montréal, Québec. 46226-o

Bégin, Charland & Valiquette inc.

La compagnie « Bégin, Charland & Valiquette inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 12e jour de mai 1972.

Le secrétaire,
F.H. BOSSONS.

46227

Boisvert & Cie Ltée

Avis est par les présentes donné que « Boisvert & cie ltée », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 mai 1972.

Les procureurs de la compagnie,
GUY, VAILLANCOURT, BERTRAND,
BOURGEOIS & LAURENT.

630 ouest, boulevard Dorchester
bureau 2620 Montréal, P.Q. 46228-o

La Cie Beaudet & Frères Inc.

Avis est par les présentes donné que « La Cie Beaudet & Frères Inc. », corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à 6630, 1ère Avenue, Charlesbourg, Québec, district de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Québec, ce 10 mai 1972.

Les procureurs de la compagnie,
BEAUDRY, VALLÉE & MERCURE.

46229-o

Alkay Real Estate Ltd.

Notice is hereby given that "Alkay Real Estate Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to Surrender its charter.

May 24, 1972.

E.S. BERGER,
Attorney.

46225-o

Alpha Fur (Québec) Ltd.

Notice is hereby given that "Alpha Fur (Québec) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of May, 1972.

ADESSKY, KINGSTONE,
ZERBISIAS & POULIN,
Attorneys for the Company.

1255 University Street,
Suite 400, Montreal. 46226-o

Bégin, Charland & Valiquette inc.

Notice is hereby given that "Bégin, Charland & Valiquette inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of May, 1972.

F.H. BOSSONS,
Secretary.

46227-o

Boisvert & Cie Ltée

Notice is hereby given that "Boisvert & cie ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 24, 1972.

GUY, VAILLANCOURT, BERTRAND,
BOURGEOIS & LAURENT,
Attorneys for the Company.

630 Dorchester Boulevard West,
suite 2620 Montreal, P.Q. 46228-o

Beaudet & Frères Inc.

Notice is given that "Beaudet & Frères Inc.", corporation incorporated under Part I of the Companies Act, will apply to the Minister of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated in Québec, May 10, 1972.

BEAUDRY, VALLÉE & MERCURE,
Attorneys for the company.

46229-o

Daubert inc.

Avis est donné par les présentes que « Daubert inc. », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la Cité de Sillery, fera une demande au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Québec, le 17 avril 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*

46230-o GUY DORION.

Elite Homes Inc.

La compagnie « Elite Homes Inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,

46231 STEPHEN M. BYER.

Favorite Investment Limited

Avis est donné que « Favorite Investment Limited », une compagnie incorporée selon la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de mars 1972.

Le secrétaire,

46232-o EMANUEL EDELSTEIN.

Glennex Holdings Inc.

La compagnie « Glennex Holdings Inc. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 23e jour de mai 1972.

Les procureurs de la compagnie,

46233 PHILLIPS & VINEBERG.

Golden Fried Chicken (Magog) Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Golden Fried Chicken (Magog) Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Magog, Qué., s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté ce 15 mai 1972.

La secrétaire,

46234-o LOUISE C. LALIBERTÉ.

Daubert inc.

Notice is hereby given that "Daubert inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sillery, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Québec, April 17, 1972.

(Seal) GUY DORION,

46230 *Secretary.*

Elite Homes Inc.

Notice is hereby given that "Elite Homes Inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

STEPHEN M. BYER,

46231-o *Attorney for the company.*

Favorite Investment Limited

Notice is hereby given that "Favorite Investment Limited", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of March, 1972.

EMANUEL EDELSTEIN,

46232-o *Secretary.*

Glennex Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Glennex Holdings Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 23rd day of May, 1972.

PHILLIPS & VINEBERG,

46233-o *Attorneys for the company.*

Golden Fried Chicken (Magog) Inc.

Notice is hereby given that "Golden Fried Chicken (Magog) Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Magog, Qué., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, May 15, 1972.

LOUISE C. LALIBERTÉ,

46234-o *Secretary.*

Charles E. Poirier inc.

Avis est donné que la compagnie « Charles E. Poirier inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
46237-o ROBERT MONTPETIT.

Reliance Molded Plastics Ltd.

Avis est donné que « Reliance Molded Plastics Ltd. », ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Montréal, le 3 mai, 1972.

Le secrétaire,
46239-o BLUMA APPEL.

Le Roulis-Dansant Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Le Roulis-Dansant Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
46240-o Me JACQUES CÔTÉ, notaire.

Béton Trans Québec inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Béton Trans Québec inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
46241-o JACQUES CÔTÉ, *notaire.*

Site Domiciliaire Idéal inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Site Domiciliaire Idéal inc. », constituée en corporation suivant les dispositions de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Grand'Mère, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Shawinigan, le 18e jour de mai 1972.

Le procureur de la compagnie,
46242-o PIERRE DESCHÊNES.

Ma-Jo-Ban Investments Inc.

La compagnie « Ma-Jo-Ban Investments Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec en date du 26 février 1969, donne avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies

Montréal, le 5 mai 1972.

Le secrétaire,
46306 ANDREW TOTH.

Charles E. Poirier inc.

Notice is given that "Charles E. Poirier inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ROBERT MONTPETIT,
46237 *Secretary.*

Reliance Molded Plastics Ltd.

Notice is given that "Reliance Molded Plastics Ltd.", having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 3rd, 1972.

BLUMA APPEL,
46239-o *Secretary.*

Le Roulis-Dansant Inc.

Notice is hereby given that the company "Le Roulis-Dansant Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me JACQUES CÔTÉ, Notary,
46240-o *Attorney for the Company.*

Béton Trans Québec inc.

Notice is hereby given that the company "Béton Trans Québec inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me JACQUES CÔTÉ, *Notary,*
46241-o *Attorney for the Company.*

Site Domiciliaire Idéal inc.

Notice is hereby given that "Site Domiciliaire Idéal inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Grand'Mère will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Shawinigan, this 18th day of May, 1972.

PIERRE DESCHÊNES,
46242-o *Attorney for the Company.*

Ma-Jo-Ban Investments Inc.

Notice is hereby given that "Ma-Jo-Ban Investments Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Québec dated February 26, 1969 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 5, 1972.

ANDREW TOTH,
46306-o *Secretary.*

Transport A.T. inc.

Avis est donné que la compagnie "Transport A.T. inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le procureurs de la compagnie,
46243-o LEVESQUE & BERGERON.

Transport A.T. inc.

Notice is given that "Transport A.T. inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LEVESQUE & BERGERON,
46243 *Attorneys for the Companies.*

Emdee Realties Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Emdee Realties Incorporated » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er mai 1972.

Le président,
46308-o JOSEPH DICKSTEIN.

Emdee Realties Incorporated

Notice is given that "Emdee Realties Incorporated" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 1st, 1972.

JOSEPH DICKSTEIN,
46308-o *President.*

Pâtisserie Selinus inc.
Selinus Pastry Inc.

Prenez avis que la compagnie « Pâtisserie Selinus inc.— Selinus Pastry Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

(Sceau) *Le procureur de la compagnie,*
46299-o BRUNO J. PATERAS.

Pâtisserie Selinus inc.
Selinus Pastry Inc.

Take notice that "Pâtisserie Selinus inc.— Selinus Pastry Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

(Seal) BRUNO J. PATERAS,
46299-o *Attorney for the company.*

L'Affiche Française ltée

Avis est donné que « L'Affiche Française ltée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 23e jour de mars, 1972.

Le secrétaire,
46301-o (*signé*) GERRY PERRAULT.

L'Affiche Française ltée

Notice is given that "L'Affiche Française ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 23rd day of March, 1972.

(*Signed*) GERRY PERRAULT,
46301-o *Secretary.*

Angélique Fashions Inc.

La compagnie « Angélique Fashions Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 17e jour de mai 1972.

Le procureur de la compagnie,
BERNARD K. SCHNEIDER.
555 ouest, boul. Dorchester, suite 1416,
Montréal 128, P.Q. 46302

Angélique Fashions Inc.

Notice is hereby given that "Angélique Fashions Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of May, 1972.

BERNARD K. SCHNEIDER,
Attorney for the company.
Suite 1416, 555, Dorchester Blvd. West,
Montreal, 128, P.Q. 46302-o

Emdee Insurance Agency Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Emdee Insurance Agency Incorporated » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er mai 1972.

Le président,
46304-o JOSEPH DICKSTEIN.

Emdee Insurance Agency Incorporated

Notice is given that "Emdee Insurance Agency Incorporated" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 1st, 1972.

JOSEPH DICKSTEIN,
46304-o *President.*

F.M. Woodwork Inc.

La compagnie « F.M. Woodwork Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Laval, district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 4e jour d'avril 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
46300 THÉRÈSE MAYER.

Charles-E. Gagnon ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Charles-E. Gagnon ltée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à 1, Place Ville-Marie, Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté, ce 31 mai 1972.

La secrétaire,
46303-o EMMA P. ORSALI.

Greenhythe Properties Inc.

Avis est par les présentes donné que « Greenhythe Properties Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 30e jour de mai 1972.

Les procureurs de la requérante,
LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
46305-o GONTHIER & TÉTRAULT.

Mid Town Bakery Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mid Town Bakery Ltd. », une corporation constitué en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la Ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conforment aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 29e jour de Mai 1972.

Les procureurs de la compagnies,
46307-o LIGHTSTONE & RIBACK.

F.M. Woodwork Inc.

Notice is hereby given that "F.M. Woodwork Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Laval, District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of April, 1972.

(Seal) THÉRÈSE MAYER,
46300-o *Secretary.*

Charles-E. Gagnon ltée

Notice is hereby given that "Charles-E. Gagnon ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at 1, Place Ville-Marie, Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, May 31, 1972.

EMMA P. ORSALI,
46303-o *Secretary.*

Greenhythe Properties Inc.

Notice is hereby given that "Greenhythe Properties Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of May, 1972.

LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
GONTHIER & TÉTRAULT.
46305-o *Attorneys for Applicant.*

Mid Town Bakery Ltd.

Notice is hereby given that "Mid Town Bakery Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of May, 1972.

LIGHTSTONE & RIBACK,
46307-o *Attorneys for the Company.*

Sièges sociaux

A.S.R. Mechanical Inc.

Avis est donné que la compagnie « A.S.R. Mechanical Inc. », constituée en corporation selon la loi des compagnies 1er partie, par lettres patentes en date du 20e jour d'avril 1971, et ayant son siège social dans les

Head Offices

A.S.R. Mechanical Inc.

Notice is given that "A.S.R. Mechanical Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent issued the 20th day of April, 1971, and having its head office in the City and District of Mont-

cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 10024, Boulevard Rivière-des-Prairies, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 4e jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
PAUL-ÉMILE GAUTHIER.

46244-o 1985-71

Boutique de Mode St-Paul inc.

Avis est donné que la compagnie « Boutique de Mode St-Paul inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 janvier 1972 et ayant son siège social à L'Assomption, a établi, son bureau au numéro 1051, de la rue Bas L'Assomption Nord.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à L'Assomption, ce 18e jour de janvier 1972.

Le procureur de la compagnie,
BERTRAND ALLARD, *notaire.*

46245-o 71-6342

Paul Baillargeon Productions inc.

La compagnie « Paul Baillargeon Productions inc. », donne avis qu'elle a transporté son siège social de Montréal, au 179, rue Deschamps, Repentigny.

Le secrétaire,
PAUL BAILLARGEON.

46246 3599-71

Crosscreek Properties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Crosscreek Properties Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 15 mars 1972 et ayant son siège social à St. Jovite, P.Q., a établi son bureau à Casier Postal 469, Station St-Jovite.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 20e jour de mars 1972.

Le président,
F.A. CHEFTECHI.

46247-o 72-1447

Société Foncière d'Aménagement (Québec) inc.

Avis est donné que la compagnie « Société Foncière d'Aménagement (Québec) inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er décembre 1971 et ayant son siège social, à Montréal, a établi son bureau au numéro 7, rue Drapeau, à la Place Bonaventure, à Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE BOURBEAU.

46254-o 71-6493

real, has established its office at 10024 Rivière-des-Prairies Boulevard, Montreal.

Upon, from and after the date of publication of this notice, the said office will be considered as its head office.

Given at Montreal, this 4th day of April, 1972.

PAUL-ÉMILE GAUTHIER,
Secretary.

46244 1985-71

Boutique de Mode St-Paul inc.

Notice is given that "Boutique de Mode St-Paul inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of January, 1972, and having its head office at L'Assomption, has established its office at number 1051 Bas L'Assomption Street North.

From the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at L'Assomption, this 18th day of January, 1972.

BERTRAND ALLARD, *Notary,*
Attorney for the Company.

46245 71-6342

Paul Baillargeon Productions inc.

Notice is given that "Paul Baillargeon Productions inc." has transferred its head office from Montreal, to 179 Deschamps Street, Repentigny.

PAUL BAILLARGEON,
Secretary.

46246-o 3599-71

Crosscreek Properties Ltd.

Notice is hereby given that "Crosscreek Properties Ltd.", incorporated by letters patent dated March 15th, 1972 and having its head office in St. Jovite, P.Q., has established its office at P.O. Box 469, St. Jovite Station.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 20th day of March, 1972.

F.A. CHEFTECHI,
President.

46247-o 72-1447

Société Foncière d'Aménagement (Québec) inc.

Notice is given that the "Société Foncière d'Aménagement (Québec) inc.", incorporated by letters patent dated December 1, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 7 Drapeau Street, Place Bonaventure, Montreal, P.Q.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 20th day of March, 1972.

JEAN-PIERRE BOURBEAU,
Secretary.

46254 71-6493

Lacroix Design Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lacroix Design Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 14e jour de décembre 1971 et ayant son siège social à St-Ours dans le district de Richelieu, a établi un bureau au 3803 ouest, rue Jean-Talon.

Donné à Montréal, ce 14 janvier 1972.

Le secrétaire,
YVES LACROIX.

46249-o 71-6902

Les Services Automatiques Fleurs de Lys inc. Fleurs de Lys Vending Services Inc.

La compagnie « Les Services Automatiques Fleurs de Lys inc.— Fleurs de Lys Vending Services Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 2170, rue Ward, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
SANDRA WOLFF.

46248-o 1306-63

Mark Hot Inc.

La compagnie « Mark Hot Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 3250, boulevard Métropolitain est, Montréal, au numéro 400, Place Trans-Canada, Longueuil.

Le secrétaire,
CHARLES E. LEGAULT.

46250-o 6729-49

Sud Drywall Inc.

La compagnie « Sud Drywall Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 871, rue Viger, Brossard, au numéro 40, Montée Ste-Julie, Verchères.

Le secrétaire,
ROBERT LÉONARD.

46253-o 6120-68

Mono Lino Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mono-Lino Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 15 février 1971 et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau au numéro 39, de la rue Sault-aux-Matelots.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 13e jour d'octobre 1971.

Le président,
BERNARD BÉLISLE.

46286-o 826-71

Rétro Excavation Inc.

La compagnie « Rétro Excavation inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Québec, au numéro 147, rue Leclerc, Stoneham.

Le président,
R. PARENT.

46288-o 14709-61

Lacroix Design Inc.

Notice is given that "Lacroix Design Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, on the 14th day of December, 1971, and having its head office in St. Ours, in the District of Richelieu, has established an office at 3803 Jean-Talon Street West.

Given at Montreal, this January 14, 1972.

YVES LACROIX,
Secretary.

46249 71-6902

Les Services Automatiques Fleurs de Lys inc. Fleurs de Lys Vending Services Inc.

Notice is given that "Les Services Automatiques Fleurs de Lys inc.— Fleurs de Lys Vending Services Inc." has transferred its head office from Montreal, to 2170 Ward Street, Saint-Laurent.

SANDRA WOLFF,
Secretary.

46248-o 1306-63

Mark Hot Inc.

Notice is given that "Mark Hot Inc." has transferred its head office from 3250 Metropolitan Boulevard East, Montreal, to 400 Place Trans-Canada, Longueuil.

CHARLES E. LEGAULT,
Secretary.

46250 6729-49

Sud Drywall Inc.

Notice is given that "Sud Drywall Inc." has transferred its head office from number 871 Viger Street, Brossard, to number 40 Montée Ste. Julie, Verchères.

ROBERT LÉONARD,
Secretary.

46253 6120-68

Mono Lino Inc.

Notice is given that "Mono-Lino Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on February 15, 1971, with its head office in Québec, has established its office at number 39 Sault-aux-Matelots Street.

From the date of the present notice this office is said by the company to be its head office.

Given in Québec, this 13th day of October, 1971.

BERNARD BÉLISLE,
President.

46286 826-71

Rétro Excavation Inc.

Notice is given that "Rétro Excavation Inc." has transferred its head office from Québec, to number 147 Leclerc Street, Stoneham.

R. PARENT,
President.

46288 14709-61

R.S. Investment Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « R.S. Investment Co. Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 27e jour de novembre, 1958, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, l'a établi à 2050 rue Bleury, en les ville et district de Montreal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 24e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
CONRAD SHAPIRO.

46252-o 14311-58

Supert Marché l'Eden inc.

Avis est donné que la compagnie « Supert Marché l'Eden inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 novembre 1971, et ayant son siège social dans la ville de Val St-Michel, a établi son bureau principal au numéro 43, 23e rue, Val St-Michel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Val St-Michel, ce 2e jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
JEAN MARC GAGNÉ.

46255-o 71-6739

Agence de Surveillance de l'Estrie inc.

Avis est donné que la compagnie « Agence de Surveillance de L'Estrie inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 mars 1972, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 476, de la rue Dolbeau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 19 avril 1972.

Le président,
LÉONARD CÔTÉ.

46282-o 71-6091

Jodhan Press Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jodhan Press Inc. » constituée en corporation par lettres patentes, le 1 septembre 1971, et ayant son siège social à 736 rue Notre-Dame, en la ville de Montréal, a transporté à 422 rue McGill, en la ville de Montréal, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
RITA JODHAN.

(Sceau)
46285-o 71-4634

R.S. Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that "R.S. Investment Co. Ltd.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 27th day of November, 1958, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has established it to 2050 Bleury Street, in the city and district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said notice shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 24th day of March, 1972.

CONRAD SHAPIRO,
Secretary.

46252-o 14311-58

Supert Marché l'Eden inc.

Notice is given that "Supert Marché l'Eden inc.", incorporated by letters patent dated November 23, 1971, and having its head office in the Town of Val St. Michel, has established its principal office at 43-23rd Street, Val St. Michel.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Val St. Michel, this 2nd day of December, 1971.

JEAN MARC GAGNÉ,
Secretary.

46255 71-6739

Agence de Surveillance de l'Estrie inc.

Notice is hereby given that "Agence de Surveillance de L'Estrie inc.", incorporated by letters patent dated March 9, 1972 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 476 Dolbeau Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, April 19, 1972.

LÉONARD CÔTÉ,
President.

46282-o 71-6091

Jodhan Press Inc.

Notice is hereby given that "Jodhan Press Inc." incorporated by Part I of the Companies Act on the 1st day of September, 1971, and having its head office in the city of Montreal, Québec, where its office was situated up to to-day at 736 Notre-Dame Street, has moved it to 422 McGill Street, Montreal, Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 24th day of April, 1972.

RITA JODHAN,
Secretary.

(Seal)
46285-o 71-4634

R. Quesnel & Associés inc.
R. Quesnel & Associates Inc.

La compagnie « R. Quesnel & Associés inc.— R. Quesnel & Associates Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 399, rue Laviolette, Gatineau, au numéro 4, avenue du Parc, Hull.

Le secrétaire,
GÉRARD LAFRENIÈRE.

46251-o 2114-69

Expo Lumber Company Inc.
La Compagnie de Bois Expo inc.

Avis est, par les présentes, donné que le siège social de « Expo Lumber Company Inc.— La Compagnie de Bois Expo inc. », une compagnie dûment constituée en corporation, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises en date du 21 janvier 1972, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 410 est, boulevard Henri-Bourassa, en la ville de Montréal.

Daté et signé en la ville de Montréal, province de Québec, le 14e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
MICHEL ECRÉMENT.

46284-o 72-0329

Pierre Normandin inc.

Avis est donné que la compagnie « Pierre Normandin inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes accordées le 30 septembre 1971 et ayant son siège social dans la ville de Châteauguay Centre, district de Beauharnois, a établi son bureau au numéro 104, Montée St-Jean Baptiste.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Châteauguay, ce 8e jour d'octobre 1971.

La secrétaire,
MME PIERRETTE NORMANDIN.

46287-o 71-5183

The Somerville House Corporation

La compagnie « The Somerville House Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, le 17e jour de janvier 1972, et ayant son siège social en la cité de Westmount, province de Québec, donne avis quelle a établi son bureau au 2, carré Westmount, suite 606, Westmount.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Montréal, ce 27e jour de mars 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
ROBERT VINEBERG.

46289 72-1235

R. Quesnel & Associés inc.
R. Quesnel & Associates Inc.

Notice is given that "R. Quesnel & Associés inc.— R. Quesnel & Associates Inc." has transferred its head office from 399 Laviolette Street, Gatineau, to 4 du Parc Avenue, Hull.

GÉRARD LAFRENIÈRE,
Secretary.

46251 2114-69

Expo Lumber Company Inc.
La Compagnie de Bois Expo inc.

Notice is given that the head office of "Expo Lumber Company Inc.— La Compagnie de Bois Expo inc.", a company duly incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act (Québec), by letters patent issued on January 21, 1972, and having its head office in Montreal, has established its office at 410 Henri Bourassa Boulevard East, City of Montreal.

Dated and signed in the city of Montreal, Province of Québec, on the 14th day of April, 1972.

MICHEL ECRÉMENT,
Secretary-Treasurer.

46284 72-0329

Pierre Normandin inc.

Notice is hereby given that "Pierre Normandin inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent granted September 30th, 1971 and having his head office in the City of Châteauguay Centre, district of Beauharnois, has established its office at 104 Montée St-Jean Baptiste.

From the date of the present notice this office is said by the company to be its head office.

Given at Châteauguay, this 8th day of October, 1971.

MRS. PIERRETTE NORMANDIN,
Secretary.

46287-o 71-5183

The Somerville House Corporation

Notice is hereby given that "The Somerville House Corporation", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act on the 17th day of January, 1972, and having its head office in the City of Westmount, Province of Québec, has established its office at 2 Westmount Square, suite 606, Westmount.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th day of March, 1972.

(Seal) ROBERT VINEBERG,
Secretary.

46289-o 72-1235

Beauceville Sash & Door (1965) Ltd.

La compagnie « Beauceville Sash & Door (1965) Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 10601, avenue Ste-Gertrude, Montréal-Nord, à rue Breton, Beauceville.

Le secrétaire,
LAURENCE RODRIGUE.

46283-o 2881-64

Beauceville Sash & Door (1965) Ltd.

Notice is given that "Beauceville Sash & Door (1965) Ltd." has transferred its head office from number 10601 Ste. Gertrude Avenue, Montreal-North to Breton Street, Beauceville.

LAURENCE RODRIGUE,
Secretary.

46283 2881-64

Compagnies dissoutes

Bomar Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bomar Construction Inc. », constituée en corporation le 28 septembre 1959, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 15419-59

Ciné Gaspé ltée (Ltd.)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ciné Gaspé ltée (Ltd.) », constituée en corporation le 1er juin 1949, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 5094-49

Ciné-Télévision Ltd. (ltée)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ciné-Télévision Ltd. (ltée) », constituée en corporation le 10 juin 1954, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 11587-54

Paul Descoteaux limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Paul Descoteaux limitée », constituée en corporation le 7 avril 1954, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 10948-54

Édifice de la Couronne inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Édifice de la Couronne inc. », constituée en corporation le 31 juillet 1967, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 3291-67

Companies Dissolved

Bomar Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Bomar Construction Inc.", incorporated on September 28, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 15419-59

Ciné Gaspé ltée (Ltd.)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Ciné Gaspé ltée (Ltd.)", incorporated on June 1, 1949.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 5094-49

Ciné-Télévision Ltd. (ltée)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Ciné-Télévision Ltd. (ltée),", incorporated on June 10, 1954.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 11587-54

Paul Descoteaux limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Paul Descoteaux limitée", incorporated on April 7, 1954.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 10948-54

Édifice de la Couronne inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Édifice de la Couronne inc.", incorporated on July 31, 1967.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 3291-67

Équipement Laflamme inc.
Laflamme Equipment Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Équipement Laflamme inc.— Laflamme Equipment Inc. », constituée en corporation le 16 mai 1961, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 12208-61

Hymur Holding Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hymur Holding Co. Ltd. », constituée en corporation le 18 septembre 1969, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 4479-69

Industrial Stampings Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Industrial Stampings Inc. », constituée en corporation le 1er mars 1968, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 1188-68

Shapiro's Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Shapiro's Limited », constituée en corporation le 7 mars 1929, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 382-29

Les Transactions Vi-Ro ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Transactions Vi-Ro ltée », constituée en corporation le 9 janvier 1961, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 15123-60

Léon Volansky, Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Léon Volansky, Inc. », constituée en corporation le 10 août 1953, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46215-o 18357-53

Équipement Laflamme inc.
Laflamme Equipment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Équipement Laflamme inc.— Laflamme Equipment Inc.", incorporated on May 16, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 12208-61

Hymur Holding Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Hymur Holding Co. Ltd.", incorporated on September 18, 1969.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 4479-69

Industrial Stampings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Industrial Stampings Inc.", incorporated on March 1, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 1188-68

Shapiro's Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Shapiro's Limited", incorporated on March 7, 1929.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 382-29

Les Transactions Vi-Ro ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Les Transactions Vi-Ro ltée", incorporated on January 9, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 15123-60

Léon Volansky, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Léon Volansky, Inc.", incorporated on August 10, 1953.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46215 18357-53

Changement de nom — Loi du
Demandes

Richard Kornberger

Avis est par les présentes donné que Richard Kornberger (connu sous le nom de Richard Cornell) présentera une demande au lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil pour l'adoption d'un ordre de changement de son nom à Richard Cornell, résidant à 3450 rue Drummond, appartement 223, Montréal, Québec.

Montréal, le 17 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
46124-22-2-o ROSENHEK & MACHLOVITCH.

Aurélien Émilien Ricard

Avis est donné que Aurélien Émilien Ricard, pharmacien, domicilié et résidant au No 249, rue St-Hubert, Asbestos, district de St-François, Province de Québec, s'adressera au ministre de la Justice pour changer son nom en celui de Aurélien Émile Ricard.

Asbestos, le 18 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
46125-22-2-o GEOFFROY & RICARD.

Andrea Oberti

Avis est donné que Andrea Oberti, ingénieur et demeurant à 1 Place Bellerive, Apt. 1205, Chomedey, district de Montréal demandera au ministre de la Justice de changer son nom en celui de Andrew Lucas Oberti.

L'avocat du requérant,
46126-22-2-o NORMAN S. KESSNER.

Fleurette Généreux

Avis est par la présente donné que Mlle Fleurette Généreux du 3210 rue Monselet à Montréal présentera une requête au ministre de la Justice afin que son nom soit changé de Fleurette Généreux à Fleurette Bruneau.

Le procureur de la requérante,
46154-22-2-o ROLAND C. CHAUVIN, C.R.

Sonia Sirois

Avis est donné que Sonia Sirois domiciliée et résidante à Price, comté de Matane, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Sonia Paquin.

Le procureur de la requérante,
46197-22-2-o JOSEPH BÉRUBÉ, *notaire.*

Joseph Jules Yvon Tremblay

Avis est donné par les présentes que Joseph Jules Yvon Tremblay, hôtelier, domicilié au 173 rue Salaberry, cité et district de Chicoutimi s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom de Joseph Jules Yvon Tremblay à celui de Joseph Jules Yvon Daniel Tremblay.

46133-22-2-o

Change of name — Act
Applications

Richard Kornberger

Notice is hereby given that Richard Kornberger (sometimes known under the name of Richard Cornell) shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Richard Cornell, residing at 3450 Drummond Street, Apt. 223, Montreal, Québec.

Montreal, May 17th, 1972.

ROSENHEK & MACHLOVITCH,
46124-22-2-o *Attorneys for Applicant.*

Aurélien Émilien Ricard

Notice is given that Aurélien Émilien Ricard, pharmacist, residing in Asbestos, at No. 249 St-Hubert Street, St-Francis district, Province of Québec, will make application of the Minister of Justice in order to change his name to Aurélien Émile Ricard.

Dated at Asbestos, mai 18, 1972.

GEOFFROY & RICARD,
46125-22-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Andrea Oberti

Notice is hereby given that Andrea Oberti, engineer residing and domiciled at 1 place Bellerive, Apt. 1205, Chomedey Laval, district of Montreal will apply to the Minister of Justice for an order changing his name to Andrew Lucas Oberti.

NORMAN S. KESSNER,
46126-22-2-o *Attorney for the Applicant.*

Fleurette Généreux

Notice is hereby given that Miss Fleurette Généreux from 3210 Monselet Street, Montreal, will transmit to the Provincial Secretary an application for a change of name from Fleurette Généreux to Fleurette Bruneau.

ROLAND C. CHAUVIN, Q.C.,
46154-22-2-o *Attorney for the petitioner.*

Sonia Sirois

Notice is given that Sonia Sirois, domiciled and residing at Price, County of Matane, will apply to the Minister of Justice for a decree changing her name to Sonia Paquin.

JOSEPH BÉRUBÉ, *Notary,*
46197-22-2 *Attorney for the Petitioner.*

Joseph Jules Yvon Tremblay

Notice is hereby given that Joseph Jules Yvon Tremblay, hotelowner, residing at 173 Salaberry Street, city and district of Chicoutimi will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name of Joseph Jules Yvon Tremblay to that Joseph Jules Yvon Daniel Tremblay.

46133-22-2-o

Harry Kimmerfield

Avis est donné que Harry Kimmerfield, homme d'affaires, résidant à 630 rue Abbott, cité de St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Harry Kimmer Field, ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse, née Celia Herman de la même adresse, à son fils Stephan, aussi de la même adresse et à sa fille Cynthia Maxime, aussi de la même adresse.

Montréal, le 24 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
46219-23-2-o CAMPBELL, SAND & TRUESDELL.

Morris Boxenbaum

Avis est par les présentes donné que Morris Boxenbaum (connu sous le nom de Murray Bowen) présentera une demande au lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom à Murray Bowen et aussi pour le bénéfice de sa femme Ruth Margolis et ses filles, Mariam Esther, et Susan Hershela, tous résidant à 219 rue Dufferin, ville de Hampstead, Québec.

Montréal, le 9 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
46269-23-2 ROSENHEK & MACHLOVITCH.

Leila Asfour

Avis est par la présente donné que Leila Asfour, domiciliée au 1975, Boulevard de Maisonneuve ouest, app. 1610, Montréal 108, province de Québec, fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir la permission de changer son nom en celui de Leila Berger.

Montréal, ce 30 mai 1972.

Les procureurs de la requérante,
TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON,
46310-23-2-o LAVERY, O'DONNELL & CLARK.

Harry Kimmerfield

Notice is hereby given that Harry Kimmerfield, businessman, residing at 630 Abbott Street, in the City of St. Laurent, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to change his name to Harry Kimmer Field, the said change of name shall also benefit his wife born Celia Herman of the same address, his daughter Cynthia Maxime of the same address and his son Stephan, also of the same address.

Montreal, May 24, 1972.

CAMPBELL, SAND & TRUESDELL,
46219-23-2 *Attorneys for petitioner.*

Morris Boxenbaum

Notice is hereby given that Morris Boxenbaum (known as Murray Bowen) shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Murray Bowen, to benefit as well his wife Ruth Margolis and his daughters, Mariam Esther, and Susan Hershela all residing at 219 Dufferin Road, Town of Hampstead, Québec.

Montreal, May 9, 1972.

ROSENHEK & MACHLOVITCH,
46269-23-2-o *Attorneys for applicant.*

Leila Asfour

Notice is hereby given that Leila Asfour, domiciled at 1975 de Maisonneuve Blvd. West, Apt. 1610, Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for permission to change her name to that of Leila Berger.

Montreal, May 30, 1972.

TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK,
46310-23-2-o *Attorneys for the applicant.*

Changement de nom — Loi du *Accordés*

David Joseph Patrice Cranson

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1418, du 24 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de David Joseph Cransky en celui de David Joseph Patrice Cranson.

Québec, le 30 mai 1972.

Le sous-ministre de la Justice,
46271-o ROBERT NORMAND, C.R.

Joseph Dominique Robert Raymond

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1420, du 24 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Joseph Dominique Robert Biron en celui de Joseph Dominique Robert Raymond.

Québec, le 30 mai 1972.

Le sous-ministre de la Justice,
46271-o ROBERT NORMAND, C.R.

Change of name — Act *Granted*

David Joseph Patrice Cranson

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1418, dated May 24, 1972, to change the name of David Joseph Cransky to that of David Joseph Patrice Cranson.

Québec, May 30, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
46271 *Deputy Minister of Justice.*

Joseph Dominique Robert Raymond

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1420, dated May 24, 1972, to change the name of Joseph Dominique Robert Biron to that of Joseph Dominique Robert Raymond.

Québec, May 30, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
46271 *Deputy Minister of Justice.*

Sarah McClintock Savard

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1421, du 24 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Sarah McClintock Shaw en celui de Sarah McClintock Savard.

Québec, le 30 mai 1972.

Le sous-ministre de la Justice,
ROBERT NORMAND, C.R.

46271-o

Stephen Martin Cranson

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1419, du 24 mai 1972, d'effectuer le changement de nom de Stephen Martin Cransky en celui de Stephen Martin Cranson.

Québec, le 30 mai 1972.

Le sous-ministre de la Justice,
ROBERT NORMAND, C.R.

46271-o

Sarah McClitock Savard

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1421, dated May 24, 1972, to change the name of Sarah McClintock Shaw to that of Sarah McClintock Savard.

Québec, May 30, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

46271

Stephen Martin Cranson

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1419, dated May 24, 1972, to change the name of Stephen Martin Cransky to that of Stephen Martin Cranson.

Québec, May 30, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

46271

Divers
Compagnies

Académie des Sciences Morales et Politiques

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 février 1972, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Académie des Sciences Morales et Politiques », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46256-o 11958-62

Coradon Holdings Ltd.

La compagnie « Coradon Holdings Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le président,
STEPHEN D. HART.

46257 4173-70

Ideal Equipment Co. Ltd.

La compagnie « Ideal Equipment Co. Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
MARY S. KATZ.

46258 13169-54

Richelieu Swimming Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Richelieu Swimming Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46265-o 4353-68

Miscellaneous
Companies

Académie des Sciences Morales et Politiques

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved on February 9, 1972, amendments to the general by-laws of the corporation "Académie des Sciences Morales et Politiques", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46256 11958-62

Coradon Holdings Ltd.

Notice is given that "Coradon Holdings Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

STEPHEN D. HART,
President.

46257-o 4173-70

Ideal Equipment Co. Ltd.

Notice is given that "Ideal Equipment Co. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARY S. KATZ,
Secretary.

46258-o 13169-54

Richelieu Swimming Club Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 8, 1972, he approved the general by-laws of "Richelieu Swimming Club Inc.", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46265 4353-68

Intra Development Inc.

La compagnie « Intra Development Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DORON ALTMAN.

46259 714952

Marieville Converters Ltd.

La compagnie « Marieville Converters Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 8.

Le secrétaire,
STELLA ULLMAN.

46260 5506-68

Mark Hot Inc.

La compagnie « Mark Hot Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
CHARLES E. LEGAULT.

46261-o 6729-49

Mile-End Packers Ltd.

La compagnie « Mile-End Packers Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
IVAN ABRAMS.

46262 3668-66

Monolen ltée
Monolen Ltd.

La compagnie « Monolen ltée — Monolen Ltd. » donne avis qu'elle a diminué le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
GILLES-N. THÉBERGE.

46263 3608-70

National Vintex Corporation

La compagnie « National Vintex Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
H.K. LOCKE.

46264 11237-57

Service des Loisirs St-Albert-le-Grand

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 29 mars 1972, les règlements généraux (incluant l'article 25 diminuant le nombre de ses administrateurs de 8 à 7) de la corporation « Service des Loisirs St-Albert-le-Grand », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46266-o 15510-61

Intra Development Inc.

Notice is given that "Intra Development Inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

DORON ALTMAN,
Secretary.

46259-o 714952

Marieville Converters Ltd.

Notice is given that "Marieville Converters Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 8.

STELLA ULLMAN,
Secretary.

46260-o 5506-68

Mark Hot Inc.

Notice is given that "Mark Hot Inc." has changed the number of its directors from 6 to 5.

CHARLES E. LEGAULT,
Secretary.

46261 6729-49

Mile-End Packers Ltd.

Notice is given that "Mile-End Packers Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

IVAN ABRAMS,
Secretary.

46262-o 3668-66

Monolen ltée
Monolen Ltd.

Notice is given that "Monolen ltée — Monolen Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

GILLES N. THÉBERGE,
Secretary.

46263-o 3608-70

National Vintex Corporation

Notice is given that "National Vintex Corporation" has changed the number of its directors from 5 to 6.

H.K. LOCKE,
Secretary.

46264-o 11237-57

Service des Loisirs St-Albert-le-Grand

Notice is given that, on March 29, 1972 and pursuant to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws (including article 25 reducing the number of its directors from 8 to 7) of the "Service des Loisirs St-Albert-le-Grand", the foregoing, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46266 15510-61

Service des Loisirs St-Louis-de-France

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-Louis-de-France », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46267-o 11695-62

Televox Systems Inc.

La compagnie « Televox Systems Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
LOUISE ROBERGE.

46268-o 10911-54

Association du Québec pour l'Épilepsie
Québec Association for Epilepsy

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 40, de la corporation « Province of Québec Association for Epilepsy — Association de la Province de Québec pour l'Épilepsie », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « Association du Québec pour l'Épilepsie — Québec Association for Epilepsy ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46290-o 3519-63

Champion Management Corporation

La compagnie « Champion Management Corporation » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
CLAUDE BEAUVAIS.

46291 3015-67

Les Entreprises Joca inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Restaurant Le Lavallois inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Joca inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46292-o 2177-69

Jonquière Marine & Sport ltée

La compagnie « Jonquière Marine & Sport ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

Le secrétaire,
J. DOLLARD GAGNON.

46293-o 6641-50

Service des Loisirs St-Louis-de-France

Notice is given that, on April 5, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Service des Loisirs St-Louis-de-France", the foregoing, pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46267 11695-62

Televox Systems Inc.

Notice is given that "Televox Systems Inc." has changed the number of its directors from 3 to 7.

LOUISE ROBERGE,
Secretary.

46268 10911-54

Association du Québec pour l'Épilepsie
Québec Association for Epilepsy

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 40, of the corporation "Province of Québec Association for Epilepsy — Association de la Province de Québec pour l'Épilepsie", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1964, changing its name into that of "Association du Québec pour l'Épilepsie — Québec Association for Epilepsy".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46290-o 3519-63

Champion Management Corporation

Notice is given that "Champion Management Corporation" has changed the number of its directors from 3 to 4.

CLAUDE BEAUVAIS,
Secretary.

46291-o 3015-67

Les Entreprises Joca inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Restaurant Le Lavallois inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of May, 1969, changing its name into that of "Les Entreprises Joca inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46292-o 2177-69

Jonquière Marine & Sport ltée

Notice is given that "Jonquière Marine & Sport ltée" has changed the number of its directors from 4 to 7.

J. DOLLARD GAGNON,
Secretary.

46293 6641-50

Poly-Traction inc.

La compagnie « Poly-Traction inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le secrétaire,
RENÉ CANTIN.

46294-o 4758-70

Prima Film Inc.

La compagnie « Prima Film Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 6.

Le secrétaire,
LUC LARIVÉE.

46295-o 3878-63

Produits Alba inc.

La compagnie « Produits Alba inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 5.

Le secrétaire,
JEAN-MARIE GRENON.

46296-o 408-63

La Quincaillerie Québécoise inc.
Québec Hardware Inc.

La compagnie « La Quincaillerie Québécoise inc.— Québec Hardware Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MME P. TREMBLAY.

46297-o 10362-62

Richelieu-Vaudreuil Farms, Inc.

La compagnie « Richelieu-Vaudreuil Farms, Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 10.

Le secrétaire,
ALAIN COUSINEAU.

46298-o 4335-49

Restaurant La Flambée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Restaurant Gello inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « Restaurant La Flambée inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46327-o 5226-68

Martin Ellner Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « Sigo Ellner Inc. constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Martin Ellner Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46328-o 1556-65

Poly-Traction inc.

Notice is given that "Poly-Traction inc." has increased the number of its directors from 6 to 7.

RENÉ CANTIN,
Secretary.

46294 4758-70

Prima Film Inc.

Notice is given that "Prima Film Inc." has changed the number of its directors from 15 to 6.

LUC LARIVÉE,
Secretary.

46295 3878-63

Produits Alba inc.

Notice is given that "Produits Alba inc." has changed the number of its directors from 9 to 5.

JEAN-MARIE GRENON,
Secretary.

46296 408-63

La Quincaillerie Québécoise inc.
Québec Hardware Inc.

Notice is given that "La Quincaillerie Québécoise inc.— Québec Hardware Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MRS. P. TREMBLAY,
Secretary.

46297 10362-62

Richelieu-Vaudreuil Farms, Inc.

Notice is given that "Richelieu-Vaudreuil Farms, Inc." has changed the number of its directors from 9 to 10.

ALAIN COUSINEAU,
Secretary.

46298 4335-49

Restaurant La Flambée inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "Restaurant Gello inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of November, 1968, changing its name into that of "Restaurant La Flambée inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46327-o 5226-68

Martin Ellner Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "Sigo Ellner Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of April, 1965, changing its name into that of "Martin Ellner Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46328-o 1556-65

United Chair and Furniture Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro X, de la compagnie « Bentwood Chairs (1971) Inc. », constituée par lettres patentes en date de 22e jour de juin 1971, changeant son nom en celui de « United Chair and Furniture Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46329-o 3409-71

Gestion Germain Larivière inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Germain Larivière limitée », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'avril 1959, changeant son nom en celui de « Gestion Germain Larivière inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46330-o 11558-59

United Chair and Furniture Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. X, of the company "Bentwood Chairs (1971) Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of June, 1971, changing its name into that of "United Chair and Furniture Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46329-o 3409-71

Gestion Germain Larivière inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3 of the company "Germain Larivière limitée", incorporated by letters patent dated the 7th day of April, 1959, changing its name into that of "Gestion Germain Larivière inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46330-o 11558-59

Demandes à la Législature

La Commission de transport de la Ville de Laval

Avis public est donné, que la Commission de transport de la Ville de Laval, corps public légalement constitué en vertu de la Charte de la Ville de Laval (Chapitre 89 des lois de 1965, première session), tel qu'ajouté aux termes de l'article 25 de la loi modifiant la Charte de la Ville de Laval, (Chapitre 99 des lois de 1971), sanctionnée le 30 juin 1971, ayant son siège social dans la Ville de Laval, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant l'article 102, paragraphe 3, du chapitre 99 des lois de 1971, ci-haut mentionné, lui permettant d'intégrer le transport des écoliers du niveau secondaire au transport public et autres fins.

Montréal, ce 15 mai 1972.

Les agents et procureurs de
La Commission de transport de la Ville de Laval,
BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,
45946-20-4-o GRATTON & BLAIN.

Youssef El-Batrawi

Avis est par les présentes donné que Youssef El-Batrawi domicilié au 1160 Alexandre Desève, dans les cité et district de Montréal, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Barreau du Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montréal, le 8 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
LETTE, MARCOTTE, BIRON
45927-20-4-o & SUTTO.

Applications to Legislature

City of Laval Transit Commission

Public notice is given that the City of Laval Transit Commission, a public body legally incorporated pursuant to the Charter of the City of Laval (Chapter 89 of the Statutes of 1965, first Session), as added under the provisions of Section 25 of the Act to amend the charter of the City of Laval, (Chapter 99 of the Statutes of 1971), assented to on June 30th, 1971, having its head office in the City of Laval, will apply to the Québec National Assembly, at its present session, for the adoption of a special legislation amending Section 102, Paragraph 3, of Chapter 99 of the Statutes of 1971, hereinabove mentioned, allowing it to integrate school transportation at secondary level to public transportation and other purposes.

Montreal, May 15, 1972.

BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,
GRATTON & BLAIN,
Representatives and Attorneys for
45946-20-4 *The City of Laval Transit Commission.*

Youssef El-Batrawi

Notice is hereby given that Youssef El-Batrawi, domiciled at 1160 Alexandre Desève, in the City and District of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, to seek the adoption of an Act authorizing the Bar of the Province of Québec to admit him to the practice of the legal profession.

Montreal, May 8, 1972.

LETTE, MARCOTTE, BIRON
& SUTTO,
45927-20-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Ville de Sainte-Foy

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Sainte-Foy s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Qu'en matière d'expropriation, elle bénéficie de la procédure utilisée, par le gouvernement, lorsqu'une expropriation est requise pour les fins de la Loi de la Voirie.

2° Modifier, pour la Ville, l'article 64*a* de la Loi des cités et villes.

3° Modifier le premier paragraphe de l'article 8 du Bill 154, sanctionné le 29 juin 1971;

4° Modifier l'article 11 du même bill 154.

5. Modifier, pour la ville, la Loi des cités et villes relativement aux avis publics;

6° Nonobstant le paragraphe 1er de l'article 426 de la Loi des cités et villes, permettre à la Ville de modifier son plan directeur de façon à intégrer le Quartier Laurentien et permettre de modifier son règlement de zonage en conformité de tel plan.

Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 30 mai 1972.

Le procureur de la Ville de Sainte-Foy,
46210-22-4-o DENYS AUBÉ, C.R.

City of Ste. Foy

Public notice is hereby given that the City of Ste. Foy will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To take advantage of the procedure used by the Government, in matters of expropriation, when an expropriation is required for the purposes of the Roads Act.

2. To amend, with respect to the City, section 64*a* of the Cities and Towns Act.

3. To amend the first paragraph of section 8 of Bill 154, assented to on June 29, 1971.

4. To amend section 11 of said Bill 154.

5. To amend, with respect to the City, the Cities and Towns Act, as regards public notices;

6. Notwithstanding the first paragraph of section 426 of the Cities and Towns Act, to allow the City to modify its master plan in order to integrate Laurentien Ward and to amend its zoning regulation in accordance with this plan.

And for all other purposes.

Québec, May 30, 1972.

DENYS AUBÉ, Q.C.,
46210-22-4 *Attorney for the City of Ste. Foy.*

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Cité de Chicoutimi
Canton de Chicoutimi
Ville de Rivière-du-Moulin
Ville de Saguenay

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la cité de Chicoutimi, le canton de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, la ville de Rivière-du-Moulin et la ville de Saguenay.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46218-o MAURICE TESSIER, C.R.

City of Chicoutimi
Township of Chicoutimi
Town of Rivière-du-Moulin
Town of Saguenay

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of chapter 53 of the Statutes of 1971, an Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the city of Chicoutimi, the Township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, the Town of Rivière-du-Moulin and the Town of Saguenay.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
46218-o *Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Sainte-Thérèse-Ouest

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, « Loi concernant les environs du nouvel aéroport international », le règlement no RV-68 du conseil municipal de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest modifiant son règlement de zonage no RV-33, lui-même déjà modifié par les règlements nos RV-52 et RV-55 dudit conseil.

Ce règlement entrera en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46218-o MAURICE TESSIER, C.R.

Town of Ste.Thérèse-West

I have approved, pursuant to section 22 of chapter 48 of the Statutes of 1970 "An Act respecting the vicinity of the new international airport", by-law No. RV-68 of the Municipal Council of the Town of Ste. Thérèse West amending its zoning by-law No. RV-33, itself already amended by by-laws Nos. RV-52 and RV-55 of the said Council.

This by-law will become effective on the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
46218 *Minister of Municipal Affairs.*

Cité de Jonquière
Cité de Kénogami
Ville d'Arvida
Paroisse de St-Dominique-de-Jonquières

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la cité de Jonquière, la cité de Kénogami, la ville d'Arvida et la paroisse de St-Dominique-de-Jonquières, comté municipal de Chicoutimi et circonscription électorale de Jonquière.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46218-o MAURICE TESSIER, C.R.

City of Jonquière
City of Kénogami
City of Arvida
Parish of St-Dominique-de-Jonquières

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the City of Jonquière, the City of Kénogami, the City of Arvida and the Parish of St-Dominique-de-Jonquières, municipal county of Chicoutimi and electoral district of Jonquière.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
46218-o *Minister of Municipal Affairs.*

Avis d'annulation de lettres patentes

Constantin Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à: « Constantin Transport Inc. », constituée en corportaion par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 11 février 1969,

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1970 et 1971.

b) et qu'en conséquence, il entend, à l'expiration de 60 jours de la publication dudit avis, procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
46215-o PIERRE DESJARDINS.

Ferro & Titanium Mining Company Inc. (No Personal Liability) La compagnie Minière Ferro & Titane inc. (Libre de responsabilité personnelle)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « Ferro & Titanium Mining Company Inc. » (No Personal Liability), « La compagnie minière Ferro & Titane inc. » (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 1er juin 1964.

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1968, 1969, 1970 et 1971.

b) et qu'en conséquence, il entend, à l'expiration des 60 jours de la publication dudit avis, procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
46215-o PIERRE DESJARDINS.

Lettres Patent Notice of annulment

Constantin Transport Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice to: "Constantin Transport Inc.", incorporated, under Part I of the Companies Act, by letters patent dated February 11, 1969,

a) that it has failed to produce the report prescribed in section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273) for the years 1970 and 1971,

b) and that, consequently, he intends, upon the expiration of 60 days after the publication of the said notice, to proceed to the cancellation of the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
46215 *Director of the Companies Service.*

Ferro & Titanium Mining Company Inc. (No Personal Liability) La compagnie Minière Ferro & Titane inc. (Libre de responsabilité personnelle)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice to: "Ferro & Titanium Mining Company Inc." (No Personal Liability) — "La compagnie minière Ferro & Titane inc." (Libre de responsabilité personnelle), incorporated, under Part I of the Companies Act, by letters patent dated June 1, 1964,

a) that it has failed to produce the report prescribed in section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273) for the years 1968, 1969, 1970 and 1971,

b) and that, consequently, he intends, upon the expiration of 60 days after the publication of the said notice, to proceed to the cancellation of the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
46215 *Director of the Companies Service.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Carleton (Revisé)

Cadastre officiel du canton de Carleton (revisé) municipalité de Carleton-sur-Mer, division d'enregistrement de Bonaventure no: 2.

Avis est par la présente donné que les lots 43A-24 à 43A-26, 43A-53 et 43A-54 et une partie du lot 43A-27 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46220-o

Canton Templeton

Cadastre officiel de canton Templeton, municipalité de Perkins*, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 65, 67 et 94 du bloc C sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46220-o

Paroisse de St-Lazare

Cadastre officiel de la paroisse de St-Lazare, municipalité de la paroisse de St-Lazare, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 350-6 à 350-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46220-o

Canton Ascot

Cadastre officiel du canton Ascot, municipalité du canton Ascot, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 8B-37 rang VII est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46220-o

Canton Laflèche

Cadastre officiel de canton Laflèche, municipalité de la ville de Baie Comeau, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 9-705 à 9-711 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46220-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Carleton (Sed)

Official cadastre of township of Carleton (sed), municipality of Carleton-sur-Mer, registration division of Bonaventure No: 2.

Notice is hereby given that lots 43A-24 to 43A-26, 43A-53 and 43A-54 and a part of lot 43A-27 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 5, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46220-o

Township Templeton

Official cadastre of township Templeton, municipality of Perkins*, Registration Division of Hull.

Notice is hereby given that lots 65, 67 and 94 of block C are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 9, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46220-o

Parish of St- Lazare

Official cadastre of the parish of St-Lazare, municipality of the parish of St-Lazare, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 350-6 to 350-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 12, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46220-o

Township Ascot

Official cadastre of township Ascot, municipality of township Ascot, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lot 8B-37 range VII is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 24, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46220-o

Township Laflèche

Official cadastre of township Laflèche, municipality of the city of Baie Comeau, registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 9-705 to 9-711 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 25, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46220-o

Canton d'Orford

Cadastre officiel du canton d'Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 5-67 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 mai 1972.

Le sous-ministre,
46220-o MICHEL DECHESNEAU.

Canton Wickham

Cadastre officiel du canton Wickham, municipalité de la ville de Drummondville-Sud, division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que les lots 242-54 à 242-154 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 mai 1972.

Le sous-ministre,
46220-o MICHEL DUCHESNEAU.

Cité de Québec (Quartier Montclam)

Cadastre officiel de la cité de Québec (Quartier Montcalm), municipalité de la ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 4526 est ajouté et les lots 4037, 4041, 4043, 4045, 4046, 4047, 4050, 4050A, 4052, 4054, 4057, 4061, 4061-A, 4061-B, 4062, 4063-1, 4066, 4067, 4067-1 à 4067-6, 4067A, 4067A-1, 4067A-2, 4068, 4069, 4070, 4071, 4077, 4077-1, 4078, 4079, 4080, 4080-1 à 4080-4, 4080-4-1, 4081, 4081-A, 4081-A-1, 4081-A-2, 4081-B, 4082, 4142-1 4143-1, 4146, 4147, 4148, 4149, 4149-A, 4150, 4471, 4522, 4524 et une partie des lots 4038, 4039, 4040, 4042, 4044, 4048, 4049, 4051, 4053, 4055, 4056, 4058, 4059, 4060, 4060-1, 4063, 4064, 4065, 4072, 4073, 4074, 4075, 4076, 4083, 4084, 4129, 4130, 4131, 4131-1, 4140, 4141, 4141-1, 4141-2, 4142, 4142-2, 4143, 4144, 4145, 4151, deux parties de passage sans numéro cadastral, deux parties de la ruelle Stuart et une partie de la rue St-Patrick, sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 mai 1972.

Le sous-ministre,
46220-o MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de St-Colomb de Sillery

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery, municipalité de la cité de Sillery, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 288, 289 et un chemin sans numéro cadastral sont annulés et intégrés au lot 281 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 avril 1972.

Le sous-ministre,
46220-o MICHEL DUCHESNEAU.

Township of Orford

Official cadastre of township d'Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that a part of lot 5-67 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 16, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
46220-o *Deputy Minister.*

Township of Wickham

Official cadastre of township of Wickham, municipality of the city of Drummondville-Sud, registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lots 242-54 to 242-154 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 9, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
46220-o *Deputy Minister.*

City of Québec (Ward Montclam)

Official cadastre of the city of Québec (Ward Montcalm), municipality of the town of Québec, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 4526 is added and the lots 4037, 4041, 4043, 4045, 4046, 4047, 4050, 4050A, 4052, 4054, 4057, 4061, 4061-A, 4061-B, 4062, 4063-1, 4066, 4067, 4067-1 to 4067-6, 4067A, 4067A-1, 4067A-2, 4068, 4069, 4070, 4071, 4070, 4077-1, 4078, 4079, 4080, 4080-1 to 4080-4, 4080-4-1, 4081, 4081-A, 4081-A-1, 4081-A-2, 4081-B, 4082, 4142-1, 4143-1, 4146, 4147, 4148, 4149, 4149-A, 4150, 4471, 4522, 4524 and a part of lots 4038, 4039, 4040, 4042, 4044, 4048, 4049, 4051, 4053, 4055, 4056, 4058, 4059, 4060, 4060-1, 4063, 4064, 4065, 4072, 4073, 4074, 4075, 4076, 4083, 4084, 4129, 4130, 4131, 4131-1, 4140, 4141, 4141-1, 4141-2, 4142, 4142-2, 4143, 4144, 4145, 4151, two parts of passage, without cadastral number, two parts of the lane Stuart and a part of the street St-Patrick are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 19, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
46220-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Colomb de Sillery

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery, municipality of the city of Sillery, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 288, 289 and a road without cadastral number are cancelled and integreted to lot 281 in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 7, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
46220-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Ste-Foy

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 106-3-1 et une partie du lot 106-10 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 mai 1972.

Le sous-ministre,
46220-o MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de Ste-Foy

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 397-16-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 mai 1972.

Le sous-ministre,
46220-o MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de Ste-Victoire du canton d'Arthabaska

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Victoire du canton d'Arthabaska, municipalité de la ville de Victoriaville, division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que les lots 58-224 à 58-227 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 mai 1972.

Le sous-ministre,
46220-o MICHEL DUCHESNEAU.

Répertoire des cadastres

Prenez avis, par les présentes, que le soussigné déposera pour publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le Répertoire des cadastres pour informer qui de droit de la dénomination officielle des cadastres existants dans la province de Québec au 31 décembre 1971.

A compter de la publication dudit répertoire, les parties intéressées devront s'y référer pour les véritables dénominations dans tous documents pouvant affecter lesdits cadastres.

Le ministre des Terres et Forêts,
46220-o KEVIN DRUMMOND.

Parish of Ste-Foy

Official cadastre of the parish of Ste-Foy, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 106-3-1 and a part of lot 106-10 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 19, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
46220-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Foy

Official cadastre of the parish of Ste-Foy, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 397-16-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 19, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU.
46220-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Victoire of township of Arthabaska

Official cadastre of the parish of Ste-Victoire of township of Arthabaska, municipality of the city of Victoriaville, registration division of Arthabaska.

Notice is hereby given that lots 58-224 to 58-227 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 24, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
46220-o *Deputy Minister.*

Cadastre Guide

Notice is hereby given that the undersigned will deposit for publication in the *Québec Official Gazette*, the Cadastre Guide informing whomever it may concern of the official denomination of cadastres existing in the Province of Québec as at December 31, 1971.

Upon and after the publication of said Guide, interested parties will refer to it for the actual denominations in every document which may affect said cadastres.

KEVIN DRUMMOND,
46220 *Minister of Lands and Forests.*

Compagnies étrangères *Permis*

Kenting Aircraft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Kenting Aircraft Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est, M. P.-André Gervais, avocat de Montréal.

Extra-Provincial Companies *License*

Kenting Aircraft Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Kenting Aircraft Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. P.-André Gervais, Barrister and Solicitor, of Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 1203, édifice IBM, 5, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46215 20-72

The principal office of the company in the Province is at 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46215-o 20-72

Renseignements sur les compagnies

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Companies Information Act

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; the companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified, fees, within the 30 days following publication of this notice.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Administration moderne inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Les agences d'assurance associées inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Ain & Zakuta Ltd.	Mount Royal	1968 à-to 1971 incl.
Albert Athletic Club Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Allan Borin Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Alpino House Limited	Morin Heights	1969 à-to 1971 incl.
Arcade hôtel inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Archie's Coffee Shoppe Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Ares & frères ltée	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Arnold Farms Ltée	Grenville	1953 à-to 1971 incl.
Assistance maternelle section St-Georges de Mtl	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Associated Clothing Manufacturers of the Province of Québec Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Association de l'aide sociale à l'apprenti inc.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Association des anciens du collège Ste-Croix inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Association provinciale des maîtres-imprimeurs de Québec inc.	Québec	9168 à-to 1971 incl.
Association des courtiers en valeur de placement de Québec	Québec	1965 à-to 1971 incl.
Association des fabricants de vêtements de Québec inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Association of Millinery Manufacturers of the Province of Québec	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Association des prospecteurs du Nord-Ouest Québec inc.	Amos	1958 à-to 1971 incl.
Association sportive St-Henri inc.	Lachine	1963 à-to 1971 incl.
Les ateliers de soudure de Rimouski limitée	Rimouski	1969 à-to 1971 incl.
Atlas Tile Ceramics Co. Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
J. A. Audet inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Audet & Duval inc.	La Sarre	1964 à-to 1971 incl.
Auditorium limitée, Théatre Capitol	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Au friand inc.	Québec	1950 à-to 1971 incl.
Les autobus Château Bigot inc.	Québec	1964 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
L.F. Automotive Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
L'Avenir du Nord, Co. ltée	St-Jérôme	1968 à-to 1971 incl.
Avon Fabrics Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Badge & Specialty Company Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Barry Lee Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Basserman Furniture Exchange Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Beaver Club Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Bellevue Estates Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Bétonnière Kennebec inc.	St-Georges de Beauce	1966 à-to 1971 incl.
Beauregard Fur Corporation Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Bonnyville Oil & Refining Corporation	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Bouchard Automobiles (Sept-Îles) inc.	Sept-Îles	1965 à-to 1971 incl.
Cafco Inc.	Verdun	1967 à-to 1971 incl.
Canadian Industrial Sanitation Ltd.	Montréal	1970 et-and 1971
Canadian School of Electricity Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Canadian Spangle Manufacturing Co. Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Canadian Super-Cold Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Canamont Construction Ltd.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Cartierville Lumber Co.	St-Laurent	1967 à to 1971 incl.
Cascades Club Inc.	Wakefield	1964 à-to 1971 incl.
Castle Realties Co.	Montréal	1968 à to 1971 incl.
Cedarview Country Club Inc.	St-Eustache sur le Lac	1968 à-to 1971 incl.
Compagnie Sutton & fils ltée	Grande-Rivière	1967 à-to 1971 incl.
Consolidated Fenimore Iron Mines Ltd.	Montréal	1970 et-and 1971
Entraide inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Expansion industrielle de Cowansville ltée, cie.	Cowansville	1965 à-to 1971 incl.
Fashion Plate Vest Mfg. Co. Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
La fédération des oeuvres de charité de St-Antoine de Longueuil	Longueuil	1966 à-to 1971 incl.
Fellows Medical Mfg. Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Ferme Docteur Viau ltée	Outremont	1967 à-to 1971 incl.
Financial Service Ltd.	Lachine	1968 à-to 1971 incl.
Fortin & Co. ltée	Farnham	1955 à-to 1971 incl.
Fried Holdings Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Fun Devices Ltd.	Cartierville	1963 à-to 1971 incl.
J. A. Gagnon & fils, ltée	Dolbeau	1967 à-to 1971 incl.
Gallery Square Investments Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Garage R. Lamothe ltée	Shawinigan	1966 à-to 1971 incl.
Garde St-Georges Inc. de Jonquière	Jonquière	1963 à-to 1971 incl.
Gatineau Holdings Ltd.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Gauthier Mfg. Ltd.	Pont Viau	1967 à-to 1971 incl.
Gelex Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
General Automobile Equipment Ltd.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Gnaedinger Furs Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Greenwood Enterprises Inc.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Holland Diamond Co. Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Hollywood Hosiery & Gloves Inc.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Home Frocks Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Horn Realty Co. Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Hôtel Beau-Chêne ltée	Malartic	1967 à-to 1971 incl.
Hôtel Vermont inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Hôtel Saurel ltée	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Les hôtes laurentiens ltée	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
La Huronne ltée	St-Laurant	1963 à-to 1971 incl.
Hyde Park Employees' Social and Philanthropic Association	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
I & G Fur Co.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Immeubles Cadrin inc.	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Immeuble Colombien 2907 ltée	Beauharnois	1967 à-to 1971 incl.
Immeubles du Boulevard inc.	Québec	1961 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Immeuble Lagacé limitée	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Intercom Trading Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Jos Lavoie & fils ltée	Metabetchouan	1961 à-to 1971 incl.
Ligue des propriétaires de Jonquière inc.	Jonquière	1968 à-to 1971 incl.
London Steel Rule Die Co. Ltd.	Montréal	1971
Marie Paule Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
L. E. Martel limitée	St-Jean-d'Iberville	1960 à-to 1971 incl.
Nylcraft Inc.	Québec	1971
Québec Ascot Copper Corporation Limited	Sherbrooke	1964 à-to 1971 incl.
St-Georges Côté inc.	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Sports Car specialists Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Trottier & Cie ltée	St-Casimir	1968 à-to 1971 incl.
Vétéran Entreprises Ltd.	Montréal	1960 à-to 1971 incl.
Weber Refrigeration & fixtures Corp.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.

Le directeur du service des compagnies,
46215-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
46215-o *Director of the Companies Service.*

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; The companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified, fees, within the 30 days following publication of this notice.

Nom de la compagnie *Name of Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Compagnie des brasseries de Québec limitée	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Daniels & Daniels Inc:.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Daniels & Mannard Heating and Air Conditioning Limited	Montréal	1968 à-to 1971 nicl.
Daniels & Mannard Limited	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Daoust Drive Yourself Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Darrah Bros. Ltd.	Sutton	1966 à-to 1971 incl.
Delbo Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
De Milo	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Diana Inc.	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Dix (Les)	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Dominion Children's Wear Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
D.W. & R.A. Mills Limited	Verdun	1969 à-to 1971 incl.
Les Falaises inc.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Gimiro Inc.	Montréal	1970 et-and 1971.
Handmark Hall Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Hy Deckelbaum Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Import Leaf Tobacco Ltd.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Imprimerie générale de Rimouski ltée	Rimouski	1965 à-to 1971 incl.
Incinérateur Décarie ltée	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Industrial Coatings (Québec) Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Industrial Trading Co. Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Industrial Wares Limited	Toronto	1965 à-to 1971 incl.
Industrielle de Loraineville limitée	Loraineville	1966 à-to 1971 incl.
Investment Confederation Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Iris Studio Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Jalbert et Tremblay ltée	Chicoutimi	1969 et-and 1971
George A. Jazzar & Sons Ltd.	Longueuil	1967 à-to 1971 incl.
Jersey Health Farm Limited	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
La jeune chambre de Québec inc.	Québec	1964 à-to 1971 incl.
Jonquière automobile limitée	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Junior Accent Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Keet Construction Co. Ltd.	Beauport	1962 à-to 1971 incl.
Kenneth B. S. Robertson Limited	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Kingsley Clothes Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Kinsmen Club Lachine Dorval Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Kleinert Co. Ltd.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Komol Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
S. Kroch & Sons Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Lafond Fur Limited	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Langlois et Paradis limitée	Québec	1961 à-to 1971 incl.
Lifto Co. Inc.	St-Sauveur des Monts	1967 à-to 1971 incl.
Machinerie Equipment & Supply Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Madame Joel Limited	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Mademoiselle inc.	Québec	1966 à-to 1971 incl.
Maison Aline ltée	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Maison Nadeau limitée	Montréal	1954 à-to 1971 incl.
Maisonneuve Shoe Supply Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Majestic Sales Corp.	Westmount	1964 à-to 1971 incl.
M. Manischewitz & Co. Inc.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Y. Manzo Limited	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Martel Auto Service limitée	Montréal	1971
Marks Realties Limited	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Mastercraft Clothes Limited	Montréal	1953 à-to 1971 incl.
Maurice & Marks Limited	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Miss Snowdon Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Montreal Flying Club	Montréal	1945 à-to 1971 incl.
Montreal Laundry Company Limited	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Montreal Repertory Theatre	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Montreal Transfer Terminal Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Hotel and Restaurant Suppliers Association Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Le Petit Journal inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Les Pétroles inc.	Québec	1969 à-to 1971 incl.
Plage idéale incorporée	Ville d'Auteuil	1965 à-to 1971 incl.
La plomberie de Rimouski, ltée	Rimouski	1966 à-to 1971 incl.
Elzéar Plourde limitée	Jonquière	1966 à-to 1971 incl.
Poplaw's Furniture Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Power Survey & Equipment Limited	Verdun	1964 à-to 1971 incl.
Produits Homah inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Products and Services Limited	Québec	1969 à-to 1971 incl.
Produits Mayo limitée	Breakeyville	1962 à-to 1971 incl.
Properties Development limitée	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Les propriétés immobilières inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Québec Drive Yourself Association Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Québec Steamship Lines Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Québec Stevedoring and Lumber Corporation	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Quebelle Mines Limited	Toronto	1968 à-to 1971 incl.
Rainwear & Sportswear Manufacturers' Association	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
J. M. Ravary inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Ravel Mfg Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Red Gold (Québec) Mining Company Limited	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Refrication Acceptance Co. Limited	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Refrigeration Distributors Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Renaud & Cie limitée	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Ricanaw Mines Limited	Montréal	1963 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Richstone Realties Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Ritz Lace & Embroi Dery Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
A. Robert ltée	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Robert Walsh Co. Limited	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Savard & Hart Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Service Barber Shops (Québec) Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Shawinigan Pension Fund Corp.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Shearer Lumber Co. ltée	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Sheer Silk Hosery Mills Ltd.	Sherbrooke	1968 à-to 1971 incl.
Sherwood Realty Corporation	Lachine	1965 à-to 1971 incl.
Smith's Investment Corp. Ltd.	Sherbrooke	1967 à-to 1971 incl.
Smith Tiblemont Mines Ltd.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Société canadienne d'histoire naturelle	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Société de progagande nationale inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Société financière inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Société de prêts et placements de Québec	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Sources Abenakis ltée	Québec	1965 à-to 1971 incl.
South Shbre Paper Box Company Limited	St-Michel	1966 à-to 1971 incl.
Les spécialistes du bureau inc.	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Stadacona (Québec) Rouyn Mines Limited	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Stattner & Sons Inc.	Montréal	1960 à-to 1971 incl.
Style Contractors Limited	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Tilden Corporation	Montréal	1971
Les visons des Mille Iles ltée	Terrebonne	1967 à-to 1971 incl.

Le directeur du service des compagnies,
46215-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
46215-o *Director of the Companies Service.*

Lettres patentes annulées

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle* de ce deuxième avis.

Letters Patent Annulled

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies, whose names follow are cancelled from the date of the publication in the *Official Gazette* of this second notice.

Nom de la compagnie — Name of Company	*Adresse — Address*
Assurances Pigeon et Fontaine ltée	L'Assomption.
Belko Inc.	Québec.
Club Sportif Gaulin inc	Saint-Robert-Bellarmin.
Craftsman Printing Ink Ltd	Montréal.
Les Dragons de Princeville inc	Princeville.
Entreprises Cayuga inc.	Montréal.
Entreprises Fleur de Lis limitée	Ste-Cécile de Masham.
Les entreprises G.R. inc	St-Jean.
Fédération des Associations de Chasse et de pêche du Québec Métropolitain inc.	Québec.
Gérard Gibeault & Associés inc	Verdun.
Happy Shoe Co. Inc	Montréal.
Har-Mar Holdings Ltd.	Dollard des Ormeaux.
Les immeubles P. & G. inc	Rimouski.
Mammouth Landscaping and Importing Ltd.	Terrace Vaudreuil.
Miller Ventures Inc.	Montréal.
Produits Rano inc	Beauport.
Société Nouvelle-France	Québec.
20th Century Fiberglass Ltd	Rosemont.

Le directeur du service des compagnies,
46215-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
46215-o *Director of the Companies Service.*

Curatelle publique

Succession vacante de Mildred Murphy
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Succession vacante de Mildred Murphy, en son vivant de 2440, rue Madison, app. 21, Montréal,

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 20 mars 1972 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (S.R.Q. 1964, Chap. 314 & amendements), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

9310, boul. St-Laurent, Montréal 354, Qué.
LE CURATEUR PUBLIC.
46333-o

Public Curatorship

Vacant estate of the late Mildred Murphy
Canada — Province of Québec
District of Montreal

Vacant estate of the late Mildred Murphy in his lifetime of 2440 Madison, apt. 21, Montreal.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on March 20, 1972 by a judge of the Superior Court, sitting at Montreal in the district of Montreal that, under the authority of the Public Curatorship Act (S.R.Q. 1964, Chap. 314 & amendments), I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owned this estate and proof of any claim against it.

9310 St. Lawrence Blvd., Montreal 354, Qué.
THE PUBLIC CURATOR.
46333-o

Vente pour taxes

Ville d'Anjou

Avis est par la présente donné, que le Conseil municipal, par une résolution en date du 16e jour de mai 1972, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Ville d'Anjou, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville d'Anjou, 7701 Montée St-Léonard, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1971 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

Permission a été accordée par la Commission municipale de Québec pour autoriser une énumération abrégée des numéros cadastraux.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus sujets au droit de retrait d'un an, du cadastre officiel de la paroisse de Longue-Pointe, dans les limites de la Ville d'Anjou.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la Ville d'Anjou et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement, en monnaie légale.

Sale for taxes

City of Anjou

Public notice is hereby given, that the City Council by a resolution dated May 16, 1972, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Towns Act: to sell the immovables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the corporation of the City of Anjou, with interest and cost, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council room at the City Hall of Anjou, 7701 Montée St-Léonard, City of Anjou, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE 1972 at TEN o'clock in the forenoon, eastern daylight saving time.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes, so general as special for the year 1971 and previous year, shall have been paid prior to the sale.

The Québec Municipal Commission has authorized the City of Anjou, an abridged form of cadastral numbers.

Immovables hereafter described will be sold, subject to the one-year right of redemption, of official cadastre of the parish of Longue-Pointe, within the limits of the City of Anjou.

They shall be sold with building erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the City of Anjou, and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency.

Vente d'immeubles pour non-paiement des taxes — Sale of immovables for non-payment of taxes

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an — Immovables subject to a right of redemption of one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse de Longue-Pointe dans les limites de la Ville d'Anjou — The lots hereafter described are of the official cadastre of the parish of Longue-Pointe in the limits of the City of Anjou).

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
414-0142	Sharand Construction, a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	414-405
414-0144	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	414-429
415-0303	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	415-111
415-0345	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	415-153
415-0352	Mme Wilbrod Grand Maison, Rivière Gagnon, St-Jérôme, Qué	415-160
415-0648	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	415-436
415-0659	Jack R. Coombs, a/s C. Katz, 6580 MacDonald ave, Montréal 254	415-447
415-0660	Jack R. Coombs, a/s C. Katz, 6580 MacDonald ave, Montréal 254	415-448
415-0661	Jack R. Coombs, a/s C. Katz, 6580 MacDonald ave, Montréal 254	

Le lot 415-449 à distraire toutefois la partie servant de rue. Lot 415-449 to withdraw however the part used as a street.

320-1484 Dante Racine, 6794 Choisy, St-Léonard

Un emplacement composé d'une partie du lot 416-490, mesurant 79.04 pieds de largeur par 747.54 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: savoir au nord par une partie du lot 416-489, au sud et à l'ouest par d'autres parties dudit lot 416-490, et à l'est par le lot 416-488.

A site composed of part of lot 416-490 measuring 79.04 feet in width by 747.54 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 416-489, on the south and west by others parts of said lot 416-490, and on the east by lot 416-488.

417-0019	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-15
417-0020	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-16
417-0021	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-17
417-0022	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-18
417-0023	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-19
417-0024	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-20
417-0025	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-21
417-0026	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-22
417-0031	J. B. Dupré, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	

Le lot 417-26 à distraire toutefois la partie servant de rue. Lot 417-26 to withdraw however the part used as a street.

417-0033	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-27
417-0034	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-28
417-0035	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-29
417-0038	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-32
417-0039	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-33
417-0040	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-34
417-0041	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-35
417-0043	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-37
417-0044	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-38
417-0045	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-39
417-0046	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-40
417-0047	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-41
417-0060	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417-52
417-0061	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417-53
417-0085	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-75
417-0086	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-76
417-0087	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-77
417-0088	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-78
417-0089	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-79
417-0100	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-89
417-0101	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-90
417-0102	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-91
417-0103	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-92
417-0104	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-93
417-0105	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-94
417-0106	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-95
417-0107	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-96
417-0108	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-97
417-0109	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-98
417-0114	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-102
417-0115	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-103
417-0116	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-104
417-0117	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-105
417-0118	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-106
417-0119	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-107
417-0120	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-108
417-0121	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-109
417-0122	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-110
417-0123	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-111
417-0125	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-113
417-0126	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-114
417-0127	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-115

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
417-0128	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-116
417-0129	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-117
417-0135	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-122
417-0136	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-123
417-0137	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-124
417-0138	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-125
417-0172	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-159
417-0173	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-160
417-0174	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-161
417-0175	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-162
417-0176	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-163
417-0178	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-165
417-0179	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-166
417-0180	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-167
417-0181	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-168
417-0182	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-169
417-0183	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-170
417-0184	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-171
417-0185	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-172
417-0191	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-178
417-0192	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-179
417-0193	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-180
417-0194	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-181
417-0199	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-186
417-0200	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-187
417-0201	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-188
417-0202	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-189
417-0210	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417-197
417-0211	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-198
417-0212	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-199
417-0213	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-200
417-0214	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-201
417-0218	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-205
417-0219	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-206
417-0250	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-237
417-0251	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-238
417-0252	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-239
417-0253	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-240
417-0256	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-243
417-0257	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-244
417-0258	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-245
417-0259	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-246
417-0260	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-247
417-0261	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-248
417-0262	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-249
417-0285	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-272
417-0286	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-273
417-0366	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-353
417-0367	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-354
417-0370	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-357
417-0372	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-359
417-0375	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-362
417-0404	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-391
417-0405	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-392
417-0426	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-413
417-0431	J. B. Dupré, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-418
417-0440	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-427
417-0467	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-454
417-0468	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-455
417-0469	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-456
417-0514	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-501
417-0515	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-502
417-0516	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-503
417-0517	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-504
417-0518	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-505
417-0537	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-524
417-0550	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-537
417-0552	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-539
417-0558	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417-545
417-0566	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-553
417-0567	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-554
417-0571	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-558

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
417-0572	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-559
417-0581	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-568
417-0582	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-569
417-0583	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-570
417-0597	Israel Herlick, 648 Murray Hill ave, Westmount	417-584
515-0244	M. et Mme Simon Martel, 7517 Rondeau, Anjou	

Le lot 418-124, et une partie du lot 418-125, mesurant cettedite partie 12.5 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 418-123, au sud par le résidu dudit lot 418-125, à l'ouest par une rue 418-161, et à l'est par une autre rue 417-587.

Lot 418-124 and a part of lot 418-125, measuring this said part 12.5 feet in width by 70 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 418-123, on the south by the residue of said lot 418-125, on the west by a street 418-161, and on the east by an other street 417-587.

515-0268	Édouard Lavoie, 6556 des Ormeaux, Anjou	418-129, 418-130
260-0035	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-244
260-0476	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-245
260-0480	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-246
515-0504	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-247
515-0720	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	

Le lot 418-335 à distraire toutefois la partie servant de rue.

Lot 418-335 to withdraw however the part used as a street.

515-0005	Mathieu Colangelo, 7332 Rondeau, Ville d'Anjou	418-342
295-0550	Réal Beaudry, 7378 Levesque, Anjou	419-189, 419-190
395-0232	M. et/and Mme Guy Cloutier, 7469 Rhéaume, Anjou	419-231, 419-232
395-0260	Claude Dufour, 7499 Rhéaume, Anjou	

Le lot 419-238 et une partie du lot 419-237, mesurant cettedite partie 15.2 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 419-238, au sud par le lot 419-408, à l'ouest par une rue 419-244 et à l'est par une partie du lot 419-349.

Lot 419-238 and a part of lot 419-237, measuring this said part 15.2 feet in width by 70 feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows to wit: on the north by lot 419-238, on the south by lot 419-408, on the west by a street 419-244 and on the east by a part of lot 419-349.

295-0778	Ernest Poux, 7004 Levesque, Anjou	419-400
295-0798	Gordon, Larry et/and Ben Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal	419-410
295-0802	Gordon, Larry et/and Ben Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal	419-411
295-0810	Gordon, Larry et/and Ben Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal	419-413
345-0001	Paul Ovide Guy, 7000 Mousseau, Anjou	

Une partie du lot originaire 420, mesurant 300 pieds le long de la rue Mousseau (420-95) par 100 pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 420, au sud par une partie du lot 420-2, à l'est par la rue Mousseau (420-95) et à l'ouest par les lots 420-408, 420-409, 420-410, 420-411, 420-412 et 420-413.

A part of original lot 420 measuring 300 feet along Mousseau street (420-95) by 100 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows to wit: on the north by an other part of said unsubdivided lot 420, on the south by lot 420-2, on the east by Mousseau street (420-95) and on the west by lots 420-408, 420-409, 420-410, 420-411, 420-412 and 420-413.

250-0008	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-38
250-0012	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-39
250-0016	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-40
250-0020	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-41
395-0536	Raymond Lette, 27 McNider, Outremont	420-169, 420-170
270-0166	Raymond Lette, 27 McNider, Outremont	420-201, 420-202
270-0410	Joseph Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	420-293, 420-294
395-0600	Osyp Sudomlak, 3195 Lacordaire, Montréal	420-332
395-0604	Osyp Sudomlak, 3195 Lacordaire, Montréal	420-333
395-0666	Miodrag Cvetkovic, 6936 Rhéaume, Anjou	420-345-2 420-345-3
270-0478	Claude Gauthier, 6993 Guy, Anjou	420-356-2 420-357-1
270-0550	Bernard et/and Théodore Niewerth, 6972 Guy, Anjou	420-378
345-0258	Mme/Mrs. Josephine Maykowska, Derkacz et/and Casimir, Wladyslaw jr., Stanislawa, Michael Derkacz, 6963 Mousseau, Anjou.	420-389
225-0418	Hubert Schiele, 7710 Désormeaux, Anjou	420-464
225-0462	Laurier Côté, a/s West Indies Transport P.O. Box 1086 Charlotte Amelie, St-Thomas U.S. Virgin Islands 00801.	420-475
345-0014	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-497
345-0011	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-499
395-0702	Guy Pontbriand, 7468 Rhéaume, Anjou	420-525
225-0582	Immeubles Faust Inc., 6565 Blvd. Décarie, Montréal 252	420-548
270-0590	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-566
270-0594	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-567
270-0636	Jean-Pierre Paradis, 7733 Guy, Anjou	420-592
345-0416	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-595

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
345-0420	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-596
345-0424	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-597
345-0428	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-598
345-0432	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-599
345-0436	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-600
030-0244	Beaver Asphalt & Paving Co., 5250 Amiens, Montréal-Nord	
	Le lot 423-56 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-56 to withdraw however the part used as a street.	
030-0252	Beaver Asphalt & Paving Co., 5250 Amiens, Montréal-Nord	
	Le lot 423-57 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-57 to withdraw however the part used as a street.	
025-0126	Marcel Beaulieu, 7760 Azilda, Anjou	
	Le lot 423-94 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-94 to withdraw however the part used as a street.	
025-0198	Les Immeubles Reno Inc. & Dev. Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou	
	Le lot 423-121 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-121 to withdraw however the part used as a street.	
025-0206	Les Immeubles Reno Inc. & Dev. Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou	
	Le lot 423-122 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-122 to withdraw however the part used as a street.	
025-0596	Henri Zephir Levesque, 7326 Azilda, Anjou	
	Le lot 423-246 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-246 to withdraw however the part used as a street.	
030-1176	Charles Lebreton, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	
	Le lot 423-339 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-339 to withdraw however the part used as a street.	
025-1108	Succession Boudreau/Estate et/and Michel, Robert, Jacques, Lise, Louis, Madeleine, Hélène, André Boudreau, 6938 Azilda, Anjou.	
	Le lot 423-390 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-390 to withdraw however the part used as a street.	
025-1114	Mme Aline Deraspe Boudreau, 6938 Azilda, Anjou	
	Le lot 423-391 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-391 to withdraw however the part used as a street.	
030-1656	Stennie R.E. Chivers, 6420 Baldwin, Anjou	
	Le lot 423-470 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-470 to withdraw however the part used as a street.	
025-1910	Yvon Normand et/and Jacques Boisvert, 41 St-Vallier, Repentigny	
	Le lot 423-626 à distraire toutefois la partie servant de rue. / Lot 423-626 to withdraw however the part used as a street.	
025-2006	Mme Vve Adélard Lauzon, née/born Adrienne Gagné, et/and Suzanne, Yvan, Rolland, Philippe, Monique, René, Nicole, Lucie, Huguette, Jacqueline, André, Jean-Paul Lauzon, 5820 Azilda, Anjou.	
	Un emplacement composé des parties des lots 423-636 et 423-637, mesurant 31.2 pieds de largeur par 67 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 423-636, au sud par le lot 423-638, à l'ouest par le lot 423-625, et à l'est par les résidus desdits lots 423-636 et 423-637. / A site composed of parts of lots 423-636 and 423-637 measuring 31.2 feet in width by 67 feet in depth English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 423-636, on the south by lot 423-638, on the west by lot 423-625 and on the east by the residue of said lots 423-636 and 423-637.	
030-2220	Mme Jeanne Sauvageau Paradis, 2561 rue St-Émile, Montréal	423-734
580-0104	René Carroll, 5661 Verneuil, Anjou	424-232
550-0024	J. René Lefebvre, 8442 Sublains, Anjou	424-234
520-0084	Daniel Coulombe et/and Noel Paquette, 8801 Paquette, Cité de LaSalle	424-250
		424-251-1
520-0108	Huguette Nadeau, 1867 Beauchesne, Montréal	424-255-2
		424-256-1
520-0112	Raymond Ferland, 812 rue Hervé, St-Amable Co., Verchères	424-256-2
		424-257-1
520-0116	Raymond Ferland, 812 rue Hervé, St-Amable Co., Verchères	424-257-2
580-0136	Conrad Touchette, 1112 Mont Royal est, Montréal	424-262-2
		424-263-1
580-0140	Daniel Coulombe et/and Noël Paquette, 8801 rue Paquette, Cité de LaSalle	424-263-2
		424-264-2
580-0148	Conrad Touchette Inc., 1112 Mont Royal est, Montréal	424-264-3
510-0316	Broadway Properties, 423 Mayor ch. 408, Montréal	424-467-4
510-0320	Broadway Properties, 423 Mayor ch. 408, Montréal	424-467-5
510-0324	Broadway Properties, 423 Mayor ch. 408, Montréal	424-467-6
510-0328	Noel Paquette et/and Daniel Coulombe, 8412 Peterborough, Anjou	424-467-11
510-0332	Noel Paquette et/and Daniel Coulombe, 8412 Peterborough, Anjou	424-467-12
510-0388	Mrs. Israel Herlich, née/born Sharon G. Steinberg, 648 Murray Hill, Montréal	424-491-9

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
045-0060	Dominico Argento, 8436 Bellefontaine, Anjou	424-507
045-0064	Dominico Argento, 8436 Bellefontaine, Anjou	424-508
045-0120	Michele Argento, 5102 Charleroi, Montréal-Nord	424-546
570-0192	Gaston Larose, 8526 Pl. Verdelle, Anjou	424-615
510-0546	Jean Coutu, 943, 40e Avenue, Fabreville	424-778
360-0076	Mme Suzanne Sicotte Martin, 7301 Peterborough Cr., Anjou	424-790
510-0638	Gaston Prévost, 5820, 8e Avenue, Rosemont, Montréal	424-817
570-0252	Mme Alma Goupil Comeau, 3225 Paul Pau, Montréal	424-831
510-0794	Roger Marcotte, 7111 Aubert, St-Léonard	424-867
360-0144	M. et/and Mme Poole Richards, 8433 Peterborough Cr., Anjou	424-904
190-0020	Rolland Prairie, 7627 de Fougeray, Anjou	424-912
105-0012	J. Claude Gratton, 8425 Châteauneuf, Anjou	424-936
370-0012	Léo St-Denis, 7703 Pl. Pigeon, Anjou	424-996
370-0064	Louis H. Forest, 461 Tiffin Rd, St-Lambert	424-1018
200-0218	Mrs./Mme Edward Williams, née/born Hazel Jackson, 7061 de la Loire, Anjou	426-316
400-0002	Immeubles Reno Inc. et/and Immeubles Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou	

Une partie du lot originaire 427 contenant une superficie de 40,508 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le boul. Métropolitain et par les lots 427-678, 427-679, 427-684, 427-685 et 427-689, au sud par la rue Roche-sur-Yon, à l'ouest par la ligne limitative des terres 427 et 429, et à l'est par des parties des lots 427-1045 et 427-689.

A part of original lot 427 containing an area of 40,508 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Metropolitan Blvd. and by lots 427-678, 427-679, 427-684, 427-685 and 427-689, on the south by Roche-sur-Yon street, on the west by the separative line of lots of lands 427 and 429, and on the east by parts of lots 427-1045 and 427-689.

320-0434	Irenée Jodoin, 8514 Marseille, Montréal	

Les lots 427-679, 427-680, 427-681, 427-685, 427-686 et 427-687, à distraire toutefois des lots 427-681 et 427-687 les parties expropriées et servant de rue.

Lots 427-679, 427-680, 427-681, 427-685, 427-686, and 427-687, to withdraw however of lots 427-681 and 427-687 the expropriated parts and used as a street.

220-0188	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-775-2 427-776-1-1
220-0192	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-776-1-2 427-776-2-1
220-0196	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-776-2-2 427-777-1
220-0200	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-777-2-1 427-777-2-2 427-778-2-1 427-778-1
105-0189	Mme Léopold Norris, née/born Marguerite Mitchell, 8301 Châteauneuf, Anjou	427-1014
555-0137	André Ducharme, 8350 Talcy, Anjou	427-1021
280-0216	Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont	427-1043 429-1700
280-0220	Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont	427-1044 429-1699
240-0008	Guy Riendeau, 8211 Avenue du Mail, Anjou	428-128
320-1376	Sucession/Estate de feue/of late Gertrude Filiatrault, a/s Gabriel Filiatrault, 2545 des Lacasses, Auteuil, Laval.	

Une partie du lot originaire 429 contenant une superficie de 57,266 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du boul. Métropolitain et par une partie du lot originaire 429, au sud par la rue Roche-sur-Yon, à l'est par la ligne séparative des terres 427 et 429, et à l'ouest par une autre partie du lot originaire 429.

A part of original lot 429 having an area of 57,266 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of Metropolitan Blvd. and by a part of original lot 429, on the south by Roche-sur-Yon street, on the east by the separative line of lots of lands 427 and 429, and on the west by an other part of original lot 429.

280-0094	Mme Rose Diane Craft, née/born Clara Kaplan, 69 Summit Crescent, Montréal	429-1375-1 429-1375-2 430-177-1 430-177-2
195-0108	Claude Simard, 5810 Jeanne Lajoie, St-Léonard	429-1534
280-0196	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1695 430-435
280-0200	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1696 430-436
280-0204	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1697 430-437
280-0208	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1698 430-438
280-0212	Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont	429-1701
320-0622	Edmond Valiquette, 8001 de la Seine, Ville d'Anjou	

Une partie du lot originaire 430, contenant une superficie de 8,400 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée

A part of original lot 430 having an area of 8,400 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

comme suit, savoir: à l'ouest par le lot 430-121, au nord, au sud et à l'est par d'autres parties du lot originaire 430.

wit: on the west by lot 430-121, on the north, east and south by others parts of unsubdivided lot 430.

240–0288	Laurent Yelle, 7811 du Mail, Anjou	430–10
205–0029	Roger Lacoste, 7941 de la Seine, Anjou	430–68, 431–66
600–0154	Albert Gladman, 5253 Borden, Montréal	430–187
545–0084	Frank Di Staulo, 8035 Spalding, Anjou	430–245
075–0008	Michael Tsambalieros, 8002 Candes, Anjou	430-278, 431-276
340–0092	Mme Maurice Piette, née/born Fernande M. Authier, 8162 Pl. Montrichard, Anjou	430–289
105–0296	Harry Bennett, 7933 Châteauneuf, Anjou	430-396, 431-345
561–0208	Leonard Goodlin, 5831 Smart, Côte St-Luc, Montréal	430–440
561–0212	Harold Yancovich, 1115 Ridgewood Drive, Laval	430–441
205–0100	Home Morgage & Acceptance Co. Reg'd., 360 St-Jacques ouest, s. 1601, Montréal 126	431–61
230–0144	Mme Rosaire Girard, née/born Louise Desforges, 7710 Avrille, Anjou	431–80
600–0250	Mme Roger Brochu, née/born Pierrette Renaud, 7903 Wilfrid Pelletier, Anjou	431–192
105–0312	Edward B. Karpman, 12 Pl. Harland, Hampstead	431–349
023–0052	Julien Hébert, 7708 Avrillé, Anjou	431–444
247–0144	Bernard Pelletier, 650 Auteuil, Duvernay, Laval	431–481
054–0032	Jean-Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou	434–331
054–0036	Jean-Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou	434–332
054–0040	Jean-Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou	434–333
105–0368	Johannes Ter Metz, 6430, 13e Avenue, Rosemont, Montréal	434–344
561–0292	Delrose Development Corp., 5287 Avenue MacMahon, Montréal	434–414
054–0164	Claude Bizzarro, 6191 Chemillé apt. 6, Anjou	

Le lot 434-417 et une partie du lot 434-418 mesurant cette dite partie 0.4 pieds de largeur en avant, et 1.2 pieds en arrière sur une longueur de 80 pieds, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord par le résidu dudit lot 434-418, au sud par le lot 439-417, à l'ouest par une partie du lot 434-389 et à l'est par la rue Bodinier.

Lot 434-417 and a part of lot 434-418 measuring this said part 0.4 foot width in the front, in a rear 1.2 feet, by 80 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by the residue of said lot 434-418, on the south by lot 439-417, on the west by a part of lot 434-389 and on the east by Bodinier street.

054–0168 Guy Brulé, 5726 Boul. Pie IX, Montréal

Une partie du lot 434-418 mesurant 40.6 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 434-407, au sud par le résidu dudit lot 434-418, à l'est par la rue Bodinier, et à l'ouest par une partie des lots 434-389 et 434-390.

A part of lot 434-418 measuring 40.6 feet in width by 80 feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by lot 434-407, on the south by the residue of said lot 434-418, on the east by Bodinier street and on the west by parts of lots 434-389 and 434-390.

230–0228 Roger Gamache, 7660 des Vendéens, Anjou

Un emplacement composé du lot 435-151-2 et des parties de lot 435-151-1 et 435-152-1 mesurant 80.06 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur et contenant une superficie de 6,460 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue des Vendéens, au sud par des parties des lots 435-120 et 435-121, à l'ouest par une autre partie dudit lot 435-152-1 et à l'est par le lot 435-150-2.

A site composed of lot 435-151-2 and by parts of lots 435-151-1 and 435-152-1 measuring 80.06 feet in width by 80 feet in depth having an area of 6,460 square feet, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by Des Vendéens street, on the south by parts of lots 435-120 and 435-121, on the west by an other part of said lot 435-152-1 and on the east by lot 435-150-2.

325–0180 Maria Marandosa et/and Asunta et/and Antoinette Seminaro, 2009 de Bullion, Montréal.

Le lot 436-32 à distraire toutefois la partie expropriée servant de rue.

Lot 436-32 to withdraw however the expropriated part used as a street.

325–0196 Maria Marandosa, a/s Roger Dufresne, 8252 Chatillon, Anjou

Le lot 436-33 à distraire toutefois la partie expropriée servant de rue.

Lot 436-33 to withdraw however the expropriated part used as a street.

437–0057	Earl Merchant, 6422 Val d'Anjou, Anjou	437–68
437–0061	André Fareau, 6396 Val d'Anjou, Anjou	437–72
437–0066	Raymond Poirier, 6362 Val d'Anjou, Anjou	437–77
605–0007	Marie Rose Dejean, 732 rue Snediker, Ville de Brooklin, New York, USA	437–84
203–0132	Lajeunesse Construction Ltée, 7190 Radisson, Anjou	437–288
118–0168	Laurent Trottier, 189 Lakeshore, Pointe-Claire	437–325
605–0130	Claude St-Jean, 6374 des Roseraies, Anjou	438–24
204–0015	Pierre Charpentier, 6021 de l'Authion, Anjou	438–45
040–0164	Jacke et/and Hyman Beraznik, 3455 Côte des Neiges, suite 114, Montréal	439–196
288–0240	Yvan Nadon Construction Ltée, 1885 Pl. Étienne Brulé, Montréal	440–1258–21
288–0260	Mme Albert Pinet, née/born Marie J. Mireault, 6133 Galeries d'Anjou, Anjou	440–1258–26 440–1259–5
288–0108	Mme Jean Lafond, née/born Beatrice Lapointe, 6054 Galeries d'Anjou, Anjou	440–1260–3 440–1261–3
224–0082	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal	440–1277–1

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
177-0156	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal	440-1327 442-40
233-0004	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-5
233-0005	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-6
233-0006	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-7
233-0007	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-8
233-0008	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-9
233-0009	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-10
233-0010	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-11
233-0011	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-12
233-0012	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-13
233-0013	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-14
233-0014	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-15
233-0015	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-16
233-0016	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-17
233-0017	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-18
233-0018	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-19
233-0019	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-20
233-0020	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-21
233-0021	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-22
233-0022	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-23
233-0023	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-24
233-0024	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-25
233-0025	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-26
233-0026	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-38
233-0027	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-39
233-0028	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-40
233-0029	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-41
233-0030	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-42
233-0031	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-43
233-0032	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-44
233-0033	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-45
233-0034	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-46
233-0035	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-47
233-0036	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-48
233-0037	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-49
233-0038	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-50
233-0039	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-51
233-0040	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-52
233-0041	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-53
233-0042	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-54
233-0043	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-55
224-0009	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-74
224-0010	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-75
224-0011	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-76
224-0012	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-77
224-0013	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-78
224-0024	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-79
224-0025	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montreal 128	441-80
224-0026	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-81
234-0002	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-86
234-0003	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-87
234-0004	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-88
234-0005	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-89
234-0006	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-90
234-0007	The Royal Trust Co., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montreal 128	441-91
234-0008	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-92
234-0009	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-93
234-0010	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-94
234-0011	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-95
234-0012	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-96
234-0013	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-97
224-0029	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-98
224-0030	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-99
224-0031	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-100
224-0032	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-101
224-0033	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-102
224-0034	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-103
224-0035	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-104
224-0036	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-105
224-0037	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-106
224-0038	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-107

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
224–0039	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.	441–108
224–0040	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.	441–109
224–0041	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–110
224–0042	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–111
224–0043	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–112
224–0044	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–113
224–0045	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–114
224–0046	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–115
224–0047	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–116
224–0048	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–117
224–0049	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–118
224–0050	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–119
224–0051	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–120
224–0052	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–121
224–0124	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–122
441–0003	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–130
441–0004	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–131
441–0005	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–132
441–0006	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441–133
445–0013	Grosvenor Estates Corp. a/s M. Rand, 1989 Jean Talon est, Montréal.....	

Une partie du lot originaire 445 contenant une superficie de 58,729 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au sud par le boul. Métropolitain, au nord et à l'ouest par d'autres parties dudit lot 445, et à l'est par des parties des lots originaires 455 et 456.

A part of original lot 445 having an area of 58,729 square feet, English measure and more or less and bounded as follows to wit: on the south by Metropolitan Blvd., on the north and west by other parts of original lot 445, and on the east by parts of originals lots 455 and 456.

445–0036 Quercy Construction Corp., et/and Immeubles Reno Inc., Immeubles Versailles Inc., Development Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou.

Une partie du lot originaire 445 contenant une superficie de 54,137 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: à l'ouest et au sud-ouest par le Chemin de la Savane, au nord et à l'est par d'autres parties dudit lot originaire 445.

A part of original lot 445 having an area of 54,137 square feet, English measure and more or less and bounded as follows to wit: on the west and southwest by Chemin de la Savane, on the north and east by other parts of said original lot 445.

102–0044	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445–20
102–0048	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445–21
102–0052	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445–22
102–0056	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445–23
102–0060	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445–24
033–0244	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445–39
448–0060	Jacques Auger, 9476, 64e ave, Riv. des Prairies, Mtl.....	

Un emplacement composé du lot 448-359 et une partie du lot 448-360, et également une partie du lot originaire 448, contenant une superficie de 8,773 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit savoir: au nord par une partie du lot originaire 448, appartenant au C.N.R. à l'ouest par la ligne limitrophe des Villes de Montréal-Nord et d'Anjou, au sud par le boul. Henri-Bourassa, à l'est par le résidu dudit lot 448-360.

A site composed of lot 448-359 and a part of lot 448-360 and a part of original lot 448 having an area of 8,773 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 448 belonging to the C.N.R. company, on the west by the borderland line of the Cities of Montreal-North and Anjou, on the south by Henri Bourassa Blvd., and on the east by the residue of said lot 448-360.

448–0080 Baruch Dienstag et/and Mechel Beck, Morris Feinstein, Henry Steckler, 10829, 67e ave, Forest Hill, NY, USA.

Une partie du lot originaire 448, de forme triangulaire, contenant une superficie de 558,537 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot originaire 448, à l'ouest par la ligne limitative des terres 447 et 448, et à l'est par des parties des lots originaires 449 et 450.

A part of original lot 448 of triangular shape, having an area of 558,537 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 448, on the west by the limitative line of lots of lands 447 and 448, and on the east by parts of originals lots 449 and 450.

448–0048	Nicola Mossa, 11,774 Matte, Montréal-Nord.....	448–363 448–364

452–0016 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Grekin Carl, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abrams Abraham, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 452 contenant une superficie de 357,638 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au sud par une partie du lot originaire 445, au nord par une partie du lot originaire 452, à l'ouest par la ligne limitative des terres 451 et 452, et à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A part of original lot 452 having an area of 357,638 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by a part of original lot 445, on the north by an other part of original lot 452, on the west by the limitative line of lots of lands 451 and 452, and on the east by the limitative line of lots lands 452 and 453.

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

452-0020 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé d'une partie du lot originaire 452, contenant une superficie de 20,970 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le boul. Henri-Bourassa, au sud par une autre partie dudit lot 452, à l'ouest par la ligne limitative des terres 451 et 452, et à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A site composed of part of original lot 452, having an area of 20,970 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Henri Bourassa Blvd., on the south by a part of said lot 452, on the west by the limitative line of lots of lands 451 and 452, and on the east by the limitative line of lots of lands 452 and 453.

452-0024 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé d'une partie du lot originaire 452 contenant une superficie de 54,116 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties du lot originaire 452, à l'ouest par la ligne limitative des terres 451 et 452, à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A site composed of part of original lot 452, having an area of 54,116 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lots 452, on the west by the limitative line of lots of lands 451 and 452, and on the east by the limitative line of lots of lands 452 and 453.

452-0028 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 452, contenant une superficie de 9,275 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties du lot originaire 452, à l'ouest par la ligne limitrophe des villes de Montréal et d'Anjou, et à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A part of original lot 452 having an area of 9.275 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lot 452, on the west by the borderland of the Cities of Montreal and Anjou, and on the east by the limitative line of lots of lands 452 and 453.

453-0020 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 453, contenant une superficie de 605,054 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par d'autres parties du lot originaire 453, au sud par des parties des lots originaires 445, et 454, à l'ouest par la ligne limitative des terres 452 et 453, à l'est par une partie du lot 473-3, et par des parties de lots originaires 472, 471, 468, 467, 466, 463, 462, 461, 460 et 454.

A part of original lot 453 having an area of 605,054 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 453, on the south by parts of original lots 445 and 454, on the west by the limitative line of lots of lands 452 and 453, and on the east by a part of lot 473-3, and parts of original lots 472, 471, 468, 467, 466, 463, 462, 461, 460 and 454.

453-0024 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé des parties de lots originaires 453 contenant une superficie de 28,532 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 452 et 453, et à l'est par le lot 473-1.

A site composed of parts of original lots 453, having an area of 28,532 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of said original lot 453, on the west by the limitative line of lots of lands 452 and 453, and on the east by lot 473-1.

453-0028 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé des parties de lot originaire 453, contenant une superficie de 96,390 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 453, à l'ouest par la ligne séparative des terres 452 et 453, à l'est par la ligne limitrophe des villes de Montréal et d'Anjou.

A site composed of parts of original lot 453, having an area of 96,390 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lot 453, on the west by the separative line of lots of lands 452 and 453, on the east by the borderland of the Cities of Montreal and Anjou.

453-0032 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 453, de forme irrégulière, contenant une superficie de 24,997 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 453, à l'ouest par la ligne séparative des terres 452 et 453, et à l'est par la ligne limitrophe des villes de Montréal et d'Anjou.

A part of original lot 453 of irregular shape, having an area of 24,997 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lot 453, on the west by the separative line of lots of lands 452 and 453, and on the east by the borderland of the Cities of Montreal and Anjou.

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

455-0001 Stanley Borddicki, a/s Crosstown Realty, 1245 Sherbrooke west, Montréal.....

Une partie du lot originaire 455 contenant une superficie de 49,035 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 455, au sud par des parties du lot originaire 456, à l'ouest par la ligne séparative des terres 445 et 455, et à l'est par des parties de lot originaire 459 et 457.

A part of original lot 455 having an area of 49,035 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 455, on the south by parts of original lot 456, on the west by the separative line of lots of lands 445 and 455, and on the east by parts of original lots 459 and 457.

275-0256 L & A Construction Inc., 8157 Viau, Montréal..... 455-31
300-0994 Quercy Construction Corp., 7711 Curé Clermont, Anjou.....

Une partie du lot originaire 456 contenant une superficie de 8,997 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 455, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la ligne séparative des terres 445 et 456, et à l'est par une autre partie dudit lot originaire 456.

A part of original lot 456 having an area of 8,997 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 455, on the south by Metropolitan blvd., on the west by the separative line of lots of lands 445 and 456, and on the east by another part of original lot 456.

129-0160 Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....

Un emplacement composé des parties de lot 459-14 et 461-9 mesurant 21 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 459-15 et 461-10, au sud par les résidus desdits lots 459-14 et 461-9, à l'ouest par une partie du lot 459-25, et à l'est par la rue Montesquieu. (mesure anglaise).

A site composed of parts of lot 459-14 and 461-9 measuring 21 feet in width by 80 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 459-15 and 461-10, on the south by the residue of said lots 459-14 and 461-9, on the west by part of lot 459-25 and on the east by Montesquieu street.

129-0164	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-15 461-10
129-0168	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-16 461-11
129-0172	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-17 461-12
129-0176	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-18 461-13
129-0180	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-19 461-14
129-0184	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-20 461-15
102-0104	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-24
102-0108	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-25
102-0112	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-26
102-0116	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-27
102-0120	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-28
102-0124	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-29
129-0252	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-39 461-23
048-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-41
048-0044	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	

Les lots 459-42, 459-43 et 461-24 à distraire toutefois du lot 459-42 la partie servant de rue.

Lots 459-42, 459-43 and 461-24 to withdraw however of lot 459-42 the part used as a street.

033-0204 Mieczyslaw Staniszewski et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal. 459-47 461-28
460-0001 Mme Gabrielle Defoy Deschamps et/and Pierre, Yolande, Jacques Deschamps, 7020 Guy, Anjou.

Un emplacement composé d'une partie du lot originaire 460, contenant une superficie de 308,986 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Lamarche, au sud par la rue Grandet, à l'ouest par une autre partie du lot originaire 460, et à l'est par la ligne séparative des terres 460 et 461.

A site composed of part of original lot 460, having an area of 308,986 square feet, English mesure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Lamarche street, on the south by Grandet street, on the west by an other part of original lot 460, and on the east by the separative line of lots of lands 460 and 461.

033-0212 Mieczyslaw Staniszewski et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal. 461-26 462-56
033-0208 Mieczyslaw Staniszewski et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal. 461-27
129-0008 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Un emplacement composé des parties de lots 462-8 et 463-32 mesurant 29 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 462-9 et 463-33, au sud par le lot 462-53 et

A site composed of parts of lots 462-8 and 463-32 measuring 29 feet in width by 80 feet in depth English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 462-9 and 463-33, on the south by lot 462-53 and a part of lot

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable

une partie du lot 463-99, à l'ouest par la rue Montesquieu, et à l'est par une partie du lot 463-101.

463-99, on the west by Montesquieu street and on the east by a part of lot 463-101.

129-0012	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-9 463-33
129-0016	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-10 463-34
129-0020	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-11 463-35
129-0024	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-12 463-36
129-0028	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-13 463-37
129-0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-14 463-38
129-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-15 463-39
129-0040	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-16 463-40
129-0044	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-17 463-41
129-0048	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-18 463-42
129-0052	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-19 463-43
129-0056	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-20 463-44
129-0060	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-21 463-45
129-0064	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-22 463-46
129-0068	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-23 463-47
129-0072	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-24 463-48
129-0076	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-25 463-49
129-0080	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-26 463-50
129-0084	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-27 463-51
129-0088	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-28 463-52
129-0092	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-29 463-53
033-0216	Staniszewski Mieczyskaw et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal.	462-55
467-0004	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	

Une partie du lot originaire 467, de figure irrégulière, contenant une superficie de 242,907 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par une rue, à l'ouest par la ligne séparative des terres 466 et 467, et à l'est par la ligne séparative des terres 467 et 468.

A part of original lot 467 of irregular shape, having an area of 242,907 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit; on the north by a part of original lot 453, on the south by a street, on the west by the separative line of lots of lands 466 and 467, and on the east by the separative line of lots of lands 467 and 468.

468-0004 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 468, de figure irrégulière, contenant une superficie de 346,231 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par une rue, à l'ouest par la ligne séparative des terres 467 et 468, et à l'est par la ligne séparative des terres 468 et 471.

A part of original lot 468 of irregular shape, having an area of 346,231 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 453, on the south by a street, on the west by the separative line of lots of land 467 and 468, and on the east by the separative line of lots of lands 468 and 471.

176-0028 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Un emplacement composé des parties de lots originaires 471 et 472, contenant une superficie de 134,463 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par une rue, au sud par les lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 et 472-7, à l'ouest par la rue d'Allonnes (471-74) et à l'est par la ligne séparative des terres 472 et 473.

A site composed of parts of original lots 471 and 472, having an area of 134,463 square feet, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by a street, on the south by lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 and 472-7, on the west by d'Allonnes street (471-74) and on the east by the separative line of lots of lands 472 and 473.

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

471–0039 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 471, contenant une superficie de 407,269 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: on nord par une partie du lot originaire 453, au sud par la rue de l'Alsace, à l'ouest par la ligne séparative des terres 468 et 471, et à l'est par la ligne séparative des terres 471 et 472.

A part of original lot 471 having an area of 407,269 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 453, on the south by d'Alsace street, on the west by the separative line of lots of lands 468 and 471, and on the east by the separative line of lots of lands 471 and 472.

471–0040 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 471 contenant une superficie de 31,319 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 471-69, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la rue Champchevrier, et à l'est par une partie du lot 473-4.

A part of original lot 471 having an area of 31, 319 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 471-69, on the south by Metropolitan blvd., on the west by Champchevrier street, and on the east by a part of lot 473-4.

471–0018 Gérard Gauthier, 8581 d'Allonnes, Anjou..... 471–46

472–0008 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 472 contenant une superficie de 433,404 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par la rue de l'Alsace, à l'ouest par la ligne séparative des terres 471 et 472, et à l'est par la ligne séparative des terres 472 et 473.

A part of original lot 472 having an area of 433,404 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 453, on the south by l'Alsace street, on the west by the separative line of lots of lands 471 and 472, and on the east by the separative line of lots of land 472 and 473.

472–0005 Giovani et/and Domenico Moscato, Antonio Bentevegna, Mario Iracani, 6971 Champvrier, Anjou.

Les lots 472-7, 472-6 et une partie du lot 472-5, mesurant cette dite partie 15.9 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 472, au sud par la rue Fontevrault, à l'ouest par le résidu dudit lot 472-5 et à l'est par le lot 472-6.

Lots 472-7, 472-6 and a part of lot 472-5 measuring this said part 15.9 feet in width, by 90 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 472, on the south by Fontevrault street, on the west by the residue of said lot 472-5 and on the east by lot 472-6.

300–1124 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 473, de forme irrégulière, contenant une superficie de 74,530 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par les lots 473-12, 473-13, 473-14, 473-15, 473-16, 473-17-1, 473-17-2, au sud par le boul. Métropolitain et par une partie du lot originaire 473, à l'ouest par une autre partie du lot originaire 473 et à l'est par des parties des lots originaires 475, 474 et 473.

A part of original lot 473 of irregular shape, having an area of 74,530 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 473-12, 473-13, 473-14, 473-15, 473-16, 473-17-1 and 473-17-2, on the south by Metropolitan blvd. and a part of original lot 473, on the west by an other part of original lot 473 and on the east by parts of original lots 475, 474 and 473.

473–0004 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 473 contenant une superficie de 517,192 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 473-3, au sud et à l'ouest par d'autres parties dudit lot originaire 473, et à l'est par la ligne séparative des terres 473 et 475.

A part of original lot 473 having an area of 517,192 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 473-3, on the south and west by other parts of original lot 473, and on the east by the separative line of lots of lands 473 and 475.

185–0108 Albert Charlebois, 7343 de Belfroy, Anjou.....

Le lot 473-189 et une partie du lot 473-4, contenant cettedite partie 451 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par des parties du lot 473-4, à l'est et au sud-est par le lot 473-189.

Lot 473-189 and a part of lot 473-4, having this said part 451 square feet English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by parts of lot 473-4, on the east and southeast by lot 473-189.

090–0020 Paul André Mathieu, 7380 Champchevrier, Anjou..... 473–27

090–0060 Mme Jeannine Vallée Boivin, 7293 Champchevrier, Anjou..... 473–37

575–0036 Mme Neerhea Lemaire Feller, 6343 Marquette #5, Montréal..... 473–76

473–0084 Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval. 473–125

473–0088 Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval. 473–126

473–0092 Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval. 473–127

473–0096 Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval. 473–128

473–0100 Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval. 473–129

473–0104 Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval. 473–130

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
473-0108	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-131
473-0112	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-132
473-0116	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-133
473-0120	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-134
473-0124	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-135
473-0128	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-136
473-0132	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-137
473-0136	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-138
473-0140	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-139
473-0144	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-140
473-0148	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-141
473-0152	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-142
473-0156	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-143
473-0160	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-144
473-0145	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-145
473-0168	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-146
186-0008	Mme Marguerite Cadorette Dumas, 9051 de Bretagne, Anjou	473-171 475-230
300-1152	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	

Un emplacement de forme irrégulière composé des parties de lots originaires 474 et 475, contenant une superficie de 60,652 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 475-15, 475-14, 475-13, 475-12, 475-10, au sud par le boul. Métropolitain et par d'autres parties desdits lots originaires 475 et 474, à l'ouest par des parties des lots originaires 475 et 473, et à l'est par la rue Haut d'Anjou.

A site, of irregular shape composed of parts of lots 474 and 475, having an area of 60,652 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 475-15, 475-14, 475-13, 475-12 and 475-10, on the south by Metropolitan blvd. and by other parts of original lots 475 and 474, on the west by parts of original lots 475 and 473, and on the east by Haut d'Anjou street.

475-0008 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 475 de figure irrégulière, contenant une superficie de 692,677 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 475-3 et par d'autres parties du lot originaire 475, au sud par une autre partie du lot originaire 475, à l'ouest par la ligne séparative des terres 473 et 475 et par une partie du lot 475-3, à l'est par la ligne séparative des terres 475 et 477, et une autre partie du lot originaire 475.

A part of original lot 475 of irregular shape, having an area of 692,677 square feet, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by lot 475-3, and by other parts of original lot 475, on the south by an other part of original lot 475, on the west by the separative line of lots of lands 473 and 475, and by a part of lot 475-3, on the east by the separative line of lots of lands 475 and 477 and an other part of original lot 475.

210-0012	Albert Charlebois, 7343 de Bellefroy, Anjou	475-20
210-0016	Albert Charlebois, 7343 de Belfroy, Anjou	475-21
090-0112	Pierre Lebeau, 7431 Champchevrier, Anjou	475-29
475-0140	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-112
475-0144	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-113
475-0148	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-114
475-0152	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-115
577-0040	Mme Jacqueline Latour Voyer, 7383 Pl. Vernantes, Anjou	475-184
577-0088	Mme Huguette Nadeau Rozon, 1867 Pl. Beauchesne, Montréal	475-199
211-0004	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-203
211-0008	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-204
211-0012	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-205
211-0016	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-206
211-0034	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-210
211-0038	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-211
211-0040	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-212
211-0044	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-213
211-0048	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-214
211-0056	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-217
211-0060	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-218
211-0072	Mme Maria Revizant Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-221
211-0076	Petro Klymchuk, 3195 Lacordaire, Montréal	475-222
211-0080	Sylvia Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-223
211-0088	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St- Léonard	475-225
211-0092	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-226
475-0384	Joe Mestroni, 6280 rue Noyelles app. 3, St-Léonard 458	475-246
210-0060	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317 Montréal	

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 13,309 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée

A part of original lot 477 having an area of 13,309 square feet, English measure and more or less and bounded as follows,

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

comme suit, savoir: au nord par le lot 477-120, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la rue Haut-d'Anjou, et à l'est par une autre partie du lot originaire 477.

to wit: on the north by lot 477-120, on the south by Metropolitan blvd., on the west by Haut d'Anjou street, and on the east by an other part of original lot 477.

477-0092 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317 Montréal.....

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 217,423 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord, au sud et à l'est par d'autres parties dudit lot originaire 477, et à l'ouest par la ligne séparative des terres 475 et 477. La borne sud de la partie mise en vente est située à une distance de 1,929 pieds de la ligne arrière du lot 477-78.

A part of original lot 477 having an area of 217,423 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north, south and east by other parts of original lot 477, and on the west by the separative line of lots of lands 475 and 477. The southern border of this piece of land is located from 1,929 feet of the rear of the lot 477-78.

477-0264	Mme Concetta Piccolo DiPierro, 9063, de Louresse, Anjou.....	477-73
210-0116	Norbert Aubin, et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-88
210-0120	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-89
210-0124	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-90
210-0128	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-92
210-0136	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-94
210-0137	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-95
210-0140	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-96
210-0144	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-97
210-0148	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-98
210-0152	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477-99
237-0008	Euzebio Charrua, 4100 St-Hubert, Montréal.....	477-116
237-0020	Mme Vve Emil Freidman, née/born Rose Baum, 3951 Ave Kent, Montréal.....	477-119
237-0024	Mme Vve Emil Freidman, née/born Rose Baum, 3951 Ave Kent, Montréal.....	477-120
275-0240	Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103 Montréal.....	

Une partie du lot originaire 483, contenant une superficie de 7,778 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par la rue Jarry, au sud par le lot 483-12, à l'ouest par une autre partie dudit lot 483, à l'est par le lot 484-29.

A part of original lot 483, having an area of 7,778 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Jarry street, on the south by lot 483-12, on the west by an other part of said lot 483, and on the east by lot 484-29.

483-0001 Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103 Montréal.....

Une partie du lot originaire 483, de forme irrégulière contenant une superficie de 247,742 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 483-12, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la ligne séparative des terres 483 et 482, à l'est par les lots 484-32 et 484-26, à distraire toutefois de ces tenants et aboutissants une partie du lot originaire 483, mesurant 100.1 pieds le long du boul. Métropolitain, 110 pieds sur le côté est, 100 pieds au nord, 108.1 pieds à l'ouest; cettedite partie à distraire est située à 143.7 pieds de la ligne ouest du lot 484-26.

A part of original lot 483 of irregular shape, having an area of 247,742 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 483-12, on the south by Metropolitan blvd., on the west by the separative line of lots of lands 483 and 482, on the east by the lots 484-32 and 484-26, to withdraw however of these boundaries and abuttals a part of original lot 483, measuring 100.1 feet along Metropolitan blvd., 110 feet on the east side, 100 feet on the north, 108.1 feet on the west; this said part to withdraw is located at 143.7 feet of the west-line of lot 484-26.

483-0008 Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103 Montréal.....

Une partie du lot originaire 483 contenant une superficie de 823,539 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot originaire 483, au sud par les lots 483-6 et 483-9, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, à l'est par une partie du lot 484-4.

A part of original lot 483 having an area of 823,539 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 483, on the south by lots 483-6 and 483-9, on the west by the separative line of lots of lands 483 and 482, on the east by a part of lot 484-4.

483-0013	Claude L. Mercure Syndic, 800 Place Victoria, Montréal.....	483-2
484-0001	Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal.....	

Un emplacement composé des parties des lots originaires 484 et 485, contenant une superficie de 82,080 pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Larrey, (484-21) et (485-40), au sud par les lots 484-33 et 485-48, à l'ouest par une partie du lot 484-4, et à l'est par la rue Secant.

A site composed of parts of lots 484 and 485, having an area of 82,080 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Larrey street, (484-21) and (485-40) on the south by lot 484-33 and 485-48, on the west by a part of lot 484-4, and on the east by Secant street.

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

485–0034 Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal.....

Un emplacement compqsé des parties de lots originaires 485 et 486, contenant une superficie de 132,300 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Pl. Thomas R. McLagan, à l'ouest par la rue Sécant, à l'est par le boul. Parkway, au sud par le lot 486-31, et par d'autres parties desdits lots originaires 485 et 486.

A site composed of parts of original lots 485 and 486, having an area of 132,300 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Place Thomas R. McLagan, on the west by Secant street, on the east by Parkway blvd., and on the south by lot 486-31 and by other parts of original lots 485 and 486.

486–0001 Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal.....

Un emplacement composé des parties de lots originaires 485 et 486, de forme irrégulière contenant une superficie de 212,381 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Alfred, et par le lot 486-46, à l'ouest par le rue de l'Industrie, au sud par le Boul. Métropolitain et par une partie du lot originaire 486, et par le lot 486-42, à l'est par le boul. Parkway, par le lot 486-46 et par une partie du lot originaire 486.

A site composed of parts of original lots 485 and 486, of irregular shape having an area of 212,381 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Alfred street, and by lot 486-46, on the west by Industrie street, on the south by Metropolitan blvd., by a part of original lot 486, and by lot 486-42, on the east by Parkway blvd. by lot 486-46 and by a part of original lot 486.

484–0005 Ariel Realties Inc., 8680, 10th Ave, Ville St-Michel.....

Une partie du lot originaire 484, contenant une superficie de 36,185 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'est par une autre partie dudit lot originaire 484, à l'ouest par la rue Edison, et au sud par le boul. Métropolitain.

A part of original lot 484, having an area of 36,185 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and east by an other part of original lot 484, on the west by Edison street, and on the south by Metropolitan blvd.

484–0008 Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal.....

Un emplacement composé des parties de lots originaires 484 et 485, contenant une superficie de 170,592 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 484-35 et 485-51, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par une partie du lot 484-47 et une partie du lot originaire 484, à l'est par la rue de l'Industrie.

A site composed of parts of original lots 484 and 485 having an area of 170,592 square feet, English measure an more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 484-35 and 485-51, on the south by Metropolitan blvd., on the west by a part of lot 484-47 and a part of original lot 484, and on the east by Industrie street,

355–0100	T. F. L. Realty Co., 11,000 Boul. Parkway, Anjou.....	485-30, 486-30
355–0140	Gordon G. et/and Norman Sestock, 10,329 Boul. St-Michel, Montréal-Nord.....	487–10
488–0024	Marissa Industrial Sites, a/s Concordia Realties, M. Arnold Isseman, Place Bonaventure, Montréal.	488–6
610–0017	Gordon G et/and Norman Sestock, 10,329 Boul. St-Michel, Montréal-Nord.....	488–13
390–0036	John B. Brazil in Trust, a/s Bellaire Chesterfield, 400 Port Royal West, Montréal.....	489-9-2, 489-10
390–0306	Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....	

Une partie du lot originaire 490, de forme irrégulière, contenant une superficie de 108,397 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une rue 490-46, au sud par le boul. Métropolitain, et par une partie du lot 490-2, à l'ouest par le boul. Ray Lawson, et à l'est par la ligne séparative des terres 490 et 491, et par une partie du lot 490-2.

A part of original lot 490 of irregular shape, having an area of 108,397 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a street 490-46, on the south by Metropolitan blvd., and by a part of lot 490-2, on the west by Ray Lawson blvd., on the east by the separative line of lots of lands 490 and 491, and by a part of lot 490-2.

390–0310 Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....

Une partie du lot originaire 490, contenant une superficie de 100,045 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une rue 490-44, au sud par une rue 490-46, à l'ouest par le boul. Ray Lawson, et à l'est par la ligne séparative des terres 490 et 491.

A part of original lot 490, having an area of 100,045 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a street 490-44, on the south by a street 490-46, on the west by Ray Lawson blvd. and on the east by the separative line of lots of lands 490 and 491.

490–0008 Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....

Un emplacement composé des parties de lot originaire 490, contenant une superficie de 18,714 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le boul. Henri Bourassa, au sud par une autre partie dudit lot originaire 490, à l'est par la ligne séparative des terres 490 et 491, et à l'ouest par des parties des lots originaires 489 et 490.

A site composed of parts of original lot 490, having an area of 18,714 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Henri Bourassa blvd., on the south by an other part of said original lot 490, and on the east by the separative line of lots of lands 490 and 491, and on the west by other parts of original lots 489 and 490.

150–0049	Giovanni Mustillo et/and Domenico Morrone, Domenico Ferrara, 8700 Crescent 5, Anjou.	490–27–1–1
390–0222	Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....	490–43
390–0294	Nashton Investment Ltd., P.O. Box 581, Montréal 248.....	490–45
491–0004	Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....	

Un emplacement composé des parties de lot originaire 491, contenant une superficie de 11,855 pieds carrés, mesure angliase

A site composed of parts of original lot 491, having an area of 11,855 square feet, English measure and more or less

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le boul. Henri Bourassa, au sud par une partie du lot originaire 491, à l'ouest par des parties de lot originaire 490, à l'est par les lots 491-44 et 491-43.

and bounded as follows, to wit: on the north by Henri Bourassa blvd., on the south by a part of original lot 491, on the west by parts of original lot 490, and on the east by lots 491-44 and 491-43.

491–0040 Anjou Industrial Park Ltd., 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....

Une partie du lot originaire 491 de forme irrégulière, contenant une superficie de 245,688 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 491-39, au sud par le boul. Métropolitain et par une partie du lot 491-1, à l'ouest par les lots 491-40, 491-45 (rue) une partie du lot 491-1 et par une partie du lot originaire 490, à l'est par la ligne séparative des terres 491 et 492.

A part of original lot 491 of irregular shape, having an area of 245,688 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 491-39, on the south by Metropolitan blvd. and by a part of lot 491-1, on the west by lots 491-40, 491-45 (street) by a part of lot 491-1 and by a part of original lot 490, and on the east by the separative line of lots of lands 491 and 492.

491–0044 Anjou Industrial Park Ltd., 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....

Une partie du lot originaire 491, contenant une superficie de 37,772 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 491-41 (rue) au sud et à l'est par le lot 491-45 (rue) et à l'ouest par la ligne séparative des terres 490 et 491.

A part of original lot 491 having an area of 37,772 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 491-41 (street) on the south and east by lot 491-45 (street) and on the west by the separative line of lots of lands 490 and 491.

491–0032	Anjou Industrial Park Ltd., 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....	491–40
414–0116	Sharand Construction Ltée, a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal.....	414–261
295–0782	La Compagnie Royal Trust, 630 ouest Dorchester, Montréal.....	419–401
186–0016	M. et/and Mme René Desrochers, 9071 de Bretagne, Ville d'Anjou.....	473-173, 475-232

En foi de quoi, j'ai signé ce présent document, ce 17e jour de mai 1972.

Le greffier,

46092-22-2-o LÉONCE MALTAIS, O.M.A.

In testimony whereof, I have signed this present document, this 17th day of May, 1972.

LÉONCE MALTAIS, O.M.A.,

46092-22-2-o *City-Clerk.*

Nominations

Présidents d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose name follows:

District électoral / Electoral district	Nom, prénoms / Name, christian names	Profession ou occupation / Profession or calling	Domicile
Berthier.....	Gervais, Bertrand (1).....	Notaire — Notary.....	Saint-Barthélémy.
Napierville-Laprairie.....	Gauvin, Marc (2).....	Agent d'affaires — General Agent.	Brossard.

(1) En remplacement de monsieur Roland Laferrière — In place of Mr. Roland Laferrière.
(2) En remplacement de monsieur Roland Page — In place of Mr. Roland Page.

Québec, le 5 juin 1972.

Le président général des élections,

46319-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Québec, June 5, 1972.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

46319-o *Chief Returning-Officer.*

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 19 avril 1972.

M. Lucien Thibault, ingénieur civil, domicilié au 89, rue Tremoy, Noranda: coroner pour le district judiciaire de Rouyn-Noranda, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 31 mai 1972.

JEAN ALARIE,
46281-o *Sous-procureur général adjoint,*

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, April 19, 1972.

Mr. Lucien Thibault, civil engineer, domiciled at 89 Tremoy Street, Noranda: Coroner for the Judicial District of Rouyn-Noranda, effective the date of his oath of office.

Québec, May 31, 1972.

JEAN ALARIE,
46281 *Assistant Deputy Attorney General.*

Soumissions — Demandes de

Paroisse de St-Charles

Avis de correction

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de $82,500 d'obligations de la paroisse de Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe, qui a paru dans la *Gazette officielle du Québec* du 3 juin 1972, à la page 4489, dans le tableau d'amortissement, l'échéance de capital au montant de $77,500 à 8% l'an aurait dû se lire: « *1er juillet 1982* » au lieu de « 1er juillet 1983 ».

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

St-Charles, ce 6 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
Me EUGÈNE HANDFIELD, *notaire.*
133, rue Messier, Mont-Saint-Hilaire,
(Rouville), P.Q.
Téléphone: 467-5335, code 514. 46218-o

La Commission des écoles catholiques de Mont-Royal

Comté d'Outremont

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jaque Masson, secrétaire-trésorier, Secrétariat général, 1560, boul. Laird, Ville de Mont-Royal, comté d'Outremont, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 28 juin 1972, pour l'achat de $360,000 d'obligations pour la commission des écoles catholiques de Mont-Royal, comté d'Outremont, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tenders — Requests for

Parish of St-Charles

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of $82,500 of bonds of the parish of Saint-Charles, county of Saint-Hyacinthe, published in the *Québec Official Gazette* of June, 3 1972, on page 4489, in the table of redemption, the maturity of principal in the amount of $77,500 at 8% per annum should be read: "*July 1st, 1982*" instead of: "July 1st, 1983".

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

St-Charles, June 6, 1972.

The Secretary-Treasurer,
Me EUGÈNE HANDFIELD, *Notary.*
133, Messier Street, Mont St-Hilaire,
(Rouville), P.Q.
Telephone: 467-5335, code 514. 46218-o

The Catholic School Board of Mount Royal

County of Outremont

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jaque Masson, Secretary-Treasurer, in the General Secretariat, 1560 Laird Boulevard, Town of Mount Royal, County of Outremont, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, June 28, 1972, for the purchase of a bond issue of $360,000 for the Catholic School Board of Mount Royal, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Tableau d'amortissement — $360,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$ 8,000
15 juillet 1974	8,000
15 juillet 1975	9,000
15 juillet 1976	10,000
15 juillet 1977	11,000
15 juillet 1978	12,000
15 juillet 1979	12,000
15 juillet 1980	14,000
15 juillet 1981	15,000
15 juillet 1982	16,000
15 juillet 1983	17,000
15 juillet 1984	18,000
15 juillet 1985	20,000
15 juillet 1986	21,000
15 juillet 1987	23,000
15 juillet 1988	25,000
15 juillet 1989	27,000
15 juillet 1990	29,000
15 juillet 1991	31,000
15 juillet 1992	34,000

La commission des écoles catholiques de Mont-Royal, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $34,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont-Royal.

Redemption table — $360,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$ 8,000
July 15, 1974	8,000
July 15, 1975	9,000
July 15, 1976	10,000
July 15, 1977	11,000
July 15, 1978	12,000
July 15, 1979	12,000
July 15, 1980	14,000
July 15, 1981	15,000
July 15, 1982	16,000
July 15, 1983	17,000
July 15, 1984	18,000
July 15, 1985	20,000
July 15, 1986	21,000
July 15, 1987	23,000
July 15, 1988	25,000
July 15, 1989	27,000
July 15, 1990	29,000
July 15, 1991	31,000
July 15, 1992	34,000

The Catholic School Board of Mount Royal, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will ask the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sum sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds will not be for an amount less than $34,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and staring with the last years of redemption, excluding the maturity of July 15, 1992.

However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Mount Royal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $34,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission des écoles catholiques de Mont-Royal s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 10 décembre 1970 tel que modifiée — $360,000 — agrandissement de l'école Pierre Laporte.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue,mercredi, le 28 juin 1972, à 8 heures du soir, Secrétariat général, 1560, boulevard Laird, Ville de Mont-Royal, comté d'Outremont, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni laplus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Royal (Comté d'Outremont), ce 31 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JAQUE MASSON.

Secrétariat général, 1560, boul. Laird,
Ville de Mont-Royal, (Outremont), P.Q.,
Téléphone: 731-3487, code 514. 46272-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $34,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Catholic School Board of Mount Royal agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market, within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of December 10, 1970 as amended — $360,000 — expansion of Pierre Laporte School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, June 28, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the General Secretariat, 1560 Laird Boulevard, Town of Mount Royal, County of Outremont, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of,the tenders.

Mount Royal (County of Outremont), May 31, 1972.

JAQUE MASSON,
Secretatary-Treasurer.

General Secretariat, 1560 Laird Boulevard,
Town of Mount Royal, (Outremont), P.Q.,
Telephone: 731-3487, code 514. 46272

Cité de Sept-Îles
Comté de Duplessis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Bélanger, greffier, Hôtel de ville, 546, rue Dequen, Sept-Îles, comté de Duplessis, P.Q., jusqu'à 2 heures de l'après-midi, mardi, le 27 juin 1972, pour l'achat de $2,438,000 d'obligation de la cité de Sept-Îles, comté de Duplessis, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $2,438,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$ 42,000
15 juillet 1974	47,000

City of Sept-Îles
County of Duplessis

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Georges Bélanger, City Clerk, at the City Hall, 546 Dequen Street, Sept-Îles, County of Duplessis, P.Q., until 2:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 27, 1972, for the purchase of a bond issue of $2,438,000 for the city of Sept-Îles, county of Duplessis, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $2,438,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$ 42,000
July 15, 1974	47,000

15 juillet 1975	$ 52,000
15 juillet 1976	58,000
15 juillet 1977	64,000
15 juillet 1978	71,000
15 juillet 1979	78,000
15 juillet 1980	86,000
15 juillet 1981	94,000
15 juillet 1982	102,000
15 juillet 1983	111,000
15 juillet 1984	120,000
15 juillet 1985	129,000
15 juillet 1986	142,000
15 juillet 1987	154,000
15 juillet 1988	160,000
15 juillet 1989	173,000
15 juillet 1990	186,000
15 juillet 1991	200,000
15 juillet 1992	369,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $155,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juillet 1992 au montant de $369,000 comprend un solde de $155,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juillet 1993	$10,000
15 juillet 1994	11,000
15 juillet 1995	12,000
15 juillet 1996	13,000
15 juillet 1997	14,000
15 juillet 1998	15,500
15 juillet 1999	17,000
15 juillet 2000	18,500
15 juillet 2001	20,500
15 juillet 2002	23,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sept-Îles.

July 15, 1975	$ 52,000
July 15, 1976	58,000
July 15, 1977	64,000
July 15, 1978	71,000
July 15, 1979	78,000
July 15, 1980	86,000
July 15, 1981	94,000
July 15, 1982	102,000
July 15, 1983	111,000
July 15, 1984	120,000
July 15, 1985	129,000
July 15, 1986	142,000
July 15, 1987	154,000
July 15, 1988	160,000
July 15, 1989	173,000
July 15, 1990	186,000
July 15, 1991	200,000
July 15, 1992	369,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $155,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, starting with the last years of redemption.

However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and will comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of July 15, 1992 in the amount of $369,000 includes a balance of $155,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
July 15, 1993	$ 10,000
July 15, 1994	11,000
July 15, 1995	12,000
July 15, 1996	13,000
July 15, 1997	14,000
July 15, 1998	15,500
July 15, 1999	17,000
July 15, 2000	18,500
July 15, 2001	20,500
July 15, 2002	23,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Sept-Îles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $369,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Sept-Îles s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 335 — $35,000 — aqueduc, égouts et voirie; 336 — $25,000 — projet municipal d'habitation; 338 — $1,000,000 — voirie et éclairage; 344 — $735,000 — aqueduc, égouts et voirie; 345 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 352 — $93,000 — honoraires professionnels; 356 — $50,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 357 — $150,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 358 — $250,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 2 heures de l'après-midi, mardi, le 27 juin 1972, Hôtel de ville, 546, rue Dequen, Sept-Îles, comté de Duplessis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sept-Îles (Comté de Duplessis), ce 29 mai 1972.

Le greffier,

M. GEORGES BÉLANGER.

Hôtel de ville, 546, rue Dequen,
Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.
Téléphone: 962-2525, code 418. 46223-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $369,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Sept-Îles agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 335 — $35,000 — aqueduct, sewers and roads; 336 — $25,000 — municipal housing project; 338 — $1,000,000 — roads and lighting; 344 — $735,000 — aqueduct, sewers and roads; 345 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 352 — $93,000 — professional fees; 356 — $50,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 357 — $150,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 358 — $250,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 2:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 27, 1972, at the City Hall, 546 Dequen Street, Sept-Îles, County of Duplessis, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sept-Îles (County of Duplessis), May 29, 1972.

Mr. GEORGES BÉLANGER,
City Clerk.

City Hall, 546 Dequen Street,
Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.
Telephone: 962-2525, code 418. 46223

Paroisse de Sainte-Croix
Comté de Lotbinière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Lafleur, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures 30 du soir, 99, rue Principale, Village de Ste-Croix, comté de Lotbinière, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, Bureau d'Enregistrement, village de Ste-Croix, comté de Lotbinière, P.Q., lundi, le 26 juin 1972, pour l'achat de $226,500 d'obligations de la paroisse de Ste-Croix, comté de Lotbinière, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant

Parish of Ste. Croix
County of Lotbinière

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Lafleur, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at 99 Principale Street, Village of Ste. Croix, County of Lotbinière, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, Registry Office, Village of Ste. Croix, County of Lotbinière, P.Q., on Monday, June 26, 1972, for the purchase of a bond issue of $226,500 for the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, dated July 15, 1972, and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different

émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement daEs le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $226,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$ 4,500
15 juillet 1974	5,000
15 juillet 1975	5,500
15 juillet 1976	6,000
15 juillet 1977	6,500
15 juillet 1978	6,500
15 juillet 1979	8,000
15 juillet 1980	8,000
15 juillet 1981	9,000
15 juillet 1982	10,000
15 juillet 1983	11,000
15 juillet 1984	12,000
15 juillet 1985	12,500
15 juillet 1986	14,000
15 juillet 1987	14,500
15 juillet 1988	15,500
15 juillet 1989	17,500
15 juillet 1990	18,500
15 juillet 1991	20,500
15 juillet 1992	21,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $21,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Croix.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $21,500, et seul

rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $226,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$ 4,500
July 15, 1974	5,000
July 15, 1975	5,500
July 15, 1976	6,000
July 15, 1977	6,500
July 15, 1978	6,500
July 15, 1979	8,000
July 15, 1980	8,000
July 15, 1981	9,000
July 15, 1982	10,000
July 15, 1983	11,000
July 15, 1984	12,000
July 15, 1985	12,500
July 15, 1986	14,000
July 15, 1987	14,500
July 15, 1988	15,500
July 15, 1989	17,500
July 15, 1990	18,500
July 15, 1991	20,500
July 15, 1992	21,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $21,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 15, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Croix.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $21,500, and the

cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Ste-Croix s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 24-1970 (tel que modifié) — $30,000 — aqueduc et égouts; 25-1970 (tel que modifié) — $115,000 — aqueduc et égouts; 26-1970 — $37,400 — protection contre l'incendie; 30-1971 — $6,100 — aqueduc et égouts; 33-1972 — $38,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 26 juin 1972, Salle municipale, Bureau d'Enregistrement, village de Ste-Croix, comté de Lotbinière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Croix (Comté de Lotbinière), ce 5 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. MARCEL LAFLEUR.

99, rue Principale,
Village de Sainte-Croix (Lotbinière), P.Q.
Téléphone: 926-3494, code 418. 46332-o

La Commission Scolaire Régionale Maisonneuve

Siège social: 125, boulevard des Prairies
(Laval-des-Rapides), Ville de Laval, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ludovic Lapointe, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, 125, boulevard des Prairies, Ville de Laval, (Quartier de Laval-des-Rapides), P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mercredi, le 28 juin 1972, pour l'achat de $2,620,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale Maisonneuve, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $2,620,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$ 55,000
15 juillet 1974	60,000
15 juillet 1975	64,000

said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Ste. Croix agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 24-1970 (as amended) — $30,000 — aqueduct and sewers; 25-1970 (as amended) $115,000 — aqueduct and sewers; 26-1970 — $37,400 — fire protection; 30-1971 — $6,100 — aqueduct and sewers; 33-1972 — $38,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, June 26, 1972, in the Municipal Hall, Registry Office, Village of Ste. Croix, County of Lotbinière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Croix (County of Lotbinière), June 5, 1972.

MARCEL LAFLEUR,
Secretary-Treasurer.

99 Principale Street
Village of Ste. Croix (Lotbinière), P.Q.
Telephone: 926-3494, code 418. 46332

The Regional School Board of Maisonneuve

Head Office: 125 des Prairies Boulevard,
(Laval-des-Rapides), City of Laval, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ludovic Lapointe, Secretary-Treasurer, in the Administration Office, 125 des Prairies Boulevard, City of Laval, (Laval-des-Rapides Ward), P.Q., until 5:00 o'clock p.m., on Wednesday, June 28, 1972, for the purchase of a bond issue of $2,620,000 for the Regional School Board of Maisonneuve, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $2,620,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$ 55,000
July 15, 1974	60,000
July 15, 1975	64,000

15 juillet 1976	$ 70,000
15 juillet 1977	75,000
15 juillet 1978	82,000
15 juillet 1979	90,000
15 juillet 1980	96,000
15 juillet 1981	104,000
15 juillet 1982	114,000
15 juillet 1983	123,000
15 juillet 1984	133,000
15 juillet 1985	145,000
15 juillet 1986	156,000
15 juillet 1987	169,000
15 juillet 1988	184,000
15 juillet 1989	199,000
15 juillet 1990	216,000
15 juillet 1991	233,000
15 juillet 1992	252,000

La commission scolaire régionale Maisonneuve, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêt de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $252,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

July 15, 1976	$ 70,000
July 15, 1977	75,000
July 15, 1978	82,000
July 15, 1979	90,000
July 15, 1980	96,000
July 15, 1981	104,000
July 15, 1982	114,000
July 15, 1983	123,000
July 15, 1984	133,000
July 15, 1985	145,000
July 15, 1986	156,000
July 15, 1987	169,000
July 15, 1988	184,000
July 15, 1989	199,000
July 15, 1990	216,000
July 15, 1991	233,000
July 15, 1992	252,000

The Regional School Board of Maisonneuve, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will ask the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sum sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $252,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the City of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-

fixe 20 ans pour un montant supérieur à $252,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Maisonneuve s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 17 novembre 1969 — $621,000 — construction de l'école secondaire polyvalente St-maxime; 28 février 1972 — $334,000 — coût excédentaire de l'école St-Urbain; 13 avril 1972 — $1,665,000 — coût excédentaire de divers campus.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 28 juin 1972, à 5 heures de l'après-midi, Bureau administratif, 125, boulevard des Prairies, Ville de Laval, (Quartier de Laval-des-Rapides), P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, ce 5 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
LUDOVIC LAPOINTE.

Bureau administratif, 125, boul. des Prairies,
Ville de Laval,
(Quartier de Laval-des-Rapides), P.Q.
Téléphone: 663-8760, code 514. 46331-o

Ville de Lac Delage
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Jacques Delisle, secrétaire-trésorier, Centre d'Administration de Ville de Lac Delage, R. R. No 1, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 28 juin 1972, pour l'achat de $241,500 d'obligations de la ville de Lac Delage, comté de Chauveau, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $241,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$ 5,500
15 juillet 1974	5,500
15 juillet 1975	5,500

term bonds for an amount greater than $252,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Maisonneuve agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: November 17, 1969 — $621,000 — construction of the Polyvalent Secondary School of St. Maxime; February 28, 1972 — $334,000 — excess cost of St. Urbain School; April 13, 1972 — $1,665,000 — excess cost of various campuses.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, June 28, 1972, at 5:00 o'clock p.m., in the Administration Office, 125 des Prairies Boulevard, City of Laval, (Laval-des-Rapides Ward), P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, June 5, 1972.

LUDOVIC LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

Administration Office 125 des Prairies Boulevard,
City of Laval,
(Laval-des-Rapides Ward), P.Q.
Telephone: 663-8760, code 514. 46331

Town of Lac Delage
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Me Jacques Delisle, Secretary-Treasurer, at the Town of Lac Delage Administration Centre, R.R. No. 1, Notre-Dame-des-Laurentides, County of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, June 28, 1972, for the purchase of a bond issue of $241,500 for the Town of Lac Delage, County of Chauveau, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $241,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$ 5,500
July 15, 1974	5,500
July 15, 1975	5,500

15 juillet 1976	$ 5,500
15 juillet 1977	5,500
15 juillet 1978	7,000
15 juillet 1979	7,000
15 juillet 1980	7,000
15 juillet 1981	8,500
15 juillet 1982	8,500
15 juillet 1983	9,000
15 juillet 1984	11,000
15 juillet 1985	11,500
15 juillet 1986	12,500
15 juillet 1987	13,000
15 juillet 1988	14,000
15 juillet 1989	14,500
15 juillet 1990	17,000
15 juillet 1991	18,000
15 juillet 1992	55,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $8,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 1997 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juillet 1992 au montant de $55,500 comprend un solde de $35,000 renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juillet 1993	$6,000
15 juillet 1994	6,500
15 juillet 1995	7,000
15 juillet 1996	7,500
15 juillet 1997	8,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

July 15, 1976	$ 5,500
July 15, 1977	5,500
July 15, 1978	7,000
July 15, 1979	7,000
July 15, 1980	7,000
July 15, 1981	8,500
July 15, 1982	8,500
July 15, 1983	9,000
July 15, 1984	11,000
July 15, 1985	11,500
July 15, 1986	12,500
July 15, 1987	13,000
July 15, 1988	14,000
July 15, 1989	14,500
July 15, 1990	17,000
July 15, 1991	18,000
July 15, 1992	55,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $8,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 15, 1997 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of July 15, 1992 in the amount of $55,500 includes a balance of $35,000 renewable for an additinal 5-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
July 15, 1993	$6,000
July 15, 1994	6,500
July 15, 1995	7,000
July 15, 1996	7,500
July 15, 1997	8,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $55,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Lac Delage s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 11-P — $94,500 — aqueduc, égouts, voirie; 16 — $112,000 — aqueduc, égouts; 18 — $35,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mercredi, le 28 juin 1972, Centre d'Administration de Ville de Lac Delage, R.R. No 1, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Delage (Comté de Chauveau), ce 29 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ME JACQUES DELISLE.

Centre d'Administration de Ville de Lac Delage,
R.R. No 1, Notre-Dame-des-Laurentides,
Comté de Chauveau, P.Q.
Téléphone: 849-8565, code 418. 46222-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $55,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Eqch tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Lac Delage agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 11-P — $94,500 — aqueduct, sewers, roads; 16 — $112,000 — aqueduct, sewers; 18 — $35,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, June 28, 1972, in the Town of Lac Delage Administration Center, R.R. No. 1, Notre-Dame-des-Laurentides, County of Chauveau, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lac Delage (County of Chauveau), May 29, 1972.

ME JACQUES DELISLE,
Secretary-Treasurer.

Town of Lac Delage Administration Center,
R.R. No. 1, Notre-Dame-des-Laurentides,
County of Chauveau, P.Q.,
Telephone: 849-8565, code 418. 46222

La Commission scolaire régionale Baie-des-Chaleurs

Siège social: Case postale 330, Carleton, Comté de Bonaventure, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J. Arthur Poirier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Centre administratif, rue Principale, case postale 330, Carleton, comté de Bonaventure, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, École Polyvalente, Carleton, comté de Bonaventure, P.Q., lundi, le 26 juin 1972, pour l'achat de $1,845,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale Baie-des-Chaleurs, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

The Baie-des-Chaleurs Regional School Board

Head Office: Post Office Box 330, Carleton, County of Bonaventure, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J.-Arthur Poirier, Secretary-Treasurer, until 5 o'clock, p.m., at the Administration Centre, Principale Street, Post Office Box 330, Carleton, County of Bonaventure, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Polyvalent School, Carleton, County of Bonaventure, P.Q., on Monday, June 26, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,845,000 for the Baie-des-Chaleurs Regional School Board, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Tableau d'amortissement — $1,845,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$ 40,000
15 juillet 1974	44,000
15 juillet 1975	47,000
15 juillet 1976	51,000
15 juillet 1977	55,000
15 juillet 1978	59,000
15 juillet 1979	64,000
15 juillet 1980	69,000
15 juillet 1981	75,000
15 juillet 1982	81,000
15 juillet 1983	87,000
15 juillet 1984	94,000
15 juillet 1985	101,000
15 juillet 1986	110,000
15 juillet 1987	118,000
15 juillet 1988	128,000
15 juillet 1989	138,000
15 juillet 1990	149,000
15 juillet 1991	161,000
15 juillet 1992	174,000

La commission scolaire régionale Baie-des-Chaleurs, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement a ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitttr en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde a terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $174,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Causapscal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque

Redemption table — $1,845,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$ 40,000
July 15, 1974	44,000
July 15, 1975	47,000
July 15, 1976	51,000
July 15, 1977	55,000
July 15, 1978	59,000
July 15, 1979	64,000
July 15, 1980	69,000
July 15, 1981	75,000
July 15, 1982	81,000
July 15, 1983	87,000
July 15, 1984	94,000
July 15, 1985	101,000
July 15, 1986	110,000
July 15, 1987	118,000
July 15, 1988	128,000
July 15, 1989	138,000
July 15, 1990	149,000
July 15, 1991	161,000
July 15, 1992	174,000

The Baie-des-Chaleurs Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Finance to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 10-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $174,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 5, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Causapscal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the

dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $174,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Baie-des-Chaleurs s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 29 novembre 1971 — $1,845,000 — agrandissement de l'École de Métiers de Bonaventure.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 26 juin 1972, à 8.30 heures du soir, École polyvalente, Carleton, comté de Bonaventure, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Carleton (Comté de Bonaventure), ce 29 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
J.-ARTHUR POIRIER.

Centre administratif, rue Principale,
Case postale 330, Carleton (Bonaventure), P.Q.
Téléphone: 364-3371, code 418. 46224-o

loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $174,000, and the said surplus only will be redeemable, by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Baie-des-Chaleurs Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 13, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of November 29, 1971 — $1,845,000 — expansion of the Bonaventure Trade School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 26, 1972, at 8:30 o'clock, p.m., at the Polyvalent School, Carleton, County of Bonaventure, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Carleton, (County of Bonaventure), May 29, 1972.

J.-ARTHUR POIRIER,
Secretary-Treasurer.

Administration Centre, Principale Street,
Post Office Box 330, Carleton (Bonaventure), P.Q.
Telephone: 364-3371, code 418. 46224

Ville de Donnacona
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Orance Pépin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 138, Avenue Pleau, Donnacona, comté de Portneuf, P.Q., et par après jusqu'à 7 heures du soir, Salle du Conseil, 285, rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf, P.Q., mardi, le 27 juin 1972, pour l'achat de $363,000 d'obligations de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $363,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juillet 1973	$11,000
15 juillet 1974	12,000

Town of Donnacona
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Orance Pépin, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 138 Pleau Avenue, Donnacona, County of Portneuf, P.Q., and thereafter until 7:00 o'clock p.m., in the Council Hall, 285 Notre-Dame Street, Donnacona, County of Portneuf, P.Q., on Tuesday, June 27, 1972, for the purchase of a bond issue of $363,000 for the Town of Donnacona, County of Portneuf, dated July 15, 1972 and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $363,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 15, 1973	$11,000
July 15, 1974	12,000

15 juillet 1975	$13,000
15 juillet 1976	14,000
15 juillet 1977	15,000
15 juillet 1978	16,000
15 juillet 1979	17,000
15 juillet 1980	19,000
15 juillet 1981	20,000
15 juillet 1982	21,000
15 juillet 1983	15,000
15 juillet 1984	16,000
15 juillet 1985	17,000
15 juillet 1986	18,000
15 juillet 1987	19,000
15 juillet 1988	22,000
15 juillet 1989	23,000
15 juillet 1990	24,000
15 juillet 1991	25,000
15 juillet 1992	26,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $26,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Donnacona.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $26,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

July 15, 1975	$13,000
July 15, 1976	14,000
July 15, 1977	15,000
July 15, 1978	16,000
July 15, 1979	17,000
July 15, 1980	19,000
July 15, 1981	20,000
July 15, 1982	21,000
July 15, 1983	15,000
July 15, 1984	16,000
July 15, 1985	17,000
July 15, 1986	18,000
July 15, 1987	19,000
July 15, 1988	22,000
July 15, 1989	23,000
July 15, 1990	24,000
July 15, 1991	25,000
July 15, 1992	26,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $26,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Donnacona.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $26,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La ville de Donnacona s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: V-47 — $300,000 — aqueduc, égouts et voirie; V-49 — $33,000 — usine de filtration; V-50 — $30,000 — services récréatifs et communautaires.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 27 juin 1972, à 7 heures du soir, Salle du Conseil, 285, rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donnacona (Comté de Portneuf), ce 6 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ORANCE PÉPIN.

Hôtel de Ville, 138, Avenue Pleau,
Donnaconna (Comté de Portneuf), P.Q.
Téléphone: 285-0110, code 418. 46336-o

The Town of Donnacona agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: V-47 — $300,000 — aqueduct, sewers and roads; V-49 — $33,000 — filtration plant; V-50 — $30,000 — recreational and community services.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, June 27, 1972, at 7:00 o'clock p.m., in the Council Hall, 285 Notre-Dame Street, Donnacona, County of Portneuf, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Donnacona (County of Portneuf), June 6, 1972.

ORANCE PÉPIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 138 Pleau Avenue,
Donnacona (County of Portneuf), P.Q.
Telephone: 285-0110, code 418. 46336

Syndicats professionnels

Syndicat National des Employés de la Coopérative Agricole de Granby

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 mars 1972, il a autorisé le changement de nom du « Syndicat Catholique et National des Employés de Coopérative de Granby, inc. », dont la constitution a été autorisée le 21 décembre 1944, avec siège social à Granby, en celui de « Syndicat National des Employés de la Coopérative Agricole de Granby », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46236-o 2901-44

Association des Animateurs de Pastorale Scolaire du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 octobre 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Animateurs de Pastorale Scolaire du Québec », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46326-o 43-71

Professional Syndicates

Syndicat National des Employés de la Coopérative Agricole de Granby

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that, on March 27, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of the "Syndicat Catholique et National des Employés de Coopérative de Granby, inc.", whose incorporation was authorized on December 21, 1944, with head office in Granby, to that of "Syndicat National des Employés de la Coopérative Agricole de Granby", the foregoing pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46236 2901-44

Association des Animateurs de Pastorale Scolaire du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 19, 1971, he authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "Association des Animateurs de Pastorale Scolaire du Québec", with its head office located in Montréal, judicial District of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46326 43-71

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District d'Arthabaska

No 11-481. J. GERMAIN PEPIN INC., corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à Daveluyville, demanderesse, *vs* JEAN MAURICE FAUCHER, journalier, demeurant et domicilié sur la Route 14, à St-Sylvère, comté de Nicolet, défendeur.

« Un lopin de terre à bois, situé à St-Sylvère, comté de Nicolet, borné d'un côté au sud-ouest à la rivière Bécancour, de l'autre côté au nord-est à Édouard Genest, représentant Gaspard Genest, au nord au ruisseau du chicot noir, au sud, par Sylvio Dubois, représentant Eddy Béliveau. À distraire le platin de terrain réservé sur contrat de vente de M. Provencher à Philippe Almanzor Ayotte susdit, pour Gaspard Genest et appartenant actuellement à Gaspard Genest susdit. Ce lopin de terre est connu comme étant partie du lot no trois cent quatre vingt-neuf, (à prendre au bout sud et du côté nord-est dudit lot, (Ptie sud N.E. No 1389) aux plan et livre de renvoi officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Gertrude. »

Ledit immeuble avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant le concerner.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Nicolet, à Nicolet, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Arthabaska, 1er juin 1972.

Le shérif adjoint,
J. G. BOISSONNAULT.

46323-o

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No 9621. MAISON RITE INC., demandeur, *vs* NAPOLÉON TREMBLAY, défendeur.

« Un terrain situé au quatrième rang, Canton Iberville mesurant cent soixante-dix pieds (170.0 pi,) au nord-est et au sud-ouest, et cent deux pieds (102.0 pi.) au sud-est et au nord-ouest, contenant en superficie seize mille huit cent trente pieds carrés (16,830 p.c.) étant le lot cinquante-neuf (50-9) du Canton Iverville, de figure parallélogrammatique, borné vers le nord-est par le lot

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Arthabaska

No. 11-481. J. GERMAIN PEPIN INC., a corporation legally incorporated having its place of business at Daveluyville, plaintiff, *vs* JEAN MAURICE FAUCHER, labourer, residing and domiciled on Route 14, at St. Sylvère, County of Nicolet, defendant.

"A wooded lot located at St. Sylvère, County of Nicolet, bounded on one side on the southwest by the Bécancour River, on the other side on the northeast by Édouard Genest, representing Gaspard Genest, on the north by the Chicot Noir Brook, on the south by Sylvio Dubois representing Eddy Béliveau. Less and to withdraw the small plateau of land reserved in a deed of sale by Mr. Provencher to Philippe Almanzor Ayotte aforementioned, for Gaspard Genest and now belonging to Gaspard Genest aforementioned. This strip of land is known as being part of lot number three hundred and eighty-nine (to be taken on the south end and northeast side of the said lot, (Pt. South, N.E., No. 1389) in the said official plan and book of reference of the County of Nicolet, for the Parish of Ste.Gertrude."

The said immoveable with all active and passive, apparent or unapparent servitudes which might concern it.

To be sold at the Nicolet Registry Office in Nicolet, on the FOURTEENTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Arthabaska, June 1, 1972.

J. G. BOISSONNAULT,
Assistant Sheriff.

46323

HAUTERIVE

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 9621. MAISON RITE INC., plaintiff, *vs* NAPOLÉON TREMBLAY, defendant.

"A tract of land located in the Fourth Range, Township of Iberville, measuring one hundred and seventy feet (170.0 feet) on the northeast and southwest and one hundred and two feet (102.0 feet) on the southeast and northwest, containing in surface area, sixteen thousand eight hundred and thirty square feet (16,830 sq. ft.), being lot fifty-nine (50-9) in the Town-

numéro cinquante-dix (50-10) vers le sud-est par la route Nationale numéro 15, vers le sud-ouest et le nord-ouest par le lot numéro cinquante-douze (50-12) avec immeuble dessus érigés, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du registrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de justice de Baie Comeau, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1972 à 11 heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif adjoint, CHARLOTTE BERGERON.
Baie Comeau, ce 10e jour de juin 1972. 46221-o

ship of Iberville, parallelogram in configuration, bounded towards the northeast by lot number fifty-ten (50-10), towards the southeast by National Highway number 15, towards the southwest and northwest by lot number fifty-twelve (50-12) with an immoveable erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the office of the registrar of the First registration division of the County of Saguenay, in the Baie Comeau Court, House, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLOTTE BERGERON,
Assistant Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*
Baie Comeau, this 10th day of June 1972 46221

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Provinciale, No 14,944. { DAME AURORE ÉMOND MARSOLAIS, ménagère, domiciliée au 358 Papineau, en la cité et le district de Joliette, demanderesse, RAYMOND RÉGNIER, Longueuil district de Montréal, défendeur.

« Une partie de terrain de figure irrégulière située sur le côté nord d'un chemin privé, dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes, comté de Joliette, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro trois (P. 3) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Elizabeth, division d'enregistrement de Joliette, mesurant cent cinquante pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur dans la ligne est et cent quatre-vingt-cinq dans la ligne ouest, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit : en front vers le sud par un chemin privé de passage communiquant avec le chemin public, en profondeur vers le nord par autre partie dudit lot No 3 appartenant à Maurice et Lucien Archambault, d'un côté vers l'est par la ligne séparant les lots Nos 2 et 3 dudit cadastre et de l'autre côté vers l'ouest par autre partie du même lot No 3 restant la propriété du vendeur, sans bâtisse. »

Pour être vendue au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 591 rue Notre-Dame, à Joliette, JEUDI le VINGTIÈME jour de JUILLET 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, JEAN-MARC MARION.
Joliette, ce 29 mai 1972. 46277-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Joliette

Provincial Court, No. 14,944. { MRS. AURORE ÉMOND MARSOLAIS, housewife, domiciled at 358 Papineau, in the City and District of Joliette, plaintiff, *vs* RAYMOND RÉGNIER, Longueuil, District of Montreal, defendant.

"A tract of land of an irregular configuration located on the north side of a private road, in the Municipality of the Parish of Notre-Dame-de-Lourdes, County of Joliette, known and described as a part of lot number three (Pt. 3) in the official plan and book of reference of the cadastre of the Parish of Ste. Elizabeth, Registration Division of Joliette, measuring one hundred and fifty feet in width by two hundred feet in depth on its east line and one hundred and eighty-five on its west line, English measure, more or less, bounded as follows: in front towards the south by a private passage way communicating with the public road, in depth towards the north by another part of said lot No. 3 belonging to Maurice and Lucien Archambault, on one side the east by the line separating lots Nos. 2 and 3 of the said cadastre and on the other side towards the west by another part of same lot No. 3 remaining the vendor's property, without building."

To be sold at the Joliette Registration Division Office, 591 Notre-Dame Street, in Joliette, on THURSDAY, the TWENTIETH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
Joliette, May 29, 1972. 46277

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-813,768. { SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 385 est, rue Sherbrooke,

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-813,768. { NATIONAL TRUST COMPANY, a corporation legally incorporated, having its head office and principal place of business at 385 Sherbrooke

dans les ville et district judiciaire de Montréal, agissant en sa qualité de fiduciaire à Crédit M.G. Inc., demanderesse *vs* MAURICE PROVOST, Hôtelier, résidant et domicilié au 1694, rue Notre-Dame, St-Sulpice, province de Québec et PHILIPPE GARIÉPY, chef de sécurité, résidant et domicilié au 7375, rue Lisieux, St-Léonard, district de Montréal, défendeurs.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Sulpice, comté de l'Assomption, et connu et désigné comme faisant partie des lots numéros vingt-trois et vingt-quatre (Pties 23 et 24) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Sulpice, division d'enregistrement de L'Assomption, mesurant ledit emplacement, cent quatre-vingt-dix-huit (198′) de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir entre la Route Nationale Montréal-Québec où il est borné en front, jusqu'au fleuve St-Laurent où il est borné en arrière, tenant d'un côté au nord-est à la partie du lot numéro vingt-trois (23), appartenant à André De Grandpré ou représentants, auquel endroit se trouve un fossé, et de l'autre côté au sud-ouest au terrain appartenant aux représentants de Clément Giard, ou représentants.

Avec toutes les bâtisses y dessus construites et principalement un Motel, un Restaurant, et des Cabines.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachés audit emplacement. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption à l'Assomption, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 1er juin 1972.

46311-o

Street East, in the City and Judicial District of Montreal, acting in his capacity as trustee to Crédit M.G. Inc., plaintiff, *vs* MAURICE PROVOST, hotel-keeper, residing and domiciled at 1694 Notre-Dame Street, St. Sulpice, Province of Québec, and PHILIPPE GARIÉPY, head of Safety Service, residing and domiciled at 7375 Lisieux Street, St. Léonard, district of Montreal, defendants.

"An emplacement located in the Parish of St. Sulpice, County of l'Assomption, known and described as forming part of lots numbers twenty-three and twenty-four (Pts. 23 and 24) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Sulpice, Registration Division of L'Assomption, the said emplacement measuring one hundred and ninety-eight feet (198′) in width by the depth that may exist between the Montréal-Québec National Highway, by which it is bounded in front, and the St. Lawrence River, by which it is bounded in the rear, bordering on one side on the northeast on that part of lot number twenty-three (23) belonging to André De Grandpré or representatives, in which place there is a ditch, and on the other side on the southwest by the land belonging to the representatives of Clément Giard, or representatives.

With all the buildings constructed thereon and particularly a motel, a restaurant and cabins.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said emplacement."

To be sold at the Registry Office for l'Assomption, in l'Assomption, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, this June 1st, 1972.

46311

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No: 02-011125-72. MAURICE GAUDREAULT, A.G., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, DAVID RABIN, A.G., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, JEAN CHARLES LEGAULT, A.G., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, JULIEN LACROIX, A.G., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, YVES PIGEON, A.G., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, tous cinq faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de GAUDREAULT, RABIN, LEGAULT, LACROIX & PIGEON, A.G., au 2425 De Salaberry, dans les cité et district de Montréal, demandeurs, *vs* LES RÉSIDENCES FAMILIALES ST-LOUIS INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à 5050 De Sorel, suite 21, dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court, No: 02-011125-72. MAURICE GAUDREAULT, L.S., domiciled and residing in the City and District of Montreal, DAVID RABIN, L.S., domiciled and residing in the City and District of Montreal, JEAN CHARLES LEGAULT, L.S., domiciled and residing in the City and District of Montreal, JULIEN LACROIX, L.S., domiciled and residing in the City and District of Montreal, YVES PIGEON, L.S., domiciled and residing in the City and District of Montreal, all five carrying on business together under the name and style of GAUDREAULT, RABIN, LEGAULT, LACROIX & PIGEON, L.S., at 2425 De Salaberry, City and District of Montreal, plaintiffs, *vs* LES RÉSIDENCES FAMILIALES ST-LOUIS INC., a corporation legally incorporated having its principal place of business at 5050 De Sorel, Suite 21, City and District of Montreal, defendant.

1° Le lot sept de la subdivision officielle du lot originaire huit cent trois (803-7) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

2° Le lot cinquante de la subdivision officielle du lot originaire huit cent trois (803-50) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

3° Le lot dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire huit cent trois (803-18) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

4° Le lot vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire huit cent trois (803-29) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

5° Le lot trente-deux de la subdivision officielle du lot originaire huit cent trois (803-32) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

6° Le lot dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire huit cent quatre (804-18) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

7° Le lot vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire huit cent quatre (804-24) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

8° Le lot quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire huit cent deux (802-97) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

9° Le lot soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire huit cent deux (802-77) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption;

10° Le lot soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire huit cent deux (802-78) de la paroisse St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption.

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption, à l'Assomption, district de Joliette, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 31 mai 1972.

46278-o

1. Lot seven of the official subdivision of original lot eight hundred and three (803-7) in the Parish of St. Henri de Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

2. Lot fifty of the official subdivision of original lot eight hundred and three (803-50) in the Parish of St. Henri de Mascouche, Registration Division of l'Assomption.

3. Lot eighteen of the official subdivision of original lot eight hundred and three (803-18) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

4. Lot twenty-nine of the official subdivision of original lot eight hundred and three (803-29) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

5. Lot thirty-two of the official subdivision of original lot eight hundred and three (803-32) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

6. Lot eighteen of the official subdivision of original lot eight hundred and four (804-18) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

7. Lot twenty-four of the official subdivision of original lot eight hundred and four (804-24) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

8. Lot ninety-seven of the official subdivision of original lot eight hundred and two (802-97) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

9. Lot seventy-seven of the official subdivision of original lot eight hundred and two (802-77) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption;

10. Lot seventy-eight of the official subdivision of original lot eight hundred and two (802-78) in the Parish of St. Henri-de-Mascouche, Registration Division of l'Assomption.

To be sold in the L'Assomption Registration Division Office, in l'Assomption, District of Joliette, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, May 31, 1972.

46278

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Beauce

No 7212. ARMAND BERGERON, Morissette Station, Dorchester, demandeur, *vs* RAOUL GAGNON, Ste-Rose, Dorchester, défendeur.

« Un terrain boisé à St-Camille, comté de Bellechasse, contenant environ cinquante acres en superficie, plus

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Beauce

No. 7212. ARMAND BERGERON, Morissette Station, County of Dorchester, plaintiff, *vs* RAOUL GAGNON, Ste. Rose, County of Dorchester, defendant.

"A wood lot located in St. Camille, County of Bellechasse, with a surface area of fifty acres, more or less,

ou moins, sans garantie de mesures précises, désigné comme étant toute la partie nord-ouest en profondeur, soit depuis le trécarré au nord-ouest jusqu'à la partie en pâture et en culture au sud-est, par toute la largeur du lot numéro trente et un (Ptie N.O. 31) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre par le rang quatre (IV), canton de Bellechasse, sans bâtisse et sans réserve. »

Ce terrain est borné au nord-ouest par le trait carré entre les rangs III et IV, au nord-est par le lot 30 (Madame Lowell Brousseau), au sud-est par le résidu du lot 31, et au sud-ouest par le lot 32, la ligne nord-ouest du terrain présentement vendu au trait carré, étant délimité par un gros tremble plaqué sur les quatre faces et ayant été tirée de commun accord entre les propriétaires voisins.

« Un terrain à St-Camille, comté de Bellechasse, contenant trente-cinq à quarante acres en superficie, sans garantie de mesures précises, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro trente-six (Ptie S.E. 36) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang six (VI), canton Bellechasse, circonstances et dépendances, étant tout le terrain qui se trouve depuis la ligne du chemin de fer Québec Central Railway au nord-ouest et la rivière Daaquam (nouveau lit actuel) au sud-est, borné au nord-est par le lot 35 (Gédéon Poulin ou représentants) et au sud-ouest par le lot 37 (Clément Couture ou représentants) ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Raphaël, comté de Bellechasse, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Montmagny, Qué.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.
46334-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montmagny

No 4290. ETIENNE PELLETIER, épicier-boucher, Ste-Perpétue, comté L'Islet, Qué., demandeur *vs* ROGER TREMBLAY, Ste-Félicité, comté de L'Islet, Qué., défendeur.

« Un emplacement de terrain mesurant quatre-vingt-dix pieds de largeur de l'est à l'ouest sur cent quatre-vingt pieds de profondeur du nord au sud, et connu le dit emplacement comme faisant partie de la moitié nord-est du lot de terre désigné sous le numéro dix-neuf (19) au cadastre officiel pour le rang sept du canton Garneau. Ce que vendu l'est avec la maison dessus construite, et ce que vendu est borné au sud par le Chemin St-Isidore, à l'est, à l'ouest et au nord par le terrain du vendeur, le tout tel que piqueté par les parties. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean-Port-Joli, le ONZIÈME jour de JUILLET 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Provinciale,
Montmagny, 5 juin 1972.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.
46335-o

with no guarantee of accurate measures, designated as the whole northwest part in depth, that is from the trécarré at the northwest up to the pasture and cultivated part at the southeast, by the whole width of lot number thirty-one (Pt. N.W. 31) on the official plan and book of reference of the cadastre for Range Four (IV), Township of Bellechasse, without building and without reservation. »

This tract of land is bounded on the northwest by the trait carré between Ranges III and IV, on the northeast, by lot 30 (Mrs. Lowell Brousseau), on the southeast by the remaining of lot 31, and on the southwest by lot 32, the northwest line of the land presently sold at the trait carré, delimited by a large aspen marked on its four sides, said line drawn with the common agreement of neighbouring land-owners.

"A tract of land in St. Camille, County of Bellechasse, with a surface area of thirty-five to fourty acres, with no guarantee of accurate measures, known and designated as the southeast part of lot number thirty-six (Pt S.E. 36) on the official plan and book of reference of the cadastre for Range SIX (VI), Township of Bellechasse, circumstances and dependencies, being the whole tract of land from the Québec Central Railways railroad tract on the northwest and the Daaquam River (present new bed) on the southeast, bounded on the northeast by lot 35 (Gédéon Poulin or representatives) and on the southwest by lot 37 (Clément Couture or representatives)."

To be sold at the St. Raphaël Registry Office, County of Bellechasse, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of JULY, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Montmagny, Qué.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.
46334

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montmagny

No. 4290. ETIENNE PELLETIER, grocer and butcher, Ste. Perpétue, County of L'Islet, Qué., plaintiff, *vs* ROGER TREMBLAY, Ste. Félicité, County of L'Islet, Qué., defendant.

"An emplacement measuring ninety feet in width, from east to west, by one hundred and eighty feet in depth from north to south, and known the said emplacement as forming part of the northeast half of the tract of land described under number nineteen (19) on the official cadastre for Range Seven of Garneau Township. This property is being sold with the house constructed thereon, and the property sold is bounded on the south by St. Isidore Road, on the east, on the west and on the north by the land of the vendor, the whole as staked off by the parties."

To be sold at the Registry Office of St. Jean-Port-Joli, on the ELEVENTH day of JULY, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Provincial Court,
Montmagny, June 5, 1972.

JEAN-PAUL TREMBLAY.
Sheriff.
46335

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-812-134-71. { CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC, compagnie constituée par une loi de Législature de la Province de Québec, et ayant son siège social à Sillery, district de Québec, et une place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* GABRIEL DEVELOPMENTS INC., compagnie ayant une place d'affaires au no 9101 de la rue Godbout, à LaSalle, district de Montréal, HENRY GREENFIELD, demeurant à l'appartement 7 du no 5365 de l'avenue Victoria, à Montréal, district de Montréal, PAUL WEIL BRENNER, demeurant à l'appartement 302 no 85 de l'avenue Brittany, à Ville Mont-Royal, district de Montréal, PLACE BELFORT, INC., compagnie ayant une place d'affaires au no 9101 de la rue Godbout, à LaSalle, district de Montréal, PIERRE MICHEL, demeurant au numéro 705 du Croissant Lanark, à Ville Mont-Royal, district de Montréal, défendeurs, et GASTON BÉLIVEAU, comptable, exerçant à la suite no 804 de la Place Victoria, à Montréal, district de Montréal, en sa qualité de syndic à la faillite du défendeur Pierre Michel, et LE REGISTRATEUR de la Division d'Enregistrement de Montréal, es-qualité, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Godbout, en la Cité de LaSalle, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision vingt du lot neuf cent soixante-quatorze (974-20) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant de forme irrégulière et contenant une superficie de soixante-quinze mille douze pieds carrés (75,012 p.c.), mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la bâtisse à logements multiples en construction y érigée, portant les numéros 9091 et 9101 rue Godbout, circonstances, dépendances et améliorations érigées et à être érigées sur la propriété, de même que la machinerie, l'outillage, les agencements, engins, fournaises, bouilloires, moteurs ou autres accessoires installés et à être installés sur la propriété, et qui sont ou deviendront immeubles par nature ou par destination ».

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le ONZIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 24 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46314-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 808,057. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Mont-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-812-134-71. { QUÉBEC DEPOSIT AND INVESTMENT FUND, a company incorporated by an Act of the Legislature of the Province of Québec, and having its head office in Sillery, District of Québec, and a place of business in Montreal, District of Montreal, plaintiff, *vs* GABRIEL DEVELOPMENTS INC., a company having a place of business at No. 9101 Godbout Street, in LaSalle, District of Montreal, HENRY GREENFIELD, residing in Apartment 7 of No. 5365 Victoria Avenue, in Montreal, District of Montreal, PAUL WEIL BRENNER, residing in Apartment 302 of No. 85 Brittany Avenue, Town of Mount Royal, District of Montreal, PLACE BELFORT, INC., a company having a place of business at No. 9101 Godbout Street, in LaSalle, District of Montreal, PIERRE MICHEL, residing at number 705 Lanark Crescent, Town of Mount Royal, District of Montreal, defendants, and GASTON BÉLIVEAU, accountant, carrying on business in Suite No. 804, Victoria Square, Montreal, District of Montreal, in his capacity as trustee in the bankruptcy of the defendant, Pierre Michel, and THE REGISTRAR for the Montreal Registration Division, in that capacity, mis en cause.

"An emplacement fronting on Godbout Street, in the City of LaSalle, Province of Québec, known and described as subdivision twenty of lot nine hundred and seventy-four (974-20) on the official plan and book of reference for the Parish of Lachine, being of irregular shape and containing a surface area of seventy-five thousand and twelve square feet (75,012 sq. ft.), English measure, more or less.

With the apartment building under construction thereon, bearing numbers 9091 and 9101 Godbout Street, appurtenances, dependencies and improvements erected and to be erected on the property, together with the machinery, equipment, fixtures, engines, furnaces, boilers, motors and other accessories installed or to be installed on the property and which are or will become immovables by nature or by destination".

To be sold at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, in the Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, on the ELEVENTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 24, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46314

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 808,057. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body politic and incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of

réal, demanderesse, *vs* LÉO CHARLEBOIS, demeurant à Montréal-Nord, district de Montréal, défendeurs.

« Un emplacement situé en la municipalité du village du Côteau du Lac, comté de Soulanges, et composé:

a) Du lot numéro vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt (No. 120-29) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Ignace du Côteau du Lac, division d'enregistrement de Soulanges, contenant cinquante pieds de largeur en front et trente-sept pieds de largeur en arrière, mesure anglaise;

b) Du lot numéro trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt (No 120-30) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cinquante pieds de largeur en front et trente-sept pieds de largeur, en arrière, mesure anglaise;

c) De cette partie située immédiatement à l'extrémité sud-est des lots ci-dessus en premier et deuxième lieu décrits, faisant partie du lot numéro vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt (P 120-28) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant soixante-quatorze pieds dans la ligne nord-ouest, quarante-huit pieds dans la ligne sud-ouest et cinquante et un pieds dans la ligne nord-est, mesure anglaise et plus ou moins; bornée vers le nord-ouest par les lots Nos. 120-29 & 30 susdits, vers le nord-est par le lot originaire numéro cent dix-neuf appartenant aux Soeurs de la Charité de la Providence, vers le sud-ouest par une partie du lot 120-28 appartenant au Dr. Elzéar Déguire ou représentants et vers le sud-est par une partie du même lot appartenant à Madame Germain Méthot, la ligne nord-est étant une ligne droite en continuation de la ligne nord-est du lot 120-30.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, notamment un magasin avec dépendances portant les Nos. 27 et 29 de la rue de la Reine et une maison portant les Nos. 23 et 25 de la même rue. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges, 173 rue Principale, à Côteau Landing, le ONZIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 24 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46313-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-02171-72. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement au 266 ouest, rue St-Jacques, dans la Ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* SIMON GOLDENBERG, résidant au 4994, rue Faulkner, Chomedey, Laval, défendeur.

Désignation

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Faulkner, dans ville Laval (Chomedey) Province de Montreal, plaintiff, *vs* LÉO CHARLESBOIS, residing in Montreal North, district of Montreal, defendants.

"An emplacement located in the Municipality of the Village of Côteau-du-Lac, County of Soulanges, and made up:

(*a*) Of lot number twenty-nine of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty (No. 120-29) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Ignace-du-Côteau-du-Lac, Soulanges Registration Division, containing fifty feet in width in front and thirty-seven feet in width in the rear, English measure;

(*b*) Of lot number thirty of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty (No. 120-30) on the said official plan and book of reference, measuring fifty feet in width in front and thirty-seven feet in width, in the rear, English measure;

(*c*) Of that part located immediately at the southeast end of the lots described hereinabove in the first and second paragraphs, forming part of lot number twenty-eight of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty (Pt. 120-28) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring seventy-four feet on its northwest line, forty-eight feet on its southwest line and fifty-one feet on its northeast line, English measure and more or less: bounded towards the northwest by aforesaid lots Nos. 120-29 and 30, towards the northeast by original lot number one hundred and nineteen belonging to the Soeurs de la Charité de la Providence, towards the southwest by part of lot 120-28 belonging to Dr. Elzéar Déguire or representatives and towards the southeast by a part of the same lot belonging to Mrs. Germain Méthot, the northeast line being a straight line and an extension of the northeast line of lot 120-30.

With all the buildings erected thereon, namely a store with appurtenances, bearing numbers 27 and 29 of de la Reine Street and a house bearing numbers 23 and 25 of the same street."

To be sold at the County of Soulanges Registry Office, 173 Principale Street, in Côteau-Landing, on the ELEVENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 24, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46313

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-02171-72. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally constituted, having its principal place of business at 266 St. James Street West, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* SIMON GOLDENBERG, residing at 4994 Faulkner Street, Chomedey, Laval, defendant.

Designation

That certain emplacement fronting on Faulkner Street in the City of Laval (Chomedey) Province of

Québec, connu et désigné domme le lot de subdivision numéro trente-cinq du lot originaire numéro vingt-huit (28-35) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin.

Avec la bâtisse y érigée et portant les numéros civiques 4994 et 4996 de ladite rue Faulkner, et dont le mur nord-est est mitoyen.

Telle que ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part du présent vendeur, mais en particulier sujet à une servitude enregistrée sous les numéros 253,663 et 253,665.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, Laval, le ONZIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 24 mai 1972. 46312

Québec, being known and designated as subdivision lot number thirty-five of original lot number twenty-eight (28-35) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin.

With the building thereon erected bearing civic numbers 4994 and 4996 of said Faulkner Street the northeasterly wall whereof is mitoyen.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind on the part of the vendor herein and particularly subject to servitude registered under number 253,663 and 253,665.

To be sold at the Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the ELEVENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superiod Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, May 24, 1972. 46312-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Rouyn-Noranda

No 11,948. ROSAIRE GAUDET, rentier, domicilié et demeurant à Stratford Centre, comté de Wolfe, Québec, demandeur *vs* BERNARD TREMBLAY, domicilié à Cadillac, P.Q., défendeur;

« Un chalet situé sur la rive nord du lac Perron, canton Landanet, emplacement sur la rive nord du Lac Perron, portant le numéro deux (2), d'une superficie approximative de un (1) acre. Le lot appartenant au ministère des Terres et Forêts et loué au défendeur sous bail 2570, dossier 25,198. Ce terrain est situé à Rapide Sept, district de Rouyn-Noranda. »

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Rouyn-Noranda, au Palais de Justice de Rouyn, LUNDI le DIXIÈME jour du mois de JUILLET 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, J.J.R. DESMEULES.
Rouyn, Québec, ce 30 mai 1972. 46322-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Rouyn-Noranda

No. 11,948. ROSAIRE GAUDET, retired, residing and having his domicile at Stratford Center, Wolfe County, Québec, plaintiff, *vs* BERNARD TREMBLAY, domiciled at Cadillac, Québec, defendant.

"A summer camp situated on the north shore of Perron Lake, Landanet Township, emplacement on the north shore of Perron Lake bearing number two (2) having a surface area of approximately one (1) acre. The lot belonging to the Department of Lands and Forests and rented to the defendant under lease No. 2570, dossier No. 25,198. Said lot being situated at Rapid Seven, District of Rouyn-Noranda."

To be sold at the Sheriff's Office, for the District of Rouyn-Noranda, at the Court House, Rouyn, Québec, MONDAY, on the TENTH day of JULY 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

J.J.R. DESMEULES,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rouyn, Québec, May 30th, 1972. 46322-o

INDEX No 23

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSEMBLÉE NATIONALE — *NATIONAL ASSEMBLY*

Assented Bills. . . . 4665
Projets de loi sanctionnés. . . . 4665

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — *COOPERATIVE ASSOCIATIONS*

Coopérative d'alimentation naturelle du Collège Vanier. . . . 4666
Coop-funéraire de St-Fidèle. . . . 4666
Coop-funéraire St-Méthode. . . . 4667
Vanier College Natural Food Co-op. . . . 4666

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Cie 500 — 33e Avenue (*Dissolution*). . . . 4669
Cie 1501 Jarry (*Dissolution*). . . . 4668
Estate of Rosaire Blouin (*Benefit of Inventory*). . . . 4669
Fabrique de la desserte de Notre-Dame-de-Grâce (La) (*Const.-Inc.*). . . . 4669
Fabrique de la paroisse Saint-Pierre Chanel de Hull (La) (*Const.-Inc.*). . . . 4668
Fabrique of the chapelry of Notre-Dame-de-Grâce (Inc.). . . . 4669
Laval, ville-city (*Rues-ruelles-Streets-Lanes*). . . . 4667
Sainte-Irène-de-Laferté, par (*Suppression — abolishment*). . . . 4668
Succession Rosaire Blouin (*Bénéfice d'inventaire*). . . . 4669

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Accordés: — *Granted:*

Cranson, David Joseph Patrice. . . . 4682
Cranson, Stephen Martin. . . . 4683
Raymond, Joseph Dominique Robert. . . . 4682
Savard, Sarah McClintock. . . . 4683

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Asfour, Leila. . . . 4682
Boxenbaum, Morris. . . . 4682
Généreux, Fleurette. . . . 4681
Kimmerfield, Harry. . . . 4682
Kornberger, Richard. . . . 4681
Oberti, Andrea. . . . 4681
Ricard, Aurélien Émilien. . . . 4681
Sirois, Sonia. . . . 4681
Tremblay, Joseph Jules Yvon. . . . 4681

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Permis: — *License:*

Kenting Aircraft Ltd. . . . 4692

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Affiche française ltée (L'). . . . 4673
Alkay Real Estate Ltd. . . . 4670
Alpha Fur (Québec) Ltd. . . . 4670
Angélique Fashions Inc. . . . 4673
Bégin, Charland & Valiquette inc. . . . 4670
Béton Trans-Québec Inc. . . . 4672
Boisvert & Cie ltée. . . . 4670
Cie Beaudet & Frères inc. (La). . . . 4670
Daubert inc. . . . 4671
Elite Homes Inc. . . . 4671
Emdee Insurance Agency Incorporated. . . . 4673
Emdee Realties Incorporated. . . . 4673
F.M. Woodwork Inc. . . . 4674
Favorite Investment Limited. . . . 4671
Gagnon (Charles-E.) ltée. . . . 4674
Glennex Holdings Inc. . . . 4671
Golden Fried Chicken (Magog) Inc. . . . 4671

Demandes d'abandon de charte *Applications for Surrender of Charter*
(*suite*) (*continued*)

Greenhythe Properties Inc. 4674
Industries Guy David inc. (Les) 4669
Ma-Jo Ban Investments Inc. 4672
Mid Town Bakery Ltd. 4674
Pâtisserie Selinus inc. 4673
Poirier (Charles E.) inc. 4672
Produce Investment Club Inc. 4669
Reliance Molded Plastics Ltd. 4672
Roulis-Dansant Inc. (Le) 4672
Selinus Pastry Inc. 4673
Site Domiciliaire Idéal inc. 4672
Transport A.T. inc. 4673

Dissoutes *Dissolved*

Bomar Construction Inc. 4679
Ciné Gaspé ltée (Ltd.) 4679
Ciné-Télévision Ltd. (ltée) 4679
Descoteaux (Paul) limitée 4679
Édifice de la Couronne inc. 4679
Équipement Laflamme inc. 4680
Hymur Holding Co. Ltd. 4680
Industrial Stampings Inc. 4680
Laflamme Equipment Inc. 4680
Shapiro's Limited 4680
Transactions Vi-Ro ltée (Les) 4680
Volansky (Léon), Inc. 4680

Divers *Miscellaneous*

Académie des Sciences Morales et Politiques (*Règl.-By-laws*) 4683
Association du Québec pour l'Épilepsie (*Nom ch.*) 4685
Champion Management Corporation (*Dir.*) 4685
Coradon Holdings Ltd. (*Dir.*) 4683
Ellner (Martin) Inc. (*Nom-Name ch.*) 4686
Entreprises Joca inc. (Les) (*Nom-Name ch.*) 4685
Gestion Germain Larivière inc. (*Nom-Name ch.*) 4687
Idéal Equipment Co. Ltd. (*Dir.*) 4683
Intra Development Inc. (*Dir.*) 4684
Jonquière Marine & Sport ltée (*Dir.*) 4685
Marieville Converters Ltd. (*Dir.*) 4684
Mark Hot Inc. (*Dir.*) 4684
Mile-End Packers Ltd. (*Dir.*) 4684
Monolen Ltd. (*Dir.*) 4684
Monolen ltée (*Dir.*) 4684
National Vintex Corporation (*Dir.*) 4684
Poly-Traction inc. (*Dir.*) 4686
Prima Film Inc. (*Dir.*) 4686
Produits Alba inc. (*Dir.*) 4686
Québec Association for Epilepsy (*Name ch.*) 4685
Québec Hardware Inc. (*Dir.*) 4686
Quincaillerie Québécoise inc. (*Dir.*) 4686
Restaurant La Flambée inc. (*Nom-Name ch.*) 4686
Richelieu Swimming Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 4683
Richelieu-Vaudreuil Farms, Inc. (*Dir.*) 4686
Service des Loisirs St-Albert-le-Grand (*Règl.-By-laws*) 4684
Service des Loisirs St-Louis-de-France (*Règl.-laws*) 4685
Televox Systems Inc. (*Dir.*) 4685
United Chair and Furniture Inc. (*Nom-Name ch.*) 4687

Lettres patentes *Letters Patent*

A.D.L. Metal Inc. 4578
Académie Équestre de Sherbrooke inc. (L') 4578
Activités-Jeunesse de Ste-Sophie inc. 4578
Amis de la Gare Windsor (Les) 4599
Appartements Igloo inc. (Les) 4579
Aquaramic inc. 4579
Arctic and Tundra Exploration Co., Ltd. (The) 4591
Armand Construction Inc. 4579
Assamy inc. 4580
Association des parents du Centre St-Jean Baptiste inc. 4580
Association sportive La Salle Nord inc. 4581
Assurances Lamarche inc. (Les) 4581
Atomic Distributions Inc. 4581
Autobus Ménard inc. 4582
Autodrome du Saguenay inc. 4582
B.L.O.C. Equipments Inc. 4596
B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc. 4582
Bégin, Bizier, Chabot & Lecours inc. 4583
Bernard, Vadnais, Chantal et associés inc. 4583
Béton Terrebonne inc. 4583
Black Rose Books Ltd. 4584
Bourgault (Pierre) inc. 4584
Brasserie Bavaroise de Bromont inc. 4585
Brasserie La Table du Roi 4585
Busque et associés ltée 4585
Carrefour des Groupes Populaires (Le) 4586
Carrier (P.-Émile) inc. 4586
Centrart 4586
Centre Communautaire de Guérin inc. 4587
Centre d'accueil de Rouville inc. 4587
Centre de voyages Iberotour inc. (Le) 4588
Churchill's Marketing Ltd. 4588
Club de l'Amitié de l'Âge d'Or de Beloeil inc. 4588
Club de motos-neige Étoile d'Or inc. 4589
Club d'équitation Grande Vallée inc. 4589
Club des consommateurs de St-Jean-Baptiste 4589
Club des Faucons de St-Isidore Dorchester inc. (Le) 4590
Club Populaire de Matane (Le) 4590
Comité du Centenaire de Baie-des-Sables inc. 4591
Compagnie d'exploration de l'Arctique et de la Toundra, ltée (La) 4591
Confiserie Suprême Jacques inc. 4591
Conseil de l'Âge d'Or, région de l'Outaouais (Le) 4592
Constructions Claude Daoust inc. (Les) 4592
DeBlois (Roger) inc. 4593
De-Lott inc. 4593
Déry (René) inc. 4593
Deslauriers (Paul-E.) inc. 4594
Distributrices Maskoutaines inc. (Les) 4594
Durivage Lamarre Productions (André) Inc. 4594
Dwayne Fashions Inc. 4595
Dynatron Inc. 4595

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

East and Welding and Maintenance Inc. 4595
Entreprises F.Y.G.M. Simard inc. (Les) 4596
Équipements B.L.O.C. inc. (Les) 4596
Estrie Extinguisher Service Inc. 4633
Excavation L.B.L. ltée 4597
Excavation Transco inc. 4597
Expo Steak House Inc. 4612
Fabulous Foods Inc. 4597
Fédération des Clubs de La Barrière des Caps. 4598
Fédération Québécoise du Plein Air (La) 4598
Fournier, Gariépy & associés inc. 4598
Friends of Windsor Station 4599
Futurec Construction Inc. 4599
G.L.D. Excavation Inc. 4600
G.M.C. Sports Inc. 4600
Gagnon (Régent) inc. 4600
Gasbec Inc. 4601
Gif-Bec ltée 4601
Gikivac Manufacturing Ltd. 4612
Giroux, Côté & associés inc. 4601
Godet (J.) inc. 4602
Groupement forestier du Sud de Dorchester inc. (Le) 4602
H & H Air Conditioning Ltd. 4602
Hôtel-Motel Lisefrance inc. 4603
Huiles Montcalm inc. (Les) 4603
Iberotour Travel Centre Inc. 4588
Identospec inc. 4604
Immeubles Pierre Fortin ltée (Les) 4604
Immeubles Trianex inc. (Les) 4604
Importations Segamo ltée (Les) 4605
Imprimerie Dégelis inc. 4605
Information Touristique Saguenay inc. 4605
Intrépides des Deux-Montagnes inc. (Les) 4606
Investigations Geymor inc. (Les) 4606
Jardins Carmel inc. (Les) 4606
Jeanvil inc. 4607
Joliette Pallets Ltd. 4607
Jourberg (R. H.) ltée 4607
Journal de l'Ouest du Québec inc. (Le) 4608
K.L.P. Investments Inc. 4622
Lacon Ltd. 4608
Lacon ltée 4608
Laflamme (Gilles) & associés inc. 4608
Larin et Larin inc. 4609
Laurentide Paper Ltd. 4619
L'Écuyer (Michel) & associés (Québec) inc. 4609
Lederic Investment Corporation 4609
Lehoux (Hormisdas) inc. 4610
Ligue de hockey Inter-Cités de la région de Québec (La) 4610
Loto-Net inc. 4611
Lucy's Art Inc. 4611
M. B. R. Resorts Inc. 4611
Maison Du Steak Expo inc. 4612
Maisons mobiles St-Félicien inc. 4612
Manufacturiers Gikivac ltée (Les) 4612
Marché Alqui inc. 4613
Mercerie l'Hommerie inc. 4613
Méthot (Laurent) inc. 4613
Meunier Plumbing and Heating (Marcel) Ltd. 4624
Microwave Diode Ltd. 4614
Miniatures L. Thibeault inc. 4614
Molson Gaspésie ltée 4614
Montcalm Oil Inc. 4603
Moore (Norman H.) inc. 4615
Motel Electro inc. 4615
Multi-Litho inc. 4615
Muplex Distribution Inc. 4616
N.R.G. Investment Ltd. 4616
New-Clan Fashions Inc. 4617
North Eastern Packaging Company Ltd. 4617
Nottingham Shirt Works Inc. 4617
Organismes familiaux associés du Québec inc. 4618
Oriental Trading (Mtl) Ltd. 4618
Outaouais Regional Council of Senior Citizens (The) 4592
P.D.L. Restaurants (Longueuil) Ltd. 4628
P.N.P. Farms Ltd. 4618
Palettes Joliette ltée (Les) 4607
Papier Laurentide ltée 4619
Particiqué inc. 4619
Pâtisserie Beau Séjour inc. 4620
Peegee Truck Rentals (Québec) Limited 4620
Peintothèque inc. 4620
Petbar Investments Ltd. 4621
Petro Service Inc. 4621
Pierrefonds Gardens Ltd. 4621
Place de la Monnerie inc. 4622
Placements K.L.P. inc. (Les) 4622
Placements Pierre ltée (Les) 4622
Placements Roger Raymond ltée 4623
Placements Valiquette inc. (Les) 4623
Plant National (Canada) Ltd. 4624
Plomberie et chauffage Marcel Meunier ltée. 4624
Poly-Promotion inc. 4624
Productions Maxi-Vedettes inc. (Les) 4625
R.R. Aluminium ltée 4625
Reliure Bouthillier-Beaudoin inc. 4625
Rentway Québec Ltd. 4626
Restaurant La Chine inc. 4626
Restaurant la Porte de Laval inc. 4626
Restaurant Le Caveau inc. 4627
Restaurant Le Village Mexicain inc. 4627
Restaurant Normandin inc. 4628
Restaurants P.D.L. (Longueuil) ltée (Les) 4628
Revue Theatre Foundation Inc. 4628
Rhodes Holding Corporation 4629
Rivetta Inc. 4629
Rockman de Montréal inc. 4629
Rockman of Montreal Inc. 4629
Roclerc Aluminium Inc. 4630
Roma Transport Inc. 4630
Roseraie d'Anjou (1972) inc. (La) 4630
St-Félicien Mobile Homes Inc. 4612
Satellite Soccer Inc. 4631
Savoie inc. 4631
Seaway Hotels (Québec) Limited (The) 4631
Senneterre Transport Inc. 4632
Sercobec ltée 4632
Service d'extincteurs de l'Estrie inc. 4633
Sherbrooke Sporting Goods Inc. 4633
Shopping Cart Maintenance Ltd. 4633

Lettres patentes *Letters patent*
(suite) *(continued)*

Société culturelle Québec-Normandie 4634
Société de développement industriel des Bois-Francs inc. 4634
Société Dodco inc. (La) 4634
Sonall Enterprises Limited 4635
Spi-Lo Inc. 4635
Stefanos Restaurant Inc. 4636
Sunco Development Inc. 4636
Tardif (Irenée) & fils inc. 4636
Terrebonne Concrete Inc. 4583
Tramli inc. 4637
Trois-Rivières Ready Mix Inc. 4637
Trousseau exclusif Québec inc. 4637
Trudeau (1971) (Gilles) inc. 4638
Valiquette Investments Inc. 4623
Veillette inc. 4638
Velo Sport Inc. 4638
Wendybrook Farms Ltd. 4639
West Island Plumbing & Heating Ltd. 4639
Zakopane Inc. 4640

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent Supplementary*

Agence de Pétroliers Océaniques ltée 4642
Continental Discount Corporation 4640
Corporation d'Escompte Continental 4640
Gleason inc. 4640
Hyman & Estelle Barkun Foundation (The) .. 4641
Immeubles de la Colline inc. (Les) 4641
Kinsboro Couriers (Québec) Limited 4641
Laboratoire d'Optique Trans-Québec inc. (Le) 4641
Laureate Products of Canada (1971) Inc. 4643
Metrocan Leasing Limited 4642
Mylbec Corporation 4642
Oceanic Tankers Agency Ltd. 4642
Placements Demers inc. 4642
Produits Laureat du Canada (1971) inc. (Les) . 4643
Société de Placements Renault ltée 4643

Lettres patentes avis d'annulation *Letters patent notice of annulment*

Compagnie Minière Ferro & Titane inc. (La) 4689
Constantin Transport Inc. 4689
Ferro & Titanium Mining Company Inc. 4689

Sièges sociaux *Head Offices*

A.S.R. Mechanical Inc. 4674
Agence de Surveillance de l'Estrie inc. 4677
Baillargeon (Paul) Productions inc. 4675
Beauceville Sash & Door (1965) Ltd. 4679
Boutique de Mode St-Paul inc. 4674
Compagnie de Bois Expo inc. (La) 4678
Crosscreek Properties Ltd. 4675
Expo Lumber Company Inc. 4678
Fleurs de Lys Vending Services Inc. 4676
Jodhan Press Inc. 4677
Lacroix Design Inc. 4676
Mark Hot Inc. 4676
Mono-Lino Inc. 4676
Normandin (Pierre) inc. 4678
Quesnel (R.) & Associates Inc. 4678
Quesnel (R.) & Associés inc. 4678
R.S. Investment Co. Ltd. 4677
Rétro Excavation Inc. 4676
Services Automatiques Fleurs de Lys inc. (Les) 4676
Société foncière d'aménagement (Québec) inc. 4675
Somerville House Corporation (The) 4678
Sud Drywall Inc. 4676
Super Marché l'Eden inc. 4677

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

City of Laval Transit Commission 4687
Commission de Transport de la ville de Laval (La) 4687
Sainte-Foy, ville-city 4688
Youssef El-Batrawi 4687

Curatelle publique *Public Curatorship*

Successions vacantes: *Vacant Estates:*

Murphy, Mildred 4798

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Arvida, ville-city (*Unité de regroupement avec— Regroupment Unit with: Jonquière, Kénogami, St-Dominique-de-Jonquières*) 4689
Chicoutimi, canton-township (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with: Chicoutimi ville, Rivière-du-Moulin, Saguenay*) 4688
Chicoutimi, cité-city (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with: Chicoutimi, canton, Rivière-du-Moulin, Saguenay*) 4688
Jonquière, cité-city (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with: Kénogami, Arvida, St-Dominique-de-Jonquières*) 4689
Kénogami, cité-city (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with: Jonquière, Arvida, St-Dominique-de-Jonquières*) 4689
Rivière-du-Moulin, ville-town (*Unité de Regroupement avec — Regroupement with Chicoutimi, cité, Chicoutimi-canton, Saguenay*) .. 4688
St-Dominique-de-Jonquières (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with: Jonquière, Kénogami, Arvida*) 4689
Sainte-Thérèse-Ouest-West, ville-town (*Règl.-By-law*) 4688
Saguenay, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupment Unit with: Chicoutimi, cité, Chicoutimi canton, Rivière-du-Moulin*) .. 4688

Terres et forêts *Land and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Ascot, canton-township 4690
Cadastre Guide 4692
Carleton, canton-township 4690

Cadastre: *Cadastre:*
(suite) *(continued)*

Laflèche, canton-township 4690
Orford, canton-township 4691
Québec, cité-city 4691
Répertoire des Cadastres 4692
St-Colomb de Sillery, par 4691
Ste-Foy, par 4692
St-Lazare, par 4690
Ste-Victoire du canton de-township of Arthabaska, par 4692
Templeton, canton-township 4690
Wickham, canton-township 4691

NOMINATIONS ***APPOINTMENTS***

Divers: *Miscellaneous:*

Thibault, Lucien (*coroner*) 4715

Présidents d'élection: *Returning officers:*

Gervais, Bertrand 4714
Gauvin, Marc 4714

PROCLAMATIONS ***PROCLAMATIONS***

Coming into force of the official cadastre of a part of the City of Noranda, situated in the registration division of Rouyn-Noranda 4646
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Bourlamaque, situated in the registration division of Abitibi 4660
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Dessane, situated in the registration division of La Tuque 4658
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Eudes, situated in the registration division of Saguenay 4643
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Hébécourt, situated in the registration division of Abitibi 4663
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Landanet, situated in the registration division of Rouyn-Noranda 4657
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Natashquan, situated in the registration division of Sept-Îles .. 4645
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Obalski, situated in the registration division of Lac-Saint-Jean-West 4648
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Rémigny, situated in the registration division of Rouyn-Noranda 4649
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Romieu, situated in the registration division of Matane 4655
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Scott, situated in the registration division of Lac-Saint-Jean-West 4651
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Scott, situated in the registration division of Lac-Saint-Jean-West 4654
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Vauquelin, situated in the registration division of Abitibi 4652
Coming into force of the official cadastre of a part of the Village of Ville-Marie, situated in the registration division of Témiscamingue 4661
Fête Saint-Jean-Baptiste (26 juin 1972 jour de la fête publique) 4664
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie de la cité de Noranda, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda .. 4646
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Boulamarque, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi 4660
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Dessane, située dans la division d'enregistrement de la Tuque 4658
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton d'Eudes, située dans la division d'enregistrement de Saguenay 4643
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton d'Hébécourt, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi 4663
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Landanet, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda 4657
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Natashquan, située dans la division d'enregistrement de Sept-Îles 4645
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Obalski, située dans la division d'enregistrement du Lac-Saint-Jean-Ouest 4648
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Rémigny, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda . 4649
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Romieu, située dans la division d'enregistrement de Matane 4655
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Scott, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest .. 4651
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Scott, située dans la division d'enregistrement du Lac-Saint-Jean-Ouest 4654
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Vauquelin, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi 4652
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du Village de Ville-Marie, située dans la division d'enregistrement de Témiscamingue 4661
St-John the Baptist's Day (June 26, 1972 non-juridical day) 4664

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — COMPANIES INFORMATION ACT

Avis de dissolution éventuelle de corporation: — *Notice of Eventual Dissolution of Corporations:*

Administration moderne inc. 4693
Agences d'assurance associées inc. (Les) 4693
Ain & Zabuta Ltd. 4693
Albert Athletic Club Inc. 4693
Allan Borin Inc. 4693
Alpino House Limited 4693
Arcade hôtel inc. 4693
Archie's Coffee Shoppe Inc. 4693
Ares & frères ltée 4693
Arnold Farms Ltée 4693
Assistance maternelle section St-Georges de Mtl 4693
Associated Clothing Manufacturers of the Province of Québec Inc. 4693
Association de l'aide sociale à l'apprenti inc. 4693
Association des anciens du collège Ste-Croix inc. 4693
Association des courtiers en valeur de placement de Québec 4693
Association des fabricants de vêtements de Québec inc. 4693
Association des prospecteurs du Nord-Ouest Québec inc. 4693
Association of Millinery Manufacturers of the Province of Québec 4693
Association Provinciale des maîtres-imprimeurs de Québec inc. 4693
Association sportive St-Henri inc. 4693
Ateliers de soudure de Rimouski limitée (Les) 4693
Atlas Tile Ceramics Co. Ltd. 4693
Au Friand inc. 4693
Audet & Duval inc. 4693
Audet (J. A.) inc. 4693
Auditorium limitée théâtre Capitol 4693
Autobus Château Bigot inc. (Les) 4693
Avenir du Nord Co. ltée (L') 4693
Avon Fabrics Ltd. 4693
Badge & Specialty Company Ltd. 4693
Barry Lee Inc. 4693
Basserman Furniture Exchange Ltd. 4693
Beaver Club Inc. 4693
Bellevue Estates Inc. 4693
Bétonnière Kennebec inc. 4693
Beauregard Fur Corporation Ltd. 4693
Bonnyville Oil & Refining Corporation 4693
Borin (Allan) Inc. 4693
Bouchard automobiles (Sept-Îles) inc. 4693
Cafco inc. 4693
Canadian Industrial Sanitation Ltd. 4693
Canadian School of Electricity Ltd. 4693
Canadian Spangle Manufacturing Co. Inc. 4693
Canadian Super-Cold Ltd. 4693
Canamont Construction Ltd. 4693
Cartierville Lumber Co. 4693
Cascades Club Inc. 4693
Castle Realties Co. 4693
Cedarview Country ClubInc. 4693
Compagnie des brasseries de Québec limitée 4695
Compagnie Sutton & fils ltée 4693
Consolidated Fenimore Iron Mines Ltd. 4693
Côté (St-Georges) inc. 4693
D. W. & R. A. Mills Limited 4695
Daniels & Daniels Inc. 4695
Daniels & Mannard Heating and Air Conditioning Limited 4695
Daniels & Mannard Limited 4695
Daoust Drive Yourself Inc. 4695
Darrah Bros. Ltd. 4695
Delbo Inc. 4695
De Milo 4695
Diana inc. 4695
Dix (Les) 4695
Dominion Children's Wear Inc. 4695
Entraide inc. 4693
Expansion industrielle de Cowansville ltée, cie 4693
Falaises inc. (Les) 4695
Fashion Plate Vest Mfg. Co. Ltd. 4693
Fédération des oeuvres de charité de St-Antoine de Longueuil (La) 4693
Fellows Medical Mfg. Co. Ltd. 4693
Ferme Docteur Viau ltée 4693
Financial Service Ltd. 4693
Fortin & Co. ltée 4693
Fried Holdings Ltd. 4693
Fun Devices Ltd. 4693
Gagnon (J. A.) & fils, ltée 4693
Gallery Square Investments Ltd. 4693
Garage R. Lamothe ltée 4693
Garde St-Georges inc. de Jonquière 4693
Gatineau Holdings Ltd. 4693
Gauthier Mfg. Ltd. 4693
Gelex Ltd. 4693
General Automobile Equipment Ltd. 4693
Gimiro inc. 4695
Gnaedinger Furs Ltd. 4693
Greenwood Enterprises Inc. 4693
Handmark Hall Ltd. 4695
Holland Diamond Co. Ltd. 4693
Hollywood Hosiery & Gloves Inc. 4693
Home Frocks Ltd. 4693
Horn Realty Co. Ltd. 4693
Hotel and Restaurant Suppliers Association Inc. 4695
Hôtel Beau-Chêne ltée 4693
Hôtel Saurel ltée 4693
Hôtel Vermont inc. 4693
Hôtes Laurentiens ltée (Les) 4693
Huronne ltée (La) 4693
Hy Deckelbaum Ltd. 4695
Hyde Park Employees' Social and Philanthropic Association 4693
I & G Fur Co. 4693
Immeuble Colombien 2907 ltée 4693
Immeuble Lagacé limitée 4693
Immeubles Cadrin inc. 4693
Immeubles du boulevard inc. 4693
Import Leaf Tobacco Ltd. 4695
Imprimerie Générale de Rimouski ltée 4695
Incinérateur Décarie ltée 4695
Industrial Coatings (Québec) Ltd. 4695
Industrial Trading Co. Ltd. 4695

Avis de dissolution éventuelle de corporation: *Notice of Eventual Dissolution of Corporation:*

(suite) *(continued)*

Industrial Wares Limited 4695
Industrielle de Loraineville limitée 4695
Intercom Trading Co. Ltd. 4693
Investment Confederation Ltd. 4695
Iris Studio Inc. 4695
Jalbert et Tremblay ltée 4695
Jazzar (George A.) & Sons Ltd. 4695
Jersey Health Farm Limited 4695
Jeune chambre de Québec inc. (La) 4695
Jonquière automobile limitée 4695
Junior Accent Inc. 4695
Keet Construction Co. Ltd. 4695
Kenneth B. S. Robertson Limited 4695
Kingsley Clothes Ltd. 4695
Kinsmen Club Lachine Dorval Inc. 4695
Kleinert Co. Ltd. 4695
Komol Ltd. 4695
Kroch (S.) & Sons Inc. 4695
L.F. Automotive Inc. 4693
Lafond Fur Limited 4695
Langlois et Paradis limitée 4695
L'avenir du Nord Co. ltée 4693
Lavoie (Jos.) & fils ltée 4693
Lifto Co. Inc. 4695
Ligue des propriétaires de Jonquière inc. 4693
London Steel Rule Die Co. Ltd. 4693
Machinerie Equipment & Supply Co. Ltd. 4695
Madame Joel Limited 4695
Mademoiselle inc. 4695
Maison Aline ltée 4695
Maison Nadeau limitée 4695
Maisonneuve Shoe Supply Co. Ltd. 4695
Majestic Sales Corp. 4695
Manischewitz (M.) & Co. Inc. 4695
Manzo (Y.) Limited 4695
Marie Paule inc. 4693
Martel auto service limitée 4695
Martel (L. E.) limitée 4693
Marks Realties Limited 4695
Mastercraft Clothes Limited 4695
Maurice & Marks Limited 4695
Miss Snowdon Ltd. 4695
Montreal Flying Club 4695
Montreal Laundry Company Limited 4695
Montreal Repertory Theatre 4695
Montreal Transfer, Terminal Ltd. 4695
Nylcraft Inc. 4693
Petit journal inc. (Le) 4695
Pétroles inc. (Les) 4695
Plage idéale incorporée 4695
Plomberie de Rimouski, ltée (La) 4695
Plourde (Elzéar) limitée 4695
Poplaw's Furniture Co. Ltd. 4695
Power Survey & Equipment Limited 4695
Products and Services Limited 4695
Produits Homah inc. 4695
Produits Mayo limitée 4695
Properties Development limitée 4695
Propriétés immobilières inc. (Les) 4695
Québec Ascot Copper Corporation Limited 4695
Québec Drive Yourself Association Inc. 4695
Québec Steamship Lines Ltd. 4695
Québec Stevedoring and Lumber Corporation 4695
Québec Mines Limited 4695
Rainwear & Sportswear Manufacturers' Association 4695
Ravary (J. M.) Inc. 4695
Ravel Mfg Ltd. 4695
Red Gold (Québec) Mining Company Limited 4695
Refrication Acceptance Co. Limited 4695
Refrigeration Distributors Ltd. 4695
Renaud & cie limitée 4695
Ricanaw Mines Limited 4695
Richstone Realties Inc. 4695
Ritz Lace & Embroi Dery Ltd. 4695
Robert (A.) ltée 4695
Savard & Hart Inc. 4695
Service Barber Shops (Québec) Ltd. 4695
Shawinigan Pension Fund Corp. 4695
Shearer Lumber Co. ltée 4695
Sheer Silk Hosery Mills Ltd. 4695
Sherwood Realty Corporation 4695
Smith's Investment Corp. Ltd. 4695
Smith Tiblemont Mines Ltd. 4695
Société canadienne d'histoire naturelle 4695
Société de propagande nationale inc. 4695
Société de prêts et placements de Québec 4695
Société financière inc. 4695
Sources Abénakis ltée 4695
South Shore Paper Box Company Limited 4695
Spécialistes du bureau inc. (Les) 4693
Sports Car Specialist Ltd. 4693
Stadacona (Québec) Rouyn Mines Limited 4695
Stattner & Sons Inc. 4695
Style Contractors Limited 4695
Tilden Corporation 4695
Trottier & cie ltée 4693
Vétéran entreprises Ltd. 4693
Les visons des Mille Îles ltée 4695
Weber Refrigeration & Fixtures Corp. 4693
Walsh (Robert) Co. Limited 4695

Lettres patentes annulées: *Letters Patent Annuled:*

Assurances Pigeon et Fontaine ltée 4697
Belko Inc. 4697
Club Sportif Gaulin Inc. 4697
Craftsman Printing Ink Ltd. 4697
Dragons de Princeville Inc. (Les) 4697
Entreprises Cayuga Inc. 4697
Entreprises Fleur de Lis Limitée 4697
Entreprises G.R. Inc. (Les) 4697
Fédération des Associations de Chasse et Pêche du Québec Métropolitain Inc. 4697
Gérard Gibeault & Associés Inc. 4697
Happy Shoe Co. Inc. 4697
Har-Mar Holdings Ltd. 4697
Immeubles P. & G. Inc. (Les) 4697
Mammouth Landscaping and Importing Ltd. 4697
Miller Ventures Inc. 4697
Produits Rano Inc. 4697
Société Nouvelle-France 4697
20th Century Fiberglass Ltd. 4697

SOUMISSIONS — demandes de / ***TENDERS — Requests for***

Baie-des-Chaleurs, c.s. – s.c. ... 4725
Donnacona, ville – town ... 4727
Lac Delage, ville – town ... 4723
Maisonneuve, c.s.r. – r.s.b. ... 4721
Mont-Royal, c.é.c. – c.s.b. ... 4715
St-Charles, par. (*Erratum*) ... 4715
Sainte-Croix, par. ... 4719
Sept-Îles, cité – city ... 4717

SYNDICATS PROFESSIONNELS / ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Association des Animateurs de Pastorale Scolaire du Québec (*Const. – Inc.*) ... 4729
Syndicat National des Employés de la Coopérative Agricole de Granby (*Nom– Name ch.*) 4729

VENTES / ***SALES***

Par Shérifs / ***By Sheriffs***

Arthabaska / ***Arthabaska***

Pépin (J. Germain) Inc. *vs* Faucher ... 4730

Hauterive / ***Hauterive***

Maison Rite inc. *vs* Tremblay ... 4730

Joliette / ***Joliette***

Gaudreault & *Al.* *vs* Les Résidences Familiales St-Louis Inc. ... 4732
Marsolais *vs* Régnier ... 4731
National Trust Company *vs* Provost et Gariépy ... 4731
Société Nationale de Fiducie *vs* Provost et Gariépy ... 4731

Montmagny / ***Montmagny***

Bergeron *vs* Gagnon ... 4733
Pelletier *vs* Tremblay ... 4734

Montréal / ***Montreal***

Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Goldenberg ... 4736
Banque Provinciale du Canada (La) *vs* Charlebois ... 4735
Caisse de Dépôt & Placement du Québec *vs* Gabriel Developments Inc. & *Al.* ... 4735
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Goldenberg ... 4736
Provincial Bank of Canada (The) *vs* Charlebois ... 4736
Québec Deposit and Investment Fund *vs* Gabriel Developments Inc. & *Al.* ... 4735

Rouyn-Noranda / ***Rouyn-Noranda***

Gaudet *vs* Tremblay ... 4737

Taxes / ***Taxes***

Anjou, ville-town ... 4698

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1408-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement général adopté en vertu de la Loi de la protection du consommateur (1971, chapitre 74)

ATTENDU QUE, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 102 de la Loi de la protection du consommateur (L.Q. 1971 ch. 74), le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté les règlements suivants:

1 — règlement No 1 adopté par arrêté en conseil No 2849 du 11 août 1971;

2 — règlement No 2 adopté par arrêté en conseil No 3524 du 13 octobre 1971;

3 — règlement No 3 adopté par arrêté en conseil No 3711 du 27 octobre 1971;

4 — règlement No 4 adopté par arrêté en conseil No 3712 du 27 octobre 1971;

5 — règlement No 5 adopté par arrêté en conseil No 3713 du 27 octobre 1971;

6 — règlement No 6 adopté par arrêté en conseil No 3714 du 27 octobre 1971;

7 — règlement No 7 adopté par arrêté en conseil No 4279 du 15 décembre 1971;

8 — règlement No 8 adopté par arrêté en conseil No 654-72 du 1er mars 1972;

9 — règlement No 9 adopté par arrêté en conseil No 653-72 du 1er mars 1972;

10 — règlement No 10 adopté par arrêté en conseil No 795-72 du 15 mars 1972;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à une refonte de ces règlements;

ATTENDU QUE le Conseil de la protection du consommateur a examiné et approuvé, au cours de ses séances des 9 et 10 mai 1972, le projet de ce règlement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit adopté et soit connu sous le nom de Règlement général;

QUE le règlement ainsi adopté entre en vigueur conformément à son article 13.02.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1408-72

Québec, May 24, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING a general regulation under the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74).

WHEREAS, by virtue of the powers conferred upon him under section 102 of the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74), the Lieutenant-Governor in Council has made the following regulations :

1 — regulation No. 1 adopted by Order in Council No. 2849 dated August 11, 1971;

2 — regulation No. 2 adopted by Order in Council No. 3524 dated October 13, 1971;

3 — regulation No. 3 adopted by Order in Council No. 3711 dated October 27, 1971;

4 — regulation No. 4 adopted by Order in Council No. 3712 dated October 27, 1971;

5 — regulation No. 5 adopted by Order in Council No. 3713 dated October 27, 1971;

6 — regulation No. 6 adopted by Order in Council No. 3714 dated October 27, 1971;

7 — regulation No. 7 adopted by Order in Council No. 4279 dated December 15, 1971;

8 — regulation No. 8 adopted by Order in Council No. 654-72 dated March 1, 1972;

9 — regulation No. 9 adopted by Order in Council No. 653-72 dated March 1, 1972;

10 — regulation No. 10 adopted by Order in Council No. 795-72 dated March 15, 1972;

WHEREAS it is expedient that revision of the regulations be made;

WHEREAS the Consumer Protection Council has examined and approved the draft regulation at its sittings of May 9 and 10, 1972;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

THAT the regulation annexed to this order in council be made and known as General Regulation;

THAT such regulation come into force in accordance with section 13.02 thereof.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

LR-647

TABLE DES MATIÈRES

Section		*Page*
I	Interprétation	648
II	Exemptions	650
	1 — Dispositions générales	
	2 — Exemptions de la loi	
	3 — Exemptions du présent règlement	
III	Forme des écrits et mentions obligatoires	654
	1 — Formes des écrits	
	2 — Mentions obligatoires	
IV	Coût de crédit	658
	1 — Divulgation du coût de crédit	
	2 — Divulgation du taux de crédit	
	3 — Tolérances dans la divulgation du taux de crédit	
	4 — Réduction du coût de crédit	
V	Publicité concernant le coût de crédit	663
VI	Renouvellement, extension de crédit et crédit résultant de la consolidation de dettes	664
VII	Permis	665
VIII	Cautionnement et droits	666
IX	Représentants	671
X	Dossiers de crédit	672
XI	Comptes en fiducie	672
XII	Formules	672
XIII	Dispositions transitoires	673
XIV	Annexe	674

Permis de vendeur itinérant
Permis de vendeur d'automobiles usagées
Requête pour permis de vendeur itinérant
Requête pour permis de vendeur d'automobiles usagées
Carte de représentant (NB-6)
Cautionnement par police individuelle de garantie (NB-7)
Cautionnement additionnel (NB-8)
Cautionnement par police collective de garantie (NB-12)
Certificat de membre (NB-13)

TABLE OF CONTENTS

Division		*Page*
I	Interpretation	648
II	Exemptions	650
	1 — General provisions	
	2 — Exemptions from the Act	
	3 — Exemptions from this regulation	
III	Form of documents and compulsory provisions	654
	1 — Form of documents	
	2 — Compulsory provisions	
IV	Credit charge	658
	1 — Disclosure of credit charge	
	2 — Disclosure of credit rate	
	3 — Allowances in the disclosure of the credit rate	
	4 — Reduction of credit rate	
V	Advertising concerning credit charge	663
VI	Renewal, extension of credit and credit resulting from consolidation of debts	664
VII	Permits	665
VIII	Security and Duties	666
IX	Representatives	671
X	Credit Records	672
XI	Trust Accounts	672
XII	Forms	672
XIII	Transitional Provisions	673
XIV	Appendices	674

Itinerant vendor's permit
Used automobile vendor's permit
Application for itinerant vendor's permit
Application for used automobile vendor's permit
Representative's card (NB-6)
Individual guarantee policy bond (NB-7)
Additional security (NB-8)
Collective guarantee policy bond (NB-12)
Member's certificate (NB-13)

RÈGLEMENT GÉNÉRAL
ADOPTÉ SOUS L'AUTORITÉ DE LA LOI DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Section I

Interprétation

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « atermoiement »: le délai additionnel accordé par un commerçant à un consommateur;

GENERAL REGULATION
UNDER THE CONSUMER PROTECTION ACT

Division I

Interpretation

1.01 In this regulation, unless the context indicates a different meaning, the following words mean:

(*a*) "deferment": the additional delay granted by the merchant to a consumer;

b) « caution »: tout requérant, détenteur ou tiers ayant fourni un cautionnement ou un cautionnement additionnel;

c) « dénominateur »: la somme des soldes du montant de l'obligation totale à recouvrer au début du contrat et à la fin de chaque période de paiement prévue au contrat en supposant que les paiements sont effectués à l'échéance par le consommateur selon le contrat;

d) « détenteur »: un détenteur de permis visé dans la section X de la loi;

e) « groupe »: une corporation, un syndicat, une société, une association ayant souscrit, au profit de ses membres, un cautionnement par police collective de garantie;

f) « litige »: une poursuite visée dans la section XIV ou une action visée dans la section XV de la loi;

g) « loi »: la Loi de la protection du consommateur;

h) « membre »: toute personne qui est actionnaire, associée ou membre d'un groupe et qui est identifiée par un certificat de membre rédigé selon la formule NB-13;

i) « montant de crédit »: le montant énoncé

i) au paragraphe *d* de l'article 21 de la loi ou

ii) au paragraphe *j* de l'article 28 de la loi,

toute composante du coût de crédit étant exclue de ce montant;

j) « montant de l'obligation totale »: le montant énoncé

i) au paragraphe *j* de l'article 21 de la loi ou

ii) au paragraphe *p* de l'article 28 de la loi,

ce montant étant égal à la somme du montant de crédit et du coût de crédit;

k) « montant médian »: le montant qui est à mi-chemin entre deux montants;

l) « numérateur »: la somme des soldes du montant de l'obligation totale effectivement dus au début du contrat et à la fin de chaque période de paiement prévue au contrat jusqu'à et incluant la période qui précède immédiatement la date d'acquittement du solde du montant de l'obligation totale;

m) « période de paiement »: l'espace de temps entre deux dates auxquelles un paiement est requis;

n) « règlement »: tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la protection du consommateur;

o) « représentant »: *i*) tout préposé, agent ou représentant d'un vendeur itinérant qui, à ce titre et ailleurs qu'à l'adresse de ce vendeur itinérant, sollicite d'un consommateur déterminé la passation d'un contrat de vente ou conclut un pareil contrat avec un consommateur, ou

ii) tout préposé, agent ou représentant d'un vendeur d'automobiles usagées qui, à ce titre, concourt à la formation d'un contrat de vente d'une automobile usagée;

(*b*) "surety": any applicant, holder or third party who has furnished security or additional security;

(*c*) "denominator": the aggregate of the balances of the total obligation owing at the beginning of the contract and at the end of each period of payment provided under the contract, assuming that the payments are effected at maturity by the consumer, in accordance with the contract;

(*d*) "holder": a holder of a permit contemplated in division X of the Act;

(*e*) "group": a corporation, syndicate, partnership or association which deposits security by means of a collective guarantee policy on behalf of its members;

(*f*) "proceedings": any proceedings contemplated in division XIV or an action contemplated in division XV of the Act;

(*g*) "Act": the Consumer Protection Act;

(*h*) "member": any person who is a shareholder, associate or member, identifiable as such by being the holder of a member's certificate drawn up in form NB-13;

(*i*) "amount of credit": the amount stated

(*i*) in paragraph *d* of section 21 of the Act or

(*ii*) in paragraph *j* of section 28 of the Act,

all components of the credit charges being excluded from this amount;

(*j*) "amount of the total obligation": the amount stated

(*i*) in paragraph *j* of section 21 of the Act or

(*ii*) in paragraph *p* of section 28 of the Act,

this amount equalling the aggregate of the credit amount and the credit charge;

(*k*) "median amount": the amount which is at the half way point between two amounts;

(*l*) "numerator": the aggregate of the balances of the total obligation actually owing at the beginning of a contract and at the end of each period of payment provided under the contract, up to and including the period of payment which immediately precedes the date of payment of the balance of the amount of the total obligation;

(*m*) "period of payment": the period of time between two dates when a payment is required;

(*n*) "regulation": any regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under the Consumer Protection Act;

(*o*) "representative": (*i*) any official, agent or representative of an itinerant vendor who as such and other than at the address of such itinerant vendor solicits the signing of a contract from a specified consumer or makes a similar contract with a consumer, or

(*ii*) any official, agent or representative of a used automobile vendor who as such contributes to the making of a sale contract of a used automobile;

p) « requérant »: une personne physique, société ou corporation qui requiert l'émission ou le renouvellement d'un permis;

q) « requête »: une demande de permis ou de renouvellement de permis formulée par un requérant;

r) « revenu saisonnier »: le revenu perçu pendant un espace de temps d'au plus 8 mois en considération d'une activité principale ne pouvant être exercée plus de 8 mois par année.

1.02 Les définitions de la loi s'appliquent au présent règlement.

1.03 Les règles d'interprétation des lois contenues dans la Loi d'interprétation (S.R.Q. 1964, ch. 1) s'appliquent, *mutatis mutandis*, au présent règlement.

Section II

Exemptions

2.01 La présente section comprend 3 sous-sections:

a) § 1 — Dispositions générales (articles 2.02 à 2.03)
b) § 2 — Exemptions de la loi (articles 2.04 à 2.21)
c) § 3 — Exemptions du présent règlement (articles 2.22 à 2.25)

§ 1 — *Dispositions générales*

2.02 Un contrat exempté de l'application d'un article ou d'une section de la loi est également exempté des dispositions du présent règlement se rapportant audit article ou à ladite section.

2.03 Le renouvellement d'un contrat exempté en tout ou en partie de la loi ou du présent règlement bénéficie de la même exemption.

§ 2 — *Exemptions de la loi*

2.04 Les exemptions de la loi comprennent:
a) les exemptions générales (article 2.05)
b) les exemptions partielles (articles 2.06 à 2.21)

2.05 Sont exemptés de l'application de la loi:

a) un distributeur de gaz ou un distributeur d'électricité au sens de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz, (S.R.Q. 1964, ch. 87), l'Hydro-Québec, une corporation municipale ou une coopérative régie par la Loi de l'électrification rurale (S.Q. 1945, ch. 48), en ce qui concerne leurs ventes d'électricité ou de gaz;

b) le courtier, l'émetteur de valeurs mobilières et le vendeur au sens de la Loi des valeurs mobilières (S.R.Q. 1964, ch. 274);

c) le prêt garanti par les gouvernements du Canada ou du Québec ou un de leurs organismes;

d) le contrat tombant sous la compétence de la Régie des transports;

(*p*) "applicant": a physical person, partnership or corporation applying for the issue or renewal of a permit;

(*q*) "application": a request made by an applicant for a permit or renewal of a permit;

(*r*) "seasonal income": the income deriving during a period of not more than 8 months from a principal activity which cannot be carried on more than 8 months a year.

1.02 Definitions made in the Act shall apply to this regulation.

1.03 Rules governing interpretation of statutes prescribed in the Interpretation Act (R.S.Q. 1964, ch. 1) apply *mutatis mutandis* to this regulation.

Division II

Exemptions

2.01 This division is composed of three (3) subdivisions:
(*a*) § 1 — General provisions (sections 2.02 to 2.03)
(*b*) § 2 — Exemptions from the Act (sections 2.04 to 2.21)
(*c*) § 3 — Exemptions from this regulation (sections 2.22 to 2.25)

§ 1 — *General provisions*

2.02 A contract exempt from the application of a section or division of the Act is equally exempt from the application of the provisions of this regulation concerning said section or division.

2.03 The renewals of contracts exempt in whole or in part from the Act shall be subject to the same exemptions.

§ 2 — *Exemptions from the Act*

2.04 The exemptions from the Act include:
(*a*) the general exemptions (section 2.05)
(*b*) the partial exemptions (sections 2.06 to 2.21).

2.05 The following are exempt from the application of the Act :

(*a*) gas distributors or electricity distributors, within the meaning of the Electricity and Gas Board Act (R.S. Q. 1964, ch. 87) Hydro-Québec, municipal corporations, and cooperatives governed by the Rural Electrification Act (S.Q. 1945, ch. 48) for the sale of electricity or gas;

(*b*) brokers, security issuers and salesman, within the meaning of the Securities Act (R.S.Q. 1964, ch. 274);

(*c*) loans guaranteed by the Governments of Canada and Québec, or by a body of either;

(*d*) contracts falling within the jurisdiction of the Transportation Board;

e) tout contrat d'une entreprise publique telle que définie par la Loi de la Régie des services publics (S.R.Q. 1964, ch. 229), et fait en conformité d'une autorisation de ladite Régie des services publics;

f) le contrat d'assurance;

g) le contrat de rente;

h) le contrat où un crédit consenti à un consommateur est garanti par un privilège ou une hypothèque grevant un immeuble

i) comportant plus de quatre (4) logements ou

ii) utilisé principalement à une fin commerciale, industrielle ou professionnelle;

i) le contrat de louage d'un bien corporel, sauf s'il a pour effet d'opérer directement ou indirectement le transfert différé de la propriété de ce bien, soit de plein droit soit à l'option d'une partie.

2.06 Est exempté de l'application des articles 3, 5, 7 et 67 à 71 ainsi que de la section V de la loi le contrat visé dans le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi, y compris tout privilège immobilier de quelque rang qu'il soit, ainsi que toute offre, promesse ou entente préalable à tel contrat et intervenue entre les mêmes parties.

2.07 Est exempté de l'application des articles 3, 5, 7, 12, 13, 14, 15, 21, 28 et 67 à 71 ainsi que de la section V de la loi le contrat ou un crédit consenti à un consommateur est garanti par une hypothèque lorsque ce contrat n'est pas déjà visé dans l'article 10 de la loi ou le paragraphe *h* de l'article 2.05 du présent règlement, ainsi que toute offre, promesse ou entente préalable à tel contrat et intervenue entre les mêmes parties, aux conditions suivantes:

a) le commerçant doit remettre au consommateur, au moins quarante-huit (48) heures avant la passation du contrat en forme authentique, un écrit conforme à l'article 4.04 du présent règlement et contenant les mentions applicables en vertu des articles 21 ou 28 de la loi et de l'article 4.01 du présent règlement, cet écrit devant être rédigé en français à moins que le consommateur n'exige qu'il soit rédigé en anglais;

b) une copie de l'écrit visé au paragraphe *a* du présent article doit être annexée à l'acte en forme authentique;

c) le contrat doit stipuler que si, à l'expiration du terme du contrat, une somme excédant le montant d'un paiement périodique reste due, le commerçant ne peut en exiger le paiement que trente (30) jours après avoir donné au consommateur un avis de son intention, sauf en cas de défaut du consommateur.

2.08 Nonobstant l'article 7 de la loi, s'il y a plus de deux personnes parties à un contrat soumis à l'application de cet article, ce contrat est exécutoire à compter du moment où un commerçant et un consommateur sont en possession d'un double de l'écrit.

2.09 Est exempté de l'application de l'article 11 de la loi le contrat régi par la Loi des petits prêts (S.R.C. 1970,

(*e*) all contracts of a public service as defined by the Public Service Board Act (R.S.Q. 1964, ch. 229), and made under the authorization of the Public Service Board;

(*f*) insurance contracts;

(*g*) annuity contracts;

(*h*) contracts where credit, extended to a consumer, is secured by a privilege or hypothec attached to an immovable.

(*i*) comprising more than four (4) dwellings or

(*ii*) used mainly for commercial, industrial or professional purposes;

(*i*) contracts of hire of tangible property, except where they directly or indirectly effect a deferred assignment of the ownership of such property, either *pleno jure* or at the option of one of the parties.

2.06 The contracts contemplated in the second paragraph of section 10 of the Act, involving thereby any immoveable privilege of whatsoever rank, as well as any offer, promise or agreement made prior to such a contract between the same parties are exempt from the application of sections 3, 5, 7 and 67 to 71, and Divisions V of the Act.

2.07 Exemption from the application of sections 3, 5, 7, 12, 13, 14, 15, 21, 28 and 67 to 71, and division V of the Act is given to contracts where the extension of credit to consumers is secured by hypothec, when such contracts are not already contemplated in section 10 of the Act or paragraph *h* of section 2.05 of this regulation, as well as all offers, promises or agreements made prior to such a contract between the same parties upon the following conditions:

(*a*) the merchant must remit to the consumer, at least forty-eight hours before the official contract is executed a writing in conformity with section 4.04 of this regulation, and containing the pertinent information pursuant to sections 21 or 28 of the Act and section 4.01. This writing must be drawn up in French unless the consumer demands that it be drawn up in English;

(*b*) a copy of the writing referred to in paragraph *a* of this section must be officially annexed to the contract;

(*c*) the contract must stipulate that if, upon the expiry of the contract term, a sum in excess of one instalment payment remains due, the merchant may only demand payment thereof thirty (30) days after giving notice of such intention to the consumer, unless there be default by the consumer.

2.08 Notwithstanding section 7 of the Act, if more than two persons are party to a contract subject to the application of this section, such contract becomes executory from the time a merchant and consumer are in possession of a duplicate of the writing.

2.09 Contracts governed by the Act respecting small loans (R.S.C. 1970, ch. S-11) are exempt from the appli-

ch. S-11), à la condition qu'il indique le taux de crédit en la manière régie par les articles 4.07 à 4.10 du présent règlement.

2.10 Est exempté de l'application du premier alinéa de l'article 11 de la loi le contrat accordant un crédit variable.

2.11 Nonobstant l'article 12 de la loi, les parties à un contrat peuvent convenir de différer la date du premier paiement pourvu que, si ce délai excède 45 jours, le coût de crédit ne coure pas entre la date du contrat et le début de la période dans laquelle ce paiement est effectué.

2.12 Sont exemptés de l'application des articles 12 et 13 de la loi:

a) le contrat de prêt d'argent dont le capital est remboursable en totalité à une seule date déterminée;

b) le contrat auquel est partie un consommateur dont le revenu est saisonnier, à la condition que le contrat contienne la mention suivante, laquelle doit être spécialement signée par le consommateur:

« Mme, Mlle ou M .....
(insérer ici le nom et l'activité principale du consommateur) déclare que son revenu est saisonnier. »

et le commerçant est admis à accepter cette déclaration, sauf s'il sait qu'elle est fausse.

2.13 Est exempté de l'application des articles 12, 13 et 20 de la loi le prêt d'argent

a) payable à demande;

b) dont la date d'échéance est indéterminée ou

c) dont le montant des paiements est indéterminé

à la condition que le taux de crédit soit divulgué lors du contrat et de son renouvellement, sous forme de pourcentage annuel qui s'applique non d'avance au solde à recouvrer du montant de crédit dans la détermination du coût de crédit, le coût de crédit devant alors être divulgué comme si le terme du contrat était d'un an et comme si le montant de crédit et le taux de crédit demeuraient inchangés durant cette période.

Cependant, dans le cas où le montant des paiements est indéterminé, si la date d'échéance est déterminée, c'est le terme indiqué au contrat qui doit être utilisé pour le calcul et la divulgation du coût de crédit.

2.14 Est exempté de l'application des articles 12 et 13 et de la section V de la loi le contrat passé entre un commerçant et un consommateur, portant sur des biens nécessaires à l'exercice du métier, art ou profession du consommateur et contenant la mention suivante, laquelle doit être spécialement signée par le consommateur:

« Mme, Mlle ou M. .....
(insérer ici le nom et l'activité principale du consommateur) déclare que le bien faisant l'objet du contrat est nécessaire à l'exercice de son métier, art ou profession. »

2.15 Sont exemptés de l'application de l'article 20 de la loi:

a) la correction apportée au contrat du commun accord des parties;

I.R-652

cation of section 11 of the Act providing the credit rate is indicated in the manner specified in sections 4.07 to 4.10 of this regulation.

2.10 Contracts extending variable credit are exempt from the application of the first paragraph of section 11 of the Act.

2.11 Notwithstanding section 12 of the Act, the parties to a contract may agree to delay the date of the first payment provided that if this delay exceeds 45 days the credit charge is not reckoned between the date of the contract and the beginning of the period in which such payment is made.

2.12 The following are exempt from the application of sections 12 and 13 of the Act:

(*a*) contracts for loans of money where the capital is repayable in a lump sum on a fixed date;

(*b*) contracts to which a consumer of seasonal income is a party, upon the condition that the contract includes the following clause, which must be specially signed by the consumer:

"Mrs, Miss or Mr .....
(insert here the consumers' name and principal occupation) declares that his income is seasonal."

and the merchant may accept such declaration unless he knows it to be false.

2.13 Loans of money are exempt from the application of sections 12, 13 and 20 of the Act.

(*a*) when they are payable on demand;

(*b*) whose maturity date is not fixed, or

(*c*) whose repayment amounts are not fixed,

upon the condition that the credit rate is disclosed, at the time of signing of the contract and its renewal, as being an annual percentage which is not applied in advance to the unpaid balance of the credit amount in the fixing of the credit charge; the credit charge being therefore disclosed as though the contract term were of one year's duration, and as though the credit amount and the credit rate remained constant during such period.

However, where the amounts of payments are not fixed, if the maturity date is fixed, the term indicated in the contract is the one which must be used for the calculation and the disclosure of the credit charge.

2.14 Contracts between a merchant and a consumer for goods necessary for carrying on the trade, art or profession of the consumer and containing the following clause, which must be specially signed by the consumer, are exempt from the application of sections 12 and 13 and division V of the Act:

"Mrs, Miss or Mr .....
(here insert the consumer's name and principal occupation) declares that the goods contracted for are necessary for carrying on his trade, art or profession."

2.15 The following are exempt from the application of section 20 of the Act:

(*a*) corrections by common accord made to contracts;

b) le ou les atermoiements dont la durée totale n'excède pas un sixième (⅙) de la durée du contrat;

c) le contrat visé dans l'article 2.07 du présent règlement pourvu que le commerçant remette au consommateur un écrit conforme à l'article 4.04 du présent règlement et contenant les mentions applicables en vertu des articles 21 ou 28 de la loi, du paragraphe *c* de l'article 2.07 et de l'article 4.01 du présent règlement, indiquant le changement survenu au coût de crédit, au taux de crédit et aux modalités de paiement pour le reste de la durée du contrat, cet écrit devant être rédigé en français, à moins que le consommateur n'exige qu'il soit rédigé en anglais.

2.16 Sont exemptés de l'application des articles 21 ou 28 de la loi, selon le cas, le prêt d'argent et le contrat assorti d'un crédit accessoire qui sont portés à un compte déjà régi par les articles 22 à 27 de la loi.

2.17 Est exempté de l'application des articles 22 à 27 de la loi le contrat où un crédit consenti à un consommateur est garanti par une hypothèque et en vertu duquel le commerçant accorde un crédit variable pour le paiement de taxes foncières, cotisations ou créances privilégiées ou garanties.

2.18 Est exempté de l'application de la section IV de la loi l'agent d'information dont les rapports ne concernent que des commerçants et ne sont distribués qu'à des commerçants.

2.19 Sont exemptés de l'application des dispositions des sections V et X de la loi:

a) le courtier ou le vendeur au sens de la Loi du courtage immobilier (S.R.Q. 1964, ch. 267);

b) le prêteur d'argent.

2.20 N'est pas considéré comme vendeur itinérant et est exempté de l'application des sections V et X de la loi le commerçant partie à l'un des contrats suivants:

a) la vente d'un service rendu pour la réparation, l'augmentation ou l'amélioration d'un bien corporel dont le consommateur a déjà la propriété, la jouissance ou la possession;

b) la vente comprenant à la fois un service visé dans le paragraphe *a* du présent article et un bien corporel s'incorporant à un autre bien corporel dont le consommateur a déjà la propriété, la jouissance ou la possession sauf si le bien corporel ainsi vendu est

i) une porte, fenêtre, couverture ou revêtement extérieur de bâtiment;

ii) un tapis, une moquette ou tout autre recouvrement, en matière textile ou plastique, du plancher d'un bâtiment;

iii) un adoucisseur d'eau;

iv) une pierre tombale ou un monument funéraire.

c) la vente conclue à un marché public ou à une exposition agricole ou commerciale;

(*b*) deferments which, in sum, do not exceed by one-sixth (⅙) the duration of the contract.

(*c*) Contracts contemplated in section 2.07 of this regulation provided the merchant gives a document to the consumer in conformity with section 4.04 of this regulation containing the pertinent information pursuant to sections 21 and 28 of the Act, paragraph *c* of section 2.07 and section 4.01 of this regulation, indicating the change now applicable to the credit charge, the credit rate, and the terms of payment over the remainder of the contract duration. This writing must be drawn up in French, unless the consumer request that it be drawn up in English.

2.16 Loans of money and contracts involving accessory credit which are for accounts already subject to sections 22 to 27 of the Act are exempt from the application of sections 21 or 28, as the case may be, of the Act.

2.17 Contracts granting credit to a consumer that are guaranteed by hypothec and under which the merchant extends variable credit for the payment of land taxes, contributions or secured or privileged debt.

2.18 Information agents whose reports are in respect of merchants only and are distributed solely to merchants, are exempt from the application of division IV of the Act.

2.19 The following are exempt from the application of divisions V and X of the Act: the

(*a*) brokers or salesmen within the meaning of the Real Estate Brokerage Act (R.S.Q. 1964, ch. 267);

(*b*) money-lenders.

2.20 Merchants are not considered intinerant vendors and are exempt from the application of divisions V and X of the act when they are party to one of the following contracts:

(*a*) the sale of a service rendered to repair, increase or improve a tangible property in the ownership, enjoyment or possession of the consumer;

(*b*) a sale which comprises both the service contemplated in paragraph *a* of this section, and a tangible property for incorporation with another tangible property in the ownership, enjoyment or possession of the consumer, except when the tangible property thus sold is:

(*i*) a door, window, roofing or exterior wall coverings of a building;

(*ii*) a rug, carpet or any other covering of textile or plastic material of a building floor;

(*iii*) a water softener

(*iv*) a gravestone or a monument.

(*c*) a sale made to a public market or to an agricultural or commercial exhibition;

d) la vente d'un produit alimentaire non congelé au moment de sa livraison;

e) la vente de combustible;

f) le contrat par correspondance;

g) la vente d'une automobile neuve, lorsque le contrat est formé à l'adresse du commerçant.

2.21 Est exempté de l'application de la section X de la loi le commerçant partie à l'un des contrats visés dans les articles 2.05, 2.06, 2.07 et 2.14 du présent règlement.

§ 3 — *Exemption du présent règlement*

2.22 Est exempté de la section III du présent règlement le contrat en forme authentique et portant minute.

2.23 La sous-section 2 de la section IV du présent règlement (articles 4.06 à 4.12) ne s'applique pas à un contrat où un crédit consenti à un consommateur est garanti par une hypothèque ou un privilège immobilier et en vertu duquel le coût de crédit ne comprend que de l'intérêt divulgué en la manière prévue par la Loi sur l'intérêt (S.R.C. 1970, ch. I-18).

2.24 La sous-section 4 de la section IV du présent règlement (articles 4.17 à 4.27) ne s'applique pas lorsque le contrat est régi par la Loi des petits prêts (S.R.C. 1970, ch. S-11), sauf en ce qui a trait à la prime d'assurance souscrite contre le décès ou l'invalidité et prévue au contrat.

2.25 La section V du présent règlement ne vise pas la publicité contenue dans un catalogue publié avant le 1er juillet 1972, cette exception ne valant que jusqu'au 1er mai 1973.

Section III

Forme des écrits et mentions obligatoires

§ 1 — *Forme des écrits*

3.01 Un contrat peut être manuscrit, dactylographié ou imprimé.

3.02 Si le contrat est dactylographié, il doit être écrit en caractères d'au moins 10 points.

3.03 Si le contrat est imprimé:

a) à moins qu'il ne soit autrement prévu, toute mention obligatoire imposée par ce règlement doit être imprimée en caractères d'au moins 10 points sur corps 12 et compter au plus 14 espaces au pouce;

b) tous les montants, nombres ou chiffres imprimés doivent être imprimés en caractères de 12 points sur corps 14 et compter au plus 12 espaces au pouce;

c) le reste du contrat doit être imprimé en caractères d'au moins 8 points sur corps 10 et compter au plus 17 espaces au pouce;

d) seuls les caractères romains et italiques peuvent être utilisés.

(*d*) the sale of a food product not frozen at the time of delivery;

(*e*) the sale of fuel;

(*f*) contract by correspondence;

(*g*) the sale of a new automobile where the contract is drawn up at the merchant's address.

2.21 The merchant who is party to one of the contracts contemplated in sections 2.05, 2.06, 2.07 and 2.14 of this regulation is exempt from the application of division X of the Act.

§ 3 — *Exemptions from this regulation*

2.22 Contracts which are officially drawn up and recorded are exempt from the application of division III of this regulation.

2.23 Subdivision 2 of division IV of this regulation (sections 4.06 to 4.12) does not apply to a contract where the extension of credit to consumers is secured by hypothec or immoveable privilege and under which the credit charge includes only interest disclosed as provided by the Interest Act (R.S.C. 1970, ch. I-18).

2.24 Subdivision 4 of division IV of this regulation (sections 4.17 to 4.27) does not apply to contracts governed by the Small Loans Act (R.S.C. 1970, ch. S-11) except where it concerns the insurance premium paid to cover death or disability and provided for in the contract.

2.25 Division V of this regulation does not apply to advertising included in a catalogue published prior to July 1, 1972; this exception is to remain valid until May 1, 1973 only.

Division III

Form of Documents and Compulsory Provisions

§ 1 — *Form of Documents*

3.01 A contract may be hand-written, typed or printed.

3.02 If the contract is typed, the type must be of at least 10 points.

3.03 If the contract is printed:

(*a*) unless otherwise specified, every compulsory provision provided by this regulation must be printed in a minimum of 10 point type set up in a 12 point body and not exceeding 14 spaces to the inch;

(*b*) every printed amount, number or numeral must appear in 12 point type set up in 14 point body not to exceed 12 spaces to the inch;

(*c*) the rest of the contract must be printed in at least 8 point type set up in 10 point body not to exceed 17 spaces to the inch;

(*d*) only Roman and italic type may be used.

3.04 Si un contrat est rédigé des deux côtés des feuilles de papier utilisées, il doit comporter, au bas du recto de chaque feuille, en caractères majuscules d'une grosseur minimum de 14 points la mention et l'encadrement suivants:

VOIR VERSO

En pareil cas, la signature des parties doit être apposée sur la dernière page de chacun des exemplaires du contrat et à la suite de toutes les stipulations du contrat.

3.05 Tout contrat imprimé doit être rédigé avec de l'encre noire ou rouge foncé.

3.06 Tout contrat doit être rédigé sur du papier Bond numéro 7 d'une pesanteur de 26 M (26 livres au mille feuilles de 17 par 22 pouces) ou sur du papier d'une qualité supérieure.

§ 2 — *Mentions obligatoires*

3.07 Tout contrat de prêt d'argent ainsi que tout contrat assorti d'un crédit accessoire doivent, s'ils contiennent une clause de déchéance de terme et s'ils sont assujettis aux articles 67 à 71 de la loi, comporter, immédiatement après cette clause, la mention obligatoire suivante:

« Avant d'exercer cette clause de déchéance de terme, le commerçant doit donner au consommateur un avis écrit d'au moins 30 jours pendant lesquels le consommateur peut:

a) soit remédier au défaut reproché dans l'avis;

b) soit présenter à la Cour une requête demandant à celle-ci de modifier les conditions de paiement.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 67 à 75 de la Loi de la protection du consommateur et à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur créé par l'article 76 de cette loi. »

3.08 Tout contrat de vente à tempérament ne contenant pas de clause de déchéance de terme doit comporter la mention obligatoire suivante:

« Dans le présent contrat, le transfert du droit de propriété du bien vendu n'a pas lieu lors de la formation du contrat mais aura lieu seulement (ici le commerçant devra indiquer l'époque du transfert du droit de propriété en mentionnant qu'il aura lieu soit lors du paiement entier du prix, soit lorsque la moitié ou les deux-tiers de celui-ci auront été payés, soit à l'avènement d'une autre condition devant être spécifiée).

À défaut par le consommateur d'exécuter son obligation suivant les modalités du contrat, le commerçant peut, à son choix:

a) soit exiger le paiement immédiat des versements échus;

b) soit reprendre possession du bien vendu.

3.04 If a contract is drawn up on both sides of the paper used, it must include, at the lower part of the recto of each sheet, in capital letters and in at least 14 point type, the indication shown below:

SEE OVERLEAF

In such a contract the signature of the parties must appear on the last page of each copy of the contract and at the end of all the conditions of the contract.

3.05 Printed contracts must be printed in black or dark red ink.

3.06 Every contract must be made on Bond paper number 7 of 26 M weight (26 pounds per one thousand sheets 17 by 22 inches sheets) or on paper of superior quality.

§ 2 — *Compulsory Provisions*

3.07 Every contract for a loan of money or involving accessory credit, if it includes a clause which forfeits the term and if it is subject to sections 67 to 71 of the Act, must include immediately after that clause, the following compulsory provision:

"Before exercising this clause which forfeits the term, the merchant must send the consumer a written notice of at least 30 days during which the consumer may either:

(*a*) remedy the default indicated in the notice; or

(*b*) submit a motion to the Court to have the conditions of payment changed.

It will be to the consumer's advantage to refer to sections 67 to 75 of the Consumer Protection Act and consult the Consumer Protection Bureau established by section 76 of that Act."

3.08 Every contract for an instalment sale which has no clause which forfeits the term must include the following compulsory provision:

"In this contract the transfer of the right of ownership of the goods sold shall not occur when the contract is signed but only (the merchant must mention here the time of the transfer of the right of ownership and state that such transfer will occur when the price is paid in full, when one-half or two-thirds thereof is paid, or when another condition, which must be specified, is fulfilled).

If the consumer is in default to perform his obligation in accordance with the terms and conditions of the contract, the merchant may at his option:

(*a*) exact immediate payment of the instalments due; or

(*b*) retake possession of the goods sold.

Avant d'exercer son droit de reprise du bien vendu, le commerçant doit cependant donner au consommateur un avis de 30 jours pendant lesquels le consommateur peut, à son choix:

a) soit remédier au défaut reproché dans l'avis;

b) soit remettre volontairement le bien vendu auquel cas l'obligation contractuelle du consommateur est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de remettre le montant des versements qu'il a reçus.

Si, lors du défaut du consommateur, celui-ci a payé au moins les deux-tiers du prix total de vente, le commerçant ne peut exercer son droit de reprise à moins d'obtenir la permission du tribunal.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 35 à 41 de la Loi de la protection du consommateur et à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur créé par l'article 76 de cette loi. »

3.09 Tout contrat de vente à tempérament contenant une clause de déchéance de terme doit comporter la mention obligatoire suivante:

« Dans le présent contrat, le transfert du droit de propriété du bien vendu n'a pas lieu lors de la formation du contrat mais aura lieu seulement (ici le commerçant devra indiquer l'époque du transfert du droit de propriété en mentionnant qu'il aura lieu soit lors du paiement entier du prix, soit lorsque la moitié ou les deux-tiers de celui-ci auront été payés, soit à l'avènement d'une autre condition devant être spécifiée).

À défaut par le consommateur d'exécuter son obligation suivant les modalités du contrat, le commerçant peut, à son choix:

a) soit exiger le paiement immédiat des versements échus;

b) soit exiger le paiement immédiat du solde de la dette conformément à la clause de déchéance de terme;

c) soit reprendre possession du bien vendu.

Avant d'exercer son droit de reprise du bien vendu, le commerçant doit cependant donner au consommateur un avis de 30 jours pendant lesquels le consommateur peut, à son choix:

a) soit remédier au défaut reproché dans l'avis;

b) soit remettre volontairement le bien vendu, auquel cas l'obligation contractuelle du consommateur est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de remettre le montant des versements qu'il a reçus.

Si, lors du défaut du consommateur, celui-ci a payé au moins les deux-tiers du prix total de vente, le commerçant ne peut exercer son droit de reprise à moins d'obtenir la permission du tribunal.

Si le commerçant préfère ne pas reprendre le bien vendu mais exercer plutôt la clause de déchéance de terme contenue dans le présent contrat, il doit auparavant donner au consommateur un avis écrit d'au moins 30 jours pendant lesquels le consommateur peut:

a) soit remédier au défaut reproché dans l'avis;

Before exercising his right of repossession of the goods sold, however, the merchant must give the consumer a notice of 30 days during which the consumer may at his option:

(*a*) remedy the default indicated in the notice; or

(*b*) voluntarily return the goods sold, in which case the consumer's contractual obligation is extinguished and the merchant is not bound to remit the amount of the instalments which he has received.

If upon the default of the consumer, he has paid at least two-thirds of the full sale price, the merchant shall not exercise his right of repossession unless he obtains the permission of the court.

It will be to the consumer's advantage to refer to sections 35 to 41 of the Consumer Protection Act and consult the Consumer Protection Bureau established by section 76 of that Act."

3.09 Every contract for an instalment sale which has no clause which forfeits the term must include the following compulsory provision:

"In this contract the transfer of the right of ownership of the goods sold shall not occur when the contract is signed but only (the merchant must mention here the time of the transfer of the right of ownership and state that such transfer will occur when the price amount is paid in full, when one-half or two-thirds thereof has been paid or when another condition, which must be specified, is fulfilled).

If the consumer is in default to perform his obligation in accordance with the terms and conditions of the contract, the merchant may at his option:

(*a*) exact immediate payment of the instalments due;

(*b*) exact immediate payment of the balance of the debt in conformity with the clause which forfeits the terms; or

(*c*) retake possession of the goods sold.

Before exercising his right of repossession of the goods sold, however, the merchant must give the consumer a notice of 30 days during which the consumer may at his option:

(*a*) remedy the default indicated in the notice; or

(*b*) voluntarily return the goods sold, in which case the consumer's contractual obligation is extinguished and the merchant is not bound to remit the amount of the instalments which he has received.

If upon the default of the consumer, he has paid at least two-thirds of the full sale price, the merchant shall not exercise his right of repossession unless he obtains the permission of the court.

If the merchant prefers not to retake the goods sold but rather to exercise the clause which forfeits the term, contained in this contract, he must first give the consumer a written notice of at least 30 days during which the consumer may either:

(*a*) remedy the default indicated in the notice; or

b) soit présenter à la cour une requête demandant à celle-ci de modifier les conditions de paiement.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 35 à 41 ainsi que 67 à 75 de la Loi de la protection du consommateur et à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur créé par l'article 76 de cette loi. »

3.10 Tout contrat assujetti à la section V de la loi mais n'étant pas assorti d'un crédit accessoire doit comporter la mention obligatoire suivante:

« Les règlements de la protection du consommateur décrètent que le présent contrat doit contenir les articles suivants de la Loi de la protection du consommateur:

Article 7. — Le contrat est formé lorsque toutes les parties l'ont signé, mais il n'est exécutoire qu'à compter du moment où chaque partie est en possession d'un double de cet écrit.

Article 53. — Le consommateur peut résoudre le contrat au plus tard le cinquième jour après qu'il est devenu exécutoire.

Article 54. — Le consommateur se prévaut de la faculté de résolution:

a) soit par la remise du bien à l'adresse du vendeur itinérant;

b) soit au moyen d'un avis écrit à cet effet.

Article 55. — Le contrat est résolu de plein droit à compter de la remise du bien ou de la réception de l'avis.

Article 56. — Dans les sept jours suivant la résolution, les parties doivent se restituer ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre.

Article 57. — Le vendeur itinérant assume tous les frais de restitution.

Article 58. — Le vendeur itinérant assume les risques de perte ou de détérioration, même par cas fortuit:

a) du bien à livrer, jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'article 56;

b) du bien reçu en paiement, jusqu'à sa restitution.

Article 59. — Le consommateur ne peut résoudre le contrat si l'objet qu'il a reçu du vendeur itinérant ne peut être restitué à ce dernier par suite d'un fait ou d'une faute dont le consommateur est responsable.

Article 105. — Dans le calcul d'un délai d'une durée d'au plus sept jours, on ne tient pas compte des samedis, des dimanches, ni des jours fériés.

Le consommateur aura avantage à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur créé par l'article 76 de la Loi de la protection du consommateur. »

3.11 Tout contrat assujetti à la section V de la loi, assorti d'un crédit accessoire et contenant une clause de déchéance de terme doit comporter d'abord la mention obligatoire de l'article 3.10 du présent règlement sauf le dernier paragraphe, puis la mention obligatoire de l'article 3.07.

(*b*) submit a motion ot the Court to have the conditions of payment changed.

It will be to the consumer's advantage to refer to sections 35 to 41 and 67 to 75 of the Consumer Protection Act and consult the Consumer Protection Bureau established by section 76 of that Act."

3.10 Every contract governed by division V of the Act but not involving accessory credit must include the following compulsory provision.

"Under the regulations on Consumer Protection this contract must contain the following sections of the Consumer Protection Act:

Section 7. — The contract shall be entered into when all the parties have signed it, but shall be executory only when each party possesses a duplicate of such writing.

Section 53. — The consumer may dissolve the contract not later than the fifth day after it has become executory.

Section 54. — A consumer shall avail himself of his right of dissolution:

(*a*) either by returning the goods to the itinerant vendor's address, or

(*b*) by a notice in writing for that purpose.

Section 55. — The contract shall be dissolved *pleno jure* from the return of the goods or the receipt of the notice.

Section 56. — Within seven days following the dissolution, the parties must restore what they have received from one another.

Section 57. — The itinerant vendor shall assume all the costs of restitution.

Section 58. — The itinerant vendor shall assume the risk of loss or deterioration even by fortuitous event:

(*a*) of goods to be delivered, until the expiry of the delay provided for in section 56;

(*b*) of goods received in payment until the restitution thereof.

Section 59. — A consumer shall not dissolve the contract if the object which he has received from the itinerant vendor cannot be restored to the latter as a result of any act or fault for which the consumer is liable.

Section 105. — In computing any delay of not more than seven days, saturdays, sundays and holidays shall not be taken into account.

It will be to the consumer's advantage to consult the Consumer Protection Bureau established by section 76 of the Consumer Protection Act."

3.11 Every contract governed by division X of the Act, involving accessory credit and including a clause which forfeits a term must, in the first place, include the compulsory provision indicated in section 3.10 of this regulation, except the last paragraph, and that indicated in section 3.07.

3.12 Tout contrat de vente à tempérament assujetti à la section V de la loi et ne contenant pas de clause de déchéance de terme doit comporter d'abord la mention obligatoire de l'article 3.10 du présent règlement sauf le dernier paragraphe, puis la mention obligatoire de l'article 3.08.

3.13 Tout contrat de vente à tempérament assujetti à la section V de la loi et contenant une clause de déchéance doit comporter d'abord la mention obligatoire de l'article 3.10 du présent règlement sauf le dernier paragraphe, puis la mention obligatoire de l'article 3.09.

3.14 Tout contrat d'abonnement à une revue ou à un magazine qui est assujetti à la section V de la loi doit comporter, en caractères d'au moins 14 points, les détails suivants:

a) la durée de l'abonnement;

b) le prix de l'abonnement;

c) le prix de détail de chaque revue ou magazine lorsqu'il est acheté au numéro;

d) le prix ordinaire d'un abonnement à chaque revue ou magazine pour toute la durée du contrat d'abonnement;

e) la mention obligatoire suivante:

« Les revues ou magazines suivants (ici insérer leur nom) sont en langue française.

Les revues ou magazines suivants (ici insérer leur nom) sont en langue anglaise. »

Section IV

Coût de crédit

§ 1 — *Divulgation du coût de crédit*

4.01 Le coût de crédit doit être déterminé comme étant égal à tout ce que le consommateur doit payer en vertu du contrat en sus:

1) du montant de crédit, dans le cas d'un prêt d'argent, ou

2) du versement comptant et du montant de crédit, dans le cas d'un contrat assorti d'un crédit accessoire, et doit inclure notamment:

a) l'intérêt exprimé sous forme de montant;

b) la différence entre le prix de chaque bien en vertu du contrat et son prix comptant;

c) le bonus;

d) la commission;

e) les frais d'administration ou de service non inclus dans les paragraphes *a* ou *b*;

f) les frais de courtage;

g) les frais d'acte;

h) les frais d'enquête de crédit;

i) les droits exigibles supplémentaires nécessités par le crédit;

j) la prime d'assurance souscrite contre le décès ou l'invalidité;

3.12 Every contract for an instalment sale governed by division V of the Act which does not include a clause which forfeits a term must first of all include the compulsory provision indicated in section 3.10 of this regulation, except the last paragraph, and that indicated in section 3.08.

3.13 Every contract for an instalment sale governed by division V of the Act which contains a clause which forfeits a term must include first of all the compulsory provision indicated in article 3.10 of this regulation, except the last paragraph, and that indicated in section 3.09.

3.14 Every contract for subscription to a review or a magazine which is governed by division V of the Act must include, in fourteen-point type minimum the following details:

(*a*) the duration of the subscription;

(*b*) the price of the subscription;

(*c*) the retail price of each review or magazine when purchased as a single copy;

(*d*) the regular price of a subscription to each review or magazine for the full duration of the subscription contract;

(*e*) the following compulsory provision:

"The following reviews or magazines (include their names here) are written in French.

The following reviews or magazines (include their names here) are written in English."

Division IV

Credit Charge

§ 1 — *Disclosure of Credit Charge*

4.01 The credit charge must be determined as being equal to the aggregate amount which the consumer must pay under the contract in addition to:

(1) the amount of credit in the case of a loan of money, or

(2) the down payment and credit amount in the case of contracts involving accessory credit, and must include in particular:

(*a*) the interest expressed as an amount;

(*b*) the difference between the price of the goods under the contract and its cash price;

(*c*) bonus;

(*d*) commission;

(*e*) administration or service charges not included in paragraphs *a* or *b*;

(*f*) brokerage fees;

(*g*) contract fees;

(*h*) fees for credit investigation;

(*i*) additional duties required by the credit;

(*j*) insurance premiums against death or disability;

k) l'escompte.

4.02 Lorsqu'un escompte est accordé à un consommateur, l'écrit doit mentionner:

a) la date ultime à laquelle cet escompte est applicable;

b) l'escompte exprimé sous forme de montant.

4.03 Cependant, lorsqu'un crédit consenti à un consommateur est garanti par une hypothèque, le coût de crédit ne doit pas inclure:

a) les frais d'acte, de certificat de recherche, d'examen et de copie de titres, d'enregistrement, d'évaluation foncière, de localisation ou d'arpentage ni

b) le montat perçu du consommateur au compte de taxes et cotisations foncières, municipales, scolaires ou fabriciennes.

4.04 L'écrit visé dans l'article 5 de la loi ou l'article 2.07 du présent règlement doit mentionner les composantes du coût de crédit prévues par l'article 21 ou 28 de la loi, selon le cas, ainsi que celles prévues par l'article 4.01 du présent règlement, dans la mesure seulement où elles entrent dans la détermination du coût de crédit de chaque contrat particulier.

Ainsi, si la seule composante du coût de crédit est l'intérêt visé au paragraphe *a* de l'article 4.01 du présent règlement, cette mention suffit aux fins du présent article.

4.05 Le coût de crédit applicable à un contrat doit être divulgué en termes de dollars et de cents et en indiquant:

a) pour les prêts d'argent et les contrats assortis d'un crédit accessoire, que le coût de crédit divulgué est le coût de crédit pour tout le terme du contrat ou

b) pour les contrats accordant un crédit variable,

i) que le coût de crédit divulgué est le coût de crédit pour la période faisant l'objet de l'état de compte et

ii) le délai pendant lequel le consommateur peut acquitter son obligation sans avoir à payer un coût de crédit.

§ 2 — *Divulgation du taux de crédit*

4.06 L'écrit visé dans l'article 5 de la loi doit divulguer le taux de crédit prévu par les articles 21 ou 28 de la loi, selon le cas, ainsi que par le présent paragraphe et en employant les seules expressions « taux de crédit » ou « taux de crédit annuel ».

4.07 Le taux de crédit énoncé au paragraphe *i* de l'article 21 et au paragraphe *o* de l'article 28 de la loi doit être calculé et divulgué comme étant le pourcentage annuel qui, lorsqu'appliqué périodiquement de la façon prescrite par les articles 4.08 et 4.09 du présent règlement, produit des montants dont la somme est égale au coût de crédit pour le terme entier du contrat.

4.08 Ce pourcentage annuel s'applique à la fin de la période de paiement au solde du montant de crédit à recouvrer au début de cette période de la façon prescrite par l'article 4.09 du présent règlement.

(*k*) discount.

4.02 When a discount is given to a consumer, the writing must stipulate:

(*a*) the latest date on which the discount is applicable;

(*b*) the discount expressed as an amount.

4.03 However, when a credit granted to a consumer is secured by a hypothec, the credit charge must not include:

(*a*) fees pertaining to the deed, certification or research of titles, real estate valuation, location, surveying or registration, nor

(*b*) the amount collected from the consumer for land, municipal, school or fabrique taxes and assessments.

4.04 The writing contemplated in section 5 of the Act or section 2.07 of this regulation must indicate the components of the credit charge provided under sections 21 or 28 of the Act, as the case may be, and also those provided under section 4.01 of this regulation, only insofar as they enter into the determination of the credit charge of each particular contract.

Thus, if the sole component of the credit charge is the interest referred to in paragraph *a* of section 4.01 of this regulation, such indication shall satisfy the requirements of this section.

4.05 The credit charge applicable to a contract must be disclosed in dollars and cents and must indicate:

(*a*) in the case of loans of money and contracts involving accessory credit, that the credit charge disclosed is the credit charge for the entire term of the contract, or

(*b*) in the case of contracts granting variable credit,

(*i*) that the credit charge disclosed is the credit charge for the period covered by the statement of account, and

(*ii*) the delay during which the consumer can pay the amount of his obligation without having to pay a credit charge.

§ 2 — *Disclosure of Credit Rate*

4.06 The writing contemplated in section 5 of the Act must disclose the credit rate provided under sections 21 or 28 of the Act, as the case may be, as well as under this paragraph, and must only use the expressions "credit rate" or "annual credit rate".

4.07 The credit rate indicated in paragraph *i* of section 21 and in paragraph *o* of section 28 of the Act must be computed and disclosed as being the annual percentage which, when applied periodically as prescribed in sections 4.08 and 4.09 of this regulation, produces amounts whose aggregate is equal to the credit charge for the entire term of the contract.

4.08 The annual percentage applies at the end of the period of payment against the balance of the amount of credit outstanding at the beginning of that period as provided under section 4.09 of this regulation.

LR-659

Le solde du début de la période de paiement est établi en supposant que les paiements sont effectués par le consommateur au moment où ils deviennent échus et qu'ils servent à réduire d'abord le coût de crédit et ensuite le montant de crédit.

4.09 Le pourcentage à être appliqué périodiquement est égal à la même fraction du pourcentage annuel que la période de paiement est relativement à un an. Ainsi, lorsqu'un contrat prévoit des paiements mensuels, le pourcentage est égal à un douzième (1/12) du pourcentage annuel; lorsqu'il prévoit des paiements hebdomadaires, le pourcentage est égal à un cinquante-deuxième (1/52) du pourcentage annuel.

4.10 Cependant, lorsqu'un prêt est régi par la Loi des petits prêts (S.R.C. 1970, ch. S-11), le coût de crédit déterminé selon la division I de la présente section (articles 4.01 à 4.05) doit être converti en un taux de crédit calculé selon la méthode utilisée dans les articles 4.07 à 4.09 du présent règlement, mais l'application du coût de crédit doit se faire en la manière prévue par la loi précitée.

4.11 Le taux de crédit qui doit être calculé et divulgué conformément au paragraphe *g* de l'article 24 de la loi est le pourcentage annuel ou une échelle de pourcentages annuels qui, lorsqu'appliqué à la fin d'une période au solde à recouvrer à la fin de la période précédente de la façon prescrite par l'article 4.12 du présent règlement, produit le coût de crédit pour la période.

Si, au cours d'une période, le consommateur paie au moins 50% du solde par lui dû à la fin de la période précédente, le commerçant doit, pour fin de calcul du taux de crédit à être divulgué, déduire de ce solde le montant ainsi payé.

Si, au cours d'une période, le consommateur paie moins de 50% du solde par lui dû à la fin de la période précédente, le commerçant peut, pour fin de calcul du taux de crédit à être divulgué, déduire de ce solde le montant ainsi payé.

4.12 Le pourcentage à être appliqué périodiquement est égal à la même fraction du pourcentage annuel que la période est relativement à un an. Ainsi, lorsqu'un contrat prévoit des paiements mensuels, le pourcentage est égal à un douzième (1/12) du pourcentage annuel; lorsqu'il prévoit des paiements hebdomadaires, le pourcentage est égal à un cinquante-deuxième (1/52) du pourcentage annuel.

§ 3 — *Tolérances dans la divulgation du taux de crédit*

4.13 Le taux de crédit qui doit être divulgué en vertu des articles 4.07 à 4.10 du présent règlement peut être

a) un pourcentage qui n'est pas inférieur par plus de un quart de un pour cent (¼ de 1%) au pourcentage annuel calculé conformément à ces articles ou

b) un pourcentage annuel qui, lorsqu'appliqué conformément à ces articles aux soldes du montant

The balance at the beginning of the period of payment is computed on the assumption that payments are made by the consumer as they become due and that they are applied first against the credit charge and then against the amount of credit.

4.09 The percentage to be applied periodically is equal to the same annual percentage as the period of payment is in relation to one year. For instance, when a contract provides for monthly payments, the percentage is equal to one-twelfth (1/12) of the annual percentage; when it provides for weekly payments, the percentage is equal to one-fifty-second (1/52) of the annual percentage.

4.10 However when a loan is governed by the Small Loans Act (R.S.C. 1970, ch. S-11) the credit charge established according to subdivision I of this division (sections 4.01 to 4.05) must be converted into a credit rate computed according to the method used in sections 4.07 to 4.09 of this regulation, but credit charge must be applied in accordance with the manner specified in the previously mentioned Act.

4.11 The credit rate which must be computed and disclosed, in accordance with paragraph *g* of section 24 of the Act, is the annual percentage or a scale of annual percentage, which, when applied at the end of a period against the balance outstanding at the end of the preceding period, as prescribed under section 4.12 of this regulation, gives the credit charge for the period.

If, in the course of a period, the consumer pays at least 50% of the balance he owed at the end of the previous period, the merchant must, for the purpose of computing the credit rate to be disclosed, deduct from the balance the amount thus paid.

If, in the course of a period, the consumer pays less than 50% of the balance he owed at the end of the previous period, the merchant may, for the purpose of computing the credit rate to be disclosed, deduct from the balance the amount thus paid.

4.12 The percentage to be applied periodically is equal to the same fraction of the annual percentage as the period is in relation to one year. For instance, when a contract provided for monthly payments, the percentage is equal to one-twelfth (1/12) of the annual percentage; when it provides for weekly payments, the percentage is equal to one-fifty-second (1/52) of the annual percentage.

§ 3 — *Allowances in the disclosure of the credit rate*

4.13 The credit rate which must be disclosed in accordance with sections 4.07 to 4.10 of this regulation can be:

(*a*) a percentage which is not less than the annual percentage by more than one-quarter (¼) of one percent (1%), calculated in accordance with these sections or

(*b*) an annual percentage which, when applied in accordance with these articles against the balances of the

médian d'un écart de montants de crédit, produit le coût de crédit applicable à tous les montants de crédit de cet écart, un tel écart ne pouvant excéder dix dollars ($10.00), ce dernier pourcentage pouvant être divulgué en tenant compte de la tolérance prévue au paragraphe *a*.

4.14 En plus de la tolérance permise par l'article 4.13 du présent règlement, lorsque la date d'échéance du premier paiement mensuel d'un contrat ayant un terme de six mois ou plus n'est pas moins de 15 ou pas plus de 45 jours après la date à laquelle le crédit a été accordé, le commerçant peut considérer, pour les fins des articles 21 et 28 de la loi, que le crédit a été accordé un (1) mois avant la date d'échéance du premier paiement.

4.15 Le taux de crédit qui doit être divulgué en vertu des articles 4.11 et 4.12 du présent règlement peut être le pourcentage annuel qui, lorsqu'appliqué conformément à ces articles au solde médian d'un écart de soldes à recouvrer, produit le coût de crédit applicable à tous les soldes de cet écart, un tel écart

a) n'excédant pas dix dollars ($10.00) lorsque le solde le plus élevé de l'écart ne dépasse pas mille dollars ($1,000.00) ou

b) n'excédant pas vingt dollars ($20.00) lorsque le solde le plus bas de l'écart excède mille dollars ($1,000.00).

4.16 Les tolérances permises par les articles 4.13 à 4.15 du présent règlement ne peuvent être utilisées systématiquement dans le but de minimiser le taux de crédit.

§ 4 — *Réduction du coût de crédit*

4.17 La présente division s'applique à la réduction du coût de crédit prévue par l'article 14 de la loi.

4.18 Le coût de crédit utilisé dans le calcul de telle réduction du coût de crédit est le montant déterminé par l'article 4.01 du présent règlement à l'exclusion des frais ou charges énumérées aux paragraphes *g*, *h* et *i* dudit article.

4.19 La réduction du coût de crédit est au moins égale au coût de crédit déterminé par l'article 4.18 du présent règlement moins la retenue permise par l'article 4.20.

4.20 Le commerçant peut retenir une partie du coût de crédit en la manière ci-après prévue:

a) lorsque le terme du contrat n'excède pas cinq ans, la partie du coût de crédit pouvant être retenue par le commerçant est le montant obtenu en divisant le numérateur par le dénominateur et en multipliant le coût de crédit par le taux ainsi obtenu;

b) lorsque le terme du contrat excède cinq ans, la partie du coût de crédit pouvant être retenue par le commerçant est égale à la somme des montants calculés à l'aide d'un taux de crédit déterminé selon la méthode prévue par les articles 4.07 à 4.10 du présent règlement et appliqué périodiquement aux soldes de la somme du

median amount of different credit amounts gives the credit charge applicable to all credit amounts of this difference, such difference cannot exceed ten dollars ($10.00). This latter percentage may be disclosed by taking into account the allowance provided under paragraph *a*.

4.14 In addition to the allowance permitted under section 4.13 of this regulation, where the maturity date of the first monthly payment under a contract, whose term is of six months or more, is not less than 15 or more than 45 days from the date when the credit was issued, the merchant may, for the purposes of sections 21 and 28 of the Act, consider the credit to have been issued one (1) month before the maturity date of the first payment.

4.15 The credit rate which must be disclosed in accordance with sections 4.11 and 4.12 of this regulation can be the annual percentage which, when applied pursuant to these articles against the median balance of a range of outstanding balances, gives the credit charge applicable to all balances of this difference, such range

(*a*) not exceeding ten dollars ($10.00) when the highest balance of the difference does not exceed one thousand dollars ($1,000) or

(*b*) not exceeding twenty dollars ($20.) when the lowest balance of the difference exceeds one thousand dollars ($1,000.).

4.16 The allowances provided under sections 4.13 to 4.15 of this regulation cannot be used systematically with a view to minimizing the credit rate.

§ 4 — *Reduction of credit rates*

4.17 This subdivision applies to the reduction of the credit charge provided under section 14 of the Act.

4.18 The credit charge used in calculating such a reduction of the credit charge is the amount provided under section 4.01 of this regulation, excluding the charges enumerated in paragraphs *g*, *h*, and *i* of the said section.

4.19 The reduction of the credit charge is at least equal to the credit charge provided under section 4.18 of this regulation less the permissible amount retained under section 4.20.

4.20 The merchant can retain a portion of the credit charge in the manner hereinafter provided:

(*a*) when the term of the contract does not exceed five years, the portion of the credit charge which can be retained by the merchant is the amount obtained by dividing the numerator by the denominator and by multiplying the credit charge by the rate thus obtained;

(*b*) when the term of the contract exceeds five years, the portion of the credit charge which can be retained by the merchant is equal to the aggregate of the amounts calculated under a credit rate determined under sections 4.07 to 4.10 of this regulation, and applied periodically against the balances of the aggregate of the amount of

montant de crédit et des frais ou charges exclus par l'article 4.18; le taux de crédit utilisé doit reproduire le coût de crédit déterminé par l'article 4.18 et la somme des montants doit inclure le montant de la période de paiement dans laquelle le solde du montant de l'obligation totale est acquitté.

4.21 En plus de la retenue permise à l'article 4.20 du présent règlement, le commerçant peut retenir un montant égal au plus petit des deux montants suivants:

a) dix dollars ($10.00) ou

b) la moitié de la réduction déterminée à l'article 4.19 à la condition que l'acquittement du solde du montant de l'obligation totale soit effectué dans le premiers tiers (⅓) du terme du contrat.

4.22 Lorsque le terme original du contrat est changé par un ou plusieurs atermoiements, tout paiement ainsi différé est considéré comme ayant été effectué conformément au contrat.

4.23 Lorsqu'un paiement est effectué avant son échéance, le commerçant doit considérer que le paiement a été reçu au plus tard à la fin de la période de paiement dans laquelle le paiement a été effectivement reçu.

4.24 Nonobstant le paragraphe *a* de l'article 4.20 du présent règlement, le commerçant peut considérer que les soldes du numérateur sont les mêmes que ceux du dénominateur, si la différence entre le solde effectivement dû de l'obligation à la fin de la période de paiement précédant immédiatement l'acquittement du solde du montant de l'obligation totale et le solde utilisé dans le calcul du dénominateur à la fin de cette période est moindre qu'un paiement périodique prévu au contrat.

4.25 Nonobstant le paragraphe *a* de l'article 4.20 et l'article 4.24 du présent règlement, si le solde effectivement dû de l'obligation à la fin de la période de paiement précédant immédiatement l'acquittement du solde du montant de l'obligation totale excède le solde utilisé dans le calcul du dénominateur à la fin de cette période et si un coût de crédit additionnel a déjà été exigé sur un arriéré, le commerçant doit:

a) considérer que les soldes du numérateur sont les mêmes que ceux du dénominateur, ou

b) créditer le coût de crédit ainsi exigé et appliquer la règle énoncée à l'article 4.20 du présent règlement.

4.26 Les sommes versées ou créditées pour acquitter avant échéance le solde du montant de l'obligation totale et pour réduire le coût de crédit sont calculées au dollar le plus rapproché.

4.27 Nonobstant l'article 4.20 du présent règlement, lorsque le consommateur acquitte avant échéance le montant de l'obligation totale d'un contrat où le crédit qui lui a été consenti est garanti par une hypothèque dont le terme excède cinq ans, le créancier ne peut rete-

the credit and the charges and fees excluded under section 4.18; the credit rate used should represent the credit charge fixed under section 4.18 and the sum of amounts must include the amount of the first period of payment until the period of payment during which the balance of the amount of the total obligation is paid off.

4.21 In addition to the retainable amount allowed under section 4.20 of this regulation, the merchant can retain an amount equal to the lesser of the two following amounts:

(*a*) ten dollars ($10), or

(*b*) one-half of the reduction stipulated section 4.19 provided that the payment of the balance of the amount of the total obligation is made within the first third (⅓) of the term of the contract.

4.22 When the original term of the contract is changed by one or many deferments, any payment thus deferred is considered to have been made in accordance with the contract.

4.23 When a payment is made prior to maturity, the merchant must treat it as a payment which was received, at the latest, at the end of the period of payment during which the payment was actually received.

4.24 Notwithstanding paragraph *a* of section 4.20 of this regulation, the merchant can consider that the balances of the numerator are identical to those of the denominator, if the difference between the balance of the obligation actually due at the end of the period of payment immediately preceding the payment of the balance of the amount of the total obligation, and the balance used in calculating the denominator at the end of that period, is less than a periodic payment provided under the contract.

4.25 Notwithstanding paragraph *a* of section 4.20 and section 4.24 of this regulation, if the balance of the obligation actually due at the end of the period of payment immediately preceding the payment of the balance of the amount of the total obligation, is greater than the balance used in calculating the denominator at the end of that period, and if an additional credit charge should be in arrears, the merchant must:

(*a*) consider that the balances of the numerator are the same as those of the denominator, or

(*b*) credit the credit charge thus required and apply the rule provided under section 4.20 of this regulation.

4.26 The amounts paid or credited in order to pay the balance of the amount of the total obligation before maturity and to reduce the credit charge, are calculated to the nearest dollar.

4.27 Notwithstanding section 4.20 of this regulation, if, before its maturity, the consumer pays the total amount of the obligation of a contract in which the credit extended him is secured by a hypothec whose term exceeds five years, the creditor cannot retain a portion

nir une partie du coût de crédit supérieure à celle qui est fixée par l'article 10 de la Loi sur l'intérêt (1970, S.R.C. ch. I-18).

Section V

Publicité concernant le coût de crédit

5.01 La présente section vise toute publicité d'un commerçant concernant le coût du crédit qu'il accorde à un consommateur. Elle ne vise pas cependant tout renseignement communiqué par un commerçant à un autre commerçant ou contenu dans une publicité spécialisée dans l'information commerciale.

5.02 La publicité d'un commerçant concernant le coût du crédit qu'il accorde et contenue dans un catalogue ou autre écrit comportant plus d'une page doit référer clairement à la page de tel écrit où apparaît la divulgation prescrite par la présente section.

5.03 Toute publicité d'un commerçant concernant le coût de crédit d'un contrat assorti d'un crédit accessoire ou une vente à tempérament et contenant l'une des mentions suivantes:

a) le prix comptant du bien;
b) le versement comptant;
c) le montant de crédit;
d) le coût de crédit;
e) le nombre et la durée des périodes de paiement;
f) le montant de chaque paiement différé;
g) le taux de crédit;
h) l'obligation totale du consommateur;
i) un tableau d'exemples du calcul du coût et du taux de crédit,

doit les mentionner toutes.

5.04 Toute publicité d'un commerçant concernant le coût de crédit d'un prêt d'argent et contenant une mention du taux ou du coût de crédit doit contenir les mentions suivantes:

a) le taux de crédit et
b) un tableau d'exemples du calcul du coût et du taux de crédit, du montant des paiements différés, du nombre et de la durée des périodes et de l'obligation totale du consommateur.

5.05 Toute publicité d'un commerçant concernant le coût de crédit d'un crédit variable et contenant l'une des mentions suivantes:

a) le montant jusqu'à concurrence duquel le crédit variable est consenti ou, le cas échéant, l'absence de limitation de ce montant;
b) la durée de chaque période pour laquelle un état de compte est fourni;
c) le coût minimum de crédit pour chaque période ou le coût annuel minimum;
d) le taux de crédit exigible à la fin de chaque période sur le solde impayé;

of the credit charge greater than that fixed by section 10 of the Interest Act (1970, R.S.C. Ch. I-18).

Division V

Advertising concerning credit charge

5.01 This division shall govern any advertising made by a merchant regarding the credit charge which he extends to a consumer. This division will not apply, however, to any information given by a merchant to another merchant or contained in a publication specialized in commercial information.

5.02 A merchant's advertising in respect of the credit charge he extends and which is contained in a catalogue or other writing of more than one page, must clearly specify the page of such writing wherein appears the disclosure prescribed in this division.

5.03 Every merchant's advertising in respect of the credit charge in contracts involving accessory credit, or in instalment sales, and containing any of the following provisions;

(*a*) the cash price of the goods;
(*b*) the down payment;
(*c*) the amount of credit;
(*d*) the credit charge;
(*e*) the number and duration of the periods;
(*f*) the amount of each instalment;
(*g*) the credit rate;
(*h*) the total obligation of the consumer;
(*i*) a reference table of credit charges and rates,

must state them all.

5.04 Every merchant's advertising in respect of the credit charge applicable to loans of money, and which contains an indication of the credit rate or charge, must contain the following indications:

(*a*) the credit rate and
(*b*) a reference table of credit charges and rates, the amount of each instalment, the number and the duration of the periods, and the total obligation of the consumer.

5.05 Every merchant's advertising in respect of the credit charge of a variable credit and which contains any one of the following indications:

(*a*) the amount up to which variable credit is granted, or the fact that there is no restriction on such amount, as the case may be;
(*b*) the duration of each period for which a statement of account is furnished;
(*c*) the minimum credit charge for each period or the minimum annual charge;
(*d*) the credit rate applicable to the unpaid balance at the expiry of each period;

e) le délai pendant lequel le consommateur peut acquitter son obligation sans avoir à payer un coût de crédit;

f) le montant minimum du paiement périodique requis, en dollars et cents ou en pourcentage du solde de l'obligation totale;

g) un tableau d'exemples du calcul du coût et du taux de crédit,

doit les mentionner toutes.

5.06 Le commerçant ne peut imposer à un consommateur un coût ou un taux de crédit plus élevé ou des conditions plus onéreuses que celles qui figurent dans la publicité.

5.07 Toute publicité concernant un taux de crédit doit comporter les seules expressions « taux de crédit » ou « taux de crédit annuel » pour désigner ce taux.

5.08 Le taux et le coût de crédit contenus dans la publicité d'un commerçant doivent être calculés et divulgués conformément aux dispositions de la section IV du présent règlement.

Section VI

Renouvellement, extention de crédit et crédit résultant de la consolidation de dettes

6.01 La présente section vise les cas prévus par l'article 20 et le paragraphe *q* de l'article 102 de la loi.

Elle ne vise pas cependant l'extension de crédit qui n'affecte pas les modalités de tout contrat antérieurement passé entre les mêmes parties.

6.02 En pareil cas, le commerçant est réputé accorder au consommateur un crédit égal au montant requis pour acquitter avant échéance le solde du montant de l'obligation totale en vertu du contrat original, en outre de tout crédit additionnel qu'il peut lui accorder en vertu du nouveau contrat, mais il ne bénéficie pas de la retenue additionnelle du coût de crédit permise par l'article 4.21 du présent règlement.

6.03 Avant de conclure le nouveau contrat, le commerçant doit remettre au consommateur

a) un état de compte conforme à l'article 15 de la loi et

b) l'écrit prescrit par l'article 21 ou 28 de la loi, selon le cas, contenant en outre les mentions suivantes:

i) le solde du montant de l'obligation totale du contrat original;

ii) la partie de ce solde représentant le montant de crédit;

iii) la partie de ce solde représentant le coût de crédit;

iv) le montant de crédit additionnel accordé en vertu du nouveau contrat, le cas échéant.

6.04 Les articles 6.01 à 6.03 du présent règlement s'appliquent au crédit résultant de la consolidation de

(*e*) the time limit during which the consumer can pay his obligation without having to pay a credit charge;

(*f*) the minimum amount of the periodic payment required, in dollars and cents, or expressed as a percentage of the balance of the total obligation;

(*g*) a reference table of credit charges and rate;

must state them all.

5.06 A merchant cannot impose on a consumer a greater credit charge or credit rate or more onerous conditions than those which appear in his advertising.

5.07 Any advertising in respect of credit rates must only use the expressions "credit rate" or "annual credit rate" to designate said rate.

5.08 The credit charge and credit rate referred to in a merchant's advertising must be calculated and disclosed in accordance with division IV of this regulation.

Division VI

Renewal, extension of credit and credit resulting from consolidation of debts

6.01 This division concerns cases governed by section 20 and paragraph *q* of section 1.02 of the Act.

However, it does not apply to extension of credit which does not affect the terms and conditions of any contract previously intered into by the same parties.

6.02 In such a case, a merchant is deemed to extend a consumer credit equal to the amount required to pay the balance of the total obligation under the terms of the original contract, in addition to any credit which he may extend to the consumer under the new contract, but he cannot avail himself of the right to retain a credit charge permitted under section 4.21 of this regulation.

6.03 Before executing a new contract, a merchant must give the consumer:

(*a*) a statement of account in accordance with section 15 of the Act, and

(*b*) an agreement as prescribed in sections 21 or 28 of the Act, which should also contain the following indications:

(*i*) the balance of the amount of the total obligation under the original contract;

(*ii*) the portion of said balance which represents the amount of credit;

(*iii*) the portion of said balance which represents the credit charge;

(*iv*) the amount of any additional credit extended to the consumer under the new contract where applicable.

6.04 Sections 6.01 to 6.03 of this regulation apply to credit resulting from the consolidation of debts owing

plusieurs dettes dues au même commerçant, auquel cas les mentions requises aux sous-paragraphes *i*, *ii* et *iii* du paragraphe *b* de l'article 6.03 doivent être faites séparément pour chacun des contrats originaux, et la mention requise au sous-paragraphe *iv* du paragraphe *b* dudit article doit être faite pour l'ensemble de tous ces contrats.

6.05 Nul contrat de vente à tempérament ne peut faire l'objet d'un nouveau contrat ou d'une consolidation de dettes si un crédit additionnel est accordé au consommateur et si le consommateur se trouve privé de quelque droit dont il jouit en vertu des articles 29 à 42 de la loi.

Section VII

Permis

7.01 Il y a deux classes de permis:

a) le permis de vendeur itinérant;

b) le permis de vendeur d'automobiles usagées.

7.02 Il y a trois classes de requérant:

a) une personne physique;

b) une société;

c) une corporation.

7.03 Le directeur délivre un permis à tout requérant qui remplit les conditions prescrites par la loi et le présent règlement sauf:

a) s'il représente faussement que son commerce ou l'objet du contrat sont approuvés ou recommandés par l'Office, par le Gouvernement du Canada, par le gouvernement d'une province du Canada, par un de leurs organismes, par une corporation municipale ou par une corporation scolaire;

b) s'il est un failli non libéré, ou

c) si, au cours des trois années précédant sa requête, il a été déclaré coupable;

i) soit d'une infraction à la loi ou au présent règlement;

ii) soit d'une infraction à la loi ou aux règlements d'une autre province, état ou pays sur la protection du consommateur ou les vendeurs d'automobiles usagées;

iii) soit d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude ou d'une offense à l'article 189-1-*e*- du Code criminel (S.R.C. 1970, ch. C-34);

iv) soit d'une infraction aux articles 36 ou 37 de la Loi fédérale relative aux enquêtes sur les coalitions (S.R.C. 1970, ch. C-23).

7.04 Si le requérant est une société ou une corporation, chacun de ses associés, administrateurs ou officiers doit satisfaire aux conditions prescrites par l'article 7.03 du présent règlement.

7.05 De plus, celui qui requiert un permis de vendeur d'automobiles usagées doit être détenteur de la licence de commerçant prescrite par l'article 23 du Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231).

to the same merchant, in which case the stipulations required under paragraphs *i*, *ii*, and *iii* of paragraph *b* of section 6.03 must be separately indicated for each original contract, and the stipulation required under subparagraph *iv* of paragraph *b* of the said section must be made for the whole of all of these contracts.

6.05 No contract of instalment sale can be the object of a new contract or of a consolidation of debts if additional credit is extended to the consumer, and if the consumer should be deprived of any right which he enjoys under sections 29 to 42 of the Act.

Division VII

Permits

7.01 There are two classes of permits:

(*a*) itinerant vendor's permit;

(*b*) used automobile vendor's permit.

7.02 There are three categories of applicants:

(*a*) physical persons;

(*b*) partnerships;

(*c*) corporations.

7.03 The director issues a permit to every applicant who fulfils the conditions prescribed by the Act and this regulation except:

(*a*) where he falsely claims that his business or the object of his contract is approved or recommended by the Bureau, by the Government of Canada, by the government of any Canadian province, by one of their organizations, by a municipal or school corporation;

(*b*) where he is an undischarged bankrupt, or

(*c*) where during the three years prior to his application he was found guilty of either

(*i*) an offence against the Act or this regulation;

(*ii*) an offence against the laws or regulations of another province, state or country respecting consumer protection or used automobiles vendors;

(*iii*) theft or fraud, attempted theft or fraud, or an offence against section 189-1-*e* of the Criminal Code (R.S.C., 1970, ch. C-34);

(*iv*) an offence against section 36 or 37 of the federal Combines Investigations Act (R.S.C., 1970, ch. C-23);

7.04 If the applicant is a partnership or a corporation, each of its partners, directors or officers must meet the conditions prescribed by section 3 of this regulation.

7.05 Moreover, the applicant for a used automobile vendor's permit must also hold a dealer's permit according to section 23 of the Highway Code (R.S.Q., 1964, ch. 231).

7.06 Le permis est signé par le directeur. Sa signature peut être manuscrite ou reproduite mécaniquement.

7.07 Le permis de vendeur itinérant est rédigé selon la formule NB-2; celui de vendeur d'automobiles usagées, selon la formule NB-3.

7.08 Toute requête présentée pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de vendeur itinérant doit être rédigée selon la formule NB-4.

7.09 Toute requête présentée pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de vendeur d'automobiles usagées doit être rédigée selon la formule NB-5.

7.10 Une requête distincte doit être présentée pour chacune des raisons sociales sous lesquelles le requérant exerce un commerce l'assujettissant à la section X de la loi.

7.11 Un permis ne vaut que pour la personne qui y est nommée.

7.12 Si un détenteur fait faillite, le syndic à sa faillite peut continuer son commerce sous les mêmes permis et cautionnement et, en pareil cas, il est soumis à toutes les obligations imposées à ce détenteur par le présent règlement.

7.13 Le vendeur d'automobiles usagées qui agit comme vendeur itinérant doit détenir les deux permis mentionnés à l'article 89 de la loi et à l'article 7.01 du présent règlement.

7.14 La requête pour l'émission d'un permis formulée par une société ou une corporation doit être accompagnée des documents suivants:

a) une copie de l'acte constitutif du requérant;

b) une liste des nom, adresse et occupation des associés, administrateurs et officiers du requérant.

7.15 Si un requérant s'est conformé à la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q. 1964, ch. 273), la production d'une copie de la dernière déclaration par lui produite en vertu de cette loi le dispense de l'application de l'article 7.14 du présent règlement.

7.16 La requête pour le renouvellement d'un permis formulée par une société ou une corporation doit être accompagnée de la liste à jour mentionnée au paragraphe *b* de l'article 7.14 ou de la copie visée dans l'article 7.15 du présent règlement.

7.17 La requête d'une personne physique doit être signée par elle-même; celle d'une société, par l'un des associés et celle d'une corporation, par un mandataire dûment autorisé.

Section VIII

Cautionnement et droits

8.01 Le cautionnement est exigé pour garantir l'observance de la loi par un détenteur ou son représentant pendant la durée du permis du détenteur et spécialement l'indemnisation de tout consommateur porteur d'un

7.06 Permits are issued over the director's signature which may be handwritten or reproduced mechanically.

7.07 An itinerant vendor's permit is prepared according to form NB-2 and a used automobile vendor's permit according to form NB-3.

7.08 Every application for the issue or renewal of an itinerant vendor's permit must be drawn up according to NB-4.

7.09 Every application for the issue or renewal of a used automobile vendor's permit must be drawn up according to form NB-5.

7.10 A separate application must be made for each firm name under which the applicant carries on a business which renders him subject to division X of the Act.

7.11 A permit covers only the person named in it.

7.12 If a permit holder becomes bankrupt, the trustee to his bankruptcy may continue his business under the same permit and security and in such a case is subject to all the obligations imposed on the holder by this regulation.

7.13 The used automobile vendor conducting business as an itinerant vendor must also hold the permit required by section 89 of the Act and by section 7.01 of this regulation.

7.14 An application for the issue of a permit submitted by a partnership or a corporation must be accompanied by the following documents:

(*a*) a copy of the writing incorporating the applicant;

(*b*) a list shewing the name, address and occupation of each partner, director and officers of the applicant.

7.15 If an applicant complies with the Companies Information Act (Q.R.S. 1964, ch. 273), filing of a copy of the latest declaration filed by him under that Act exempts him from the application of section 7.14 of this regulation.

7.16 An application for renewal of a permit submitted by a partnership or corporation must be accompanied by the up-to-date list mentioned in paragraph *b* of section 7.14 or a copy such as mentioned in section 7.15 of this regulation.

7.17 An application by a physical person must be signed by that person, one by a partnership by one of the partners and one by a corporation by one of its directors or officers duly authorized.

Division VIII

Security and Duties

8.01 Security is required to guarantee that the Act is carried out by a holder or his representative while the holder's permit is in force, especially the indemnification of any consumer in whose favour judgment has been

jugement prononcé contre ce détenteur ou son représentant en vertu de la section XV de la loi de même que le recouvrement des amendes imposées en vertu de la section XIV de la loi.

8.02 Tout requérant doit accompagner sa requête d'un cautionnement respectant les exigences prescrites par la présente section.

8.03 Toute personne visée dans l'article 7.13 du présent règlement n'est astreinte à fournir qu'un seul cautionnement valable pour ses deux permis.

8.04 Le cautionnement à fournir et les droits à payer par un requérant sont fixés selon l'échelle et les classes ci-après indiquées:

(1) *Lorsque la considération de ses ventes est habituellement inférieure à $100.:*

a) si le détenteur agit seul, le cautionnement est de $1,000 et les droits de $10 (classe 1);

b) s'il a moins de 10 représentants, le cautionnement est de $5,000 et les droits de $50 (classe 2);

c) s'il a 10 représentants ou plus mais moins de 50, le cautionnement est de $10,000 et les droits de $100 (classe 3);

d) s'il a 50 représentants ou plus mais moins de 100, le cautionnement est de $25,000 et les droits de $250 (classe 4);

e) s'il a 100 représentants ou plus mais moins de 500, le cautionnement est de $50,000 et les droits de $500 (classe 5);

f) s'il a 500 représentants ou plus mais moins de 1,000, le cautionnement est de $100,000 et les droits de $1,000 (classe 6);

g) s'il a 1,000 représentants ou plus, le cautionnement est de $200,000 et les droits de $2,000 (classe 7);

(2) *Lorsque la considération de ses ventes est habituellement supérieure à $100:*

a) si le détenteur agit seul, le cautionnement est de $5,000 et les droits de $50 (classe 8);

b) s'il a moins de 10 représentants, le cautionnement est de $25,000 et les droits de $100 (classe 9);

c) s'il a 10 représentants ou plus mais moins de 50, le cautionnement est de $50,000 et les droits de $200 (classe 10);

d) s'il a 50 représentants ou plus mais moins de 100, le cautionnement est de $100,000 et les droits de $500 (classe 11);

e) s'il a 100 représentants ou plus mais moins de 500, le cautionnement est de $200,000 et les droits de $1,000 (classe 12);

f) s'il a 500 représentants ou plus mais moins de 1,000, le cautionnement est de $300,000 et les droits de $1,500 (classe 13);

g) s'il a 1,000 représentants ou plus, le cautionnement est de $500,000 et les droits de $3,000 (classe 14).

8.05 Les droits sont payables par chèque visé ou mandat-poste à l'ordre du ministre des finances.

pronounced against such holder or his representative under division XV of the Act, and recovery of the fines levied under division XIV of the Act.

8.02 Every applicant must send, along with his application, security which complies with the requirements of this division.

8.03 Any person contemplated in section 7.13 of this regulation must furnish only one security valid for both his permits.

8.04 The security to be furnished and the duties to be paid by an applicant are fixed according to the following scale and classes:

(1) *Where the consideration of his sales is usually less than $100.:*

(*a*) if the holder acts alone, the security is $1,000 and the duties are $10; (class 1)

(*b*) if he has less than 10 representatives, the security is $5,000 and the duties are $50; (class 2)

(*c*) if he has between 10 and 50 representatives the security is $10,000 and the duties are $100; (class 3)

(*d*) if he has between 50 and 100 representatives the security is $25,000 and the duties are $250; (class 4)

(*e*) if he has between 100 and 500 representatives the security is $50,000 and the duties are $500; (class 5)

(*f*) if he has between 500 and 1,000 representatives, the security is $100,000 and the duties are $1,000; (class 6)

(*g*) if he has 1,000 or more representatives the security is $200,000 and the duties are $2,000; (class 7)

(2) *Where the consideration of his sales is usually more than $100:*

(*a*) if the holder acts alone, the security is $5,000 and the duties are $50; (class 8)

(*b*) if he has less than 10 representaitves the security is $25,000 and the duties are $100; (class 9)

(*c*) if he has between 10 and 50 representatives the security is $50,000 and the duties are $200; (class 10)

(*d*) if he has between 50 and 100 representatives the security is $100,000 and the duties are $500; (class 11)

(*e*) if he has between 100 and 500 representatives the security is $200,000 and the duties are $1,000; (class 12)

(*f*) if he has between 500 and 1,000 representatives the security is $300,000 and the duties are $1,500; (class 13)

(*g*) if he has 1,000 representatives or more, the security is $500,000 and the duties are $3,000; (class 14)

8.05 Duties are payable by certified cheque or money order payable to the order of the Minister of Finance.

8.06 Si, au cours de la durée d'un permis, le nombre des représentants d'un détenteur augmente suffisamment pour le faire changer de classe selon l'échelle apparaissant à l'article 8.04 du présent règlement, alors ce détenteur doit parfaire le cautionnement et les droits exigibles en vertu de cet article.

8.07 Le cautionnement doit être fourni:

a) par le dépôt d'une police individuelle de garantie;

b) par le dépôt d'une police collective de garantie;

c) en espèces, par chèque visé ou mandat-poste faits à l'ordre du ministre des finances ou

d) par le dépôt d'une obligation au porteur émise ou garantie par le Gouvernement du Canada ou de l'une de ses provinces et dont la valeur au marché est au moins égale au montant exigible en vertu de l'article 8.04 du présent règlement.

8.08 Le cautionnement visé dans les paragraphes *a* et *b* de l'article 8.07 du présent règlement ne peut être émis que par une compagnie autorisée à se porter caution par les lois du Québec.

8.09 Le cautionnement visé dans les paragraphes *c* et *d* de l'article 8.07 du présent règlement peut être fourni soit par le requérant soit pour lui par un tiers.

8.10 Si le cautionnement a été fourni en la manière prescrite par les paragraphes *a*, *c* ou *d* de l'article 8.07 du présent règlement, la caution peut donner à l'office un avis écrit d'au moins deux (2) mois à l'effet qu'elle désire mettre fin à son engagement. En pareil cas, à moins de retrait de l'avis, ce cautionnement expire, soit à l'égard du membre désigné soit à l'égard de tous les membres du groupe, à la fin du délai indiqué.

8.11 Si le cautionnement a été fourni en la manière prescrite par le paragraphe *b* de l'article 8.07 du présent règlement, la caution peut mettre fin à son engagement soit à l'égard d'un membre du groupe soit à l'égard du groupe entier en donnant à l'office un avis écrit d'au moins deux (2) mois. En pareil cas, à moins de retrait de l'avis, ce cautionnement expire, soit à l'égard du membre désigné soit à l'égard de tous les membres du groupe, à la fin du délai indiqué.

8.12 Le cautionnement par police individuelle de garantie doit être rédigé selon la formule NB-7.

8.13 Ce cautionnement est valide pour la durée du permis.

8.14 Ce cautionnement doit garantir que la caution paiera, si un litige est intenté contre le détenteur ou son représentant, au cours de l'année suivant la formation d'un contrat ou la commission d'une infraction, jusqu'à concurrence du montant du cautionnement, pour tout acte ou omission commis par un détenteur ou son représentant, au cours de la durée du permis:

a) d'abord le capital, les intérêts et les frais de tout jugement final prononcé contre le détenteur ou son représentant en vertu de la section XV de la loi ou de toute transaction intervenue entre les parties à la suite

8.06 If, during the term of a permit, the number of the holder's representatives increases sufficiently so that its classification changes on the scale given in section 8.04 of this regulation, the holder must make up the difference in the security and duties payable under that article.

8.07 The security must be furnished:

(*a*) by the deposit of an individual guarantee policy;

(*b*) by the deposit of a collective guarantee policy;

(*c*) in cash, by certified cheque or money-order made to the order of the Minister of Finance or

(*d*) by deposit of a bearer bond issued or guaranteed by the Government of Canada or of a Province of Canada, whose market value is at least on a par with the amount which may be claimed under section 8.04 of this regulation.

8.08 The secutiry mentioned in paragraphs *a* and *b* of section 8.07 of this regulation may only be posted by a company authorized to stand surety under the laws of Québec.

8.09 The security contemplated in paragraphs *c* and *d* of section 8.07 of this regulation may be furnished by the applicant himself, or by a third party on his behalf.

8.10 When surety is provided in the manner prescribed by paragraphs *a*, *c* or *d* of section 8.07 of this regulation, the surety may give the Bureau a two (2) month written notice of his intention to terminate his commitment. In such case, unless the notice is withdrawn, the surety becomes void either with respect to the designated member or with respect to all members of the group, when the delay mentioned has ended.

8.11 When surety is provided in the manner prescribed by paragraph *b* of section 8.07 of this regulation, the surety may give the Bureau a two (2) month written notice of his intention to terminate his commitment either with respect to a member of the group or the whole group. In such case, unless the notice is withdrawn, surety becomes void either with respect to the designated member or with respect to all members of the group, when the delay mentioned is ended.

8.12 The security furnished by posting an individual guarantee policy bond must be worded as prescribed by form NB-7.

8.13 Such security is valid until the permit expires.

8.14 Such security must guarantee payment, up to the amount of said security, should legal procedures be taken against the holder or his representative within a year following the conclusion of a contract or an infringment of the law, for any action or omission by the holder or his representative during the validity of the member's permit:

(*a*) first, the capital, interest and costs of every final jugdment rendered against such holder or his representative under division XV of the Act, or of any settlement between the parties subsequent to an action brought

d'une action intentée contre ce détenteur ou son représentant en vertu de la même section;

b) puis l'amende et les frais imposés au détenteur ou son représentant en vertu de la section XIV de la loi.

8.15 Le cautionnement par le dépôt d'une police collective de garantie doit être rédigé selon la formule NB-12.

8.16 Chacun des requérants ou détenteurs couverts par cette police collective doit être identifié par un certificat rédigé selon la formule NB-13, lequel doit être signé par la caution et remis au directeur.

8.17 Le cautionnement par police collective de garantie doit garantir que la caution paiera, si un litige est intenté contre tout membre ou son représentant, au cours de l'année suivant la formation d'un contrat ou la commission d'une infraction, jusqu'à concurrence du montant du cautionnement exigé pour ce membre par les articles 8.04 et 8.06 du présent règlement, pour tout acte ou omission commis par ce membre ou son représentant, au cours de la durée du permis de ce membre:

a) d'abord le capital, les intérêts et les frais de tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant en vertu de la section XV de la loi ou de toute transaction intervenue entre les parties à la suite d'une action intentée contre ce membre ou son représentant en vertu de la même section;

b) puis l'amende et les frais imposés à ce membre ou son représentant en vertu de la section XIV de la loi.

8.18 Ce cautionnement est valide pour un an.

8.19 Le cautionnement par police individuelle de garantie de même que le cautionnement par police collective de garantie et les certificats de membres sont gardés par le directeur; le cautionnement en espèces, par chèque visé, par mandat-poste ou par le dépôt d'une obligation est transmis par le directeur au ministre des Finances qui le garde en fiducie tant et aussi longtemps que le détenteur possède un permis, plus une année additionnelle.

8.20 Si le directeur est avisé qu'un litige est intenté contre un détenteur ou son représentant au cours de l'année suivant la formation d'un contrat ou la commission d'une infraction pour tout acte ou omission commis par ce détenteur ou ce représentant.

a) il détermine une somme raisonnable ne devant pas excéder le montant du cautionnement exigé de ce détenteur par les articles 8.04 et 8.06 du présent règlement, cette somme devant servir à payer le montant réclamé dans les conclusions de l'action et les frais ou, selon le cas, l'amende et les frais et

b) donne à ce détenteur, à sa caution et au groupe dont il est membre, si ce détenteur est couvert par une police collective de garantie, l'occasion d'être entendus et de parfaire le cautionnement de ce détenteur dans un délai imparti, en la manière prévue à l'article 8.07 du présent règlement et jusqu'à concurrence de la somme déterminée au paragraphe *a* du présent article.

against such holder or his representative under the same division;

(*b*) next, the fine and costs imposed on the holder or his representative under division XIV of the Act.

8.15 Surety provided by a collective guarantee policy bond must be worded as prescribed by form NB-12.

8.16 Each applicant or holder covered by such a collective policy must be identified by a certificate drawn up in accordance with form NB-13, which must be signed by the surety and remitted to the director.

8.17 Security in the form of a collective guaranty policy must guarantee that the company issuing the policy will pay, up to the amount of the security required from such a holder according to sections 8.04 and 8.06 of this regulation, if a suit is brought against the holder or his representative during the year following the conclusion of a contract or the commission of an offence, for any act or omission committed by the holder or his representative, during the time of the permit:

(*a*) first, the capital, interests and costs of every final judgment rendered against such permit holder or his representative under division XV of the Act or of any transaction between the parties following legal procedures taken against such holder or his representative under the same division;

(*b*) then, the fine and costs levied on said holder or his representative under division XIV of the Act.

8.18 Such security is valid for one year.

8.19 Security in the form of an individual guarantee policy bond as well as security in the form of a collective guarantee policy bond and the members' certificates are kept by the director; security in cash, in the form of certified cheque, postal money-order or by the deposit of a bond is forwarded by the director to the Minister of Finance who shall retain such security in trust for the duration of the holder's permit, plus one additional year.

8.20 If the director is notified that, within one year of the conclusion of a contract or violation of the law by any act or omission committed by such holder or his representative, an action has been brought against such holder or his representative,

(*a*) he shall determine a fair sum, not exceeding the amount of the security prescribed for such holder under sections 8.04 and 8.06 of this regulation, this amount to be used for paying the amount claimed upon settlement of the action plus costs, or the fine and costs, as the case may be; and

(*b*) give this holder, his surety and the group of which he is member, if this holder is covered by a collective guarantee policy, an opportunity to be heard and to restore, within a given timelimit, the security of such holder as prescribed in section 8.07 of this regulation, and up to the amount determined in sub-paragraph *a* of this section.

8.21 Pour les fins de l'article 8.20 du présent règlement, le directeur est avisé d'un litige par le dépôt d'une copie de la poursuite ou de l'action.

8.22 Si le détenteur ne parfait pas son cautionnement, le directeur suspend ou annule son permis.

8.23 Si le détenteur parfait son cautionnement, le directeur traite ce cautionnement additionnel en la manière prévue à l'article 8.19 du présent règlement.

8.24 Le cautionnement additionnel par police de garantie est rédigé selon la formule NB-8.

8.25 Lorsque le directeur reçoit la preuve d'un jugement final ou d'une transaction mettant fin au litige, il doit y donner suite d'abord à même le cautionnement additionnel fourni par le détenteur en vertu de l'article 8.23 du présent règlement et, à cette fin:

1) si le cautionnement additionnel a été fourni par le dépôt d'une police de garantie, transmettre à la caution copie du jugement ou de la transaction et requérir celle-ci d'y satisfaire jusqu'à concurrence du montant de ce cautionnement additionnel et de lui fournir quittance;

2) si le cautionnement additionnel a été fourni en espèces, il doit en requérir le plein montant du ministre des finances pour:

a) satisfaire au jugement ou à la transaction et

b) remettre le surplus, s'il y a lieu, à la caution;

3) si le cautionnement additionnel a été fourni par le dépôt d'une obligation, il doit demander au ministre des finances de réaliser cette obligation et de lui transmettre le produit de cette réalisation pour:

a) satisfaire au jugement ou à la transaction et

b) remettre le surplus, s'il y a lieu, à la caution.

8.26 1. Lorsque le cautionnement additionnel n'est pas suffisant pour satisfaire au jugement ou à la transaction, le directeur doit, après avoir agi conformément à l'article 8.25 du présent règlement, voir à l'acquittement du jugement ou de la transaction à même le cautionnement fourni par le détenteur en vertu de l'article 8.02 du présent règlement et, à cette fin:

a) si le cautionnement a été fourni par le dépôt d'une police de garantie, aviser la caution d'affecter la somme qu'il indique pour acquitter le jugement ou la transaction jusqu'à concurrence du montant du cautionnement et de lui fournir quittance;

b) si le cautionnement a été fourni en espèces, réclamer du ministre des finances, à même le cautionnement, la somme nécessaire pour acquitter le jugement ou la transaction;

c) si le cautionnement a été fourni par le dépôt d'une obligation, demander au ministre des finances de réaliser cette obligation et de lui transmettre, à même le produit de cette réalisation, la somme nécessaire pour acquitter le jugement ou la transaction.

2. En pareil cas, le directeur doit également donner au détenteur, à sa caution et au groupe, si ce détenteur est couvert par une police collective de garantie, l'occasion d'être entendus et de parfaire son cautionnement en

8.21 For the purpose of section 8.20 of this regulation the director shall be notified of the bringing of an action by being served a copy of the suit or proceedings.

8.22 If the holder does not restore the amount of his security, the director shall suspend or cancel his permit.

8.23 If the holder restores the amount of his security, the director shall deal with such additional security in the manner provided in section 8.19 of this regulation.

8.24 The additional security by guarantee policy shall be prepared in accordance with Form NB-8.

8.25 When the director receives proof on any final judgment or transaction terminating an action, he must give effect thereto first out of the additional security furnished by the holder under section 8.23 of this regulation and for such purpose:

(1) if the additional security was furnished by the deposit of a guarantee policy, send the surety a copy of the judgment or transaction and require the surety to satisfy it up to the amount of such additional security and to give him a discharge;

(2) if the additional security has been furnished in cash, he must require the full amount thereof from the Minister of Finance to:

(*a*) satisfy the judgment or the transaction and

(*b*) remit the surplus to the surety, if need be.

(3) if the additional security has been furnished by the deposit of a bond, he must request the Minister of Finance to convert such bond and to send him the proceeds of such conversion to:

(*a*) satisfy the judgment or the transaction and

(*b*) remit the surplus to the surety, if need be.

8.26 1. When the additional security is not sufficient to satisfy the judgment or the transaction, the director must, after acting in accordance with section 8.25 of this regulation, see that the judgment or the transaction is discharged out of the security furnished by the holder under article 8.02 of this regulation and for that purpose:

(*a*) if the security has been furnished by deposit of a guarantee policy, advise the surety to allot the amount which he indicates to discharge the judgment or the transaction up to the amount of the security and to provide him with a discharge;

(*b*) if the security has been furnished in cash, claim from the Minister of Finance, out of the security, the amount necessary to discharge the judgment or the transaction;

(*c*) if the security has been furnished by the deposit of a bond, request the Minister of Finance to convert such bond and to send him, out of the proceeds of such conversion, the amount necessary to discharge the judgment or the transaction.

2. In like cases, the director must also give the holder, his surety and the group, if said holder is covered by a collective guarantee policy, the chance to be heard and to make up his security in the manner contemplated in

la manière prévue à l'article 8.07 du présent règlement et jusqu'à concurrence du montant prévu à l'article 8.04 dans un délai imparti, faute de quoi il suspend ou annule le permis de ce détenteur.

'8.27 Le cautionnement par police collective de garantie doit mentionner la date de son début et celle de son expiration. Il doit être signé par un mandataire autorisé par résolution du conseil d'administration de la caution. Copie de cette résolution doit être annexée au cautionnement.

Section IX

Représentants

9.01 Tout requérant doit fournir au directeur une liste mentionnant le nom, l'adresse et le numéro d'assurance sociale de chacun de ses représentants.

9.02 Si un de ses représentants a, au cours des trois années précédentes, été déclaré coupable:

a) soit d'une infraction à la loi ou au présent règlement;

b) soit une infraction à la loi ou aux règlements d'une autre province, état ou pays sur la protection du consommateur ou les vendeurs d'automobiles usagées;

c) soit d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude ou d'une offense à l'article 189-1-*e* du Code criminel (S.R.C. 1970, ch. C-34);

d) soit d'une infraction aux articles 36 ou 37 de la Loi fédérale relative aux enquêtes sur les coalitions (S.R.C. 1970, ch. C-23)

le requérant doit mentionner ce fait sur la liste visée dans l'article 9.01 du présent règlement.

9.03 Tout détenteur doit, dans les trois mois de ce fait, aviser le directeur de tout départ, congédiement ou engagement de représentant.

Au cas d'engagement, il doit fournir au directeur, au sujet du nouveau représentant, les renseignements prescrits par les articles 9.01 et 9.02 du présent règlement.

9.04 Le directeur fournit à tout vendeur itinérant détenteur de permis des cartes de représentant en nombre suffisant eu égard à la liste mentionnée à l'article 9.01 du présent règlement.

9.05 Ces cartes sont rédigées selon la formule NB-6 et servent à l'identification de ces représentants.

9.06 Pareil détenteur doit remettre une de ces cartes, après l'avoir dûment complétée et signée, à chacun de ses représentants.

9.07 Un représentant doit exhiber cette carte à tout consommateur qui lui en fait la demande.

9.08 Cette carte est valide tant et aussi longtemps que le vendeur itinérant est détenteur d'un permis. Si le permis du vendeur itinérant est annulé ou n'est pas renouvelé, le représentant doit retourner sa carte au directeur. Si le représentant cesse d'agir en cette qualité, il doit lui-même retourner sa carte au détenteur.

section 8.07 of this regulation, up to the amount provided for in section 8.04 of this regulation in a certain delay, failing which he shall suspend or cancel the holder's permit.

8.27 The security by collective guarantee policy bond must stipulate the date of commencement and the date of expiry of the bond; it must be signed by the duly authorized officer appointed by a resolution of the board of director of the surety. A copy of this resolution must be annexed to the security.

Division IX

Representatives

9.01 Every applicant must furnish the director with a list containing the name, address and social insurance number of each of his representatives.

9.02 If any of his representatives has during the three preceding years been found guilty of:

(*a*) an offence against the Act or this regulation;

(*b*) an offence against the laws or regulations of another province, or of a state or country on consumer protection or used automobile dealers;

(*c*) theft or fraud, attempted theft or fraud or an offence against section 189-1-*e* of the Criminal Code (R.S.C., 1970, ch. C-34);

(*d*) an offence against section 36 or 37 of the federal Combines Investigation Act (R.S.C., 1970, ch. C-23),

the applicant must mention that fact of the list contemplated in section 9.01 of this regulation.

9.03 Every holder must notify the director of any resignation, dismissal or engagement of representatives, within three months of that fact.

In the case of engagement, he must furnish the director with the information prescribed by sections 9.01 and 9.02 of this regulation.

9.04 The director furnishes every permit-holding itinerant vendor a number of representative's cards commensurate with the list mentioned in section 9.01 of this regulation.

9.05 These cards are drawn up as in Form NB-6 and are identification cards for the representatives.

9.06 The holder must give one of these cards to each of his representatives, after duly filling it out and signing it.

9.07 A representative supplied with such a card must show it to every consumer who demands it.

9.08 The card is valid for the term of the itinerant vendor's permit, unless the permit is cancelled or is not renewed in which case the representative must return his card to the director immediately, or unless the representative ceases to act as such, in which case he must immediately return his card to the holder.

Section X

Dossiers de crédit

10.01 Les droits payables en vertu du deuxième paragraphe de l'article 45 de la loi par un consommateur qui requiert copie de son dossier de crédit sont:

a) une somme forfaitaire de $0.50;

b) une somme additionnelle de $0.50 la page.

Section XI

Comptes en fiducie

11.01 Toute somme d'argent reçue d'un consommateur par un commerçant en vue de la passation éventuelle d'un contrat devant être assujetti ou non à la loi doit être gardée par le commerçant dans un compte en fiducie jusqu'à:

a) réclamation de cette somme par le consommateur ou

b) passation du contrat projeté.

11.02 Toute somme d'argent reçue par un commerçant en vertu d'un contrat régi par la section V de la loi doit être par lui placée dans un compte en fiducie jusqu'à:

a) résolution de ce contrat en vertu de l'article 53 de la loi ou

b) expiration de la période de résolution prévue par cet article.

11.03 Tout commerçant doit inscrire dans ses dossiers les entrées comptables appropriées au sujet des comptes en fiducie visés dans les articles 11.01 et 11.02 du présent règlement et en rendre compte, sur demande, au consommateur.

Section XII

Formules

12.01 Les formules imposées par le règlement sont les suivantes:

a) NB-2 — Permis de vendeur itinérant;

b) NB-3 — Permis de vendeur d'automobiles usagées;

c) NB-4 — Requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de vendeur itinérant;

d) NB-5 — Requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de vendeur d'automobiles usagées;

e) NB-6 — Carte de représentant;

f) NB-7 — Cautionnement par police individuelle de garantie;

g) NB-8 — Cautionnement additionnel;

h) NB-12 — Cautionnement par police collective de garantie;

i) NB-13 — Certificat de membre

et elles apparaissent en annexe.

Division X

Credit Records

10.01 The fees payable under the second paragraph of section 45 of the Act by a consumer who demands a copy of his credit record are as follows:

(*a*) a flat rate of $0.50;

(*b*) an additional rate of $0.50 per page.

Division XI

Trust Accounts

11.01 Every sum of money received from a consumer by a merchant in view of an eventual contract governed or not by the Act must be kept in a trust account by the merchant until:

(*a*) the consumer reclaims his deposit

or

(*b*) the planned contract is concluded.

11.02 Every sum of money received by a merchant under a contract governed by division V of the Act must be placed by him in a trust account until:

(*a*) dissolution of the contract under section 53 of the Act or

(*b*) expiry of the period for dissolution provided by that section.

11.03 Every merchant must enter in his records the appropriate accounting items in regard to the trust accounts mentioned in sections 11.01 and 11.02 of this regulation and render account of them to the consumer, on demand.

Division XII

Forms

12.01 Forms required by this regulation are the following:

(*a*) NB-2 — Itinerant Vendor's Permit;

(*b*) NB-3 — Used Automobile Vendor's Permit;

(*c*) NB-4 — Application for issue or renewal of Itinerant Vendor's Permit;

(*d*) NB-5 — Application for issue or renewal of used Automobile Vendor's Permit;

(*e*) NB-6 — Representative's Card;

(*f*) NB-7 — Security by Individual Guarantee Policy Bond;

(*g*) NB-8 — Additional Security;

(*h*) NB-12 — Collective Guarantee Policy Bond

(*i*) NB-13 — Member's Certificate

Copies of these forms are given as appendices.

Section XIII

Dispositions transitoires

13.01 Le présent règlement remplace les suivants:

1 — règlement No 1 adopté par arrêté en conseil No 2849 du 11 août 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 9 octobre 1971;

2 — règlement No 2 adopté par arrêté en conseil No 3524 du 13 octobre 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 23 octobre 1971;

3 — règlement No 3 adopté par arrêté en conseil No 3711 du 27 octobre 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 13 nov. 1971;

4 — règlement No 4 adopté par arrêté en conseil No 3712 du 27 octobre 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 13 nov. 1971;

5 — règlement No 5 adopté par arrêté en conseil No 3713 du 27 octobre 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 13 nov. 1971;

6 — règlement No 6 adopté par arrêté en conseil No 3714 du 27 octobre 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 13 nov. 1971;

7 — règlement No 7 adopté par arrêté en conseil No 4279 du 15 décembre 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 24 déc. 1971;

8 — règlement No 8 adopté par arrêté en conseil No 654-72 du 1er mars 1972 et publié dans la *Gazette officielle* le 18 mars 1972;

9 — règlement No 9 adopté par arrêté en conseil No 653-72 du 1er mars 1972 et publié dans la *Gazette officielle* le 18 mars 1972;

10 — règlement No 10 adopté par arrêté en conseil No 795-72 du 15 mars 1972 et publié dans la *Gazette officielle* le 8 avril 1972;

13.02 Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* sauf en ce qui a trait:

a) aux sous-paragraphes *ii*, *iii* et *iv* de l'article 2.20;

b) à la section III (articles 3.01 à 3.14);

c) à la section IV (articles 4.01 à 4.27);

d) à la section V (articles 5.01 à 5.08);

e) à la section VI (articles 6.01 à 6.05);

lesquels entreront en vigueur le 1er août 1972.

46215-o

Division XIII

Transitional Provisions

13.01 This regulation replaces the following:

1 — Regulation No. 1 adopted by Order in Council No. 2849 dated August 11, 1971 and published in the *Official Gazette* on October 9, 1971;

2 — Regulation No. 2 adopted by Order in Council No. 3524 dated October 13, 1971 and published in the *Official Gazette* on October 23, 1971;

3 — Regulation No. 3 adopted by Order in Council No. 3711 dated October 27, 1971 and published in the *Official Gazette* dated November 13, 1971;

4 — Regulation No. 4 adopted by Order in Council No 3712 dated October 27, 1971 and published in the *Official Gazette* dated November 13, 1971;

5 — Regulation No. 5 adopted by Order in Council No. 3713 dated October 27, 1971 and published in the *Official Gazette* dated November 13, 1971;

6 — Regulation No. 6 adopted by Order in Council No. 3714 dated October 27, 1971 and published in the *Official Gazette* dated November 13, 1971;

7 — Regulation No. 7 adopted by Order in Council No. 4279 dated December 15, 1971 and published in the *Official Gazette* dated December 24, 1971;

8 — Regulation No. 8 adopted by Order in Council No. 654-72 dated March 1, 1972 and published in the *Official Gazette* dated March 18, 1972;

9 — Regulation No. 9 adopted by Order in Council No. 653-72 dated March 1, 1972 and published in the *Official Gazette* dated March 18, 1972;

10 — Regulation No. 10 adopted by Order in Council No. 795-72 on March 15, 1972 and published in the *Official Gazette* dated April 8, 1972;

13.02 This regulation will come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette* except for matters concerning

(*a*) sub-paragraphs *ii*, *iii*, and *iv* of section 2.20;

(*b*) division III, (sections 3.01 to 3.14);

(*c*) division IV, (sections 4.01 to 4.27);

(*d*) division V, (sections 5.01 to 5.08);

(*e*) division VI, (sections 6.01 to 6.05);

which will come into force on August 1, 1972.

46215-o

Annexe / Appendices

FORMULE NB-2 — FORM NB-2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Permis de vendeur itinérant

No.

CONSUMER PROTECTION BUREAU

Itinerant Vendor's Permit

Ce permis est délivré en vertu de la section X de la Loi de la protection du consommateur.

This permit is issued under Division X of the Consumer Protection Act.

Nom
Name _____

No. _____ Rue
Street _____

Localité
Locality _____ Comté
County _____

CE PERMIS NE VAUT QUE POUR LA PERSONNE QUI Y EST NOMMÉE

THIS PERMIT IS VALID ONLY FOR THE PERSON NAMED ABOVE.

(*Le Directeur*)

(*Director*)

Valide jusqu'au:

Expiry date:

LR-674

FORMULE NB-3 — FORM NB-3

QUÉBEC

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

DEPARTMENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

CONSUMER PROTECTION BUREAU

PERMIS DE VENDEUR D'AUTOMOBILES USAGÉES

USED AUTOMOBILE VENDOR'S PERMIT

Ce permis est délivré en vertu de la section X de la Loi de la protection du consommateur

This permit is issued under Division X of the Consumer Protection Act

Nº	VALIDE JUSQU'AU:/EXPIRY DATE

NOM/NAME

No RUE STREET

LOCALITÉ/LOCALITY

COMTÉ/COUNTY

Ce permis ne vaut que pour la personne qui y est nommée.

This permit is valid only for the person named above.

LE DIRECTEUR/ DIRECTOR

LR-675

FORMULE NB4

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR



GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

CONSUMER PROTECTION BUREAU

À l'usage exclusif de l'Office

Numéro du reçu:_____ Montant perçu :_____ Date:_____

Demande examinée par:_____

Numéro du permis: _____

S'il s'agit d'une requête pour renouvellement de permis, veuillez inscrire votre numéro de permis:

REQUÊTE POUR PERMIS DE VENDEUR ITINÉRANT

1. Nom du requérant: _____

2. Adresse de la principale place d'affaires au Québec: _____

Tél: _____

3. Date du début des affaires au Québec: _____

4. Nombre de succursales au Québec: _____ Annexer la liste de leurs adresses: _____

5. Si le requérant est une personne physique: ☐☐☐ ☐☐☐ ☐☐☐
(inscrire le numéro d'assurance sociale)

6. Nature des biens vendus: _____

7. Montant de la considération habituelle de vos ventes:
Inférieure à $100 ☐
$100 ou plus ☐

8. Nombre de vos représentants: _____

LR-676

FORM NB4

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

CONSUMER PROTECTION BUREAU

For use of the Bureau only

Receipt number: _____ Amount received: _____ Date: _____

Application examined by: _____

Permit number: _____

APPLICATION FOR ITINERANT VENDOR'S PERMIT

If this application is for the renewal of a permit, please give your permit number:

1. Name of applicant: _____

2. Main business address in Québec: _____

Tel: _____

3. Date when applicant began to do business in Québec: _____

4. Number of branches in Québec: _____ Attach list of branch addresses: _____

5. If the applicant is a physical person: ☐☐☐ ☐☐☐ ☐☐☐
(enter social insurance number)

6. Kind of goods sold: _____

7. Ordinary consideration for a sale: $100 or more — Less than $100 ☐ / $100 or more ☐

8. Number of representatives: _____

LR-677

9. Exercez-vous, seul ou en société, un autre commerce assujetti à un permis en vertu de la présente loi?
Oui ☐
Non ☐

10. Dans l'affirmative, fournir les renseignements suivants:
Nom ou raison sociale: _____ Nature des biens vendus: _____
Adresse: _____
Tél: _____ Numéro du permis: _____

11. Êtes-vous détenteur d'un permis de vendeur intinérant ou de vendeurs d'automobiles usagées ailleurs qu'au Québec?
Endroit: _____ (*province, état ou pays*) Numéro du permis: _____

12. Vous a-t-on déjà refusé un permis de vendeur itinérant ou de vendeur d'automobiles usagées?
Oui ☐
Non ☐

13. Dans l'affirmative, préciser: _____

14. Êtes-vous un failli non libéré?
Oui ☐
Non ☐

15. Dans l'affirmative, préciser: _____

16. Avez-vous été déclaré coupable, au cours des trois années précédentes, dans quelque province, état ou pays:
a) d'une infraction aux lois ou règlements sur la protection du consommateur ou les vendeurs d'automobiles usagées;
Oui ☐
Non ☐
b) d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude ou d'une offense à l'article 189-1-*e* du Code criminel (S.R.C. 1970, ch. C-34)
Oui ☐
Non ☐
c) d'une infraction aux articles 36 ou 37 de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. (S.R.C. 1970, ch. C-23)
Oui ☐
Non ☐

17. Dans l'affirmative, préciser: _____

18. La présente requête est accompagnée des documents suivants:
1) liste des nom, adresse, occupation et numéro d'assurance sociale des représentants du requérant; ☐
2) cautionnement: (voir article 19 de l'extrait des règlements)
a) par police de garantie; ☐
b) en espèces; Chèque visé ☐
c) par obligation; Mandat-poste ☐
3) droits: Chèque visé ☐
Mandat-poste ☐

TOUT CHÈQUE VISÉ OU MANDAT POSTE DOIT ÊTRE FAIT À L'ORDRE DU MINISTRE DES FINANCES

LR-678

9. Do you carry on, alone or in partnership, any other business subject to a permit under this act?

Yes ☐
No ☐

10. If the answer to 9 is yes, please give the following information:

Name or given name: _____ Kind of goods sold: _____

Address: _____

Tel: _____ Permit number: _____

11. Do you hold an itinerant vendor's permit or a used automobile vendor's permit elsewhere than in the Province of Québec?

Place: _____ *(province, state or country)* Permit number: _____

12. Have you ever been refused an itinerant vendor's permit or a used automobile vendor's permit?

Yes ☐
No ☐

13. If so, specify: _____

_____

14. Are you a non-discharged bankrupt?

Yes ☐
No ☐

15. If so, specify: _____

_____

16. Within the past three years, have you been found guilty in any province, state or country, of:

(*a*) an infringement of the laws or regulations on consumer protection or used automobile vendors:

Yes ☐
No ☐

(*b*) theft or fraud, attempted theft or fraud or an offence against section 189-1-*e* of the Criminal Code (R.S.C., 1970, ch. C-34)

Yes ☐
No ☐

(*c*) an infringement of section 36 or 37 of the Combines Investigation Act (R.S.C., 1970, ch. C-23)

Yes ☐
No ☐

17. If so, specify: _____

_____

18. This application is accompanied by the following documents:

(1) a list of the names, addresses, occupations and social insurance numbers of the applicant's representatives; ☐

(2) security (see article 19 in the extract of the regulations) ☐

(*a*) by guaranty policy;

(*b*) in money; Certified cheque ☐ Money order ☐

(*c*) by a bond.

(3) duties: Certified cheque ☐ Money order ☐

EVERY CERTIFIED CHEQUE OR MONEY ORDER MUST BE MADE TO THE ORDER OF THE MINISTER OF FINANCE

LR-679

19. Le requérant convient de fournir tous les renseignements supplémentaires demandés par l'Office de la protection du consommateur.

SI LE REQUÉRANT EST UNE SOCIÉTÉ OU UNE CORPORATION, IL DEVRA FOURNIR LES INFORMATIONS ADDITIONNELLES SUIVANTES:

20. L'un ou l'autre des associés, officiers ou administrateurs est-il un failli non libéré? Oui ☐ Non ☐

21. Dans l'affirmative, préciser: _____

Nom: _____ Numéro du dossier de la cour: _____

Nom: _____ Numéro du dossier de la cour: _____

22. L'un ou l'autre de ses associés, officiers ou administrateurs, a-t-il été déclaré coupable. au cours des trois années précédentes, dans quelque province, état ou pays, d'une infraction mentionnée à l'item 16 ci-dessus? Oui ☐ Non ☐

23. Dans l'affirmative, préciser: _____

_____

24. La présente requête est accompagnée des documents additionnels suivants:

1) copie de la dernière déclaration produite en vertu de la loi des renseignements sur les compagnies ☐
ou

2) copie de l'acte constitutif du requérant
(s'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis, veuillez ignorer cet item) ☐

3) liste des nom, adresse, occupation et numéro d'assurance sociale des associés, administrateurs et officiers du requérant. ☐

SI LE REQUÉRANT EST UNE CORPORATION ÉTRANGÈRE, IL DEVRA FOURNIR LE RENSEIGNEMENT ADDITIONNEL SUIVANT:

25. Copie du permis l'autorisant à faire affaire au Québec. ☐

Je, , requérant ou signataire autorisé de la société ou corporation, déclare que les renseignements donnés dans la présente requête et dans toutes les pièces ci-annexées sont véridiques et complets.

Daté à _____ ce ___ jour de _____ 197__
cité ou ville *mois*

Pointer (√) la boîte indiquant la nature du requérant.

_____ ☐ personne physique
signature du rérant ou signataire autorisé

☐ société ☐ corporation

_____
titre dans la société ou corporation

TOUTE FAUSSE DÉCLARATION REND LE REQUÉRANT PASSIBLE DES SANCTIONS PRÉVUES À LA SECTION XIV DE LA LOI.

LR-680

19. The applicant agrees to furnish any additional information requested by the Consumer Protection Bureau.

IF THE APPLICANT IS A PARTNERSHIP OR CORPORATION, IT MUST FURNISH THE FOLLOWING ADDITIONAL INFORMATION:

20. Is one of the partners, officers or directors a non-discharged bankrupt? Yes ☐ No ☐

21. If so, specify: _____

Name: _____ Number of court file: _____

Name: _____ Number of court file: _____

22. Has any partner, officer or director been found guilty within the past three years of an infraction mentioned in item 16 above, in any province, state or country? Yes ☐ No ☐

23. If so, specify: _____

_____

24. This application is accompanied by the following additional documents:

(1) copy of the last declaration produced under the Companies Information Act ☐

or

(2) copy of the wiriting incorporating the applicant ☐
(if this is an application for renewal of a permit, please ignore this item)

(3) a list of the names, addresses, occupations and social insurance numbers of the applicant's partners, directors and officers. ☐

IF THE APPLICANT IS A FOREIGN CORPORATION, IT MUST FURNISH THE FOLLOWING ADDITIONAL INFORMATION:

25. Copy of its permit to carry on business in Québec. ☐

I, , applicant or authorized signatory of the partnership or corporation, declare that the information given in this application and in all documents annexed hereto is true and full.

Dated at _____ this ___ day of _____ 197__
place *month*

Mark (√) the box describing the applicant.

☐ physical person

☐ partnership ☐ corporation

_____
signature of applicant or authorized signatory

_____
title in partnership or corporation

EVERY FALSE DECLARATION RENDERS THE APPLICANT LIABLE TO THE PENALTIES PROVIDED FOR IN DIVISION XIV OF THE ACT.

LR-681

FORMULE NB5

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR



GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

CONSUMER PROTECTION BUREAU

À l'usage exclusif de l'Office

Numéro du reçu: _____ Montant perçu: _____ Date: _____

Demande examinée par: _____

Numéro du permis: _____

REQUÊTE POUR PERMIS DE VENDEURS D'AUTOMOBILES USAGÉES

S'il s'agit d'une requête pour renouvellement de permis, veuillez inscrire votre numéro de permis:

1. Nom du requérant: _____

2. Adresse de la principale place d'affaires au Québec: _____

Tél: _____

3. Date du début des affaires au Québec: _____

4. Nombre de succursales au Québec: _____ Annexer la liste de leurs adresses: _____

5. Si le requérant est une personne physique: ☐☐☐ ☐☐☐ ☐☐☐

(inscrire le numéro d'assurance sociale)

6. Nature des biens vendus: Automobiles ☐ Motoneiges ☐ Motocyclettes ☐
Autres ☐ Préciser:

7. Êtes-vous également distributeur d'automobiles neuves: Oui ☐ Non ☐

8. Détenez-vous une licence de commerçant du ministère des transports? Oui ☐ Non ☐

LR-682

FORM NB5

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

CONSUMER PROTECTION BUREAU

For use of the Bureau only

Receipt number: _____ Amount received: _____ Date: _____

Application examined by: _____

Permit number: _____

APPLICATION FOR USED AUTOMOBILE VENDOR'S PERMIT

If this application is for the renewal of a permit, please give your permit number:

1. Name of applicant: _____

2. Main business address in Québec: _____

Tel: _____

3. Date when applicant began to do business in Québec: _____

4. Number of branches in Québec: _____ Attach list of branch addresses: _____

5. If the applicant is a physical person: ☐☐☐ ☐☐☐ ☐☐☐
(enter social insurance number)

6. Kinds of goods sold: Automobiles ☐ Snowmobiles ☐ Motorcyles ☐
Other ☐ Specify:

7. Do you also distribute new automobiles: Yes ☐ No ☐

8. Do you hold a dealer's licence from the Department of Transport? Yes ☐ No ☐

LR-683

9. Numéro de cette licence: ☐

10. Nombre de vos représentants: _____

11. Exercez-vous, seul ou en société, un autre commerce assujetti à un permis en vertu de la présente loi?
Oui ☐
Non ☐

12. Dans l'affirmative, fournir les renseignements suivants:
Nom ou raison sociale: _____ Nature des biens vendus: _____
Adresse: _____
Tél: _____ Numéro du permis: _____

13. Êtes-vous détenteur d'un permis de vendeur d'automobiles usagées ou de vendeur itinérant ailleurs qu'au Québec?
Endroit: _____ (*province, état ou pays*) Numéro du permis: _____

14. Vous a-t-on déjà refusé un permis de vendeur d'automobiles usagées ou de vendeur itinérant? Oui ☐ Non ☐

15. Dans l'affirmative, préciser: _____

16. Avez-vous été déclaré coupable, au cours des trois années précédentes, dans quelque province, état ou pays:
a) d'une infraction aux lois ou règlements sur la protection du consommateur ou les vendeurs d'automobiles usagées; Oui ☐ Non ☐
b) d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude ou d'une offense à l'article 189-1-*e* du Code criminel (S.R.C. 1970, ch. C-34) Oui ☐ Non ☐
c) d'une infraction aux articles 36 ou 37 de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. (S.R.C. 1970, ch. C-34) Oui ☐ Non ☐

17. Dans l'affirmative, préciser: _____

18. La présente requête est accompagnée des documents suivants:
1) liste des nom, adresse, occupation et numéro d'assurance sociale des représentants du requérant; ☐
2) cautionnement: (voir article 19 de l'extrait des règlements)
a) par police de garantie; ☐
b) en espèces; Chèque visé ☐
c) par obligation. Mandat poste ☐
3) droits: Chèque visé ☐ Mandat poste ☐

TOUT CHÈQUE VISÉ OU MANDAT POSTE DOIT ÊTRE FAIT À L'ORDRE DU MINISTRE DES FINANCES

LR-684

9. Number of that licence: ☐

10. Number of representatives: _____

11. Do you carry on, alone or in partnership, any other business subject to a permit under this act?
Yes ☐
No ☐

12. If the answer to 11 is yes, please give the following information:
Name of firm name: _____ Kind of goods sold: _____
Address: _____
Tel: _____ Permit number: _____

13. Do you hold a used automobile vendor's permit or an itinerant vendor's permit elsewhere than in the province of Québec?
Place: _____ Permit number: _____
(province, state or country)

14. Have you ever been refused a used automobile vendor's permit or an itinerant vendor's permit? Yes ☐ No ☐

15. If so, specify: _____

16. Within the past three years, have hou found guilty in any province, state or country, of:
(*a*) an infringement of the laws or regulations on consumer protection or used automobile vendors:
Yes ☐
No ☐
(*b*) theft or fraud, attempted theft or fraud or an offence against article 189-1-*e* of the Criminal Code (R.S.C., 1970, ch. C-34)
Yes ☐
No ☐
(*c*) an infringement of section 36 or 37 of the Combines Investigation Act (R.S.C., 1970, ch. C-34)
Yes ☐
No ☐

17. If so, specify: _____

18. This application is accompanied by the following documents:
(1) a list of the names, addresses, occupations and social insurance numbers of the applicant's representatives; ☐
(2) security (see article 19 in the extract of the regulations)
(*a*) by guaranty policy; ☐
(*b*) in money; Certified cheque ☐
(*c*) by a bond. Money order ☐
(3) duties: Certified cheque ☐
Money order ☐

EVERY CERTIFIED CHEQUE OR MONEY ORDER MUST BE MADE TO THE ORDER OF THE MINISTER OF FINANCE

LR-685

19. Le requérant convient de fournir tous les renseignements supplémentaires demandés par l'Office de la protection du consommateur.

SI LE REQUÉRANT EST UNE SOCIÉTÉ OU UNE CORPORATION, IL DEVRA FOURNIR LES INFORMATION ADDITIONNELLES SUIVANTES:

20. L'un ou l'autre des associés, officiers ou administrateurs est-il un failli non libéré? Oui ☐ Non ☐

21. Dans l'affirmative, préciser: _____

Nom: _____ Numéro du dossier de la cour: _____

Nom: _____ Numéro du dossier de la cour: _____

22. L'un ou l'autre de ses associés, officiers ou administrateurs, a-t-il été déclaré coupable, au cours des trois années précédentes, dans quelque province, état ou pays, d'une infraction mentionnée à l'item 16 ci-dessus?
Oui ☐ Non ☐

23. Dans l'affirmative, préciser: _____

_____

24. La présente requête est accompagnée des documents additionnels suivants:
1) copie de la dernière déclaration produite en vertu de la loi des renseignements sur les compagnies ☐
ou
2) copie de l'acte constitutif du requérant ☐
(s'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis veuillez ignorer cet item)
3) liste des nom, adresse, occupation et numéro d'assurance sociale des associés, administrateurs et officiers du requérant.

SI LE REQUÉRANT EST UNE CORPORATION ÉTRANGÈRE, IL DEVRA FOURNIR LE RENSEIGNEMENT ADDITIONNEL SUIVANT:

25. Copie du permis l'autorisant à faire affaire au Québec.

Je, , requérant ou signataire autorisé de la société ou corporation, déclare que les renseignements donnés dans la présente requête et dans toutes les pièces ci-annexées sont véridiques et complets.

Daté à _____ ce ____ jour de _____ 197__
cité ou ville *mois*

Pointer (√) la boîte indiquant la nature du requérant.
☐ personne physique

_____
signature du requérant ou signataire autorisé

☐ société ☐ corporation

_____
titre dans la société ou corporation

TOUTE FAUSSE DÉCLARATION REND LE REQUÉRANT PASSIBLE DES SANCTIONS PRÉVUES À LA SECTION XIV DE LA LOI

LR-686

19. The applicant agrees to furnish any additional information requested by the Consumer Protection Bureau.

IF THE APPLICANT IS A PARTNERSHIP OF CORPORATION, IT MUST FURNISH THE FOLLOWING ADDITIONAL INFORMATION:

20. Is one of the partners, officers or directors a non-discharged bankrupt? Yes ☐ No ☐

21. If so, specify: _____

Name: _____ Number of court file: _____

Name: _____ Number of court file: _____

22. Has any partner, officer or director been declared guilty within the past three years of an infraction mentioned in item 16 above, in any province state or country? Yes ☐ No ☐

23. If so, specify: _____

_____

24. This application is accompanied by the following additional documents:
(1) copy of the last declaration produced under the Companies Information Act ☐
or
(2) copy of the writing incorporating the applicant ☐
(if this is an application for renewal of a permit please ignore this item)
(3) a list of the names, addresses, occupations and social insurance numbers of the applicant's partners, directors and officers.

IF THE APPLICANT IS A FOREIGN CORPORATION, IT MUST FURNISH THE FOLLOWING ADDITIONAL INFORMATION:

25. Copy of its permit to carry on business in Québec: ☐

I, , applicant or authorized signatory of the partnership or corporation, declare that the information given in this application and in all documents annexed hereto is true and full.

Dated at _____ this ____ day of _____ 197__
place *month*

Mark (√) the box describing the applicant.
☐ physical person

_____
signature of applicant or authorized signatory

☐ partnership ☐ corporation

_____
title in partnership or corporation

EVERY FALSE DECLARATION RENDERS THE APPLICANT LIABLE TO THE PENALTIES PROVIDED FOR IN DIVISION XIV OF THE ACT.

LR-687

FORMULE NB6

CARTE DE REPRÉSENTANT

NOM DU REPRÉSENTANT

NOM DU DÉTENTEUR DE PERMIS

NUMÉRO DU PERMIS ÉMIS PAR L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

SIGNATURE DU REPRÉSENTANT

SIGNATURE DU DÉTENTEUR OU D'UNE PERSONNE AUTORISÉE

NB-6 ENGLISH ON REVERSE SIDE

FORM NB6

REPRESENTATIVE'S CARD

REPRESENTATIVE'S NAME

NAME OF PERMIT HOLDER

PERMIT NUMBER ISSUED BY THE CONSUMER PROTECTION BUREAU

REPRESENTATIVE'S SIGNATURE

SIGNATURE OF THE HOLDER OR OF AN AUTHORIZES PERSON

NB-6 FRANÇAIS AU VERSO

FORMULE NB7

CAUTIONNEMENT PAR POLICE INDIVIDUELLE DE GARANTIE

CAUTIONNEMENT NO. MONTANT $

SACHEZ TOUS PAR LES PRÉSENTES QUE nous, à titre de débiteur principal, ci-après appelé le Débiteur principal et nous, à titre de caution, ci-après appelé la Caution, sommes obligés conjointement et solidairement envers Sa Majesté la Reine aux droits de la Province de Québec, à titre de bénéficiaire, ci-après appelé le bénéficiaire, pour la somme de dollars ($), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle somme nous nous engageons conjointement et solidairement par les présentes, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit respectifs à bien et dûment payer audit bénéficiaire.

Signé et daté ce jour de

ATTENDU QUE le Débiteur principal a soumis une demande à l'Office de la protection du consommateur du Québec, pour obtenir un permis l'autorisant à agir comme

ATTENDU QUE le Débiteur principal doit fournir à l'Office de la protection du consommateur du Québec un cautionnement tel que prévu à l'article 90 de la Loi de la protection du consommateur (1971, chapitre 74) ci-après appelé la Loi, dans le but de garantir le paie-

FORM NB7

SECURITY BY INDIVIDUAL GUARANTEE POLICY BOND

SECURITY NO. AMOUNT $

KNOW ALL BY THESE PRESENTS THAT WE, , as principal debtor, hereinafter called the Principal Debtor, and we, as surety, hereinafter called the Surety, are jointly and severally obligated to Her Majesty the Queen in right of the Province of Québec, as beneficiary, hereinafter called the beneficiary, for the sum of dollars ($), legal money of Canada, which amount we hereby commit ourselves jointly and severally and our respective heirs, executors, administrators, successors and legal representatives to well and truly pay to the said beneficiary.

Signed and dated this day of

WHEREAS the Principal Debtor has submitted an application to the Consumer Protection Bureau of Québec for a permit authorizing him to act as

WHEREAS the Principal Debtor must furnish the Québec Consumer Protection Bureau with security as provided in section 90 of the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74), hereinafter called the Act, for the purpose of securing payment of capital, interest and

ment du capital, des intérêts et des frais de tout jugement final prononcé contre le Débiteur principal ou son représentant en vertu de la Section XV de ladite loi ou de toute transaction intervenue entre le Débiteur principal ou son représentant et un consommateur au sens de ladite loi, à la suite d'une action intentée contre le Débiteur principal ou son représentant et un consommateur au sens de ladite loi, à la suite d'une action intentée contre le Débiteur principal ou son représentant en vertu de la même section, de même que le paiement des amendes et des frais prévus à la Section XIV de ladite loi et imposée tant au Débiteur principal qu'à son représentant

Il est entendu et convenu que ce cautionnement sera valide pendant la durée du permis.

EN CONSÉQUENCE, la condition expresse de cet engagement est telle que le débiteur principal et la Caution s'engagent à payer le capital, les intérêts et les frais de tout jugement final prononcé contre le Débiteur principal ou son représentant en vertu de la Section XV de la loi ou de toute transaction intervenue entre le Débiteur principal ou son représentant et un consommateur au sens de ladite loi, à la suite d'une action intentée contre le Débiteur principal ou son représentant en vertu de la même section de même que le paiement des amendes et des frais prévus à la Section XIV de ladite loi et imposés tant au Débiteur principal qu'à son représentant; étant entendu que la responsabilité totale de la Caution en vertu de ce cautionnement ou de tout renouvellement d'icelui sera limitée au montant mentionné ci-dessus ou à tout autre montant qui y serait substitué au moyen d'un avenant ou d'un certificat de continuation.

NÉANMOINS, la Caution pourra, en tout temps, donner par écrit un avis de deux mois de calendrier à l'Office de la protection du consommateur à l'effet qu'elle a l'intention de mettre fin au cautionnement prescrit par les présentes et, en tel cas, le cautionnement expirera à la fin de ce délai.

Nonobstant l'expiration ou l'annulation du cautionnement, la Caution demeurera obligée d'acquitter, jusqu'à concurrence du montant du cautionnement, le paiement du capital, des intérêts et des frais de tout jugement final prononcé contre le Débiteur principal ou son représentant ou de toute transaction intervenue entre le Débiteur principal ou son représentant et un consommateur à la suite d'une action intentée contre le Débiteur principal ou son représentant en vertu de la Section XV de la loi, de même que le paiement des amendes et des frais imposés au Débiteur principal ou à son représentant en vertu de la Section XIV de la loi, à la condition que l'action civile ou la poursuite pénale ait été intentée dans l'année qui suit la formation du contrat ou la commission de l'infraction et que la cause d'action ait pris naissance ou que l'infraction ait été commise pendant la durée du cautionnement.

costs of every final judgment pronounced against the Principal Debtor or his representative under Division XV of the said Act or of every transaction between the Principal Debtor or his representative and a consumer within the meaning of that act, following any action instituted against the Principal Debtor or his representative and a consumer within the meaning of that act following on action instituted against the Principal Debtor or his representative under the same Division, as well as payment of the fines and costs provided for in Division XIV of the said Act and imposed both on the Principal Debtor and on his representative.

It is understood and agreed that such security will be valid while such permit lasts.

THEREFORE, the express condition of this commitment is such that the Principal Debtor and the Surety commit themselves to pay the capital, interest and costs of every final judgment pronounced against the Principal Debtor or his representative under Division XV of the Act or of any transaction between the Principal Debtor or his representative and a consumer within the meaning of that act, following any action instituted against the Principal Debtor or his representative under the same division, as well as the payment of the fines and costs provided for in Division XIV of the said act and imposed on both the Principal Debtor and his representative, it being understood that the Surety's total liability under that security or any renewal thereof will be limited to the amount mentioned above or any other amount which might be substituted for it by a rider.

NEVERTHELESS the Surety may at any time give the Consumer Protection Bureau a written notice of two calendar months to the effect that it intends to terminate the security hereby prescribed and in such case the security shall expire when the delay expires.

Notwithstanding the expiry or cancellation of the security, the Surety shall remain obligated to discharge, up to the amount of the security, payment of capital, interest and costs of every final judgment pronounced against the Principal Debtor or his representative or of any transaction made between the Principal Debtor or his representative and a consumer following an action brought against the Principal Debtor or his representative under Division XV of the Act, as well as payment of the fines and the costs imposed on the Principal Debtor or his representative under Division XIV of the act, provided the civil action or the penal prosecution is brought within the year following the making of the contract or the commission of the offence and the cause of the action began or the offence was committed while the security lasted.

EN FOI DE QUOI, le Débiteur principal a signé les présentes et la caution y a apposé son sceau corporatif dûment reconnu par la signature de ses officiers accrédités les jour et an ci-dessus mentionnés.

Témoin *Le débiteur principal*

La caution

IN WITNESS WHEREOF the Principal Debtor has signed these presents and the surety has affixed thereto its corporate seal duly recognized by the signature of its recognized officers on the above mentioned.

Witness *Principal Debtor*

Surety

FORMULE NB8

CAUTIONNEMENT ADDITIONNEL

CAUTIONNEMENT No. MONTANT $

SACHEZ TOUS PAR LES PRÉSENTES QUE nous, à titre de débiteur principal, ci-après appelé le Débiteur principal et nous, à titre de caution, ci-après appelé la Caution, sommes obligés conjointement et solidairement envers Sa Majesté la Reine aux droits de la Province de Québec, à titre de bénéficiaire, ci-après appelé le bénéficiaire, pour la somme de dollars ($), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle somme nous nous engageons conjointement et solidairement par les présentes, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droits respectifs à bien et dûment payer audit bénéficiaire.

Signé et daté ce jour de

ATTENDU QUE le Débiteur principal est détenteur d'un permis émis par l'Office de la protection du consommateur du Québec;

ATTENDU QUE le Débiteur principal doit fournir à l'Office de la protection du consommateur du Québec un cautionnement additionnel pour garantir la satisfaction de toute transaction ou de tout jugement pouvant être prononcé contre lui dans la cause:

Il est entendu et convenu que ce cautionnement sera valide tant et aussi longtemps que le litige ci-haut décrit n'aura pas été réglé par transaction ou jugement final;

EN CONSÉQUENCE, la condition expresse de cet engagement est telle que le Débiteur principal et la Caution s'engagent à satisfaire à toute transaction ou jugement mettant fin à la cause plus haut décrite, étant entendu que la responsabilité totale de la caution en vertu de ce cautionnement sera limitée au montant mentionné ci-dessus.

FORM NB8

ADDITIONAL SECURITY

SECURITY No. AMOUNT $

KNOW ALL BY THESE PRESENTS that we , as principal debtor, hereinafter called the Principal Debtor, and we as surety, hereinafter called the Surety, are jointly and severally obligated toward Her Majesty the Queen in right of the Province of Québec, as beneficiary, hereinafter called the beneficiary, for the sum of dollars ($), legal money of Canada, which amount we commit ourselves jointly and severally, and our respective heirs, executors, administrators, successors and legal representatives to well and truly pay to the said beneficiary.

Signed and dated this day of

WHEREAS the Principal Debtor holds a permit issued by the Québec Consumer Protection Bureau;

WHEREAS the Principal Debtor must furnish the Québec Consumer Protection Bureau with additional security to guarantee the discharge of any transaction or of any judgment which may be rendered against him in the case:

It is understood and agreed that such security will be valid as long as the litigation above described is not settled by a transaction or a final judgment;

THEREFORE the express condition of this commitment is such that the Principal Debtor and the Surety commit themselves to satisfy every transaction or judgment terminating the case described above, it being understood that the Surety's total liability under such security will be limited to the amount mentioned above.

LR-690

EN FOI DE QUOI, le Débiteur principal a signé les présentes et la caution y a apposé son sceau corporatif dûment reconnu par la signature de ses officiers accrédités les jour et an ci-dessus mentionnés.

Témoin *Le débiteur principal*

La caution

FORMULE NB12

Cautionnement par police collective de garantie

Cautionnement No. .....

Nous, ...
nous portons caution de tout membre du groupe ci-après désigné: .....
.....

Les termes et conditions du présent cautionnement sont déterminés par le présent règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'autorité de la Loi de la protection du consommateur (1971, chapitre 74), dont voici le texte:

(Réciter ici le texte des articles 8.01, 8.07, 8.08, 8.11, 8.14, 8.15, 8.16, 8.18, 8.24 et 8.25).

En foi de quoi nous avons apposé notre seing et sceau à .....
.....
ce 197

....
(Sceau de la caution) (signature de la caution)

FORMULE NB13

Certificat de membre

Nom de la caution: .....
Numéro du certificat: .....

Nous, ...
Caution du Groupe ci-après désigné .....
.....
en vertu de la police collective de garantie No. .....
émise le .....197 , certifions que .....
est membre dudit groupe et est couvert par cette police collective de garantie.

.....
(Signature de la caution)

46052-o

IN WITNESS WHEREOF the Principal Debtor has signed these presents and the Surety has affixed thereto its corporate seal duly recognized by the signature of its recognized officers on the day and in the year above mentioned.

Witness *Principal Debtor*

Surety

FORM NB12

Collective guarantee policy bond

Bond No. .....

We, ...
stand surety for each member of the group designated hereunder: .....
.....

The terms and conditions of this bond are defined by this Regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under the Consumer Protection Act (1971, Chapter 74), the text of which is a follows:

(Here reprint sections 8.01, 8.07, 8.08, 8.11, 8.14, 8.15, 8.16, 8.18, 8.24 and 8.25).

In witness whereof we set our hand and seal at .....
.....
this .....197....

.....
(Seal of the Surety) (Signature of the Surety)

FORM NB13

Member's certificate

Name of the Surety: .....
Certificate No. .....

We, ...
Surety for the group designated hereunder .....
.....
under Collective Guarantee Policy Bond No. .....
issued on .....197. . ., certify that .....
is a member of the said Group and is covered by this collective guarantee policy bond.

.....
(Signature of the Surety)

46052-o

LR-691

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1370-72

Québec, le 16 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert des services de bibliothèques et de centres de documentation de certains ministères au ministère des Communications.

ATTENDU QUE, par la loi même, le ministère des communications doit, entre autres choses, établir des services de communications entre les différents ministères du gouvernement;

ATTENDU QUE, à la suite d'un comité d'étude sur les bibliothèques gouvernementales, ce comité a suggéré que les bibliothèques gouvernementales dépendent d'un seul ministère, en l'occurrence le ministère des Communications; à l'exception de la Bibliothèque nationale du Québec et de la Bibliothèque de la Législature;

ATTENDU QUE, le Conseil du Trésor à sa séance du 19 février 1972 « a approuvé le regroupement des bibliothèques et des centres de documentation des ministères occupant les immeubles G et H au sein des bibliothèques dites « collectives » qui seraient gérées par le ministère des communications »;

ATTENDU QUE, dans le but de mettre en application les recommandations de ce comité et la décision du Conseil du Trésor, il serait avantageux de procéder par étapes et d'assurer tout d'abord le contrôle, la coordination et la gestion des bibliothèques collectives qui seront logées dans les immeubles G et H de la Cité parlementaire;

ATTENDU QUE, à cet effet, la Direction générale de l'Édition, du ministère des communications, est qualifiée et prête à assumer l'autorité sur ces bibliothèques collectives, tel que le prévoit l'arrêté en conseil 1981 du 1er juin 1971 qui a autorisé sa création.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des communications:

a) QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif, (S.R.Q. 1964, ch. 9), et pour les fins de l'aménagement de la bibliothèque de l'immeuble G, les bibliothèques des affaires municipales, de l'éducation, du ministère et de la Commission de la fonction publique, du tourisme, de la chasse et de la pêche, du travail et de la main-d'oeuvre, soient transférées, avec leur personnel et leur équipement, du contrôle de leur ministre respectif à celui du ministre des communications, et ce à compter du 1er mai 1972;

QU'en vertu de l'article 63 de la Loi de la fonction publique, les crédits prévus pour l'exercice 1972-73 pour les traitements, salaires et allocations du personnel

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1370-72

Québec, May 16, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transfer of library services and documentation centres from certain Departments to the Department of Communications.

WHEREAS the Department of Communications must, under the Act providing for the creation of such Department, in addition to its other responsibilities, establish communications services between the different government departments;

WHEREAS following upon a committee study of government libraries, such committee has suggested that the said librairies, with the exception of the Québec National Library and the Library of the Legislature, come under the jurisdiction of one Department only, which under the circumstances should be the Department of Communications;

WHEREAS the Treasury Board, at its sitting of February 19, 1972, "approved the consolidation of libraries and documentation centres of the Departments occupying building complexes "G" and "H" within the group of libraries called the "central libraries" which are to be managed by the Department of Communications.";

WHEREAS the recommendations of the committee and the decision of the Treasury Board can best be implemented in stages, the first of which being the supervision, coordination and management of the central libraries which are to be located in building complexes "G" and "H" of the Cité parlementaire;

WHEREAS to accomplish the foregoing, the Publications Division of the Department of Communications is qualified and ready to assume jurisdiction over such central libraries, as provided for by Order in Council No. 1981 dated June 1, 1971 which authorized the creation of such Division;

IT IS ORDERED THEREFORE upon the recommendation of the Minister of Communications:

(*a*) THAT under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q. 1964, ch. 9), and in order to accomplish their reorganization, the control of the library of building complex "G", the libraries of Municipal Affairs, Education, the Civil Service Department and Commission, Tourism, Fish and Game, and the Labour and Manpower Department, be transferred, together with their personnel and equipment, from their respective Ministers to the Minister of Communications, effective May 1, 1972;

THAT under section 63 of the Civil Service Act, the appropriations for the 1972-73 fiscal year for salaries, wages and allowances for the personnel listed below be

mentionné ci-dessous soient transférés du budget des ministères concernés au budget du ministère des communications:

Ministère des affaires municipales:

COUTURE, Anita	(poste 01-1015)
TROTTIER, Irénée	(poste 01-1075)

Ministère de l'éducation:

ALLEN, Blanche	(poste 19-0067)
FORTIER, Marthe	(poste 19-0076)
GRÉGOIRE, Françoise	(poste 19-0066)
LABRIE, Jean-Marc	(poste 19-0068)
LACHANCE, Isabelle	(poste 19-0081)
LAGUERRE, Françoise	(poste 19-0069)
LAURENT, Jacqueline	(poste 19-0082)
MICHAUD, Jean-Eudes	(poste 19-0077)
TESSIER, Jacqueline	(poste 19-0075)

Ministère et Commission de la fonction publique:

DUFOUR, Hélène	(poste 05-0074)

Ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche:

LACROIX, Ghislain	(poste 01-9011)
MORIN-GOUPIL, Diane	(poste 01-9012)

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre:

BOURGOING, André	(poste 01-6006)
LEMIEUX, Gaby	(poste 01-6011)

b) Qu'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif, (S.R.Q. 1964, ch. 9), et pour les fins de l'aménagement de la bibliothèque de l'immeuble H, les bibliothèques des ministères des affaires intergouvernementales, des travaux publics et de la voirie, ainsi que du ministère des transports, soient transférées, avec leur personnel et leur équipement, du contrôle de leur ministre respectif à celui du ministre des communications, et ce à compter du 1er mai 1972.

Ministère des affaires intergouvernementales:

DRAPEAU, Suzanne	(poste 02-008)

Ministère des travaux publics:

BOUTIN, Rose-Aimée	(poste 01-0500)

Ministère de la voirie:

BEAULIEU, L.-Ernest	(poste 33-3423)
MARIER, Joachim	(poste 33-2164)

c) QUE les crédits prévus pour les fins du matériel et de l'équipement, des frais de bureau, des fournitures et approvisionnements, des loyers, des services contractuels, des transports et des postes de ces bibliothèques ministérielles soient également transférés au ministère des communications pour les fins des bibliothèques collectives des immeubles G et H.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46216-o

transferred from the respective Department budgets to that of the Department of Communications:

Department of Municipal Affairs:

COUTURE, Anita	(office 01-1015)
TROTTIER, Irénée	(office 01-1075)

Department of Education:

ALLEN, Blanche	(office 19-0067)
FORTIER, Marthe	(office 19-0076)
GRÉGOIRE, Françoise	(office 19-0066)
LABRIE, Jean-Marc	(office 19-0068)
LACHANCE, Isabelle	(office 19-0081)
LAGUERRE, Françoise	(office 19-0069)
LAURENT, Jacqueline	(office 19-0082)
MICHAUD, Jean-Eudes	(office 19-0077)
TESSIER, Jacqueline	(office 19-0075)

Civil Service Department and Commission:

DUFOUR, Hélène	(office 05-0074)

Department of Tourism, Fish and Game

LACROIX, Ghislain	(office 01-9011)
MORIN-GOUPIL, Diane	(office 01-9012)

Department of Labour and Manpower:

BOURGOING, André	(office 01-6006)
LEMIEUX, Gaby	(office 01-6011)

(*b*) That under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q. 1964, ch. 9), and in order to accomplish their reorganization, the control of the library of building complex "H", the libraries of Intergovernmental Affairs, Public Works, Roads and the Department of Transport, be transferred, together with their personnel and equipment, from their respective Ministers to the Minister of Communications, effective May 1, 1972;

Department of Intergovernmental Affairs

DRAPEAU, Suzanne	(office 02-008)

Department of Public Works

BOUTIN, Rose-Aimée	(office 01-0500)

Department of Roads

BEAULIEU, L.-Ernest	(office 33-3423)
MARIER, Joachim	(office 33-2164)

(*c*) THAT the appropriations for supplies and equipment, office expenses, furniture, stock, rents, contractual services, transport and offices of such Department libraries be also transferred to the Minister of Communications for the requirements of the central libraries of building complexes "G" and "H".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46216-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1395-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les permis de chasse.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *a*, *b* et *k* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

a) fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les requérants et les détenteurs de permis délivrés en vertu de la présente loi ou des règlements, la forme de ces permis, leur coût, leur teneur, leur durée, ainsi que pour l'obtention des permis des catégories qu'il indique, le montant minimum d'assurance-responsabilité que doit souscrire chaque requérant;

b) prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse, suivant la catégorie d'animaux qu'il indique;

c) déterminer les animaux qui appartiennent à la catégorie du petit gibier;

ATTENDU QU'il y a lieu de reviser les conditions des diverses catégories de permis de chasse;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement stipulé dans l'annexe du présent arrêté en conseil s'applique aux coût et conditions des permis.

QUE l'arrêté en conseil numéro 3311 du 29 septembre 1971, concernant les permis de chasse, soit annulé.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

Section I

Définitions

1° Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient:

a) « petit gibier »: les sauvagines, la gélinotte huppée, la gélinotte à queue fine, le tétras des savanes, la perdrix européenne, le lagopède, la corneille américaine, l'étourneau sansonnet, le moineau domestique, le carouge à épaulette, la maïnate rouilleux, la maïnate bronzé, le vacher, le lièvre américain et le lapin à queue blanche;

b) « sauvagine »: les oiseaux qui ne peuvent être chassés que conformément à la Loi de la Convention concer-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1395-72

Québec, May 24, 1972

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING hunting licences.

WHEREAS under sub-paragraphs *a*, *b*, and *k* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q., 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may:

(*a*) fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences issued under this act or the regulations, the form, cost, tenor and term of such licences and the minimum amount of liability insurance which each applicant must take out in order to obtain licences of such classes as he indicates;

(*b*) prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting, according to the classes of animals which he indicates;

(*c*) determine which animals belong to the class of small game:

WHEREAS it is expedient to revise the conditions pertaining to the various classes of hunting licences;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT the regulation annexed hereto be in respect of licence costs and conditions;

THAT Order in Council No. 3311 dated September 29, 1971 concerning hunting licences be revoked;

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE

DIVISION I

Definitions

1. In this regulation, the following expressions and words mean:

(*a*) "small Game": migratory game birds, ruffed grousse, sharptailed grouse, spruce grouse, gray partridge, ptarmigan, common crow, starling, house sparrow, red-wing, rusty blackbird, common grackle, cowbird, northern hare and white-tailed jack rabbit;

(*b*) "migratory game birds": birds which may be hunted pursuant to the Migratory Birds Convention

nant les oiseaux migrateurs, Statuts refondus du Canada 1970, Chapitre (M-12), et des règlements adoptés en vertu de ladite loi;

c) « d'autres espèces »: le loup, le coyote, le renard, le lynx roux, la mouffette, le raton-laveur, la marmotte et le porc-épic;

d) « armes et munitions de faible puissance »: les arcs d'une pression moindre de 40 livres, les flèches autres que celles à tête d'acier tranchant d'au moins ⅞"; tous les pistolets et revolvers; tous les fusils autres que ceux de calibre 10, 12, 16 et 20; les cartouches à fusil autres que celles à balle unique des calibres 10, 12, 16 et 20 et à chevrotines d'un diamètre de 0.32 ou plus de calibres 10 et 12; les cartouches à percussion latérale; les balles à pointe dure du type militaire ou autre, à bout non écrasant; les cartouches à percussion centrale des calibres suivants: 256, 30 U.S. Carbine, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40, 44/40, 44 Magnum, .17, 218, 219, 22, 22/250, 220, 221, 222, 223, 224 et 225;

e) «personne résidant dans le Québec »: toute personne qui a demeuré dans le Québec durant les douze mois consécutifs précédant sa demande de délivrance d'un permis ainsi que les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie canadienne, cantonnés au Québec.

SECTION II

Catégories et prix des permis

Le coût des permis, suivant les diverses catégories, est fixé comme suit:

2° Le permis de possession et de port d'armes de chasse pour les personnes ne résidant pas dans le Québec ..... $ 1.10
(dont $0.10 de commission au vendeur)

3° Le permis de chasser tout gibier et de trapper des animaux à fourrure, pour un Indien ou un Esquimau domicilié dans le Québec et qui occupe un terrain de chasse aux animaux à fourrure; ce permis donne également à l'Indien le droit de pêcher ..... $ 1.00

4° Le permis de chasser:
a) la sauvagine;
b) les autres petits gibiers;
personne résidant dans le Québec ..... $ 4.25
(dont $0.25 de commission au vendeur)
personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 17.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

5° Le permis de chasser le chevreuil, l'ours et d'autres espèces:
Personne résidant dans le Québec ..... $ 5.25
(dont $0.25 de commission au vendeur)
Personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 27.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

Act (R.S.C. 1970, ch. M-12) and the regulations under the Act;

(*c*) "other species": wolf, coyote, fox, bobcat, skunk, raccoon, woodchuck and porcupine;

(*d*) "low-powered arms and ammunition": bows under 40 lbs. bow weight; arrows with steel broadheads at least ⅞"; all hand-guns; shotguns other than 10, 12, 16 and 20 gauge; shotgun shells other than slug of 10, 12, 16 and 20 gauge and buckshot of at least 0.32" in diameter of 10 and 12 gauge; rim-fire cartridges; non-expanding ball ammunition (hard point), military or other type; centre-fire cartridges of the following calibres: 256, 30 U.S.. Carbine, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40, 44/40, 44 Magnum, .17, 218, 219, 22, 22/250, 220, 221, 222, 223, 224 and 225;

(*e*) "Québec resident": any person who has resided in Québec during the 12 consecutive months preceding his application for a licence as well as members of the Canadian Armed Forces and the Royal Canadian Mounted Police stationed in Québec.

DIVISION II

Classes of Licence and Fees

The licence fee is fixed for each class as follows:

2. Licence for the possession and carrying of hunting arms for non-residents of Québec .. $ 1.10

($0.10 of which is vendor's commission).

3. Hunting and trapping licence for all game and fur-bearing animals issued to an Indian or Eskimo residing in Québec and occupying a fur-bearing animal hunting ground, such licence also giving the Indian the right to fish ... $ 1.00

4. Hunting licence for:
(*a*) migratory game birds;
(*b*) other small game;
Québec resident ..... $ 4.25
($0.25 of which is vendor's commission)
Non-resident ..... $ 17.50
($0.50 of which is vendor's commission)

5. Hunting licence for deer, bear and other species:
Québec resident ..... $ 5.25
($0.25 of which is vendor's commission)
Non-resident ..... $ 27.50
($0.50 of which is vendor's commission)

6° Le permis de chasser l'orignal, l'ours et d'autres espèces:

Personne résidant dans le Québec ..... $ 13.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

7° Le permis de chasser le caribou, l'ours et d'autres espèces:

Personne résidant dans le Québec ..... $ 13.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

8° Le permis de chasser:

a) l'ours;

b) d'autres espèces:

Personne résidant dans le Québec ..... $ 5.25
(dont $0.25 de commission au vendeur)

Personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 12.50
(dont $0.50 de commission au vendeur)

9° Le permis de chasser:

a) la sauvagine;

b) le petit gibier autre que la sauvagine;

c) le chevreuil et l'ours;

d) l'orignal et le caribou;

e) d'autres espèces;

Personne ne résidant pas dans le Québec $103.00
(dont $1.00 de commission au vendeur)

10° Le permis de chasser le chevreuil, l'ours et le renard:

Personne résidant dans le Québec ..... $ 5.75
Personne ne résidant pas dans le Québec ..... $ 28.00

11° Le permis de piéger les animaux à fourrure;

Personne résidant dans le Québec ..... $ 2.10
(dont $0.10 de commission au vendeur)

Personne ne résidant pas dans le Québec $202.00
(dont $2.00 de commission au vendeur)

12° Des permis peuvent être délivrés aux Indiens nécessiteux, qui vivent dans des réserves ou dans des établissements indiens, pour chasser le gros et le petit gibier, aux conditions et suivant les quotas déterminés.

SECTION III

Conditions des permis

13° Les permis visés aux articles 5 à 9 ne sont pas valables sur l'Île d'Anticosti.

14° Le permis visé à l'article 10 n'est valable que sur l'Île d'Anticosti.

15° Les permis visés aux articles 5, 6, 7 et 9, pour les gibiers visés aux articles 5, 6 et 7 ainsi qu'aux paragraphes *c* et *d* de l'article 9, ne sont valables que durant la saison et dans les zones où est permise la chasse au chevreuil, à l'orignal ou au caribou, suivant l'espèce de ces trois gros gibiers inscrite sur le permis de chasse.

Cependant les permis de chasse visés au présent article ne sont plus valables même pour l'ours et d'autres espèces, lorsque l'espèce de gros gibier, dont la chasse est autorisée par ledit permis, a été enregistrée.

6. Hunting licence for moose, bear and other species:

Québec resident ..... $ 13.50
($0.50 of which is vendor's commission)

7. Hunting licence for cabirou, bear and other species:

Québec resident ..... $ 13.50
($0.50 of which is vendor's commission)

8. Hunting licence for:

(*a*) bear:

(*b*) other species;

Québec resident ..... $ 5.25
($0.25 of which is vendor's commission)

Non-resident ..... $ 12.50
($0.50 of which is vendor's commission)

9. Hunting licence for:

(*a*) migratory game birds;

(*b*) small game other than migratory game birds;

(*c*) deer and bear;

(*d*) moose and caribou;

(*e*) other species;

Non-resident $103.00
($1.00 of which is vendor's commission)

10. Hunting licence for deer, bear and fox:

Québec resident ..... $ 5.75
Non-resident ..... $ 28.00

11. Licence to trap fur-bearing animals;

Québec resident ..... $ 2.10
($0.10 of which is vendor's commission)

Non-resident $202.00
($2.00 of which is vendor's commission)

12. Hunting licences for big and small game may be issued to needy Indians living on reservations or in Indian establishments, under fixed conditions and quotas.

DIVISION III

Licence conditions

13. The licences mentioned in sections 5 to 9 are invalid on Anticosti Island.

14. The licence mentioned in section 10 is only valid on Anticosti Island.

15. The licences mentioned in sections 5, 6, 7 and 9 for the game indicated in sections 5, 6 and 7 and in paragraphs *c* and *d* of section 9 are only valid during the open season and in those zones where deer and caribou hunting are permitted, according to the species of such game indicated on the hunting licence.

However the hunting licences referred to in this section cease to be valid, even for bear and other species, when the big game species authorized by the licence has been registered.

16° Toute personne ne peut acheter qu'un seul permis de chacune des catégories visées aux articles 2 à 11.

17° En cas de perte, et à la condition que le titulaire prouve qu'il y a bel et bien eu perte, un duplicata des permis visés aux articles 2 à 11 pourra être délivré au titulaire, au prix indiqué sur chacun des permis qui auront été perdus.

18° Toute personne, ne résidant pas dans le Québec, ne peut être en possession d'armes à feu de chasse, sans être porteur de l'un des permis visés aux articles 2, 4, 5, 8, 9 et 10.

19° Les permis visés aux articles 2 à 11 ne sont pas valables:

a) s'ils sont délivrés à la suite d'une fausse déclaration;

b) s'ils sont altérés de façon quelconque;

c) s'ils ne portent pas la signature du titulaire et de celui qui les a délivrés;

d) s'ils sont utilisés par une personne autre que le titulaire du permis;

e) s'ils ne suivent pas la date de l'émission;

f) s'ils ne sont pas portés sur la personne titulaire, suivant la manière déterminée;

g) s'ils sont utilisés en dehors des périodes indiquées sur le permis.

20° Les permis visés aux articles 3 à 11 ne sont valables que durant les saisons de chasse déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour les gibiers indiqués.

21° Les permis visés aux articles 4 à 10 comportent des indemnités en faveur du détenteur ou ses héritiers légaux, suivant les conditions et les montants fixés par l'arrêté en conseil numéro 3312 du 29 septembre 1971.

SECTION IV

Armes prohibées

22° Les permis visés aux articles 4 et 9 comportent pour les gibiers visés au paragraphe *b* de chacun des dits articles, la prohibition de faire usage de pièges, de pistolets ou revolvers, de carabines autres que celles utilisant des cartouches à percussion latérale ainsi que des cartouches à fusil munies d'une seule balle ou de plombs ou chevrotines d'un diamètre plus grand que 0.180 pouce.

Toutefois, le lièvre peut être chassé au moyen de pièges dans les zones et durant le temps où telle chasse est permise.

23° Les permis visés aux articles 5, 8, 9 et 10 comportent, pour les gibiers visés aux articles 5, 7 et 10 ainsi qu'aux paragraphes *a* de l'article 8 et *c* de l'article 9, la prohibition de faire l'usage d'armes de faible puissance.

24° Les permis visés aux articles 6, 7 et 9 comportent, pour les gibiers visés aux articles 6 et 7 ainsi qu'au para-

16. No person may purchase more than one licence for each of the classes indicated in sections 2 to 11.

17. In case of loss and where the holder is able to prove that the licence has in fact been lost, a duplicate of the licences indicated in sections 2 to 11 may be issued to the holder at the fee stipulated on each licence which has been lost.

18. No non-resident may be in possession of hunting firearms unless he holds one of the licences mentioned in sections 2, 4, 5, 8, 9 and 10.

19. No licence mentioned in sections 2 to 11 is valid where:

(*a*) it is issued upon a false statement;

(*b*) it is altered in any way;

(*c*) it does not bear the signature of the holder and the issuer;

(*d*) it is used by a person other than the person to whom it was issued;

(*e*) it is not in accordance with the date of issue;

(*f*) it is not carried by the holder as prescribed;

(*g*) it is not used within the periods specified on the licence.

20. The licences mentioned in sections 3 to 11 are only valid during the hunting seasons determined by the Lieutenant-Governor in Council for the particular game concerned.

21. The licences mentioned in sections 4 to 10 include indemnities to holders or their legal heirs in accordance with the conditions and amounts fixed by Order in Council No. 3312 dated September 29, 1971.

DIVISION IV

Prohibited Arms

22. The licences mentioned in sections 4 and 9, in respect of the classes of game indicated in paragraph *b* of each of the said sections, prohibit the use of traps, hand-guns, rifles other than those using rim-fire cartridges and shotgun shells with a slug or lead pellets or buckshot of a diameter greater than 0.180 of an inch.

However, hare may be hunted by means of traps in those zones and during the periods where such hunting is permitted.

23. The licences mentioned in sections 5, 8, 9 and 10, in respect of the game indicated in sections 5, 7 and 10 as well as in paragraph *a* of section 8 and paragraph *c* of section 9, prohibit the use of low-powered arms.

24. The licences indicated in sections 6, 7 and 9, in respect of the game mentioned in sections 6 and 7 as

graphe *d* de l'article 9, la prohibition de faire usage d'armes de faible puissance ainsi que de tous les fusils.
46316-o

well as in paragraph *d* of section 9, prohibit the use of low-powered arms and all shotguns.
46316-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1465-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des rentes du Québec.

ATTENDU QUE l'article 226 *h*) du Régime de rentes du Québec stipule que la Régie peut, par règlement, fixer la procédure du pourvoi en revision d'une décision de la Régie;

ATTENDU QUE la Régie des rentes du Québec a, le 4 mai 1972, adopté un tel règlement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 227 du Régime, les règlements édictés par la Régie n'entrent en vigueur qu'après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et publication dans la *Gazette officielle du Québec;*

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE, sous l'autorité de l'article 227 du Régime de rentes du Québec (L.Q. 1965, ch. 24), soit approuvé dans sa version française et anglaise le règlement intitulé « Règles de procédure de la Commission de revision (Prestations) — *Rules of Procedure of the Review Commission (Benefits)* », adopté par la Régie à sa séance du 4 mai 1972, et dont copie est annexée au présent arrêté en conseil;

QUE ce règlement n'entre en vigueur qu'après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1465-72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Québec Pension Board.

WHEREAS section 226 (*h*) of the Québec Pension Plan prescribes that the Board may by regulation determine the procedure to be followed on appeal from a decision of the Board;

WHEREAS the Québec Pension Board adopted such a regulation on May 4, 1972;

WHEREAS under section 227 of the Plan, the regulations made by the Board shall not come into force until approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs;

THAT under the authority of section 227 of the Québec Pension Plan (S.Q. 1965, ch. 24), the English and French versions of the regulation entitled "Rules of Procedure of the Review Commission (Benefits) — *Règles de procédure de la Commission de revision (Prestations)*", adopted by the Board at its meeting of May 4, 1972, and a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved;

THAT this regulation come into force only upon its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

Extrait du procès-verbal d'une séance
de la Régie des rentes du Québec
tenue le 4 mai 1972
et à laquelle il y avait quorum

« (159-72) RÈGLES DE PROCÉDURE DE LA COMMISSION DE REVISION (PRESTATIONS)

IL EST RÉSOLU que, sous l'autorité de l'article 226 *h*) du Régime de rentes du Québec (L.Q. 1965, ch. 24), la Régie adopte comme règlement de la Régie les versions française et anglaise des « Règles de procédure de la

QUÉBEC PENSION BOARD

Extract of the minutes of a meeting
of the Québec Pension Board
held on May 4, 1972
and at which there was a quorum

"(159-72) RULES OF PROCEDURE OF THE REVIEW COMMISSION (BENEFITS)

IT IS RESOLVED that under section 226 (*h*) of the Québec Pension Plan (S.Q. 1965, ch. 24) the Board adopt as regulation of the Board the English and French versions of the "Rules of Procedure of the Review Commission

Commission de revision (Prestations) — *Rules of Procedure of the Review Commission (Benefits)* », qui apparaissent comme annexe au procès-verbal de la séance. »

COPIE CONFORME.

Le secrétaire,
ROBERT HAMEL.

(Benefits) — *Règles de procédure de la Commission de revision (Prestations)*", a copy of which is annexed to the minutes of the meeting."

TRUE COPY.

ROBERT HAMEL,
Secretary.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

RÈGLES DE PROCÉDURE DE LA COMMISSION DE REVISION (Prestations)

Application

1° Les présentes règles fixent la procédure du pourvoi devant la Commision de revision, prévu à l'article 196 de la loi.

2° La Commission d'appel des pensions est le tribunal qui agit comme Commission de revision, conformément à l'arrêté en conseil 911, édicté le 18 mai 1966 sous l'autorité de l'article 229 de la loi.

Définitions

3° Dans les présentes règles, les expressions suivantes signifient:

a) « loi »: le Régime de rentes du Québec;

b) « appel »: le pourvoi en revision prévu à l'article 196 de la loi;

c) « appelant »: toute personne qui fait une demande pour permission d'appeler ou une demande pour délai supplémentaire;

d) « Régie »: la Régie des rentes du Québec;

e) « président »: le président de la Commission;

f) « Commission »: la Commission d'appel des pensions;

g) « greffier »: le registraire de la Commission.

Demande pour permission d'appeler

4° L'appel à la Commission est formé par la signification par l'appelant au président d'une demande pour permission d'appeler qui doit être substantiellement dans la forme exposée à l'annexe A et doit contenir:

a) la date de la décision de la Régie, l'endroit où elle a été rendue et la date à laquelle elle a été communiquée à l'appelant;

b) le nom et l'adresse de l'appelant;

c) le nom et l'adresse d'un représentant de l'appelant, s'il en est, à qui les documents peuvent être signifiés et l'adresse postale à laquelle peuvent être signifiés les documents;

QUÉBEC PENSION BOARD

RULES OF PROCEDURE OF THE REVIEW COMMISSION (Benefits)

Application

1. These rules determine the procedure to be followed on appeals to the Review Commission under section 196 of the Act.

2. The Pension Appeals Board is the court which shall act as the Review Commission, pursuant to Order-in-Council number 911, enacted on May 18, 1966, under section 229 of the Act.

Definitions

3. In these rules, the following expressions mean:

(*a*) "Act": the Québec Pension Plan;

(*b*) "appeal": the appeal under section 196 of the Act;

(*c*) "Appellant": any person who makes an application for leave to appeal or for an extension of time;

(*d*) "Board": the Québec Pension Board;

(*e*) "Chairman": the Chairman of the Appeals Board;

(*f*) "Appeals Board": the Pension Appeals Board;

(*g*) "Registrar": the Registrar of the Appeals Board.

Application for Leave to Appeal

4. (1) An appeal to the Appeals Board shall be brought by the appellant serving on the Chairman an application for leave to appeal, which shall be substantially in the form set forth in Schedule A and shall contain:

(*a*) the date of the decision of the Board, the place at which it was rendered and the date upon which it was communicated to the appellant;

(*b*) the name and address of the appellant;

(*c*) the name and address of the appellant's representative, if any, upon whom service of documents may be made and the postal address where service of documents may be made;

d) les motifs invoqués à l'appui de la demande pour permission d'appeler;

e) un énoncé des allégations de faits et des motifs invoqués à l'appui de l'appel.

2) Une demande pour permission d'appeler est présumée constituer et contenir une demande pour délai supplémentaire visée à l'article 196 de la loi, pourvu qu'elle rencontre les conditions énoncées à la règle 5.

3) À moins qu'il n'en ordonne autrement, le président peut disposer *ex parte* d'une demande pour permission d'appeler.

4) Après réception de la demande, le président accorde ou refuse la permission d'appeler; le greffier en avise par écrit l'appelant.

5) La demande est faite par l'appelant lui-même. Elle peut également être faite en son nom par un représentant qui doit indiquer son titre ou son autorité.

6) Plusieurs appelants ou bénéficiaires, dont le droit aux prestations peut découler des cotisations versées par le même cotisant et dont les motifs d'appel présentent un caractère commun, peuvent présenter une demande commune et cette dernière peut être signée par une seule personne ou par un représentant.

Délai supplémentaire

5° 1) Une demande pour délai supplémentaire aux fins de se pourvoir à l'encontre d'une décision de la Régie se fait par la signification à la Commission d'une demande pour délai supplémentaire.

2) Cette demande contient:

a) la date de la décision de la Régie, l'endroit où elle a été rendue et la date à laquelle elle a été communiquée à l'appelant;

b) le nom et l'adresse de l'appelant;

c) l'énoncé des motifs à l'appui de la demande de délai supplémentaire et le délai supplémentaire désiré par l'appelant pour interjeter appel.

3) La demande est faite par l'appelant lui-même. Elle peut également être faite en son nom par un représentant qui doit indiquer son titre ou son autorité.

4) À moins que le président n'en ordonne autrement, il peut être disposé *ex parte* d'une demande pour délai supplémentaire.

5) Lorsqu'une demande de délai supplémentaire est accordée ou refusée, le greffier transmet immédiatement à l'appelant une copie de la décision.

Renseignements supplémentaires

6° 1) La Commission ou le président, selon le cas, peut exiger de l'appelant, de la Régie ou de toute personne, les documents ou renseignements requis aux fins d'accorder ou de refuser la permission d'appeler ou le délai supplémentaire demandé.

(*d*) the grounds upon which the appelant relies to obtain leave to appeal;

(*e*) a statement of the allegations of fact and the reasons submitted in support of the appeal.

(2) An application for leave to appeal is deemed to constitute and contain an application for an extension of time referred to in section 196 of the Act, provided the said application meets the conditions set forth in rule 5.

(3) Unless he otherwise directs, the Chairman may dispose *ex parte* of an application for leave to appeal.

(4) After receiving the application, the Chairman shall grant or refuse leave to appeal and the Registrar shall advise the appellant in writing of the decision of the Chairman.

(5) The application is filed by the appellant on his own behalf. It may also be made in his name by a representative who shall indicate his title and authority.

(6) Several appellants or beneficiaries whose entitlement to benefits arises from contributions made by the same contributor and whose reasons for appeal present a common character may file a common application, which may be signed by one person only or by a representative.

Extension of Time

5. (1) An application for an extension of time within which to appeal from a decision of the Board shall be made by the appellant serving on the Appeals Board an application for an extension of time.

(2) Such application shall contain:

(*a*) the date of the decision of the Board, the place at which it was rendered and the date upon which it was communicated to the appellant;

(*b*) the name and address of the appellant;

(*c*) a statement of the grounds upon which an extension of time is sought and the additional lenth of time that the appellant wishes for making an appeal.

(3) The application is filed by the appellant on his own behalf. It may also be made in his name by a representative who shall indicate his title and authority.

(4) Unless the Chairman otherwise directs, an application for an extension of time may be disposed of *ex parte*.

(5) After an application for an extension of time has been granted or refused, the Registrar shall forthwith forward a copy of the decision to the appellant.

Further Information

6. The Appeals Board or the Chairman, as the case may be, may request the appellant, the Board or any other person to produce such documents or information as are required to grant or refuse leave to appeal or the requested extension of time.

2) L'appelant peut produire tout document qu'il juge utile à l'appui de sa demande.

Intervention

7° Toute personne qui a un intérêt dans le litige soumis à la Commission peut demander par écrit au président la permission d'intervenir et, lorsque cette permission est accordée, cette personne est considérée comme partie à l'appel en tant qu'intervenant.

Réponse

8° 1) Lorsque permission d'appeler est accordée, la demande pour permission d'appeler devient l'avis d'appel qui est censé avoir été produit au temps où la demande pour permission d'appeler a été produite.

2) Le greffier doit aviser sans délai la Régie et tout intervenant que permission d'appeler a été accordée et leur adresser copie de l'avis d'appel et de tous documents pertinents soumis à l'appui de l'appel.

3) Après avoir été avisée par le greffier que permission d'appeler a été accordée, la Régie doit fournir à celui-ci le nom et l'adresse de toute personne qui, selon elle, a un intérêt dans le litige. Le greffier doit aviser sans délai cette personne que permission d'appeler a été accordée et lui adresser copie de l'avis d'appel et de tous documents pertinents soumis à l'appui d'appel.

4) Toute personne qui a reçu un avis conformément au paragraphe 3 ci-dessus et qui désire intervenir doit, dans les vingt jours de la date de cet avis, produire auprès du greffier une déclaration écrite des faits et des motifs sur lesquels elle entend se fonder.

5) La Régie ou un intervenant doit, dans les vingt jours de la date à laquelle il reçoit une copie de la décision accordant la permission d'appeler produire auprès du greffier une réponse admettant ou niant les faits allégués dans l'avis d'appel et contenant un énoncé des allégations de faits et moyens additionnels sur lesquels il a l'intention de se fonder. Le greffier doit sans délai transmettre copie de cette réponse à l'appelant et à tout intervenant selon le cas.

Audition de la cause

9° 1) Après l'expiration du délai pour produire une réponse, la contestation est liée et, à moins que la Commission ne l'ordonne autrement, la cause est prête pour audition.

2) La Commission peut d'elle-même ou à la demande d'une partie fixer le temps et le lieu de l'audition de l'appel.

3) Le greffier doit donner avis à toutes les parties du temps et du lieu fixés pour l'audition au moins vingt jours avant la date ainsi fixée.

(2) The appellant may produce any documents that he judges useful in support of his application.

Intervention

7. Any person who has an interest in an appeal before the Appeals Board may apply in writting to the Chairman for leave to intervene and, where such leave is granted, such person is considered a party to the appeal as an intervener.

Reply

8. (1) Where leave to appeal is granted, the application for leave to appeal shall thereupon become a notice of appeal and shall be deemed to have been filed at the time the application for leave to appeal was filed.

(2) The Registrar shall forthwith advise the Board and any intervener that leave to appeal has been granted and send them copies of the notice of appeal and of any documents relevant thereto submitted in support of the appeal.

(3) The Board shall, upon being advised by the Registrar that leave to appeal has been granted, send him the name and address of any person who, in its opinion, has an interest in the appeal. The Registrar shall forthwith notify such person that leave to appeal has been granted and forward him copies of the notice of appeal and of any documents relevant thereto submitted in support of the appeal.

(4) Any person who has received a notice pursuant to paragraph 3 and who wishes to intervene shall, within 20 days from the date of notice, file with the Registrar a written statement of the facts and reasons upon which he intends to rely.

(5) The Board or an intervener shall, within 20 days from the date upon which he receives a copy of the decision granting leave to appeal, file with the Registrar a reply admitting or denying the facts alleged in the notice of appeal and containing a statement of such further allegations of fact and reasons upon which he intends to rely. The Registrar shall forthwith forward a copy of such reply to the appellant and to any intervener, as the case may be.

Hearing of the Case

9. (1) After the time for filing a reply has expired, the matter shall be deemed to be an action before the Appeals Board, and, unless the Appeals Board otherwise orders, ready for hearing.

(2) The Appeals Board may, of its own motion or upon application by any party to an appeal, appoint the time and place for the hearing of the appeal.

(3) The Registrar shall notify all parties to an appeal of the time and place appointed for its hearing at least 20 days before the date so appointed.

4) La Commission peut d'elle-même ou à la demande de toute partie ajourner l'appel aux conditions qu'elle juge à propos.

10° 1) Lorsqu'une réponse n'est pas produite de la manière prévue dans les présentes règles, la Commission peut, sur requête de l'appelant ou d'un intervenant, entendre et décider l'appel *ex parte* ou après avoir donné l'avis qu'elle juge à propos.

2) Nonobstant les présentes règles, une réponse peut être produite en tout temps avant qu'une requête pour entendre et décider l'appel ne soit formée selon la présente règle; mais après une telle requête, une réponse ne peut être produite, qu'aux conditions fixées par la Commission ou l'un de ses membres.

Réunion d'appels

11° Dans les cas visés au paragraphe 6 de la règle 4 ou lorsqu'il y a plusieurs appels, sous la loi ou sous un régime équivalent, la Commission peut, à la demande de toute partie intéressée, s'il apparaît

a) que ces appels soulèvent des questions de droit ou de fait qui leur sont communs, ou

b) que pour quelqu'autre raison, il est dans l'intérêt de la justice de le faire,

ordonner aux conditions qu'elle juge à propos, que ces appels soient réunis, ou qu'ils soient instruits en même temps, ou consécutivement, ou que n'importe lequel d'entre eux soit suspendu jusqu'à ce qu'un autre ait été jugé.

Production de documents et interrogatoire préalable

12° 1) Après l'expiration du délai pour produire la réponse, une partie peut demander au président, à un membre de la Commission ou au greffier d'émettre une ordonnance

a) enjoignant à une autre partie de se soumettre à un interrogatoire relativement aux documents se rapportant au litige, qui sont ou ont été en son pouvoir ou possession;

b) lui permettant de soumettre une autre partie à un interrogatoire préalable sur les faits se rapportant au litige; ou

c) pour les fins indiquées dans les deux paragraphes *a* et *b*.

2) Le président, un membre de la Commission ou le greffier peut émettre l'ordonnance qu'il juge nécessaire dans les circonstances et, sans limiter la généralité de ce qui précède, cette ordonnance peut

a) spécifier la formule d'affidavit à utiliser pour la production de documents;

b) désigner la personne à interroger, lorsque la partie est une corporation ou une association non incorporée;

(4) The Appeals Board may, upon application by any party to an appeal or of its own motion, adjourn any appeal on such terms as in its opinion the circumstances of the case require.

10. (1) Where a reply is not filed as required under these rules, the Appeals Board, upon application by the appellant or an intervener, may hear and determine the appeal *ex parte* or after giving such notice as the Appeals Board may deem necessary.

(2) Notwithstanding these rules, a reply may be filed at any time until an application to hear and determine the appeal is made under this rule and thereafter only upon such terms as the Appeals Board or one of its members may permit.

Consolidation of Appeals

11. In cases referred to in paragraph 6 of rule 4 or when there are two or more appeals, whether under the Act or under a similar plan, the Appeals Board may, upon application by any interested party, if it appears

(*a*) that some common question of law or fact arises in both or all the appeals, or

(*b*) that for some other reason it is desirable in the interests of justice,

order such appeals to be consolidated on such terms as it deems fit, or may order them to be heard at the same time, or consecutively, or may order any of them to be stayed until the determination of any other of them.

Discovery

12. (1) After the time limited for filing a reply has expired, any party may apply to the Chairman, a member of the Appeals Board or the Registrar for an order

(*a*) directing any other party to an appeal to make discovery on such of the documents relating to the appeal, which are or have been in his possession or power;

(*b*) permitting him to examine for the purpose of discovery any party to the appeal upon the facts relating to the appeal; or

(*c*) for the purposes of both paragraphs *a* and *b*.

(2) The Chairman, a member of the Appeals Board or the Registrar may make any such order as in his opinion the circumstances of the case require and, without restricting the generality of the foregoing, may in the order

(*a*) specify the form of the affidavit to be used for the production of documents;

(*b*) designate the person to be examined, where the party is a corporation or unincorporated association;

c) désigner la personne devant laquelle l'interrogatoire aura lieu, et la manière dont il sera tenu.

3) Les dépositions recueillies lors de l'interrogatoire font partie du dossier.

Preuve

13° 1) La Commission peut assigner toute personne à comparaître devant elle, par bref de *subpoena*, et l'obliger à témoigner sous serment et à produire les documents qu'elle juge nécessaires.

2) Un bref de *subpoena* suivant la formule indiquée dans l'annexe B ou C peut être émis en blanc par le greffier et peut être complété par une partie ou son avocat, et un ou plusieurs noms peuvent être inscrits sur le bref de *subpoena*.

3) Lors de l'audition, les témoins sont interrogés de *vive voix* et sous serment, mais, avant ou pendant l'audition, une partie peut demander à la Commission l'émission d'une ordonnance permettant la preuve d'un fait autrement que par l'interrogatoire de *vive voix*, et la Commission peut émettre l'ordonnance qu'elle juge à propos.

14° Toute personne ayant donné un affidavit peut être requise de comparaître devant une personne nommée par le président ou un membre de la Commission à cette fin, pour être contre-interrogée sur cet affidavit.

15° L'audience est publique à moins que la Commission, dans certains cas, n'ordonne le huis clos.

16° 1) Une demande ou un appel peut, en tout temps, être retiré en tout ou en partie. Il suffit d'en aviser le greffier par écrit.

2) La Commission donne acte de ce retrait et le greffier le communique sans délai à qui de droit.

3) Quand une demande a été faite ou qu'un appel est commencé pour plus d'une personne et que cette demande ou cet appel n'est pas signé par toutes ces personnes, cette demande ou cet appel ne peut être retiré qu'avec le consentement écrit de toutes ces personnes et ce consentement doit être déposé auprès du greffier en même temps que l'avis de retrait.

Décision

17° 1) Les motifs de la décision de la Commission doivent être par écrit et transmis au greffier, qui doit la rédiger et l'enregistrer, et transmettre sans tarder aux parties, par lettre recommandée, une copie de la décision motivée.

2) Le greffier peut prendre les dispositions nécessaires pour la publication d'une décision ou d'un sommaire, en la façon et de la manière que la Commission juge à propos.

(c) designate the person before whom the examination is to be conducted, and the manner in which it is to be conducted.

(3) The depositions taken at the examination form part of the record.

Evidence

13. (1) The Appeals Board may summon before it by *Subpoena* any person and require him to give evidence on oath and to produce such documents as it deems requisite.

(2) *Subpoenas*, which shall be in accordance with the form set out in Schedule B or C, may be issued by the Registrar in blank and may be completed by a party to an appeal or his solicitor, and any number of names may be inserted in one *subpoena*.

(3) Witnesses shall be examined *viva voce* upon oath at the hearing of an appeal, but, prior to the hearing or at any time during the hearing, any party to the appeal may apply to the Appeals Board for an order permitting that any fact may be proven other than by *viva voce* evidence and the Appeals Board may make such order as in its opinion the circumstances of the case require.

14. Any person swearing an affidavit to be used in an appeal may be required to appear before a person appointed by the Chairman or a member of the Appeals Board for the purpose, to be cross-examined thereon.

15. A hearing of an appeal shall be public unless the Appeals Board, in certain circumstances, orders the case to be heard in camera.

16. (1) An application or an appeal may at any time be withdrawn in whole or in part by advising the Registrar in writing.

(2) After the withdrawal has been recorded by the Appeals Board, the Registrer shall forthwith serve a notice of withdrawal upon the persons affected.

(3) When an application has been made or an appeal has been commenced on behalf of more than one person but is not signed by all of these persons, the said application or appeal shall not be withdrawn without the written consent of all these persons, which consent shall be filed with the Registrar at the same time as the notice of withdrawal.

Decision

17. (1) The reasons for a decision of the Appeals Board shall be in writing and shall be deposited with the Registrar who shall draw up and enter the decision and shall forthwith send by registered mail a copy of the decision and the reasons therefor to the parties to the appeal.

(2) The Registrar may arrange for the publication of decisions, or a digest thereof, in such form and manner as the Appeals Board deems proper.

Signification des actes de procédure

18° 1) La signification de tout acte de procédure prévue dans les présentes règles peut être faite par signification à personne ou par lettre adressée:

a) dans le cas du président, de la Commission ou du greffier, au Registraire, Commission d'appel des pensions, Palais de Justice, Montréal;

b) dans le cas de l'appelant, à son adresse aux fins de signification donnée dans la demande pour permission d'appeler ou dans la demande pour délai supplémentaire; et dans le cas où aucune adresse aux fins de signification n'est ainsi donnée dans un tel document, à l'adresse postale ou autre donnée dans tout autre document ou communication transmis à la Commission par l'appelant; l'appelant peut toutefois, par écrit, aviser la Commission ou toute autre partie de tout changement d'adresse;

c) dans le cas de la Régie, à l'adresse indiquée dans la décision de la Régie;

d) dans le cas de toute autre personne, à l'adresse donnée dans la dernière communication écrite faite par cette personne à la Commission ou à la Régie.

2) La date de signification sera censée être celle de la mise à la poste ou de la signification de personne à personne.

3) Nonobstant le paragraphe 1 ci-dessus, le greffier peut accepter, dans des circonstances particulières, tout autre mode de signification qu'il juge approprié.

Service of Proceedings

18. (1) Service of any proceeding provided for in these rules shall be effected by personal service or by a letter addressed

(*a*) in the case of the Chairman, the Appeals Board or the Registrar, to the Registrar, Pension Appeals Board, Court House, Montreal;

(*b*) in the case of the appellant to his address for service given in his application for leave to appeal or in his application for an extension of time; where no address for service is given in such a document, to the postal or other address given in any other written communication sent by the appellant to the Appeals Board; the appellant may however, in writing, notify the Appeals Board or any other party of a change of address;

(*c*) in the case of the Board, to the address given in the decision of the Board;

(*d*) in the case of any other person to the address given in the last written communication made by that person to the Appeals Board or to the Board.

(2) The date of service shall be deemed to be the date of mailing or when personal service is effected.

(3) Notwithstanding the above paragraph (1), the Registrar may in particular circumstances accept any other means of service that he considers appropriate.

Inobservation des règles

19° 1) L'inobservation d'une disposition des présentes règles ou de toute règle de pratique en vigueur à ce moment, ne rend pas les procédures nulles à moins que la Commission ne l'ordonne. Cependant, la Commission peut permettre que ces procédures soient amendées, ou autrement prises en considération de la manière et aux conditions que la Commission juge à propos.

2) La requête pour rejet d'une procédure irrégulière doit énoncer clairement les moyens d'irrégularité.

Non-Compliance with Rules

19. (1) Non-compliance with any of these rules or with any rule of practice for the time being in force shall not render proceedings void unless the Appeals Board shall so direct. The Appeals Board, however, may permit that such proceedings be amended, or otherwise dealt with, in such manner and upon such terms as in the opinion of the Board the circumstances of the case require.

(2) Where an application is made to set aside a proceeding for irregularity, the several objections intended to be put forward shall be stated clearly in the application.

Annexe A

Demande pour permission d'appeler et avis d'appel

RE: Appel a la Commission d'appel des pensions en vertu du Régime de rentes du Québec d'une décision

Schedule A

(Application for Leave to Appeal and Notice of Appeal)

RE: Appeal to the Pension Appeals Board under the Québec Pension Plan from a decision of the Québec

de la Régie des rentes du Québec rendue à _____

_____

le _____ jour de _____ 19___.

_____

(Nom de l'appelant)

de _____ (adresse)

APPELANT

et

La Régie des rentes du Québec INTIMÉE

DEMANDE POUR PERMISSION D'APPELER ET AVIS D'APPEL

Au président,
Commission d'appel des pensions,
Montréal.

La décision ci-haut mentionnée m'a été communiquée le _____

Je ne suis pas satisfait de la décision ci-haut mentionnée et je demande la permission de me pourvoir à l'encontre de cette décision. Si la permission est accordée, avis d'appel est par les présentes donné à l'encontre de cette décision pour les motifs suivants:

Si la permission est accordée, ce qui suit est un énoncé des allégations de faits et des motifs sur lesquels j'entends me fonder pour établir que cette décision doit être renversée ou amendée.

Nom et adresse postale complète de mon agent ou représentant, s'il en est, à qui les documents peuvent être signifiés.

DATÉ À)
le _____ jour de _____ 19___)

_____

Signature de l'appelant, de son agent ou représentant

Adresse _____

_____

Annexe B

Bref de subpoena pour assignation de témoins

COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS

A:

1.

Pension Board rendered at _____

_____

on the _____ day of _____ 19___

_____

(address)

of _____

APPELLANT

and

Québec Pension Board RESPONDENT

APPLICATION FOR LEAVE TO APPEAL AND NOTICE OF APPEAL

To the Chairman
Pension Appeals Board
Montreal

The above-mentioned decision was communicated to me on _____

I am dissatisfied with the above-mentioned decision and hereby request leave to appeal and, if leave is granted, hereby appeal therefrom on the following grounds:

If leave is granted, the following is a statement of allegations of fact and reasons upon which I intend to rely to establish that the decision should be reversed or amended.

Name and full postal address of my Agent or Representative, if any, upon whom service of documents may be made.

DATED AT)
on the _____ day of _____ 19___)

_____

Signature of Appellant or Agent or Representative

Address _____

_____

Schedule B

(Subpoena ad testificandum)

THE PENSION APPEALS BOARD

To:

1.

LR-705

2.
3.
4.

SALUT:
Vous êtes requis de comparaître en personne devant la

COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS

à .....
le ..... jour de ..... à .....
heures de ..... .-midi, pour rendre témoignage dans un appel à la Commission d'appel des pensions, dans lequel .....
est l'appelant et la Régie des rentes du Québec est l'intimée, à la demande .....
.....

Registraire
Commission d'appel des pensions

2.
3.
4.

GREETING:
You are hereby required to appear personally before the

PENSION APPEALS BOARD

at .....
on the ..... day of ..... at.....
o'clock in the..... noon, to testify the truth according to your knowledge in an appeal pending in the Pension Appeals Board,wherein .....
.....
is appellant and the Québec Pension Board is respondent, on the part of .....

Registrar
Pension Appeals Board

Annexe C

Bref de subpoena duces tecum

COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS

Ã:

1.
2.
3.
4.

SALUT:
Vous êtes requis de comparaître en personne devant la

COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS

à .....
le ..... jour de ..... à .....
heures de ..... .-midi, pour rendre témoignage dans un appel à la Commission d'appel des pensions, dans lequel .....
est l'appelant et la Régie des rentes du Québec est l'intimée, à la demande .....
.....
et d'apporter avec vous pour les produire les documents
.....

Registraire
Commission d'appel des pensions

46315-o

LR-706

Schedule C

(Subpoena duces tecum)

THE PENSION APPEALS BOARD

To:

1.
2.
3.
4.

GREETING:
You are hereby required to appear personally before the

PENSION APPEALS BOARD

at .....
on the ..... day of ..... at.....
o'clock in the..... noon, to testify the truth according to your knowledge in an appeal pending in the Pension Appeals Board, wherein .....
.....
is appellant and the Québec Pension Board is respondent, on the part of .....
and to bring with you and there and then produce
.....

Registrar
Pension Appeals Board

46315-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1482-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Percé, comté de Gaspé Sud.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (L.Q. 1969, ch. 60), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Percé, comté de Gaspé Sud, pour la période s'étendant du 15 juin 1972 au 30 septembre 1972, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Percé, comté de Gaspé Sud, pour la période s'étendant du 15 juin 1972, au 30 septembre 1972, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46317-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1482-72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of Percé, County of Gaspé-South.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (S.Q. 1969 ch. 60), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of Percé, County of Gaspé South, to be a tourist area for the period extending from June 15, 1972 to September 30, 1972 for the purpose of exempting the commercial establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of Percé, County of Gaspé South, be declared a tourist area for the period extending from June 15, 1972 to September 30, 1972, for the purpose or exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46317-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1530-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 952 du 11 mars 1970 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 26 février 1972;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1530-72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree respecting The Cartage Industry in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting The Cartage Industry in the Québec region, rendered obligatory by Decree No. 952 of March 11, 1970 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for his consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of February 26, 1972;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret numéro 952 soit modifié de la façon suivante:

1° L'article 14.02 *a*) est remplacé par le suivant:

« 0.08 cents pour chaque mille parcouru pendant son absence pour le chauffeur, et 0.07 cents pour l'aide ou le taux de salaire horaire pour sa classe d'emploi. »

2° L'article 16.01 est remplacé par le suivant:

WHEREAS no objection has been brought forward against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 952 be amended as follows:

1. Subsection 14.02 (*a*) is replaced by the following:

"truck drivers shall be paid 0.08 cents for each mile covered while away, and helpers shall be paid 0.07 cents for each mile covered while away, or the hourly wage rate for their classification".

2. Subsection 16.01 is replaced by the following:

« *1er mars 1972* / *March 1, 1972*	*Horaire* / *Hourly*	*Hebdomadaire* / *Weekly*
Chauffeur de chargeuse, bull-dozer, niveleuse, fardier — Operator: loader, bull-dozer, grader, float	$2.50	$115.00
Chauffeur de camion de 20,000 livres, tracteur et tandem — Driver, 20,000 pound truck, tractor and tandem	2.40	110.00
Chauffeur de camion de livraison ou autres — Driver, delivery truck or others	2.10	95.00
Manutentionnaire d'entrepôt — Warehouseman	2.00	90.00
Manoeuvre ou aide — Labourer or helper	1.80	85.00
Mécanicien — Mechanic	2.70	120.00
Commis de bureau — Office clerk:		
Sténo-dactylo — Stenographer-typist		65.00
Autres commis de bureau — Other office clerks		55.00

3° L'échelle de salaire de l'article 17 (service de transport d'argent, documents et valeurs) est remplacée par la suivante:

3. The wage table of section XVII (Transport of currency, documents and valuables) is replaced by the following:

« *1er mars 1972* / "*March 1, 1972*	*l'heure* / *Hourly rate*
Salariés employés de façon permanente à plein temps: / *Regular full-time employees:*	
Caissier adjoint / Assistant cashier	$3.64
Messager / Messenger	3.57
Chauffeur et préposé à la manutention de l'argent / Driver and employee handling money	3.43
Garde / Guard	3.30
Courrier / Courier	
Salariés à temps partiel: / *Part-time employees:*	
Chauffeur et préposé à la manutention de l'argent / Driver and employee handling money	1.97
Courrier / Courier	
Garde / Guard	1.90 » / 1.90"

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Clerk of the Executive Council.

46318-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1532-72

Québec, le 31 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs de Victoriaville.

LR-708

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1532-72

Québec, May 31, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation No. 1 respecting the levy of the Parity Committee of Hairdressers of Victoriaville.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des coiffeurs de Victoriaville, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 98 du 29 janvier 1948, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE ledit comité paritaire s'est conformé à l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre audit comité paritaire, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret dont il est chargé d'assurer la surveillance et l'observance;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs de Victoriaville soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE VICTORIAVILLE

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément à l'article 20, paragraphe *i* de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité paritaire des coiffeurs de Victoriaville, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 98 du 29 janvier 1948, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 98 du 29 janvier 1948, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 98 du 29 janvier 1948, y compris toutes

WHEREAS the Parity Committee of hairdressers of Victoriaville commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 98 of January 29, 1948 including all subsequent amendments, has petitioned the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation No. 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (*i*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143, as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation No. 1 respecting the levy of the Parity Committee of Hairdressers of Victoriaville be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

PARITY COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF VICTORIAVILLE

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Parity Committee of Hairdressers of Victoriaville entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 98 of January 29, 1948 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 98 of January 29, 1948 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 98 of January 29, 1948 and all further amendments,

modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 98 du 29 janvier 1948, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au Comité paritaire une somme équivalente à 0.30 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE VICTORIAVILLE

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972

Revenus:		
Cotisations patronales	$	1,200.
Cotisations ouvrières	$	1,200.
Cotisations artisanales	$	700.
Frais d'examens	$	300.
Intérêts sur placements comptabilité générale	$	80.
Total des revenus prévus	$	3,480.
Comptes dépenses administration générale:		
Salaires administration générale	$	1,290.
Commission des Accidents du Travail	$	26.
Papeterie et accessoires de bureau	$	75.
Frais judiciaires	$	100.
Téléphones et télégrammes	$	75.
Frais postaux	$	52.
Abonnement et publicité	$	20.
Assurance fidéjussion	$	25.
Vérificateur	$	60.
Total dépenses, administration générale prévues	$	1,723.
Comptes dépenses administration inspection-vérification:		
Salaires des inspecteurs	$	600.
Gasoline	$	300.
Total dépenses, administration inspecteurs	$	900.
Comptes dépenses administration propriété:		
Loyer	$	30.

shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 98 of January 29, 1948 and all further amendments, shall pay monthly to the Parity Committee an amount equal to 0.30 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

PARITY COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF VICTORIAVILLE

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st 1972

Revenue:		
Employers' dues	$	1,200.
Employees' dues	$	1,200.
Artisans' dues	$	700.
Examination fees	$	300.
Interest on investments general accounting	$	80.
Estimated total revenue	$	3,480
General administration expensive:		
Salaries, general administration	$	1,290.
Workmen's Compensation Commission	$	26.
Stationery and office equipment	$	75.
Legal fees	$	100.
Telephones and telegrams	$	75.
Postage	$	52.
Subscription and advertising	$	20.
Fidelity bond	$	25.
Auditor's fees	$	60.
Estimated total, general administration expenses	$	1,723.
Inspection-auditing administration expenses:		
Inspectors' salaries	$	600.
Gasoline	$	300.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	900.
Expenses for administration of premises:		
Rent	$	30.

Total dépenses, administration propriété prévues		$ 30.
Comptes dépenses membres du comité:		
Congrès et délégations		$ 50.
Assemblées régulières jetons de présences		$ 120.
Assemblées régulières frais déplacements		$ 382.
Assemblées spéciales jetons de présences		$ 60.
Assemblées spéciales frais déplacements		$ 251.
Total dépenses, membres du comité prévues		$ 863.
Comptes divers:		
Frais-examens de qualification du travail		$ 340.
Total reporté des revenus prévus		$ 3,480.
Dépenses:		
Comptes de dépenses administration générale	$ 1,723.	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 900.	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 30.	
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 863.	
Comptes divers	$ 340.	
Total des dépenses prévues		$ 3,856.
Déficit prévu		$ 376.

46318-o

Estimated total, expenses for administration of premises		$ 30.
Expenses — Committee members:		
Conference and delegation expenses		$ 50.
Regular meetings, attendance fees		$ 120.
Regular meetings, travelling expenses		$ 382.
Special meetings, attendance fees		$ 60.
Special meetings, travelling expenses		$ 251.
Estimated total expenses, committee members		$ 863.
Miscellaneous expenses:		
Competency examination expenses		$ 340.
Estimated total revenue carried forward		$ 3,480.
Expenditure:		
General administration expenses	$ 1,723.	
Inspection-auditing administration expenses	$ 900.	
Expenses for administration of premises	$ 30.	
Expenses, committee members	$ 863.	
Miscellaneous expenses	$ 340.	
Estimated total expenses		$ 3,856.
Estimated deficit, before capitalisation		$ 376.

46318-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1537-72

Québec, le 2 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le poids total en charge de véhicules automobiles munis de trois essieux.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 du Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer la pesanteur et les dimensions maximales des véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 fixe les maxima de pesanteur et de dimensions des véhicules automobiles;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 1372 du 7 avril 1971 prévoit pour une période définie, un poids total en charge particulier dans le cas d'une catégorie de véhicules automobiles munis de trois essieux;

ATTENDU QUE l'interprétation que l'on fait des dispositions qui déterminent la pesanteur des véhicules munis de trois essieux est souvent erronée et que pour un bon

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1537-72

Québec, June 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting the gross vehicle weight of motor vehicles equipped with 3 axles.

WHEREAS under section 49 of the Highway Code (R.S.Q. 1964, ch. 231 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the maximum dimensions and weight of motor vehicles operating on Québec highways;

WHEREAS Order in Council 3142 dated September 14, 1971 establishes the maximum dimensions and weight of motor vehicles;

WHEREAS Order in Council 1372 dated April 7, 1971 prescribes a special gross vehicle weight for a class of motor vehicle equipped with 3 axles and fixes a period of time during which such weight shall remain effective;

WHEREAS the provisions determining the weight of motor vehicles equipped with 3 axles are frequently misinterpreted and it is deemed expedient to standardize

contrôle, il y aurait lieu d'uniformiser les maxima de pesanteur des véhicules munis de trois essieux;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE nonobstant la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 et les dispositions de l'arrêté en conseil 1372 du 7 avril 1971, le poids total en charge de tout véhicule automobile d'une seule unité, muni de trois essieux, dont deux sont placés en tandem à l'arrière, est de 56,000 livres, peu importe la largeur des pneus;

QUE le présent arrêté en conseil abroge et remplace l'arrêté en conseil 1372 du 7 avril 1971 et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

QUE les dispositions du présent arrêté en conseil sont valides jusqu'au premier jour de mars 1973 et qu'à partir de cette date, la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 3142 s'applique intégralement.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46324-o

the maximum weights of such vehicles in order to provide a better weight control;

IT IS ORDERED therefore upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT notwithstanding the regulation annexed to Order in Council 3142 dated September 14, 1971 and the provisions of Order in Council 1372 dated April 7, 1971, the gross vehicle weight of a single unit 3-axle motor vehicle, two of which are in tandem in the rear, shall be 56,000 pounds regardless of tire thickness;

THAT this Order in Council 1372 dated April 7, 1971 and come into force upon the day of its publication in the *Québec Official Gazette;*

THAT the provisions of this Order in Council remain in force until the first day of March, 1973 and that effective upon the said date the regulation annexed to Order in Council 3142 have force in its entirety

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46324-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1538-72

Québec, le 2 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transport du bois en billes et du minerai.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer la pesanteur et les dimensions maximales des véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec;

ATTENDU QUE la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 fixe les maxima de pesanteur et de dimensions des véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec;

ATTENDU QU'il est à propos de faciliter le plus possible l'exploitation de nos ressources naturelles;

ATTENDU QUE l'exploitation forestière et l'exploitation minière comprennent une partie importante du transport sur les chemins publics;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE pour les fins du présent arrêté en conseil les mots et expressions suivants signifient:

« bois et billes »: bois qui n'a pas subi d'autre transformation que la coupe et l'écorçage. Il comprend le bois de pulpe, les billes de toute longueur et les arbres ébranchés;

1 R-712

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1538-72

Québec, June 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the transport of logs and ore.

WHEREAS under section 49 of the Highway Code (R.S.Q. 1964, ch. 231 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the maximum weight and dimensions of motor vehicles operating on Québec highways;

WHEREAS the regulation annexed to Order in Council 3142 dated September 14, 1971 establishes the maximum weight and dimensions of motor vehicles operating on Québec highways;

WHEREAS it is expedient to facilitate the greatest possible development of our naturel resources;

WHEREAS forest and mining development represent a considerable part of Québec highway transportation;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT for the purposes of this Order in Council the following words and expressions mean:

"logs": wood which has undergone no treatment or processing other than cutting and barking, comprising pulpwood, logs of all lengths and limbed trees;

« minerai »: une substance minérale en gisement naturel qui doit être transportée aux fins d'en augmenter la teneur par le moyen de la concentration;

QUE dans le cas du transport sur les chemins publics, de bois en billes et de minerai, les maxima de pesanteur apparaissant à la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 et à l'arrêté en conseil 1537-72 du 2 juin 1972 sont majorés de la manière suivante:

a) la charge par essieu et le poids total en charge augmentent de 20% jusqu'au premier mars 1974;

b) la charge par essieu et le poids total en charge augmentent de 10% entre le premier jour de mars 1974 et le premier jour de mars 1975;

QU'après cette date, aucune majoration n'est accordée dans un tel cas;

QUE les arrêtés en conseil 3142 du 14 septembre 1971 et 1537-72 du 2 juin 1972 sont modifiés en conséquence jusqu'au premier jour de mars 1975;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46324-o

"ore": a mineral substance in natural deposit which must be transported for purposes of increasing its grade by concentration methods;

THAT in respect of the transport of logs and ore on public highways the maximum weight stipulated in the regulation annexed to Order in Council 3142 dated September 14, 1971 and Order in Council 1537-72 dated June 2, 1972 be increased as follows:

(*a*) the axle load and gross vehicle weight be increased by 20% until March 1, 1974;

(*b*) the axle load and gross vehicle weight be increased by 10% between March 1, 1974 and March 1, 1975;

THAT after the said date no increase be permitted in such cases;

THAT Orders in Council 3142 dated September 14, 1971 and 1537-72 dated June 2, 1972 be amended therefor until March 1, 1975;

THAT this Order in Council come into force upon the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46324-o

Ministère (s)
Travail et Main-d'oeuvre

Avis de modification

Industrie du camionnage de la région de Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage de la région de Montréal rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

Ajouter le nouvel article 1.03:

« 1.03 *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial de la présente partie comprend:

a) La ville de Montréal et toutes les municipalités situées sur l'Île de Montréal;

b) Toutes les municipalités situées dans un rayon de trente (30) milles de l'Île de Montréal. »

Department (s)
Labour and Manpower

Notice of Amendment

Cartage Industry — Montreal region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Montreal region, rendered obligatory by Decree No. 913 of June 16, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, an amendment to the said decree;

The new section 1.03 shall be added :

"1.03 *Territorial jurisdiction* : The territorial jurisdiction of the present part includes :

(*a*) The city of Montreal and all the municipalities situated on the Island of Montreal;

(*b*) All the municipalities situated within a radius of thirty (30) miles of the Island of Montreal."

LR-713

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main d'oeuvre,
Québec, le 10 juin 1972
46318-o

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 10, 1972
46318-o

Règlements nos 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre

Errata

Le projet de modification paru dans la *Gazette officielle du Québec* du 20 mai 1972 (page 4070), concernant le règlement no 1 relatif à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre s'appliquant à l'industrie de la construction doit être corrigé pour se lire comme suit:

a) Le titre du projet de modification est corrigé pour se lire comme suit:

« Règlements nos 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre ».

b) Le projet de modification est corrigé comme suit: les mots « règlement no 1 » sont remplacés par les suivants: « règlements nos 1 et 2 ».

46318-o

Regulations Nos. 1 and 2 respecting the Vocational Training and Qualification of Manpower

Errata

The Draft of Amendment which appeared in the *Québec Official Gazette* of May 20, 1972 (page 4070) concerning Regulation No. 1 respecting the Vocational Training and Qualification of Manpower in the Construction Industry is corrected to read as follows:

(*a*) The title of the Draft of Amendment is corrected to read as follows:

"Regulations Nos. 1 and 2 respecting the Vocational Training and Qualification of Manpower".

(*b*) The Draft of Amendment is corrected as follows:

the words "Regulation No. 1" are replaced by the following: "Regulations Nos. 1 and 2".

46318-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis

Plan conjoint des producteurs de lait du Québec
Règlement de pool

Prenez avis que lors de son assemblée du 30 mai 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement ci-après de la Fédération des producteurs de lait du Québec ajoutant les articles 11A, 11B, 11C,

LR-714

Québec Agricultural Marketing Board

Notice

Québec Milk Producers' Joint Plan
Pool By-Law

Take notice that at its meeting of May 30, 1972, the Québec Agricultural Marketing Board approved the following by-law of the Fédération des producteurs de lait du Québec adding sections 11A, 11B, 11C, 11D,

11D, 11E et 11F à son règlement de pool; ce règlement entre en vigueur dès la présente publication.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

CHAPITRE III A

Intégration graduelle

11A. Toute personne détenant un quota de mise en marché en vertu d'un autre plan conjoint de lait dans la la province de Québec peut être assujettie aux dispositions du présent règlement dans les limites et selon les exigences fixées à l'article suivant.

Au cours d'une année, la somme des quotas de mise en marché soustraite à la juridiction des autres plans conjoints de lait au Québec, en vertu du présent chapitre, ne peut en aucun cas excéder 50,000,000 de livres de lait.

11B. La Fédération doit assujettir aux dispositions du présent règlement toute personne détentrice d'un quota de mise en marché en vertu d'un autre plan conjoint de lait dans la province de Québec, selon les conditions suivantes:

a) Elle doit en recevoir une demande par la personne intéressée, entre le 1er février et le 31 août. Pour être considérée, cette demande doit contenir les documents prouvant que la personne intéressée satisfait aux exigences des paragraphes *b*), *c*), *d*), *e*), *f*) et *g*) du présent article. Les demandes sont considérées par la Fédération selon les dates et heures de mise à la poste.

b) La personne qui en fait la demande doit avoir produit du lait avant et continuellement depuis le 1er avril 1970, ou avoir acquis une ferme en exploitation et le troupeau depuis cette date et continuer de l'exploiter.

c) Elle doit prouver que son lait et ses installations laitières sont conformes aux lois et règlements provinciaux ou municipaux applicables concernant la qualité et l'hygiène.

d) S'il s'agit d'une personne domiciliée dans les comtés municipaux de Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Drummond, Arthabaska, Nicolet, Yamaska, Bagot, Richelieu, St-Hyacinthe, Shefford, Brome, Missisquoi, Iberville, St-Jean, Verchères, Rouville, Chambly, Laprairie, Napierville, Châteauguay, Beauharnois, Huntingdon, Vaudreuil-Soulanges, St-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, l'Assomption, Laval, Jacques-Cartier, Deux-Montagnes, Terrebonne, Argenteuil, elle doit être en mesure de se conformer au règlement 3429 de la ville de Montréal.

e) Elle doit posséder un bassin réfrigérant pouvant contenir au moins cinq (5) traites à la production maximum du troupeau.

11E and 11F to its pool by-law. This by-law will become effective upon this publication.

Québec Agricultural
Marketing Board
By: (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

CHAPTER III A

Gradual Integration

11A. Any person holding a marketing quota under another milk joint plan in the Province of Québec may be subject to the provisions of this by-law in the limits and according to the requirements fixed in the following section.

In a year, the sum of the marketing quotas withdrawn from the jurisdiction of other Québec milk joint plans, pursuant to this chapter, may, under no circumstances, exceed 50,000,000 pounds of milk.

11B. The Federation must hold, under the provisions of this by-law, any person holding a marketing quota under another milk joint plan in the Province of Québec, to the following conditions:

(*a*) It must receive an application from the interested party, between February 1st and August 31st. To be taken into consideration, this application must be accompanied by the documents proving that the interested party meets the requirements of paragraphs (*b*), (*c*), (*d*), (*e*), (*f*) and (*g*) of this section. The application will be considered by the Federation according to their mailing date and time.

(*b*) The applicant must have produced milk before April 1, 1970 and continually since, or have purchased a farm in operation and a herd since this date and continue to operate it.

(*c*) He must prove that his milk and dairy installations conform with the applicable Provincial or Municipal laws and regulations concerning quality and hygiene.

(*d*) In the case of a person domiciled in the Municipal Counties of Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Drummond, Arthabaska, Nicolet, Yamaska, Bagot, Richelieu, St.Hyacinthe, Shefford, Brome, Missiquoi, Iberville, St. Jean, Verchères, Rouville, Chambly, Laprairie, Napierville, Châteauguay, Beauharnois, Huntingdon, Vaudreuil-Soulanges, St.Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, l'Assomption, Laval, Jacques-Cartier, Deux-Montagnes, Terrebonne, Argenteuil, he must be prepared to conform to by-law 3429 of the City of Montreal.

(*e*) He must own a refrigerated reservoir with a capacity of at least five (5) milkings at maximum herd production.

LR-715

f) Elle doit être détentrice d'un contingent de subsides émis par la Commission.

g) Elle doit avoir livré depuis le 1er avril 1970, toute sa production à un marchand de lait.

11C. La Fédération attribue un quota de lait de consommation à toute personne qui rencontre les exigences de l'article précédent comme suit:

En aucun cas la quantité attribuée pour une année ne peut excéder cinquante (50) livres par jour.

Pour la première année et n'importe quand au cours de l'année, 20% de 60% du quota de mise en marché qui lui a été attribué le 1er avril 1970, ou le maximum de cinquante (50) livres par jour.

Par la suite, au 1er avril de chacune des quatre années subséquentes, une quantité égale à celle attribuée la première année.

11D. Dans le cas où le quota de mise en marché du requérant, au moment de la demande, est inférieur à celui prévu à l'article précédent, le quota de lait de consommation est attribué selon le quota de mise en marché en vigueur au moment de la demande.

11E. Le quota de mise en marché détenu en vertu d'un autre plan conjoint de lait devient le quota de lait de transformation prévu au présent règlement.

11F. Les demandes d'intégration graduelle reçues avant le premier jour du mois ne deviennent effectives que le premier jour du mois suivant si elles sont acceptées par la Fédération.

46320-o

(*f*) He must hold a quota basis subsidy issued by the Commission.

(*g*) He must have delivered all his production since April 1, 1970, to a milk dealer.

11C. The Federation grants a fluid milk quota to any person who meets the requirements of the preceding section as follows:

The quantity granted for one year will not exceed fifty (50) pounds per day, under no circumstances.

For the first year and at any time during that year, 20% to 60% of the marketing quota granted him on April 1, 1970, or the maximum of fifty (50) pounds per day.

Thereafter, on April 1st of the four following years, a quantity equal to that granted the first year.

11D. When the applicant's marketing quota, at the time of the petition, is less than that provided for in the preceding section, the fluid milk quota will be granted according to the marketing quota in force at the time of the application.

11E. The marketing quota held under another milk joint plan becomes the industrial milk quota provided for in this by-law.

11F. The gradual integration applications received before the first day of the month will become effective only on the first day of the following month if they are accepted by the Federation.

46320-

Proclamation

Canada
Province de Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Ã tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la Curatelle publique a été sanctionnée le 4 juin 1971;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 de ce bill, cette loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

LR-716

Proclamation

Canada
Province of Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Public Curatorship Act was assented to on June 4, 1971;

WHEREAS, pursuant to section 49 of this Bill, this Act is to come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

ATTENDU QU'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 1er juin 1972.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1490-72, en date du 31 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 1er juin 1972 la date d'entrée en vigueur de la Loi de la Curatelle publique (chapitre 81 des lois de 1971).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro 500
Folio 218
46217-o

WHEREAS it is expedient that this coming into force be fixed on June 1st, 1972.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1490-72, dated May 31, 1972. We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the date of the coming into force of the Public Curatorship Act (Chapter 81 of the Statutes of 1971) be fixed on June 1st, 1972.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C.,Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirty-first day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 218
46317-o

Avis divers

Projet de règlement

Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec.

Avis est donné, conformément à l'arrêté en conseil 427 du 4 mars 1965 que la Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration des 30 jours suivant la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*, pour obtenir l'approbation des règlements suivants:

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle de la Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, tenue à Ottawa, les 4, 5 et 6 mai 1972, les modifications suivantes ont été apportées aux règlements de la Corporation, en conformité avec l'article 10, 2ième paragraphe de la Loi des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, S.R.Q. 1964, chapitre 155: —

Miscellaneous Notice

Draft Regulation

Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec

Public notice is hereby given that, pursuant to Order in Council No 427 dated March 4, 1965, the Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council upon the expiration of 30 days from the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette* praying for approval of the following by-laws :

The Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec, a its general annual meeting held in Ottawa, on May 4, 5 and 6, 1972, approved the following amendments to the Regulations of the Corporation, in conformity with section 10, paragraph 2 of the Québec Master Pipe-Mechanics Act, R.S.Q., 1964, Chapter 155 :

LR-717

Article 57 b) — Ajouter à la fin dudit paragraphe, la phrase suivante: —

« Toutefois, ce montant de $25.00 devient confisqué si le candidat, ayant dûment convoqué à une séance d'examens et, sans raison valable à la satisfaction du Comité des Membres, fait défaut de se présenter à la date prévue. »

(Assemblée Générale Annuelle 1972)

Article 57 — Ajouter le nouveau paragraphe *d*), comme suit: —

d) « Tout candidat d'origine étrangère doit, au préalable, être admis au Canada comme « immigrant reçu », avoir une connaissance d'usage du français et de l'anglais et pouvoir lire et écrire convenablement l'une de ces deux langues. »

(Assemblée Générale Annuelle 1972)

Article 61 b) — Ajouter la phrase suivante: —

« Toutefois, si la place d'affaires, bureau ou atelier, est situé dans ou adjacent à une résidence sur une rue ou avenue résidentielle, une attestation est requise à l'effet que la municipalité concernée autorise l'exploitation d'une entreprise à cet endroit et l'installation d'une enseigne commerciale, soit dans le cas d'un nouveau membre ou à la suite d'un déménagement subséquent. »

(Assemblée Générale Annuelle 1972)

Article 104 — Ajouter sous-paragraphe 18, comme suit: —

« Le fait pour un membre de confier à toute autre personne, société ou compagnie, non-membre de la Corporation, l'exécution de travaux couverts par la Loi des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, pour lesquels il n'est pas qualifié. »

(Assemblée Générale Annuelle 1972)

Article 155 — Ajouter sous-paragraphes A et B, comme suit: —

a) « Vacances et démissions »

« Un membre du Comité Exécutif d'une Commission, peut en tout temps donner avis écrit au Comité Exécutif de son intention de démissionner et, sur acceptation de telle décision, la fonction devient vacante. Une fonction devient vacante si un titulaire, pour quelque raison, cesse d'être membre d'une Commission ou en est expulsé. Une fonction devient aussi vacante si un officier manque deux réunions consécutives sans motivation d'absence. »

b) « Si quelque vacance se produit parmi les membres du Comité Exécutif d'une Commission, celui-ci a le droit de nommer un membre de la Commission pour remplir la charge vacante pour le reste de la période d'office.

(Assemblée Générale Annuelle 1972)

46325-o

Article 57 (b) — At the end of the said paragraph, add the following sentence :-

"However, this amount of $25.00 is confiscated if the candidate, after having been duly called for an examination and without having given the Members Committee a valid reason therefor, does not show up at the date mentioned."

(General Annual Meeting 1972)

Article 57 — Add the following new paragraph (d) :-

(*d*) "Every applicant of foreign origin must, beforehand, be admitted in Canada as a "landed immigrant", have a working knowledge of French and English and be able to read and write one of the two languages suitably."

(General Annual Meeting 1972)

Article 61 (b) — Add the following sentence :-

"However, if the place of business, office or workshop is located in or adjacent to a residence on a residential street or avenue, a certificate is required attesting that the municipality concerned authorizes the operation of a business at this place and the installation of a business sign, be it in the case of a new memher or following a subsequent move."

(General Annual Meeting 1972)

Article 104 — Add the following sub-paragraph 18 :-

"The fact that a member may provide any other person, corporation or company, non-member of the Corporation, with work covered by the Québec Master Pipe-Mechanics Act, for which he is not qualified."

(General Annual Meeting 1972)

Article 155 — Add following sub-paragraphs A and B :-

(*a*) "Holidays and resignations"

"A member of the Executive Committee of a Commission may, at any time, give notice to the Executive Committee of his intention to resign and, upon acceptance of such a decision, the position becomes vacant. A position becomes vacant if an incumbent, for any reason, ceases to be a member of the Commission or is expulsed therefrom. A position also becomes vacant if an officer misses two consecutive meetings without justification."

(*b*) "If a vacancy should occur among the members of the Executive Committee of a Commission, this Committee has the right to appoint a member of the Commission to fill the vacancy for the remainder of the term of office.

(General Annual Meeting 1972)

46325

LR-718

INDEX No 23

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

1370 — Communications, transfert des services de bibliothèques et de centres de documentation de certains ministères au ministère des Communications. 4791
1370 — Communications, transfer of library services and documentation centres from certain Departments to the Department of Communications. 4791
1370 — Bibliothèques gouvernementales (sauf celles de la Législature et de la Bibliothèque nationale) regroupées au ministère des Communications. 4791
1370 — Libraries (government) transferred to the Department of Communications with the exception of the Québec National Library and the Library of the Legislature. 4791
1395 — Permis de chasse. 4793
1395 — Hunting licences. 4793
1395 — Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58 (*Hunting licences*). 4793
1395 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) (*Permis de chasse*). 4793
1408 — Protection du consommateur (L.Q. 1971, ch. 74) *règlement général*. 4746
1408 — Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74) *general regulation*. 4746
1465 — Québec Pension Board (S.Q. 1965, ch. 24) Rules of Procedure of the Review Commission (*Benefits*). 4797
1465 — Régie des rentes du Québec (L.Q. 1965, ch. 24) Règles de procédure de la Commission de revision (*Prestations*). 4797
1482 — Percé, munic (*endroit touristique*). 4806
1482 — Percé, munic. (*tourist area*). 4806
1482 — Heures d'affaires des établissements commerciaux (L.Q. 1969, ch 60) *munic. de Percé*. 4806
1482 — Commercial Establishments Business Hours Act (S.Q. 1969, ch. 60) *Munic. of Percé*. 4806
1530 — Camionnage, région de Québec (*Modification au décret*). 4806
1530 — Cartage, Québec region (*Amendments to the decree*). 4806
1532 — Coiffeurs de Victoriaville (*Approbation du règlement No 1*). 4807
1532 — Hairdressers, Victoriaville (*Approval of Regulation No. 1*). 4807
1537 — Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231 et amendements) *poids total en charge de véhicules automobiles munis de trois essieux*. 4810
1537 — Highway Code (R.S.Q. 1964, ch. 231 and amendments) *gross vehicle weight of motor vehicles equipped with 3 axles*. 4810
1537 — Poids total en charge de véhicules automobiles munis de trois essieux. 4810
1537 — Gross vehicle weight of motor vehicles equipped with 3 axles. 4810
1538 — Transport de bois en billes et du minerai. 4811
1538 — Transport of logs and ore. 4811
1538 — Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231 et amendements) *transport du bois en billes et du minerai*. 4811
1538 — Highway Code (R.S.Q. 1964, ch. 231 and amendments) *transport of logs and ore*. 4811

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICE*

Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec (*Projet de règlement*). 4816
Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec (*Draft Regulation*). 4816

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Camionnage, région de Montréal (*Mod.*). 4812
Cartage, Montreal region (*Amend.*). 4812
Formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (*Projet de modification au règlement Nos 1 et 2*) (*Erratum*). 4813
Vocational Training and Qualification of Manpower (*Draft of amendment to regulations Nos 1 and 2*) (*Erratum*). 4813

Régie des marchés agricoles du Québec — ***Québec Agricultural Marketing Board***

Producteurs de lait du Québec (*Règlement de pool*) (*Addenda*). 4813
Milk Producers (Québec) (*Pool By-law*) (*Addenda*). 4813

PROCLAMATION — *PROCLAMATION*

Curatelle publique (L.Q. 1969, ch. 81) entrée en vigueur. 4815
Public Curatorship Act (S.Q. 1969, ch. 81) coming into force of the Act. 4815

SOMMAIRE

ARRETÉS EN CONSEIL 4746

ASSEMBLÉE NATIONALE 4665

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES 4666

AVIS DIVERS 4667–4816

CHANGEMENT DE NOM 4681–4682

COMPAGNIES:
- Demandes d'abandon de charte 4669
- Dissoutes 4679
- Divers 4683
- Lettres patentes 4578
- Lettres patentes, avis d'annulation 4689
- Lettres patentes supplémentaires 4640
- Sièges sociaux 4674

CIES ÉTRANGÈRES 4692

CURATELLE PUBLIQUE 4698

DEMANDES À LA LÉGISLATURE 4687

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 4688
- Terres et forêts 4690
- Travail et main-d'oeuvre 4812

NOMINATIONS:
- Divers 4715
- Présidents d'élection 4714

PROCLAMATIONS 4643–4815

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC ... 4813

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES:
- Avis de dissolution éventuelle de corporations 4693
- Lettres patentes annulées 4697

SOUMISSIONS 4715

SYNDICATS PROFESSIONNELS 4729

VENTES PAR SHÉRIFS 4730

VENTE POUR TAXES 4698

SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE 4687

APPOINTMENTS:
- Miscellaneous 4715
- Returning officers 4714

CHANGE OF NAME ACT 4681–4682

COMPANIES ACT:
- Applications for surrendr of charter 4669
- Dissolved 4679
- Head offices 4674
- Letters patent 4578
- Letters patent, notice of annulment 4689
- Miscellaneous 4683
- Supplementary Letters Patent 4640

COMPANIES INFORMATIONS ACT:
- Letters patent annuled 4697
- Notice of eventual dissolution corporations .. 4693

COOPERATIVE ASSOCIATIONS 4666

DEPARTMENTS:
- Labour and Manpower 4812
- Lands and Forests 4690
- Municipal Affairs 4688

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES 4692

MISCELLANEOUS NOTICES 4667–4816

NATIONAL ASSEMBLY 4665

ORDERS IN COUNCIL 4746

PROCLAMATIONS 4643–4815

PROFESSIONAL SYNDICATES 4729

PUBLIC CURATORSHIP 4698

QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD ... 4813

SALES BY SHERIFFS 4730

SALE FOR TAXES 4698

TENDERS 4715

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

LOIS du Québec

1971

STATUTES

OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

$20

Chapitres séparés des Statuts

Chacun des chapitres concernant les lois publiques des plus récents Statuts (statuts refondus 1964 et statuts annuels subséquents) peut être acheté séparément en tiré à part. Le prix en est déterminé par le nombre de pages, comme on le précise ci-dessous.

Separate chapters of Statutes

Peprints of all public acts appearing in the 1964 Revised or subsequent annual Statutes can be ordered separately. Prices, based on length, are given below.

4, 8, 12 p.	**$ 0.35**
16, 20 p.	**$ 0.50**
24, 28, 32, 36 p.	**$ 0.75**
40 à 64 p.	**$ 1.00**
68 à 96 p.	**$ 1.25**
100 à 132 p.	**$ 1.50**
136 à 172 p.	**$ 1.75**
180 à 200 p.	**$ 2.00**
224 à 272 p.	**$ 2.25**

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest